L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC

1988

**Direction de la planification,
de l'analyse et de l'évaluation
Juin 1989**

Industrie, Sciences et Technologie Canada
Industry, Science and Technology Canada

Canada

© Ministère des Approvisionnements et Services Canada 1989
Nº de cat. C29-1/1-1988F
ISBN 0-662-95490-4

90-00827/

PROPOS LIMINAIRES

L'économie du Québec 1988 est un document d'analyse conjoncturelle réalisé par le bureau du ministère de l'Industrie, Sciences et Technologie Canada à Montréal.

Le document trace un portrait de l'évolution récente de l'économie et de la base industrielle québécoise, sur une toile de fond nationale et internationale. La situation de l'économie de chaque région de la province y est également passée en revue, en accordant une attention particulière aux principales collectivités qui les composent. **L'économie du Québec 1988** propose de plus à ses lecteurs des analyses structurelles sur les sujets suivants, soit: la recherche-développement industrielle au Québec, la diffusion de technologies au Québec et l'industrie des pâtes et papiers.

L'économie du Québec 1988 est sous la responsabilité principale de monsieur Jean-Pierre Lussier et Léonel Plasse, respectivement économiste et chef à la section de l'Analyse statistique. Madame Diane Bellon, messieurs Philippe Aubé, Jules Léger, Claude Lussier et Claude Valiquette ont également contribué à la rédaction. Les tableaux, graphiques et la responsabilité générale des données statistiques ont été confiés à mesdames Doris Larose et Chantal Nault. Les textes ont été traités par mesdames Nicole Monchamp, Dyane Provost et Monique Vigneau. Il convient de rappeler que cette équipe a travaillé sous la direction de monsieur Daniel Chicoine, directeur de la Planification, de l'Analyse et de l'Évaluation. Le Ministère invite les utilisateurs à lui communiquer leurs commentaires.

Le Coordonnateur fédéral
du développement économique
et
Directeur exécutif

Région du Québec

Robert G. Haack

SOMMAIRE

Propos liminaires.....i

Sommaire.....ii et iii

Liste des graphiques.....iv à vi

Liste des tableaux.....vii et viii

PREMIÈRE PARTIE: Analyse de la situation économique en 1988.

Faits saillants.....1

Contexte économique international.....5

L'économie canadienne.....9

La situation économique au Québec.....19

Aperçu général.....19

Le marché du travail.....25

Le secteur primaire.....29

Le secteur manufacturier.....40

Les industries de biens de consommation...47

Les industries de transformation des ressources.....58

Les industries de biens industriels et d'équipement.....71

Le secteur tertiaire.....96

Le tourisme.....107

SOMMAIRE
(suite)

DEUXIEME PARTIE: Aperçu des régions du Québec en 1988.

Présentation des régions.....109

Marché du travail - Vue d'ensemble.....111

Investissements - Vue d'ensemble.....115

Profils des régions.....118

Montréal-Métropolitain.....118
Laurentides.....128
Montérégie.....132
De Lanaudière.....137
Québec/Chaudière-Appalaches.....141
Mauricie/Bois-Francs.....148
Estrie.....157
Outaouais.....165
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine.....171
Bas St-Laurent.....175
Saguenay/Lac St-Jean.....179
Abitibi-Témiscamingue.....184
Côte-Nord.....188

TROISIEME PARTIE: Analyses structurelles

La recherche-développement industrielle au Québec.....195

La diffusion de technologies au Québec.....221

L'industrie des pâtes et papiers.....245

LISTE DES GRAPHIQUES

PREMIÈRE PARTIE: Analyse de la situation économique en 1988.

Graphique no.		Page no.
1	INDICE DES PRIX IMPLICITE DU PNB/PIB	6
2	PRINCIPAUX PAYS DE L'OCDE Création nette d'emplois et taux de chômage en 1988	7
3	ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION CANADIENNE	9
4	ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS CANADIENNES Totales - manufacturières	11
5	LES EXPORTATIONS CANADIENNES Certains produits	13
6	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉEL	19
7	LES IMMOBILISATIONS AU QUÉBEC Totales - Privées - Publiques	20
8	ÉVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL	25
9	CRÉATION NETTE D'EMPLOI AU QUÉBEC Temps plein - Temps partiel	26
10	ÉVOLUTION DU P.I.B. Agriculture - Forêt - Mines	29
11	RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES Dépenses et revenu net réalisé	31
12	LE SECTEUR MANUFACTURIER AU QUÉBEC Part du P.I.B. - Part de l'emploi	40
13	EXPORTATIONS INTERNATIONALES CHARGÉES AU QUÉBEC	42
14	EMPLOI DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER AU QUÉBEC Evolution par industrie	43
15	ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS AU QUÉBEC Aliments et boissons	49

LISTE DES GRAPHIQUES
(suite)

Graphique no.		Page no.
16	ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS AU QUÉBEC Meubles et ameublement	54
17	ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS AU QUÉBEC Habillement	56
18	ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS AU QUÉBEC Bois	59
19	ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS AU QUÉBEC Papier	62
20	ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS AU QUÉBEC Métaux primaires	67
21	ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS AU QUÉBEC Imprimerie et édition	77
22	ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS AU QUÉBEC Machinerie	80
23	ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS AU QUÉBEC Matériel de transport	85
24	ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS AU QUÉBEC Produits électriques et électroniques	89
25	ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS AU QUÉBEC Industries chimiques	92
26	LES SECTEURS AU QUÉBEC Création nette d'emplois Primaire - Secondaire - Tertiaire	96
27	VENTES AU DÉTAIL EN 1988	100
28	INDICE DES PRIX DES LOGEMENTS	102

DEUXIÈME PARTIE: Aperçu des régions du Québec en 1988

29	TAUX DE CHOMAGE PAR REGION	113

LISTE DES GRAPHIQUES
(suite)

TROISIÈME PARTIE: Analyses structurelles

Graphique no.		Page no.
30	DÉPENSES EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	197
31	EXÉCUTANTS DE LA R-D INDUSTRIELLE AU QUÉBEC EN 1986	198
32	PARTS PROVINCIALES DES DÉPENSES EN R-D INDUSTRIELLE AU CANADA	199
33	FINANCEMENT DE LA R-D INDUSTRIELLE EN 1986 Québec-Ontario	207
34	OBSTACLES A L'ADAPTATION DES TECHNOLOGIES	227
35	UTILISATION DES TECHNOLOGIES DE FABRICATION AVANCÉES	233

LISTE DES TABLEAUX

PREMIÈRE PARTIE: Analyse de la situation économique en 1988.

Tableau no.		Page no.
1	Le contexte économique international: principaux pays de l'OCDE	8
2	L'économie canadienne: principaux indicateurs	17
3	La situation économique au Québec	24
4	Le marché du travail au Québec	28
5	Recettes monétaires agricoles au Québec	32
6	Le secteur primaire au Québec	39
7	Immobilisations manufacturières au Québec	45
8	Les industries de biens de consommation	57
9	Les industries de transformation des ressources	70
10	Les industries de biens industriels et d'équipement	95
11	Le secteur tertiaire au Québec	106

DEUXIÈME PARTIE: Aperçu des régions du Québec en 1988

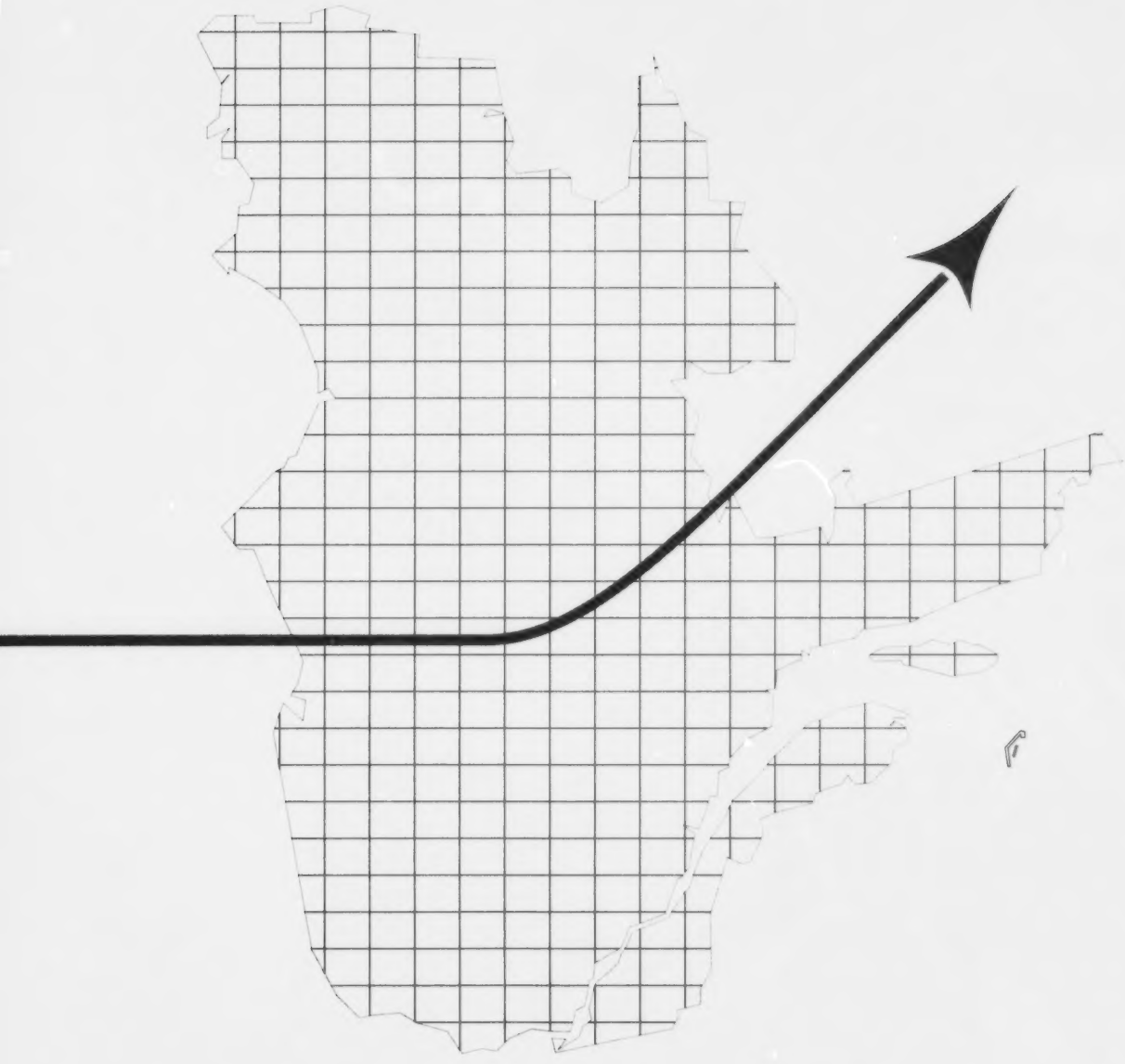
12	Population des régions	111
13	Personnes occupées	112
14	Revenu personnel disponible per capita	114
15	Investissements en immobilisations	116

LISTE DES TABLEAUX
(suite)

TROISIÈME PARTIE: Analyses structurelles

Tableau no.		Page no.
16	Répartition sectorielle de la recherche-développement industrielle	200
17	Évolution des dépenses de recherche-développement industrielle	201
18	Dépenses intra-muros de R-DI selon le niveau technologique de l'industrie	205
19	Commerce international de produits de haute technologie du Québec	208
20	Commerce international de produits de haute technologie du Québec par groupe de produits	209
21	Maîtrises et doctorats décernés dans le domaine des sciences naturelles et du génie par 10 000 habitants en 1986	212
22	Balance commerciale canadienne pour certains groupes de produits manufacturés	228
23	Estimations des délais moyens de diffusion internationale	229
24	Part des établissements utilisant au moins une technologie avancée de fabrication	234
25	Pourcentage des entreprises utilisant l'informatique à des fins de gestion de production	236
26	Part des entreprises manufacturières ayant introduit des applications informatiques	237
27	Diffusion sectorielle des nouvelles technologies	239

PREMIÈRE PARTIE:
Analyse de la situation économique en 1988



POINTS SAILLANTS

Le contexte économique international

- Malgré la crise boursière d'octobre 1987 et les sombres prévisions qui s'ensuivirent, l'économie mondiale a connu un rythme d'expansion rapide en 1988.

- Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, la croissance moyenne du P.N.B. réel s'est élevée à 4% en 1988, soit le taux le plus élevé depuis 1984.

- La plupart des grands pays industrialisés ont enregistré de bonnes performances au chapitre de leur production, notamment au Japon (+5,8%), aux Etats-Unis (+3,8%), au Canada (+4,4%) et au Royaume-Uni (+4,3%).

- Des tensions sur les prix et les salaires se sont manifestées dans certaines zones de l'OCDE, notamment aux Etats-Unis et au Canada, à mesure que les signes de surchauffe sont apparus. Toutefois, le taux d'inflation de l'ensemble des pays de l'OCDE est demeuré relativement faible à 3,8% en 1988.

- Des signes d'amélioration sont peu à peu apparus durant l'année au chapitre des déséquilibres commerciaux. La balance commerciale des Etats-Unis s'est quelque peu redressée, suite à la forte progression de ses exportations.

L'économie canadienne

- L'économie canadienne a fait preuve d'une vigueur appréciable en 1988, en dépit des craintes et du climat d'incertitude qui ont suivi le krach boursier d'octobre 1987.

- La croissance réelle du PIB au Canada a atteint 4,4% en 1988, soit un niveau remarquablement élevé compte tenu de la maturité du cycle économique actuel.

- La forte poussée des investissements des entreprises et la fermeté des dépenses de consommation ont constitué les principaux facteurs de croissance en 1988.

- La situation financière des entreprises canadiennes s'est sensiblement améliorée en 1988. En fait,

plusieurs compagnies ont enregistré des profits records durant l'année, notamment dans le secteur forestier et dans celui des mines et métaux.

- L'inflation au Canada a crû de façon relativement modérée en 1988 (4,1%), surtout si on considère les pressions constantes à la hausse exercées sur les prix par la vigueur de la demande intérieure et l'utilisation accrue des capacités de production. Toutefois, les craintes d'une recrudescence de l'inflation se sont rapidement ravivées à Toronto (5,1%) à mesure que les signes de surchauffe sont apparus.

- Le Canada a joui d'une forte croissance de l'emploi en 1988, alors que le nombre de personnes occupées s'est accru de près de 400 000 (+3.2%) par rapport à l'an dernier. Des gains importants furent enregistrés dans le secteur de la construction (+53 000) et dans le secteur manufacturier (+86 000).

- La forte création d'emplois au Canada s'est conjuguée à une hausse moindre de la population active, pour conduire à un recul appréciable du taux de chômage canadien en 1988. Celui-ci a reculé de 1 point de pourcentage à 7,8%, soit le taux le plus bas depuis 1981.

L'économie québécoise

- L'économie du Québec a continué de progresser à un rythme accéléré en 1988, lui permettant de connaître une sixième année consécutive d'expansion.

- Sur la base du PIB, l'économie québécoise a enregistré une croissance réelle de 5,3% en 1988. Cette performance permet au Québec de se placer aux premiers rangs des économies industrialisées et de devancer, avec l'Alberta et l'Ontario, la croissance moyenne de l'ensemble du Canada.

- Les investissements des entreprises ont constitué la composante la plus dynamique de l'économie québécoise en 1988. Stimulées par l'utilisation accrue des capacités de production et l'augmentation substantielle des bénéfices des entreprises, les dépenses en immobilisations se sont accrues de 13,2% en 1988. Sur le plan régional, la forte poussée des investissements a profité à presque toutes les régions administratives du Québec en 1988, notamment au Saguenay-Lac-St-Jean et en Abitibi-Témiscamingue.

- La construction domiciliaire, bien qu'en baisse par rapport au niveau record de 1987, a continué de contribuer à la croissance économique du Québec avec une activité qui est demeurée supérieure à la moyenne historique.

- Les dépenses de consommation sont demeurées élevées en 1988. Toutefois, les consommateurs ont dû recourir davantage au crédit et continuer à puiser dans leur épargnes pour financer leurs achats durant l'année.

- La contribution du secteur extérieur à la croissance économique du Québec a été très satisfaisante en 1988. Globalement, les exportations internationales chargées au Québec ont augmenté de 11,1% en 1988.

- Au niveau sectoriel, les industries manufacturières ont connu un rythme de croissance élevé en 1988. A la faveur de la reprise marquée des exportations, de la forte demande pour les produits manufacturés sur le marché domestique et de l'excellente tenue des investissements des entreprises, la valeur des expéditions manufacturières québécoises s'est accrue de 6,9% par rapport à l'an dernier.

- Ce sont les fabricants de biens durables qui ont agi comme fer de lance de la vigueur des expéditions manufacturières au Québec en 1988, notamment les industries des métaux primaires et d'équipements de transport.

- L'année 1988 s'est révélée excellente au chapitre de la création d'emplois au Québec. Le nombre de personnes occupées s'est accru de 83 000 durant l'année, soit une hausse de 2,8% par rapport à 1987. Le taux de chômage est tombé de 0,9 point de pourcentage pour s'établir à 9,4% en 1988, soit son taux le plus bas depuis 1976.

- La bonne tenue de l'économie québécoise en 1988 a eu des répercussions favorables sur le marché du travail de l'ensemble des régions du Québec. En fait, toutes les régions du Québec ont connu une hausse d'emploi durant l'année, leur permettant notamment de réduire ou de stabiliser leur taux de chômage. La création d'emplois fut particulièrement élevée dans les régions de l'Outaouais (7,7%) de l'Abitibiti-Témiscamingue (7,5%), de la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine (6,2%), de l'Estrie (5,5%) et de la Côte-Nord (5,1%).

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

L'évolution de la situation économique mondiale

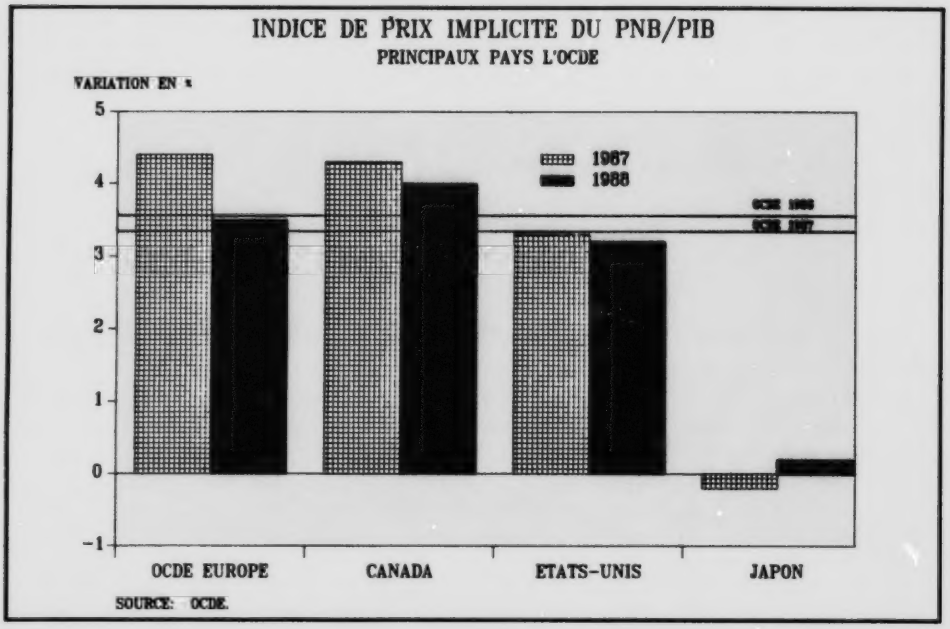
Fortement ébranlée par la crise boursière d'octobre 1987 et malgré les sombres prévisions qui s'ensuivirent, l'économie mondiale a poursuivi sa croissance avec encore plus de vigueur en 1988. Les interventions répétées des autorités monétaires en début d'année, à l'aide d'injections de liquidités, de réductions des taux d'intérêt et d'interventions massives sur les marchés des changes, ont rapidement restauré la confiance des agents économiques. Pour l'ensemble des pays de l'Organisation de Coopération et de développement économique (OCDE), la croissance moyenne du P.N.B. réel s'est élevée à 4% en 1988, soit le taux le plus élevé depuis 1984. Cette performance fut d'autant plus remarquable compte tenu de la maturité du cycle actuel de l'économie.

La plupart des grands pays industrialisés ont vu leur rythme d'expansion s'accélérer durant l'année et ce, bien que les résultats affichés par ceux-ci soient demeurés inégaux. Ayant bénéficié d'une forte demande intérieure, le Japon a enregistré la croissance la plus rapide en 1988. L'orientation expansionniste de sa politique monétaire a joué un rôle important à cet égard, notamment en donnant un coup de fouet à l'investissement résidentiel et manufacturier. De bonnes performances furent également observées en Amérique du Nord où la progression des économies américaines et canadiennes s'est avérée plus forte que prévue en 1988. Aux États-Unis, le commerce extérieur, contrairement aux années précédentes, a insufflé à l'économie américaine un nouveau dynamisme. A ce facteur est venu s'ajouter la relance des investissements en équipements dans les entreprises et la fermeté de la demande des ménages. Du côté des pays européens, bien que le rythme d'expansion de l'activité fut inférieur à la moyenne de l'OCDE, les gains enregistrés au chapitre de la production et de l'investissement ont dépassé les prévisions.

L'expansion plus forte que prévue dans la zone de l'OCDE n'a pas été sans créer des tensions sur les prix et les salaires dans certains pays. Aux États-Unis et au Canada, notamment, les craintes d'une recrudescence de l'inflation se sont rapidement ravivées à mesure que les signes de surchauffe sont apparus. Dans chacun de ces cas, toutefois, l'application d'une politique monétaire plus restrictive au cours du deuxième semestre fut suffisante pour stabiliser les mouvements haussiers des prix et éviter une relance de l'inflation.

Dans l'ensemble, le taux d'inflation des pays de l'OCDE est demeuré relativement faible à 3,8% en 1988, soit 0,2 point de pourcentage plus élevé que l'année précédente.

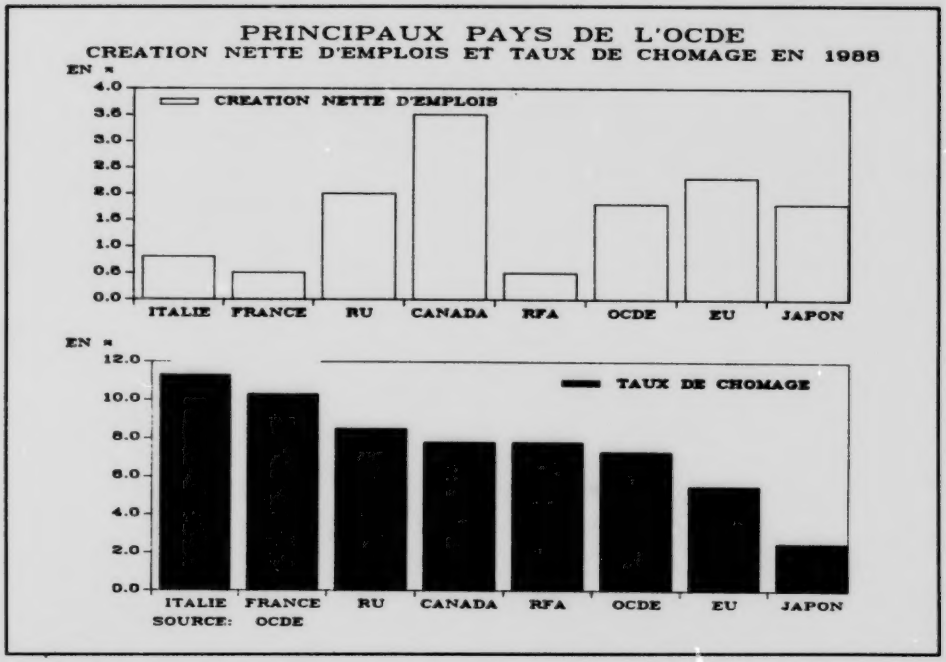
Graphique 1



Reflétant l'accélération de la production, les conditions du marché de travail dans la zone de l'OCDE se sont sensiblement améliorées en 1988. Au total, le nombre de personnes occupées s'est accru de 1,8% durant l'année, soit l'addition de 6,1 millions de nouveaux travailleurs. Parallèlement, sous l'effet d'une croissance moindre de la population active, le taux de chômage de la zone de l'OCDE est tombé à 7,25% en 1988, soit son niveau le plus bas depuis 1981. Des divergences importantes entre les grandes régions de l'OCDE ont cependant subsisté au cours de cette période. Alors que la progression de l'emploi fut particulièrement forte en Amérique du Nord, permettant aux taux de chômage des États-Unis et du Canada d'être ramenés à des niveaux jamais observés depuis le milieu des années 70, la situation était différente en Europe. A l'exception du Royaume-Uni, du Portugal et des Pays-Bas, la plupart des pays européens furent incapables de réduire significativement leur taux de chômage. Des taux de chômage élevés subsistent toujours dans bon nombre de pays, notamment

en Irlande (16,5%), en Espagne (19,5%) et en Turquie (15,5%). Au Japon, bien que l'emploi dans les secteurs d'exportation ait souffert de la forte appréciation du yen, le taux de chômage a marqué un léger recul de 0,3 point de pourcentage à 2,5% en 1988. La demande accrue de main-d'oeuvre liée au dynamisme des ventes intérieures fut à l'origine de cette baisse.

Graphique 2



La situation du commerce international au sein des pays de l'OCDE, qui s'était considérablement détériorée depuis quelques années à la suite de l'alourdissement du déficit américain, s'est quelque peu améliorée en 1988. Bien que les déséquilibres commerciaux soient demeurés marqués, des signes d'un revirement des flux commerciaux sont peu à peu apparus durant l'année. L'aspect le plus frappant de ce changement fut le redressement de la balance des échanges de produits manufacturés des États-Unis, grâce à la progression des exportations. En raison notamment d'une compétitivité accrue des entreprises américaines sur les marchés étrangers suite au réalignement du dollar américain, les exportations américaines ont augmenté de 19%, soit la croissance la plus élevée depuis 1980. Parallèlement, avec l'affaiblissement de la position concurrentielle de nombreux fournisseurs étrangers sur le marché américain et du changement

graduel des habitudes d'achat des consommateurs et des entreprises vers les biens domestiques, la pénétration croissante des importations aux États-Unis s'est quelque peu contractée en 1988. Globalement, le déficit du compte courant américain fut ramené à 132 milliards de dollars en 1988, après avoir atteint un record de 154 milliards de dollars en 1987. L'évolution de la balance courante en Europe fut très divergente d'un pays à l'autre. En fait, les pays où l'expansion de la demande intérieure fut la plus forte, soit notamment le Royaume-Uni, l'Espagne, la Norvège, la Suède et le Portugal, ont enregistré la dégradation de la balance courante la plus accentuée. En revanche, les pays dont la balance courante s'est redressée, soit notamment les Pays-Bas, le Danemark et l'Irlande, furent caractérisés par une faible demande, nettement inférieure à la moyenne de l'OCDE. Au Japon, sous l'effet d'un accroissement sensible des importations attribuable notamment à la vigueur de la demande intérieure et à l'appréciation du yen, l'excédent de la balance courante fut quelque peu réduit, celui-ci passant d'un record de 87 milliards de dollars en 1987 à 79 milliards de dollars en 1988.

Tableau 1

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

principaux pays de l'OCDE
variations annuelles en pourcentage

PAYS	PNB réel		Emploi		Prix implicite consommation privée	
	1987	1988	1987	1988	1987	1988
Etats-Unis	3,4	3,8	2,6	2,3	4,5	4,3
Canada	4,0	4,4	2,8	3,5	3,7	3,5
Japon	4,3	5,8	1,0	1,8	-0,1	0,0
France	2,3	3,5	0,1	0,5	3,2	2,5
Allemagne	1,8	3,8	0,7	0,5	0,5	1,3
Italie	3,1	3,8	0,2	0,8	4,8	5,0
Royaume-Uni	4,3	4,3	2,1	2,0	3,8	4,5
Total OCDE	3,3	4,0	1,6	1,8	3,6	3,8

Source: OCDE.

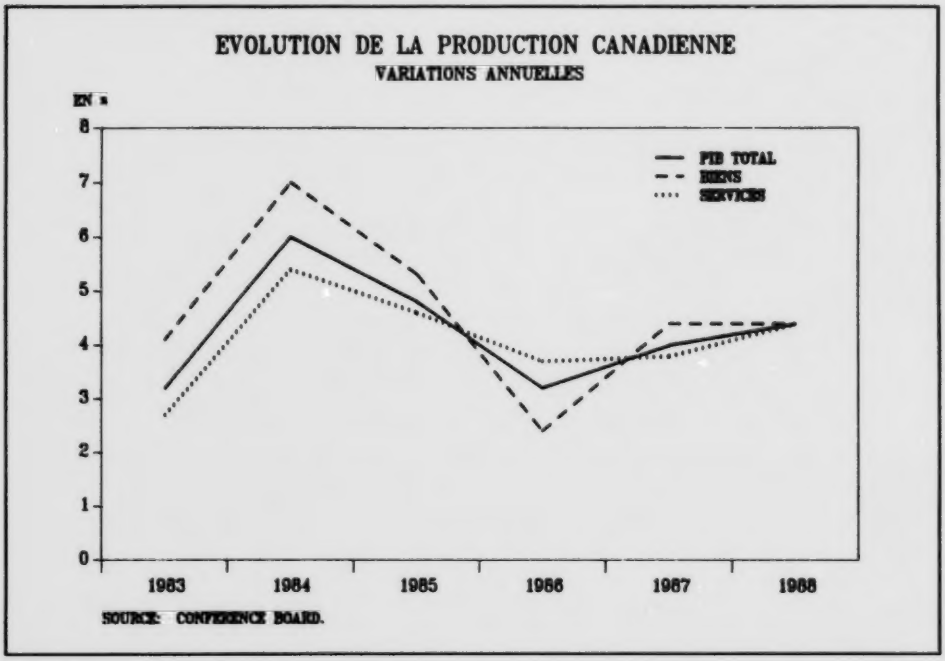
Note: Les données pour le Canada peuvent différer de celles mentionnées plus loin.

L'indice de prix implicite de la consommation privée inclut tous les biens et services produits et vendus sur le marché, en excluant les biens et services produits et vendus par les gouvernements.

L'ÉCONOMIE CANADIENNE

En dépit des craintes et du climat d'inquiétude qui ont suivi le krach boursier d'octobre 1987, l'économie canadienne a fait preuve d'une vigueur appréciable en 1988. Stimulée par le raffermissement des prix des matières premières, qui s'est traduit par une rentabilité accrue du secteur des ressources naturelles, et par la forte poussée des investissements des entreprises, la phase d'expansion économique du Canada a franchi une sixième année consécutive en 1988. Dans l'en-

Graphique 3



semble, la croissance réelle du P.I.B. au Canada a atteint 4,4% en 1988, soit un niveau remarquablement élevé compte tenu de la maturité du cycle économique actuel. Cette performance fut d'autant plus satisfaisante qu'elle permet au Canada de se classer aux premiers rangs des grands pays industrialisés de l'OCDE, avec le Japon et le Royaume-Uni, au chapitre de l'expansion économique. Des divergences importantes ont cependant subsisté d'une région à l'autre en 1988. En effet, tandis qu'au centre du pays l'appareil de production montrait des signes de surchauffe, l'économie des Prairies a subi un net ralentissement durant l'année. La sécheresse qui a sévi cet été en

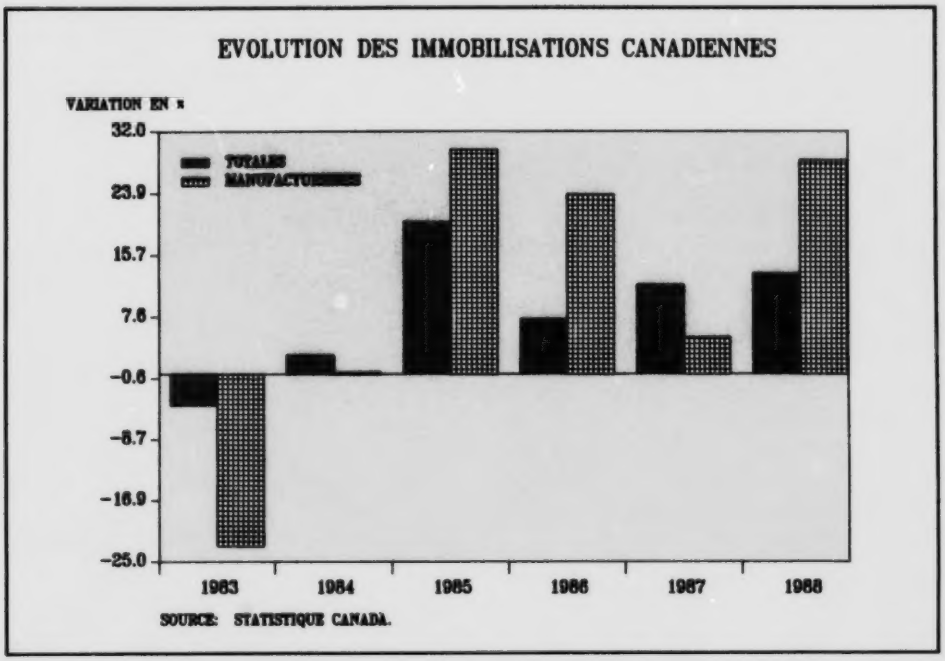
Amérique du Nord, entraînant une chute substantielle de la production agricole en Saskatchewan et au Manitoba, fut principalement à l'origine de cette situation.

Investissement

La composante la plus dynamique de l'économie canadienne en 1988 fut, sans contredit, les investissements des entreprises. Alors que plusieurs s'attendaient à ce que le climat de pessimisme engendré par le krach boursier d'octobre 1987 ait un impact négatif sur les investissements, les entreprises ont, au contraire, investi fortement durant l'année. En fait, les investissements des entreprises sont venu prendre le relai des dépenses de consommation pour assurer la poursuite de l'expansion économique en 1988. Selon l'enquête de Statistique Canada sur les intentions révisées d'investissement, les dépenses au titre de nouvelles immobilisations au Canada ont totalisé 122,9 milliards de dollars en 1988, soit un gain de 13,3% par rapport à l'an passé. La hausse des prix des matières premières, le taux élevé d'utilisation des capacités de production et l'augmentation sensible des bénéfices des entreprises furent à l'origine de cette forte poussée. A ces facteurs est venu s'ajouter la concurrence sur les marchés qui, à l'aube d'une plus grande libéralisation des échanges commerciaux, a forcé les entreprises à se moderniser davantage.

La plupart des provinces canadiennes ont contribué à l'essor des investissements en 1988, notamment celles de l'Ouest. Traduisant l'augmentation de l'activité de forage des puits de pétrole et de gaz naturel, l'Alberta a vu ses dépenses en immobilisations s'accroître de près de 20% durant l'année, soit la progression la plus rapide à travers le pays. La Saskatchewan, qui a bénéficié d'une hausse marquée des investissements dans les services publics, et la Colombie-Britannique ont également dépassé le taux national avec des gains respectifs de 14,8% et 16,3%. Sous l'effet des dépenses importantes d'Hydro-Québec, de la construction de nombreux bâtiments industriels et d'édifices à bureaux, de bons résultats furent aussi observés au Québec, où les dépenses en immobilisations se sont accrues de 13,2%. Du côté de l'Ontario, qui recueille plus de 40% des investissements de l'ensemble du Canada, la croissance des immobilisations fut inférieure à la moyenne nationale et ce, pour la première fois depuis 1981. Ce phénomène, qui survient toutefois après trois années consécutives de fortes hausses, fut attribuable au plafonnement dans la construction domiciliaire.

Graphique 4



Dépenses de consommation

Les consommateurs canadiens ont continué à dépenser substantiellement en 1988. Cette situation fut d'autant plus surprenante qu'au début de l'année tous constataient que le niveau d'épargne des particuliers avait sensiblement diminué par rapport à l'an passé, laissant prévoir un recul des dépenses des ménages. Or, stimulées par la croissance modérée du revenu personnel disponible et le fait que les ménages aient recouru davantage au crédit pour supporter leur niveau de dépenses, les dépenses de consommation ont affiché une vigueur appréciable en 1988. La réforme fiscale fédérale, laquelle a comporté une diminution des impôts à partir de juillet 88, la confiance accrue des consommateurs envers l'économie et les rabais consentis par les fabricants d'automobiles ont également fourni un support important à la consommation en 1988. Au total, les dépenses des ménages en biens et services se sont accrues de 3,2% en termes réels, soit un niveau particulièrement élevé compte tenu de la maturité du cycle actuel.

A l'instar de l'année précédente, les hausses furent particulièrement élevées en ce qui concerne les achats

de biens durables, notamment les achats d'automobiles (hausse de 10% des ventes des concessionnaires d'automobiles). Les ventes de meubles et d'appareils ménagers ont également été vigoureuses durant l'année, celles-ci ayant réagi au volume important des mises en chantier en 1987 et 1988.

Mises en chantier

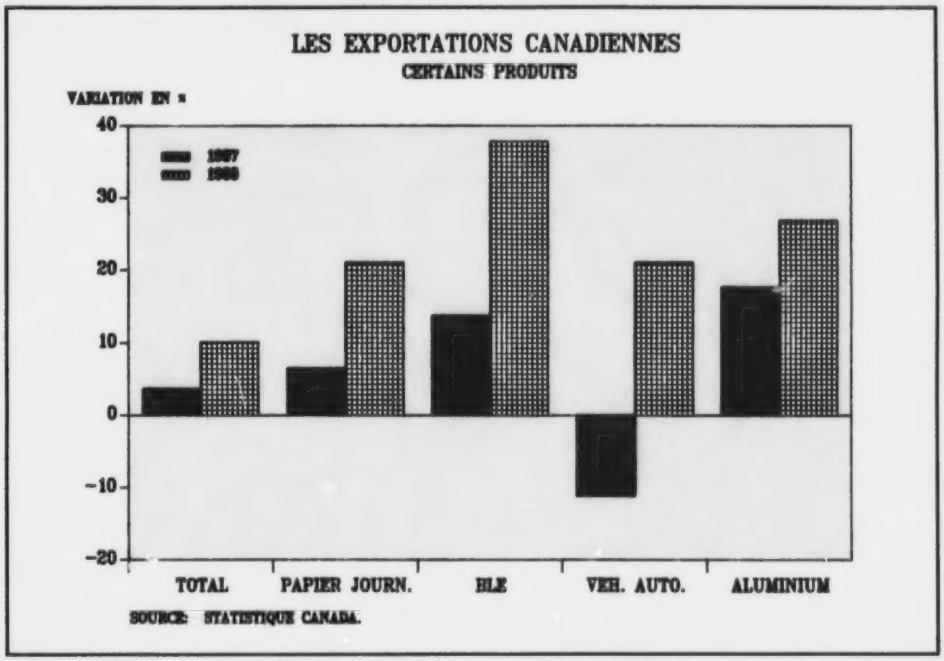
Après avoir affiché un dynamisme sans précédent en 1987, la construction résidentielle au Canada a connu une diminution de son activité en 1988. D'un sommet de 245 986 unités en 1987, les mises en chantier ont reculé à 222 562 cette année. Cette performance demeure toutefois très satisfaisante, surtout si on considère que depuis 1980, les mises en chantier ont atteint en moyenne 161 000 unités. La surproduction de logements constatée au cours des dernières années fut à l'origine du ralentissement en 1988. A ces facteurs est venu s'ajouter des taux d'intérêt hypothécaires à la hausse en raison du resserrement de la politique monétaire canadienne, visant à freiner les pressions inflationnistes.

Commerce extérieur

La contribution des exportations à la croissance économique du Canada fut particulièrement satisfaisante en 1988. Tirant avantage de la forte croissance de l'économie américaine et chez plusieurs de ses principaux partenaires commerciaux, les ventes du Canada à l'étranger ont connu une vigueur appréciable durant l'année. Le raffermissement des prix des matières premières a également favorisé les gains à l'exportation du Canada en 1988, du fait que les produits primaires représentent près de 20% des exportations totales de marchandises canadiennes. Les expéditions de marchandises du Canada à l'étranger se sont accrues de 8,7% en 1988, atteignant 137,1 milliards de dollars, soit le rythme d'augmentation le plus rapide depuis 1984. Ce sont surtout les ventes vers les pays d'outre-mer qui ont connu le taux de croissance le plus élevé en 1988. En effet, stimulées par la dépréciation de la devise canadienne par rapport aux monnaies européennes et au yen, permettant d'améliorer la compétitivité de l'industrie canadienne sur les marchés étrangers, les exportations vers ces pays ont progressé de plus de 20% durant l'année. Du côté des États-Unis, qui absorbent plus de 75% de nos exportations, la demande pour les produits canadiens fut également satisfaisante en 1988, surtout si on considère l'appréciation substantielle du dollar canadien

par rapport à la devise américaine. Dans l'ensemble, les ventes des exportateurs canadiens aux États-Unis sont passées de 94,5 milliards de dollars en 1987 à 100,6 milliards de dollars en 1988, soit un gain de 6,5%.

Graphique 5



L'essor du commerce extérieur canadien a largement reposé sur les exportations des produits de l'automobile, qui englobent notamment les voitures particulières, les camions et les autres véhicules moteurs. En effet, celles-ci, qui représentent plus du cinquième de l'ensemble des exportations canadiennes, se sont accrues de près de 25% durant l'année. Cette forte poussée fut attribuable essentiellement au fait que les travaux de modernisation de certaines usines de la société GM Canada se soient terminés en 1987, permettant une production accrue en 1988. Parmi les autres principaux produits d'exportation, le blé (+37,7%), le papier journal (+21,0%), la pâte de bois et pâte similaire (+18,3%), l'aluminium (+26,7%), les métaux précieux y compris alliages (+63,1%) et les machines et matériel de bureau (+21,8%) ont également accru leurs ventes à l'étranger.

Cependant, parallèlement à l'accroissement rapide des exportations, les importations ont également enregis-

tré des hausses substantielles en 1988. Sous l'effet de la demande accrue de machines et d'équipements d'utilisation industrielle, attribuable essentiellement à la forte croissance des investissements des entreprises, la valeur des importations a grimpé de 10,7% atteignant 127,5 milliards de dollars.

Tout compte fait, l'excédent commercial de marchandises du Canada en 1988 fut ramené à 9,6 milliards de dollars, comparativement à 11,0 milliards de dollars en 1987. Le déficit du compte courant, qui inclut également les services, s'est quelque peu alourdi en 1988. A la suite notamment de l'augmentation du déficit au compte des revenus de placements, celui-ci est passé de 10,6 milliards de dollars en 1987 à 11,3 milliards de dollars en 1988.

Bénéfices des sociétés avant impôts

Reflétant le dynamisme de l'économie, la situation financière des entreprises canadiennes s'est sensiblement améliorée en 1988. En fait, plusieurs compagnies ont enregistré des profits records durant l'année, notamment dans le secteur forestier et dans celui des mines et métaux. Dans le cas des forestières, la hausse du prix de vente du papier journal, l'utilisation quasi-maximale de la capacité de production et l'augmentation marquée de la marge bénéficiaire ont largement contribué à accroître les profits des compagnies en 1988. Du côté des mines et métaux, le raffermissement des prix sur les marchés internationaux leur a permis d'accroître leurs profits de façon substantielle. A ce facteur est venu s'ajouter les efforts de rationalisation consentis au cours des dernières années au chapitre des coûts, qui ont ouvert la voie à une rentabilité accrue en 1988. Globalement, les bénéfices des sociétés canadiennes avant impôts ont augmenté de 12,8%, pour s'établir à 57 milliards de dollars.

Inflation

L'inflation au Canada a cru de façon relativement modérée en 1988, surtout si on considère les pressions constantes à la hausse exercées sur les prix par la vigueur de la demande, l'utilisation accrue des capacités de production et le resserrement des marchés de nombreux produits industriels. En fait, l'indice des prix à la consommation (IPC) fut ramené à 4,1% en 1988, soit un recul de 0,3 point de pourcentage par rapport à l'an dernier. A l'origine de ce phénomène

fut le resserrement de la politique monétaire canadienne qui, par des majorations répétées du loyer de l'argent, a contré tout retour à l'inflation. La modération des accords salariaux conclus dans l'année a également contribué à éviter une relance de l'inflation en 1988. Parmi les composantes de l'IPC, l'énergie, le transport et les aliments se sont particulièrement bien comportés durant l'année, avec des augmentations annuelles respectives de 0,6%, 1,9% et 2,6%.

Marché du travail

Stimulé par la forte expansion de son économie, le Canada a joui d'une vigoureuse croissance de l'emploi en 1988. Selon l'Enquête sur la population active (EPA), le nombre de personnes occupées au Canada s'est accru de 3,2% en 1988 pour atteindre 12 244 000, soit l'addition de 383 000 travailleurs par rapport à l'an dernier. Les résultats furent d'autant plus encourageants qu'ils permettent au Canada d'afficher la croissance d'emplois la plus forte parmi les principaux pays de l'OCDE. Bien que la création d'emplois ait été mieux répartie entre les régions en 1988, des divergences considérables ont subsisté d'une province à l'autre. Alors que la création d'emplois était particulièrement vigoureuse en Ontario (+3,7%) où l'appareil de production a montré des signes de surchauffe, notamment dans la région de Toronto, les conditions du marché du travail se sont sensiblement détériorées au Manitoba et en Saskatchewan, la croissance de l'emploi y étant à peu près nulle. Ailleurs au pays, l'Alberta, Terre-Neuve et la Colombie-Britannique ont également bénéficié de la progression de l'emploi avec des hausses respectives de 3,5%, 5,5% et 4%.

Contrairement à 1987 où la presque totalité des emplois créés au Canada fut concentrée dans les postes à plein temps, la création d'emplois en 1988 s'est appuyée davantage sur les postes à temps partiel. Durant l'année, les postes à temps partiel se sont accrus de 4,3% (+77 000) comparativement à 3,0% pour les postes à plein temps.

La croissance de l'emploi fut particulièrement vigoureuse dans le secteur de la construction en 1988. Ayant bénéficié de la reprise des investissements des entreprises qui s'est traduite notamment par une hausse appréciable de la construction industrielle, et de la performance satisfaisante des mises en chantier, les effectifs se sont accrus de près de 55 000 personnes, soit une augmentation de 7,9% par rapport à l'an

dernier. Le secteur manufacturier a également affiché des gains substantiels en 1988 sous l'effet de la forte poussée des exportations. Au total, le nombre de personnes occupées dans les industries manufacturières s'est accru de 86 000 durant l'année, soit la croissance d'emplois la plus forte depuis 1984. Parmi les principales industries manufacturières canadiennes, la demande de main-d'oeuvre fut particulièrement élevée dans les papeteries (+10,0%), dans les industries des métaux primaires (+13,2%), d'équipements de transport (+6,0%) et de l'habillement (+10,6%).

Le secteur tertiaire, qui est responsable de plus de 70% de l'ensemble des emplois au Canada, a également contribué au dynamisme du marché du travail en 1988. Avec l'apport du groupe des institutions financières (+17 000 ou 5,2%), des assureurs (+4 000 ou 3,0%) et des agences d'assurances et immobilières (+9 000 ou 3,8%) et celui du commerce (+71 000 ou 3,4%), les effectifs du secteur tertiaire ont atteint un sommet de 8 679 000 personnes, soit une hausse de 3,0% par rapport à 1987.

La forte création d'emplois au Canada (+3,2%) conjuguée à une hausse moindre de la population active (+2,0%), a conduit à un recul appréciable du taux de chômage canadien en 1988, qui s'est abaissé sous les 8,0%. En effet, celui-ci a reculé de 1,0 point de pourcentage à 7,8%, soit le taux le plus bas depuis 1981. Quoique fort satisfaisantes, ces données ont caché d'importantes divergences régionales. Tandis que l'Ontario a continué de se démarquer des autres provinces canadiennes avec un taux de chômage de 5,0%, le chômage est demeuré élevé dans les provinces maritimes, notamment à Terre-Neuve et à l'Ile-du-Prince-Édouard.

Tableau 2

L'ÉCONOMIE CANADIENNE
principaux indicateurs

Indicateurs	1984	1985	1986	1987	1988
			en millions $		
PIB réel ($81)	336 941	353 253	364 540	379 243	395 921
Ventes au détail	116 080	129 446	140 009	153 733	165 123
Immobilisations	75 378	90 504	97 086	108 529	122 952
Revenu personnel disponible	300 346	323 708	340 309	363 858	385 579
Bénéfices des entreprises	44 161	47 156	42 117	50 733	57 188
Exportations	112 384	119 475	120 670	125 087	137 695
Balance commerciale	19 837	16 401	9 810	10 976	9 595
Balance des opérations courantes	2 695	-1 936	-10 496	-10 576	-11 262
			en milliers		
Population active	12 316	12 532	12 746	13 011	13 275
Emploi	10 932	11 221	11 531	11 861	12 244
Mises en chantier	135	166	200	246	223
Faillites	9,6	8,7	8,5	7,7	8,0
			en %		
Taux de chômage	11,3	10,5	9,5	8,8	7,8
Prix à la consommation	4,4	4,8	4,1	4,4	4,1
Taux d'utilisation de capacité de production	80,2	82,5	82,1	84,6	87,5*

Note: *(9 mois)

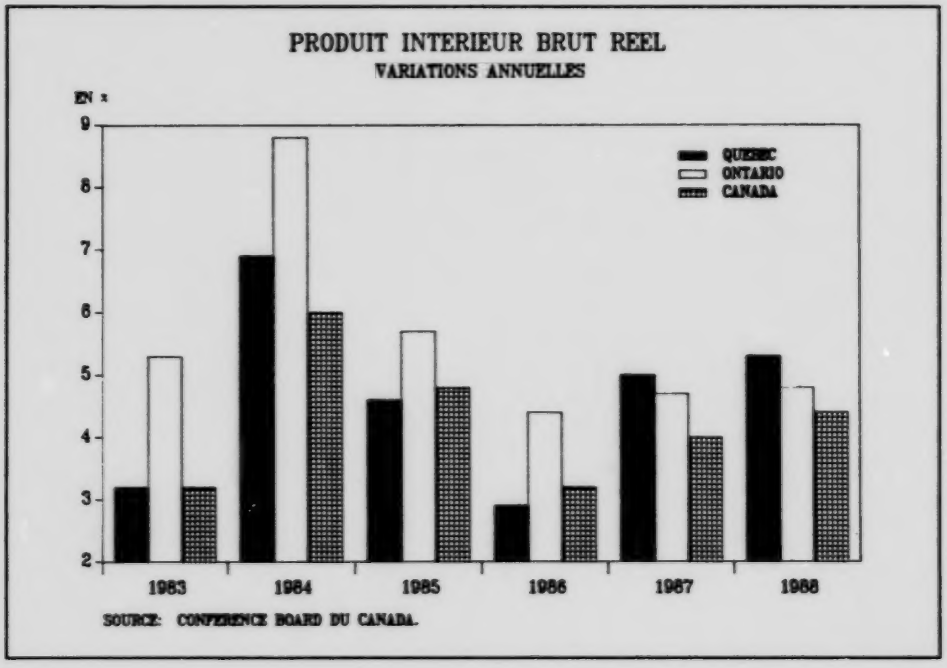
Source: Statistique Canada, Conference Board, Consommation et Corporation Canada, MIST-Ottawa.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Aperçu général

L'économie du Québec a continué de progresser à un rythme accéléré en 1988, lui permettant de connaître une sixième année consécutive d'expansion. La forte poussée des investissements des entreprises, la fermeté des dépenses de consommation et la vigueur de la demande extérieure ont constitué les principaux facteurs de croissance durant l'année. La construction domiciliaire, bien qu'en baisse par rapport à 1987, a également apporté une contribution élevée. Sur la base du produit intérieur brut (P.I.B.) réel, l'économie québécoise a progressé de 5,3% en 1988, soit un niveau remarquablement élevé compte tenu de la maturi-

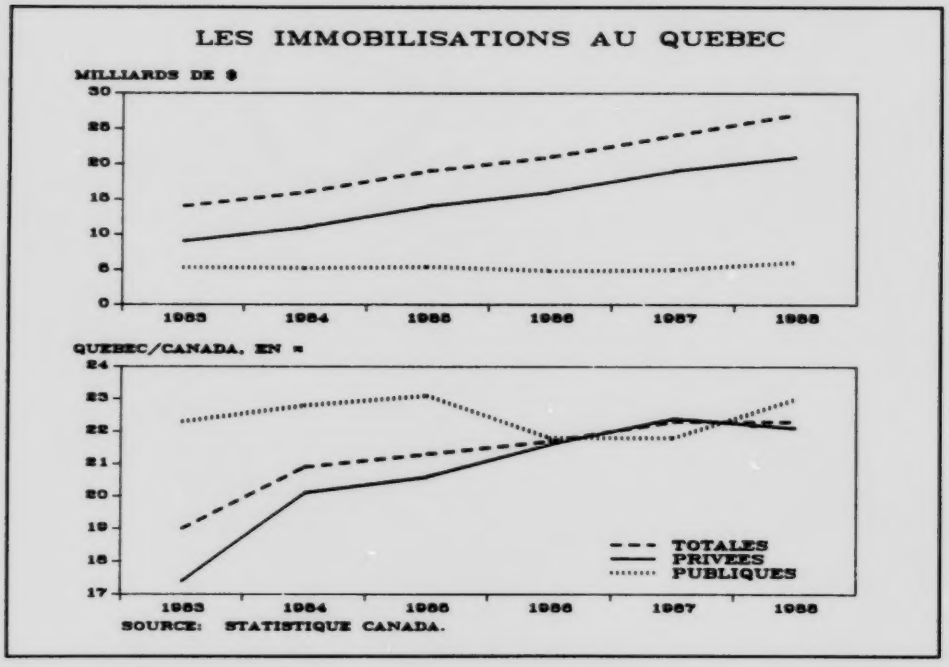
Graphique 6



té du cycle actuel d'expansion. Cette performance fut d'autant plus intéressante qu'elle permet au Québec de se placer aux premiers rangs des économies industrialisées et de devancer, avec l'Alberta et l'Ontario, la croissance moyenne de l'ensemble du Canada (4,4%).

Les investissements des entreprises ont constitué la composante la plus dynamique de l'économie québécoise en 1988. En fait, ceux-ci sont venus prendre le relais des dépenses de consommation et de la construction domiciliaire pour assurer la poursuite de l'expansion économique en 1988. L'utilisation accrue des capacités de production et l'augmentation substantielle des bénéfices des entreprises ont favorisé les investissements durant l'année. A ces facteurs est venu s'ajouter la concurrence sur les marchés extérieurs qui, à l'aube d'une plus grande libéralisation

Graphique 7



des échanges commerciaux (Accord du Gatt, Accord du libre-échange Canada-U.S.) a forcé les entreprises à se moderniser davantage. Globalement, les dépenses au titre de nouvelles immobilisations privées et publiques ont totalisé 27,4 milliards de dollars en 1988, ce qui équivaut à un gain de 13,2% par rapport à l'an dernier. En tenant compte de l'inflation, la croissance réelle des immobilisations québécoises fut d'environ 9% en 1988. Une croissance similaire fut observée dans les autres régions du Canada, de sorte que la part du Québec dans les immobilisations canadiennes est demeurée à peu près stable à 22,3% en 1988.

Contrairement aux cinq dernières années, où la hausse des investissements reposait presqu'exclusivement sur l'apport du secteur privé, les gains réalisés en 1988 furent également attribuables au secteur public. Ce phénomène fut le résultat de la forte poussée des dépenses d'Hydro-Québec, notamment dans le transport d'énergie et dans les réseaux d'interconnection avec les états américains limitrophes. Dans l'ensemble, les dépenses en immobilisations encourues par le secteur public ont grimpé de plus de 20% en 1988, atteignant 6,1 milliards de dollars. Du côté du secteur privé, les entreprises ont continué d'investir massivement en 1988, quoique de façon plus modérée que l'an dernier. Globalement, celles-ci ont réalisé des dépenses en immobilisations de 21,3 milliards de dollars durant l'année, ce qui représente une hausse de 10,9% par rapport à 1987. Les investissements du secteur privé ont crû de façon très marquée dans le secteur manufacturier (+27,1%) et dans celui du commerce, des finances et des services commerciaux (+13,6%). Dans le cas du secteur manufacturier, l'implantation et la modernisation d'usines d'envergure, notamment Norsk Hydro à Bécancour, Alcan à Laterrière, Hyundai à Bromont, Domtar à Windsor et GM à Boisbriand, ont constitué les principaux facteurs de croissance en 1988. Du côté des secteurs du commerce, des finances et des services commerciaux, les investissements ont bénéficié de la fin des travaux de rénovation et de construction de nombreux édifices à bureaux et commerciaux d'importance, notamment dans le centre-ville de Montréal. Parmi les autres branches d'activités, seul le secteur de l'habitation, qui est responsable de près du tiers de l'ensemble des immobilisations québécoises, n'a pu accroître ses investissements durant l'année. En effet, à la faveur du ralentissement dans la construction domiciliaire, les dépenses en immobilisations dans l'habitation sont demeurées à peu près stables à 8,6 milliards de dollars en 1988. Cette stagnation survient cependant après cinq années consécutives de forte croissance.

Les dépenses de consommation des ménages, même en légère baisse par rapport à l'an dernier, ont constitué un autre élément moteur à la croissance économique du Québec en 1988. Les consommateurs ont dû cependant recourir davantage au crédit et continuer à puiser dans leurs épargnes pour financer leurs achats durant l'année. Leur taux d'endettement et leur taux d'épargne, déjà fortement handicapés suite à la forte poussée des dernières années, ont donc continuer à se détériorer en 1988. Plusieurs facteurs sont venus fournir un support important à la consommation durant l'année, notamment la réforme fiscale, laquelle a

comporté une baisse des impôts fédéraux à partir de juillet 1988, la confiance accrue des consommateurs envers l'économie, l'augmentation de 6,5% du revenu personnel disponible et les nombreux rabais consentis par les fabricants d'automobiles. L'ensemble de ces éléments s'est traduit par une augmentation de 7,1% des ventes au détail, qui ont totalisé 41,6 milliards de dollars. La plupart des grandes catégories de magasins ont accru leurs chiffres d'affaires en 1988. Les hausses les plus significatives furent enregistrées dans le secteur de l'automobile, notamment chez les concessionnaires d'automobiles (+9,1%), les vendeurs d'automobiles d'occasion (+12,0%) et dans les magasins de pièces et accessoires d'automobiles (+11,4%). De bons résultats furent également observés dans les magasins d'articles de sports et accessoires (+17,9%) et dans les épiceries, confiseries et articles divers (+10,4%). Du côté des magasins de meubles (+9,7%) et de produits de quincailleries (+11,6%), les ventes sont demeurées soutenues à la faveur du niveau d'activité encore très élevé dans le secteur de la construction domiciliaire.

La construction domiciliaire, bien qu'en baisse par rapport au niveau record de 1987, a également contribué à l'essor de l'économie québécoise en 1988 par son niveau d'activité qui est demeuré supérieur à la moyenne historique. En effet, même si le nombre de mises en chantier au Québec fut ramené à 58 062 unités en 1988 après avoir atteint 74 179 unités en 1987, ce niveau est demeuré plus élevé que la moyenne des huit dernières années (43 000 unités). C'est la construction de logements multiples qui fut la principale responsable du ralentissement des mises en chantier au Québec en 1988 avec un recul de 30% par rapport à l'an dernier. Les taux de vacance élevés dans le secteur locatif et la hausse des taux hypothécaires ont constitué les principaux obstacles en 1988. De façon moindre, les changements apportés à l'exonération sur les gains en capital ont aussi affecté les activités durant l'année. Le secteur unifamilial, pour sa part, a éprouvé une diminution de moindre importance, soit de 16%. L'inventaire grandissant de maisons neuves invendues et le gonflement des prix moyens de maisons, limitant l'accès à la propriété, ont compté parmi les principaux facteurs de cette baisse.

L'augmentation de près de 15% du nombre de faillites commerciales au Québec a constitué un des rares points négatifs en 1988, surtout si on considère que dans l'ensemble du Canada, la hausse ne fut que de 4,9%. Au total, 3 078 faillites commerciales ont été déclarées au Québec en 1988 comparativement à 8 031 pour le

Canada. Ainsi, quatre faillites commerciales sur dix à travers le pays sont survenues au Québec en 1988. Bien que ce ratio soit très élevé, il faut toutefois souligner que le Québec a créé beaucoup plus de nouvelles entreprises ces dernières années. Or, comme celles-ci se sont multipliées plus rapidement au Québec, il n'est donc pas surprenant de constater que le nombre de faillites s'est également accru plus fortement. A l'exception des industries primaires (-17 ou -15.3%), tous les genres d'industries au Québec ont subi des hausses au chapitre des faillites, notamment les commerces de gros et de détail (+193 ou +18.8%), les services (+88 ou +10,4%) et les industries manufacturières (+43 ou +19,6%). Les montants totaux engloutis dans ces faillites ont également augmenté substantiellement durant l'année, passant de 459 millions de dollars en 1987 à 594 millions de dollars en 1988.

La contribution du secteur extérieur à la croissance économique du Québec a été très satisfaisante en 1988. Globalement, les exportations internationales chargées au Québec ont augmenté de 11,1% en 1988 comparativement à une baisse de 0,5% en 1987. Une partie de cette évolution fut attribuable au rétablissement des exportations de voitures particulières en provenance de l'usine GM à Boisbriand; en 1987, celle-ci avait interrompu sa production afin de moderniser ses installations. Si l'on exclut cette circonstance exceptionnelle, le taux de croissance des exportations québécoises s'élève à 3,8%. La demande extérieure pour les matières travaillées et les produits finis non comestibles a été particulièrement soutenue durant l'année, avec des exportations en hausse de 8,7% et 16,6% respetivement. De façon plus précise, l'année 1988 s'est révélée particulièrement favorable aux exportations d'aluminium et d'alliages métalliques (+49%), de papier journal (+16,1%) et de pâte de bois (+31,5%).

La mondialisation des marchés et la concurrence accrue qui en découle oblige les entreprises à investir davantage dans la recherche-développement (R-D) pour survivre et croître. Vu l'importance de ce sujet, l'analyse sectorielle comporte un compte rendu des efforts de recherche et de développement faits au sein des différentes industries au Québec. Selon les plus récentes indications (1986), plus de la moitié de la R-D dans la province est effectuée par des entreprises commerciales. Au nombre de 830, elles effectuent des dépenses de R-D de 872 millions de dollars, soit 23% de l'ensemble des dépenses de recherche-développement industrielle au Canada. Les entreprises québécoises

emploient plus de 12 000 personnes à des tâches de R-D dont près de la moitié sont des professionnels (scientifiques, ingénieurs, cadres et administrateurs). La majorité des travaux de R-D au Québec se font dans le secteur secondaire (64%) et tertiaire (35%). Moins de 1% des activités de R-D sont effectuées dans le secteur primaire. Dans l'ensemble du Canada, les entreprises qui exécutent des travaux de R-D affectent 1,4% de leurs ventes à ce type d'activités. Ce ratio varie toutefois en fonction des secteurs. Ainsi il est de 1,5% dans le cas du secteur secondaire (manufacturier), 1,2% dans le cas des services et 0,7% dans le secteur primaire. Il n'existe pas de données provinciales comparables.

Tableau 3

LA SITUATION ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC
principaux indicateurs

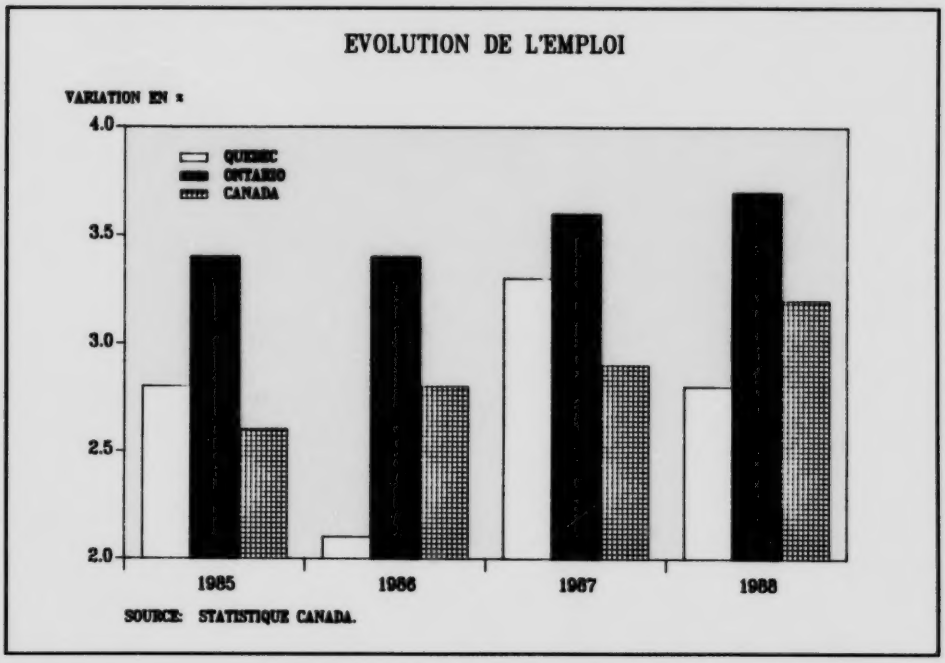
Indicateurs	1984	1985	1986	1987	1988
			en millions de $		
PIB réel ($81)	75 231	78 687	80 946	85 032	89 548
Ventes au détail	28 713	31 636	34 593	38 866	41 615
Exportations	17 356	18 611	19 946	19 839	22 039
Immobilisations	15 748	19 240	21 030	24 179	27 362
secteur privé	10 544	13 837	16 244	19 211	21 310
secteur public	5 204	5 403	4 786	4 968	6 052
Revenu personnel	91 192	98 585	104 597	112 473	121 414
Revenu personnel disponible	71 610	77 130	80 898	86 266	91 887
Gains et salaires	50 717	54 436	58 276	63 278	67 912
			en milliers		
Mises en chantier	41,9	48,0	60,3	74,1	58,1
Faillites	3,3	2,8	2,8	2,7	3,1
Jours-personnes perdus	1 112	1 134	2 268	1 603	1 447

Source: Statistique Canada, Conference Board, BSQ, Consommation et Corporations Canada et Ministère du travail, Québec.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

L'année 1988 s'est révélée excellente au chapitre de la création d'emplois au Québec, suite à la vigueur plus forte que prévu de l'économie québécoise. Selon l'Enquête sur la population active (EPA), le nombre de personnes occupées au Québec s'est accru de 83 000 en 1988, ce qui équivaut à un gain de 2,8% par rapport à l'an dernier. Quoique cette performance soit inférieure aux 93 000 emplois créés en 1987, celle-ci demeure remarquable surtout si on considère la maturité du présent cycle d'expansion économique.

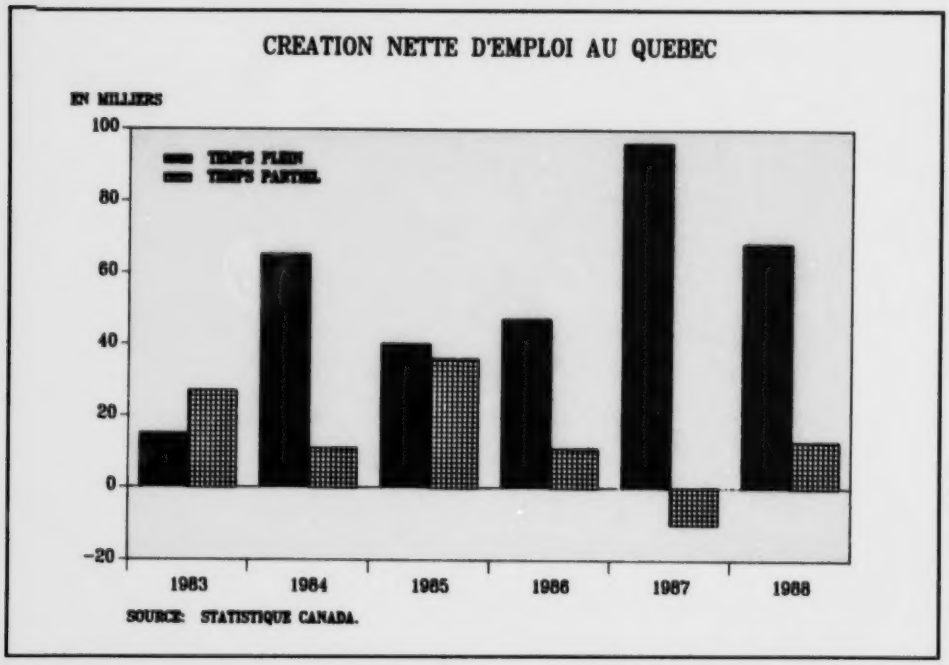
Graphique 8



Fait intéressant, près de 90% des nouveaux emplois au Québec en 1988 étaient des emplois à plein temps. Globalement, le nombre d'emplois à plein temps a augmenté de 68 000 pour atteindre 2 592 000 en 1988. Du côté des emplois à temps partiel, les effectifs sont passés de 395 000 en 1987 à 408 000 en 1988.

La croissance de l'emploi au Québec n'a pas bénéficié également à tous les secteurs de l'économie en 1988. Une grande partie des gains d'emplois durant l'année fut attribuable au secteur manufacturier, à la construction et au secteur des services aux entreprises.

Graphique 9



Dans le cas des industries manufacturières, la reprise des exportations, la poussée des investissements des entreprises et la forte demande intérieure ont donné lieu à une augmentation exceptionnelle de plus de 50 000 nouveaux emplois en 1988, soit un niveau encore jamais atteint auparavant. En moyenne, les effectifs du secteur manufacturier au Québec ont atteint un nombre record de 612 000 personnes en 1988, ce qui équivaut à une hausse de 9,4% par rapport à l'an dernier. Cette performance fut d'autant plus remarquable qu'elle permet au secteur de la fabrication d'être responsable de plus de 60% de l'ensemble des emplois créés au Québec en 1988. Du côté de la construction, la vigoureuse activité dans les secteurs industriel et commercial ainsi que les nombreux travaux de génie ont plus que compensé l'effet à la baisse du secteur résidentiel. Globalement, les effectifs sont passés de 158 000 en 1987 à 174 000 en 1988, ce qui représente une hausse appréciable de 10,4%. Ce résultat est d'autant plus exceptionnel qu'il permet au secteur de la construction, qui compte pour seulement 5,8% de l'emploi total, d'être responsable de près de 20% de l'ensemble des nouveaux emplois créés au Québec.

Contrairement à l'année précédente, la contribution du secteur tertiaire à la création d'emplois s'est considérablement amoindrie en 1988. En effet, ce secteur qui compte pour plus de 70% de l'emploi total, n'a fourni qu'environ le quart des nouveaux emplois durant l'année comparativement à 80% en 1987. Au total, le nombre de personnes occupées dans le secteur tertiaire au Québec ne s'est accru que de 0,9% pour atteindre 2 106 000, soit son taux de croissance le plus bas de la décennie, si on fait exception de 1982. Parmi les sous-secteurs du tertiaire, la plupart ont connu des baisses d'emplois durant l'année, notamment le commerce (-0,1%), l'administration publique (-4,0%), les utilités publiques (-0,1%) et les finances, assurances et affaires immobilières (-1,8%). En fait, seuls les services, en particulier les services aux entreprises, ont affiché des gains d'emplois significatifs durant l'année, avec une augmentation de 3,2% par rapport à 1987. Dans le cas du secteur des finances, assurances et affaires immobilières, la stagnation de l'emploi fut attribuable notamment au ralentissement de l'activité immobilière et des marchés financiers. Le secteur primaire a également été à l'encontre de la croissance générale, avec des effectifs en baisse de plus de 5% par rapport à l'an dernier.

La progression de l'emploi n'a pas bénéficié de la même façon à tous les groupes d'âge en 1988. En effet, tandis que le nombre d'emplois progressait de 26 200 (+3,7%) chez les travailleurs âgés entre 45 et 64 ans, celui-ci n'a augmenté que de 2 700 (+0,5%) chez les jeunes 15-24 ans. Du côté des personnes âgées entre 25-44 ans, qui constitue le groupe de travailleurs le plus nombreux, l'année 1988 s'est révélée très bonne avec un gain d'emplois de 46 200 (+2,8%) en 1988.

La bonne tenue du Québec au chapitre de l'emploi a donné lieu à une baisse de 24 000 du nombre de chômeurs en 1988. Toutefois, en raison de l'accroissement du nombre de personnes participant au marché du travail (+58 000), suite à la hausse du taux d'activité, le taux de chômage québécois n'a pu diminuer fortement durant l'année. Néanmoins, celui-ci est tombé de 0,9 point de pourcentage pour s'établir à 9,4% en 1988, soit le taux le plus bas depuis 1976. Cette amélioration, quoique encourageante, fut insuffisante pour réduire l'écart avec l'ensemble du Canada (7,8%) et l'Ontario (5,0%).

Tableau 4

LE MARCHÉ DU TRAVAIL AU QUÉBEC
principaux indicateurs

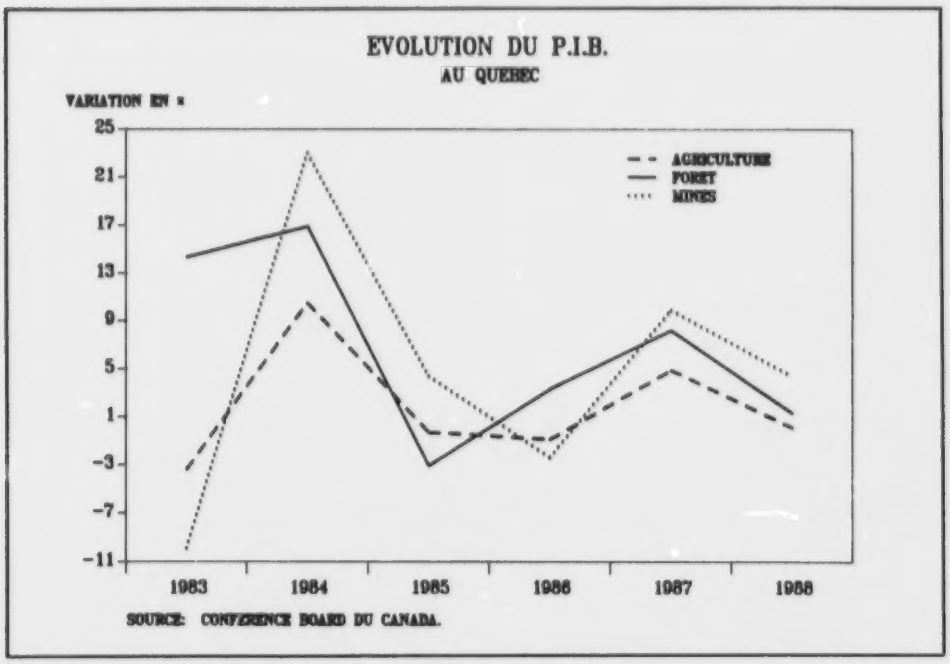
	1984	1985	1986	1987	1988
Population 15 ans et +	5 024	5 055	5 090	5 138	5 178
15 à 24	1 119	1 081	1 043	1 010	973
25 à 44	2 079	2 120	2 160	2 204	2 240
45 et plus	1 826	1 854	1 887	1 924	1 965
Population active	3 087	3 140	3 174	3 253	3 312
15 à 24	693	682	668	657	650
25 à 44	1 630	1 687	1 740	1 796	1 834
45 et plus	764	771	766	800	828
Emploi	2 692	2 768	2 825	2 918	3 001
15 à 24	556	559	556	560	563
25 à 44	1 441	1 506	1 567	1 623	1 669
45 et plus	695	703	702	735	769
Taux d'activité	61,4	62,1	62,4	63,3	64,0
15 à 24	61,9	63,1	64,1	65,1	66,8
25 à 44	78,4	79,6	80,6	81,5	81,9
45 et plus	41,8	41,6	40,6	41,6	42,1
Taux de chômage	12,8	11,9	11,0	10,3	9,4
15 à 24	19,9	18,0	16,8	14,8	13,4
25 à 44	11,6	10,8	9,9	9,6	9,0
45 et plus	9,5	9,2	8,6	8,3	7,5

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active.

LE SECTEUR PRIMAIRE

Le secteur primaire au Québec, qui comprend l'agriculture, l'exploitation forestière, les pêches et les mines, a connu une performance mitigée en 1988. Globalement, le produit intérieur brut (P.I.B.) ne s'est accru que de 1,6% en termes réels durant l'année, soit une croissance nettement inférieure à l'ensemble de l'économie (5,3%). Parmi les composantes du secteur primaire, seule l'industrie minière a affiché des

Graphique 10



gains significatifs au chapitre de son P.I.B. en 1988, soit de 4,4%. Une certaine prospérité fut également observée du côté des agriculteurs à la faveur d'une demande accrue pour la plupart des produits agricoles, de récoltes relativement bonnes et de la fermeté des prix. A l'opposé, l'année 1988 s'est révélée moins bonne pour les exploitants forestiers et les pêcheurs. Dans le cas de l'exploitation forestière, les industriels ont souffert du ralentissement de la demande pour leurs produits suite, notamment, au recul dans les mises en chantier. Du côté des pêches maritimes, la faiblesse des prix pour la plupart des catégories de poissons, de mollusques et de crustacés, a constitué le principal obstacle.

La faible croissance de la production et la mécanisation plus poussée des opérations, qui a pour effet de réduire les besoins en main-d'oeuvre, se sont reflétées sur l'emploi en 1988. Selon l'Enquête sur la population active (EPA), le nombre de personnes occupées au Québec dans le secteur primaire s'est élevé en moyenne à 109 000 durant l'année, ce qui équivaut à une baisse de 5,2% par rapport à 1987. Des pertes d'emplois importantes furent enregistrées dans l'agriculture (-5 000 ou -6,8%) et dans l'exploitation forestière (-3 000 ou -15,8%). En fait , seul le secteur des mines a pu maintenir ses effectifs au même niveau durant l'année.

Les dépenses engagées dans la modernisation d'équipements et dans l'acquisition de nouvelles installations de production ont été soutenues en 1988. Au total, les dépenses en immobilisations du secteur primaire au Québec ont atteint 916 millions de dollars en 1988, ce qui représente un gain de près de 10% par rapport à 1987. Les exploitants forestiers ont largement contribué à cette augmentation, leurs dépenses en immobilisations ayant presque doublé durant l'année pour atteindre 37,1 millions de dollars.

L'agriculture

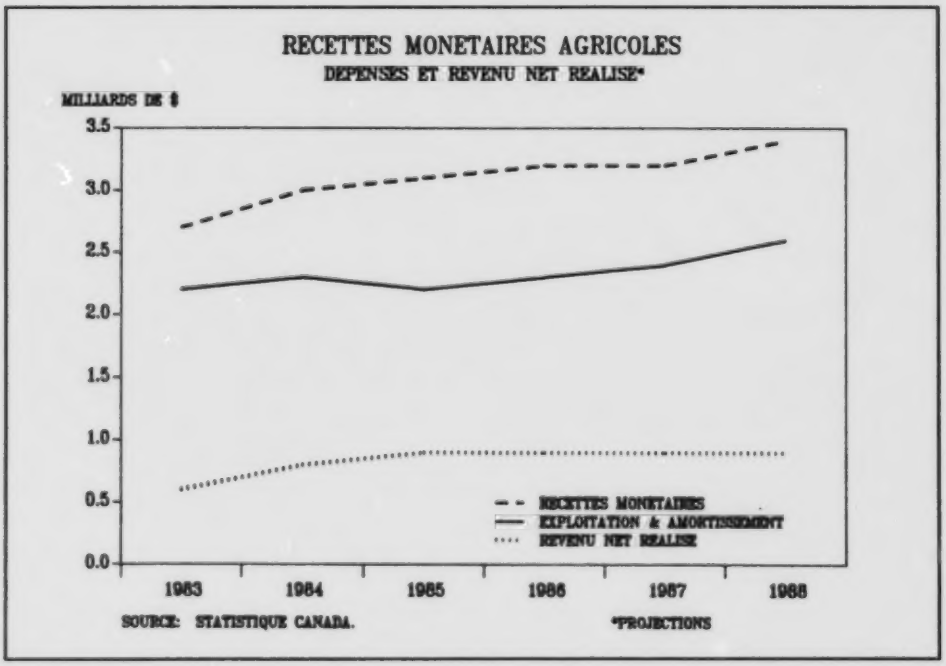
L'agriculture québécoise a continué de reprendre du poil de la bête en 1988. A la faveur d'une demande accrue pour la plupart de ses produits, de récoltes relativement bonnes et de la fermeté des prix, les exploitants agricoles au Québec ont pu assainir quelque peu leur bilan financier durant l'année. Pour une deuxième année consécutive, ce fut au Québec où l'on a retrouvé la plus faible proportion de fermes en difficultés financières parmi les provinces canadiennes. Cette situation s'est traduite par une baisse importante des faillites agricoles, qui sont passées de 67 en 1987 à 54 en 1988. Rappelons qu'en 1985 et 1986, on en avait dénombré 124 et 103 respectivement. Ainsi, alors que près d'une faillite agricole sur trois au Canada était attribuable au Québec en 1985, ce ratio est tombé à 16% en 1988.

Cette relative prospérité se veut d'autant plus encourageante qu'ailleurs au pays, principalement dans les Prairies, le secteur agricole a traversé une de ses pires périodes depuis longtemps. En effet, les agriculteurs de la Saskatchewan et du Manitoba ont vécu des moments pénibles en 1988; confrontés à la chute des prix des céréales, à des taux d'intérêt élevés et à des conditions climatiques difficiles, plusieurs d'entre eux ont subi des pertes substantielles. Le

fait que le secteur agricole québécois soit plus diversifié et que les recettes soient moins tributaires de la production céréalière expliquent sa meilleure performance en 1988. Contrairement aux provinces de l'Ouest, dont l'activité agricole repose en grande partie sur la production du blé, le Québec n'a pas subi les contrecoups de la chute des prix des céréales sur les marchés mondiaux. Ayant une production davantage dominée par les produits laitiers et l'élevage, les agriculteurs québécois ont bénéficié d'une conjoncture plus enviable en 1988.

Les recettes monétaires agricoles au Québec, qui comprennent les sommes touchées par les agriculteurs pour la vente de leurs produits ainsi que certains paiements d'appoint versés par les gouvernements, se sont accrues de 5,2% à 3,4 milliards de dollars en 1988.

Graphique 11



Ce sont les recettes provenant des cultures qui ont enregistré les gains les plus significatifs durant l'année, notamment le maïs (+47,9 millions $ ou +49,9%), l'avoine (+6,1 millions $ ou +67,4%), l'orge (+3,4 millions $ ou +15,7%) et l'industrie floricole et pépinières (+10,1 millions $ +16,1%). Au total, les revenus découlant des cultures se sont élevés à

535,4 millions de dollars en 1988, ce qui équivaut à une augmentation de 8,9% par rapport à l'an dernier. Du côté du secteur du bétail, qui est responsable de plus de 70% des recettes monétaires agricoles totales, les résultats ont été plus mitigés. Tandis que la situation fut particulièrement bonne en ce qui a trait aux produits laitiers et à la volaille, à la faveur du maintien de la demande élevée, les résultats furent, par contre, plus décevants pour les producteurs de porc et de bêtes à cornes. Dans le cas des produits laitiers, qui constituent le pilier de l'agriculture québécoise en étant responsables de plus du tiers des revenus totaux générés, les producteurs ont notamment bénéficié d'une consommation accrue de yogourt et de fromages et de l'augmentation, quoique

Tableau 5

RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES AU QUÉBEC
par principaux produits
(en millions $)

	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Cultures	436,1	488,1	544,3	498,0	491,6	535,4
Maïs	115,8	142,2	158,5	126,1	96,0	143,9
Légumes	83,6	94,2	102,6	111,0	97,1	97,3
Pommes de terre	40,9	48,4	36,9	45,1	50,2	46,4
Fruits	35,1	35,3	42,9	41,4	45,1	45,9
Autres	160,7	168,0	203,4	174,4	203,2	201,9
Bétail et produits	2 069,9	2 249,9	2 209,7	2 370,3	2 404,6	2 386,0
Produits laitiers	878,3	997,4	986,4	1 011,9	1 045,1	1 126,7
Porcs	563,5	596,3	567,1	672,8	651,8	532,0
Bêtes à cornes et veaux	296,3	276,6	273,7	296,1	219,7	192,7
Volailles	215,9	251,7	252,9	267,1	270,3	311,0
Autres	115,9	127,9	129,6	122,4	217,7	223,6
Autres recettes	233,5	311,1	338,9	359,3	321,4	464,5
TOTAL	2 739,5	3 049,1	3 092,9	3 227,6	3 217,6	3 385,9

Source: Statistique Canada.

modérée, des ventes de lait. Dans l'ensemble, les recettes provenant des produits laitiers sont passées de 1,05 milliard de dollars en 1987 à 1,13 milliard de dollars en 1988, ce qui équivaut à une hausse de 7,8%. Du côté des producteurs de porc, le déclin des activités fut le résultat de la chute des prix suite à

une surproduction. Les recettes monétaires provenant de cette activité ont d'ailleurs diminué de 18,4% en 1988 à 531,9 millions de dollars.

Selon l'Enquête sur la population active (EPA), le secteur agricole du Québec a fourni de l'emploi à 69 000 personnes en moyenne en 1988, ce qui équivaut à un recul de 6,8% par rapport à l'an dernier. La part du Québec dans l'agriculture canadienne au chapitre de l'emploi s'est élevée à 15,5% en 1988.

Les dépenses engagées dans la modernisation d'équipements et dans l'acquisition de nouvelles installations de production ont peu augmenté dans le secteur agricole québécois en 1988. Durant l'année, les dépenses en immobilisations se sont élevées à 418 millions de dollars, ce qui représente une faible hausse de 1,7% par rapport à 1987.

Les forêts

Les exploitants forestiers au Québec, qui fournissent le bois à pâtes aux usines de pâtes et papiers et les billes de bois aux scieries, ont souffert du ralentissement de la demande pour leurs produits en 1988. D'une part, l'industrie du bois a vécu des moments difficiles durant l'année en raison notamment du recul dans la construction domiciliaire et du maintien d'une taxe à l'exportation de 8% sur le bois d'oeuvre vers les Etats-Unis à titre de droits compensateurs, ce qui a provoqué une baisse des achats de billes de bois. D'autre part, la forte croissance de l'industrie des pâtes et papiers n'a pu profiter pleinement aux exploitants forestiers du fait que celle-ci a résulté en partie des hausses des prix de vente. A ces facteurs s'ajoute l'utilisation croissante des copeaux de bois et autres résidus des scieries dans la fabrication de papier, qui provoque une diminution des achats de bois à pâte, un des deux principaux produits de l'abattage au Québec. Dans l'ensemble, le P.I.B. des exploitants forestiers québécois n'a augmenté que de 1,3% en 1988 alors qu'il avait régulièrement connu une performance supérieure depuis 1985.

Les données du marché du travail ont également reflété le manque de vigueur des activités de l'abattage au Québec en 1988. Selon l'Enquête sur la population active (EPA), 16 000 personnes ont travaillé en moyenne dans les forêts en 1988, ce qui équivaut à un recul de 15,8% par rapport à l'an dernier. La part du Québec dans l'ensemble canadien au chapitre des emplois est passée de 27,9% en 1987 à 22,5% en 1988.

C'est au chapitre des investissements que la performance du secteur fut la plus encourageante en 1988. Après trois années consécutives de stagnation, les dépenses en immobilisations des exploitants forestiers au Québec ont presque doublé pour atteindre 37,1 millions de dollars. Cette forte reprise fut le résultat d'une hausse de 8,9 millions de dollars dans l'achat d'équipements plus modernes et de 9,4 millions de dollars dans la construction de nouveaux bâtiments.

L'année 1988 fut également marquée par le renouvellement du programme fédéral de développement de la forêt privée dans l'Est du Québec pour une autre période de cinq ans. Un montant additionnel de 40 millions de dollars sera consacré à la poursuite de ce programme, qui vise à aider les propriétaires de boisés privés de l'Est du Québec, notamment au chapitre des travaux sylvicoles, de la protection des boisés contre les ravageurs et du drainage en milieu forestier.

Les pêches

L'année 1988 s'est révélée moins bonne pour les pêches maritimes au Québec si on en juge par la valeur des prises au débarquement. En effet, la valeur des captures des pêcheurs québécois a totalisé 97,6 millions de dollars durant l'année, ce qui équivaut à un recul appréciable de 23% par rapport à 1987. La faiblesse des prix pour la plupart des catégories de poissons, de mollusques et de crustacés a constitué le principal obstacle en 1988. Cette situation fut le résultat d'un marché moins fort que prévu, notamment aux Etats-Unis où les inventaires de poissons sont demeurés élevés. A ce facteur est venu s'ajouter une baisse de 8% du volume des captures; 89 187 tonnes de poissons en 1988 comparativement à 97 274 tonnes en 1987.

Ce sont les débarquements de poissons de fond, dont les espèces les plus capturées sont la morue, le sébaste et le flétan du Groënland, qui ont régressé le plus au chapitre de la valeur, avec une perte de 19,9 millions de dollars ou 42% par rapport à l'année précédente. Dans le cas de la morue, dont la valeur des prises au débarquement est passée de 23,5 millions de dollars en 1987 à 14,6 millions de dollars en 1988, le manque à gagner résulte à la fois de la baisse des quotas dans certaines zones et de la diminution des prix. Les pêcheurs d'espèces pélagiques et de l'Estuaire, qui comprennent notamment le hareng, le maquereau, le saumon et l'éperlan, n'ont pas été épargné par cette mauvaise conjoncture. En dépit d'un volume

de captures sensiblement identique à celui de 1987, ceux-ci ont vu leurs revenus diminuer de près de la moitié à 2,6 millions de dollars en 1988. Du côté des mollusques et crustacés, qui représentent près de 70% des revenus des pêcheurs maritimes québécois, les conditions du marché furent moins difficiles. Favorisée par la bonne tenue du crabe des neiges, qui constitue le principal produit de la pêche maritime au Québec, la valeur totale des prises au débarquement des mollusques et crustacés n'a reculé que de 8% à 67,8 millions de dollars en 1988.

Le mouvement de restruction dans le lequel s'est engagé l'industrie québécoise des pêches a continué de favoriser les investissements en 1988. Les efforts de modernisation, notamment l'achat de nouveaux chalutiers, se sont traduits par des dépenses en immobilisations de 12,7 millions de dollars en 1988, ce qui équivaut à un gain de 23,3% par rapport à l'an dernier.

Les mines

A l'exception de l'exploration, dont les activités ont été ralenties par la réforme fiscale, l'industrie minière au Québec s'est portée relativement bien en 1988. Globalement, la valeur des expéditions minérales québécoises, qui comprend les minéraux métalliques, les minéraux industriels et les matériaux de construction, s'est élevée à 2,7 milliards de dollars en 1988, soit un niveau similaire à l'an dernier. Avec un marché des métaux en effervescence, suite à la croissance accélérée de l'économie mondiale, les prix de plusieurs minéraux produits au Québec ont connu des hausses appréciables durant l'année. Par contre, les quantités extraites ont diminué, notamment chez les producteurs de minéraux métalliques.

Ce sont les minéraux industriels qui ont affiché la meilleure performance durant l'année, surtout à cause du redressement de l'industrie de l'amiante. En effet, après 10 années consécutives de déclin, l'industrie de l'amiante au Québec s'est sensiblement raplombée en 1988. A la faveur d'une consommation mondiale accrue, notamment dans les pays en voie de développement, et de l'épuisement des stocks suite aux nombreuses fermetures de mines ailleurs dans le monde, des signes de reprises sont graduellement apparus durant l'année. A ces facteurs est venu s'ajouter l'essoufflement des campagnes anti-amiante, qui ont fait place à une plus grande sensibilisation pour l'utilisation sécuritaire de l'amiante. Ce phénomène fut le résultat de l'adoption en juin 1986 de la convention de

l'Organisation internationale du Travail sur l'utilisation sécuritaire de l'amiante, qui a contribué à redonner confiance aux utilisateurs. Au total, la valeur des expéditions d'amiante au Québec a progressé de plus de 10% pour atteindre 190,3 millions de dollars en 1988. En volume, 533 000 tonnes d'amiante ont été extraites en 1988, ce qui équivaut à une hausse de près de 6% par rapport à l'an dernier. Cette reprise fut d'autant plus encourageante que depuis 1979, les expéditions d'amiante étaient en chute libre suite aux problèmes rencontrés par ce produit sur les marchés étrangers où il a fait l'objet d'interdiction progressive. On est toutefois loin des années records comme 1979 où 1 344 000 tonnes d'amiante avaient été extraites. Durant l'année, la baisse de production consécutive à la fermeture de la mine Bell fut compensée par une augmentation de l'activité dans les autres sites exploités par la compagnie Lab Chrysotile.

Le secteur des minéraux métalliques, fortement concentré en Abitibi-Témiscamingue où se trouvent la majorité des mines d'or, d'argent, de cuivre et de zinc du Québec, n'a pas connu autant de succès en 1988. Bien que certains métaux usuels tel le cuivre et le zinc aient profité de prix records en raison de la forte demande et d'inventaires mondiaux peu élevés, la valeur globale de la production des minéraux métalliques fut ramenée à 1,63 milliard de dollars en 1988, ce qui représente une baisse de 2,9% par rapport à l'an dernier. Cette situation s'explique essentiellement par des facteurs spécifiques à certaines mines, notamment la fermeture de Mines Gaspé à Murdochville. Cette fermeture a affectivement porté un dur coup au secteur du cuivre en 1988. Rappelons que les opérations minières de Mines Gaspé avaient cessé en avril 1987 à la suite d'un incendie qui avait dévasté les galeries souterraines de la mine. La fermeture de la mine, pour une période indéterminée, avait par la suite été annoncée par la direction en raison de la faiblesse des prix du cuivre. Egalement, la baisse du minerai extrait des dernières réserves des mines Norita et Lac-Matagami de Noranda, de même que la fermeture temporaire de la mine Mobrun en août dernier, pour des travaux de développement et de construction d'un concentrateur, ont affecté à la fois la production de zinc et de cuivre.

Du côté de l'or, qui est demeurée la plus importante production minérale en valeur au Québec en 1988, la valeur des expéditions s'est élevée à 562 millions de dollars, soit un niveau à peu près inchangé par rapport à 1987. Durant l'année, bien que le prix de l'or ait diminué de 2% en regard de 1987, affichant une

moyenne annuelle de 437 $U.S., on a assisté à la mise en production de sept nouvelles mines d'or au Québec. Celles-ci ont permis d'accroître le volume des expéditions québécoises d'or de 10% en 1988.

Les producteurs d'argent ont connu certaines difficultés en 1988, avec des expéditions en baisse de 25% en volume et 40% en valeur par rapport à l'an dernier. Ce recul fut attribuable essentiellement au ralentissement des activités des mines de zinc Lac-Matagami et Norita de Noranda et, dans une moindre mesure, à la faible teneur en argent du minerai à la mine de Montauban, propriété des Explorations Muscocho, et à la baisse de 6% des prix de l'argent.

Les signes de reprise observés dans les mines au Québec n'ont pas été accompagnés d'une hausse de l'emploi en 1988. Selon l'Enquête sur la population active (EPA), le nombre de personnes occupées dans l'industrie minière québécoise est demeuré inchangé à 21 000 durant l'année. Une croissance de 1,7% de l'emploi fut observée dans les autres régions du Canada de sorte que la part du Québec dans l'ensemble canadien est passée de 11,7% en 1987 à 11,5% en 1988.

En 1988, l'exploration minière au Québec a été beaucoup moins intense qu'en 1987, alors que les sources d'argent se sont considérablement amenuisées. Sous l'effet des changements apportés à la fiscalité des actions accréditives et de l'apathie des investisseurs à la suite du krach boursier d'octobre 1987, les sommes souscrites par actions accréditives pour les dépenses d'exploration au Québec sont passées d'un record de 530 millions de dollars en 1987 à environ 130 millions de dollars en 1988. Sur le terrain, cette insuffisance de fonds s'est traduite par un recul de 20% des dépenses d'exploration qui ont totalisé 371 millions de dollars.

Divers événements sont venus marqués l'industrie minière au Québec en 1988, notamment:

- Dans le cadre de sa politique de privatisation, le gouvernement du Québec a annoncé la vente des installations de Mines Seleine, situées aux Iles-de-la-Madeleine, à la Société Canadienne de Sel Ltée, filiale de la compagnie américaine Morton Thiokol, pour la somme de 35 millions de dollars.

- Sept nouvelles mines d'or ont été mises en production au Québec en 1988, soit: Orion (Les mines d'or Malartic Hygrade), Pierre-Beauchemin (Cambior), Donald-J.-Laronde (Les mines Dumagami),

Kierens (Les Ressources Aur), Etang d'or Est (Inco et les Ressources Golden Knight), Francoeur (Ressources minières Rouyn) et Géant Dormant (mines d'or Perron).

- Avec la remontée du prix du cuivre, la compagnie Noranda a annoncé un investissement de 20 millions de dollars pour relancer les opérations minières de Mines Gaspé à Murdochville, détruites en avril 1987 à la suite d'un grave incendie. L'exploitation du gisement de cuivre devrait débuter en mars 1989.

- La Société Nationale de l'Amiante (SNA) a cédé à des intérêts américains la division des matériaux de construction de sa filiale Atlas Turner. La SNA a annoncé la vente de l'usine de panneaux de fibrociment à base d'amiante d'Atlas Turner, située à Montréal, à Supradur Canada, filiale de Supradur Compagny de New-York pour la somme de 3 millions de dollars.

Au Québec, 5 entreprises dans le secteur minier effectuent des travaux de recherche et de développement. Deux d'entre elles sont des tourbières, une est une mine d'amiante, une autre une carrière de granite et une dernière est classée comme étant dans le secteur des autres mines de métaux. Ces cinq entreprises dépensent environ 12 millions de dollars annuellement pour la R-D. Ce niveau de dépenses est d'ailleurs constant depuis 1984. Une très forte proportion de ces dépenses (95%) sont des dépenses courantes et à peine 5% sont consacrées à des immobilisations. Au niveau national, les entreprises de l'industrie minière qui effectuent des travaux de R-D consacrent environ 0.7% de leurs ventes à ce type d'activité. Le personnel affecté à la R-D dans l'industrie minière au Québec totalise 154 personnes, dont environ le tiers sont des professionnels.

Tableau 6

LE SECTEUR PRIMAIRE AU QUÉBEC
principaux indicateurs

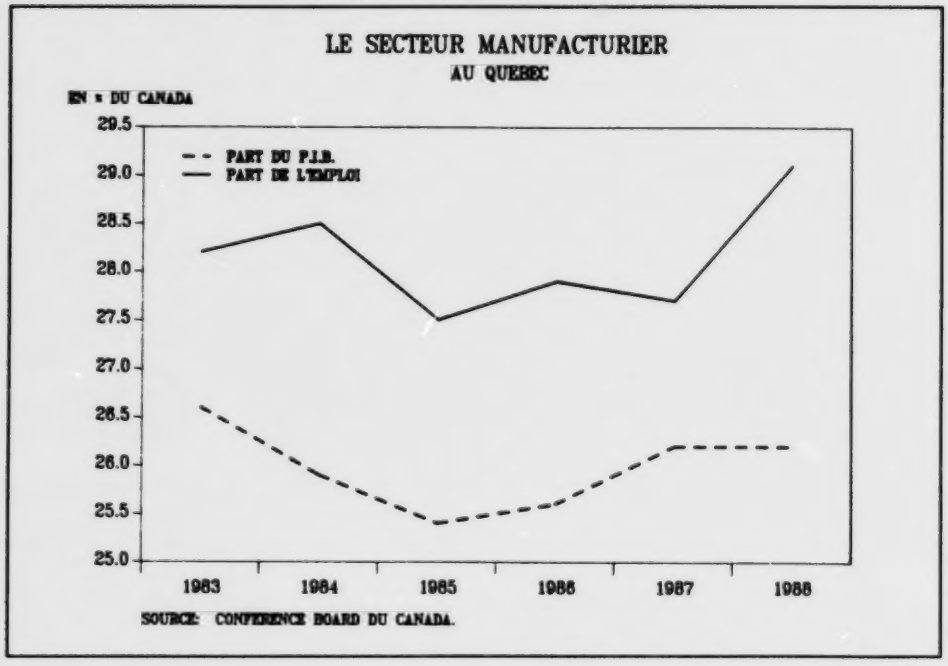
Groupes	PIB (millions $81)		Emploi (en milliers)		Immobilisations (millions $)	
	1987	1988	1987	1988	1987	1988
Agriculture	1 660	1 660	74	69	411	418
Forêts	478	484	19	16	19	37
Pêche et piégeage	42	42	1	3	10	13
Mines	1 022	1 066	21	21	393	448
Total Primaire	3 202	3 252	115	109	833	916

Source: Statistique Canada, Conference Board.

LE SECTEUR MANUFACTURIER

Le secteur manufacturier québécois a affiché une croissance remarquable en 1988, à la suite d'une reprise marquée des exportations, d'une forte demande pour les produits manufacturés sur le marché domestique et d'une excellente tenue des investissements des entreprises. La plupart des fabricants ont accru leurs chiffres d'affaires et réalisé des profits élevés durant l'année, en particulier dans les industries productrices de biens durables.

Graphique 12



Pour l'ensemble de l'année 1988, la valeur des expéditions manufacturières au Québec a totalisé 72,8 milliards de dollars, ce qui équivaut à un gain de 6,9% par rapport à l'an dernier. Compte tenu de l'appréciation de 4,2% de l'indice canadien des prix de vente industriels, la croissance réelle du secteur manufacturier québécois fut d'environ 3%. Une performance similaire fut observée ailleurs au Canada, de sorte que la part du Québec dans les expéditions manufacturières canadiennes est demeurée inchangée à 25,2%.

La croissance rapide des expéditions manufacturières au Québec a profité presque à l'ensemble des industries manufacturières en 1988. Seuls les fabricants

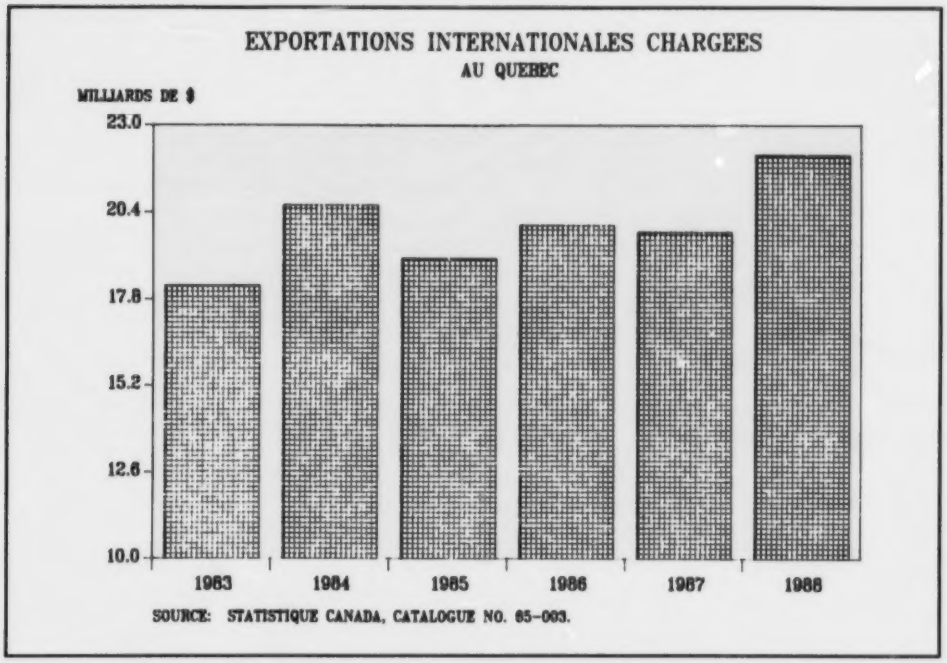
de bois (-1,2%), de tabac (+0,1%), de produits métalliques (+0,4%), d'aliments (+0,6%) et de pétrole (-16,7%) ont connu certaines difficultés, avec des livraisons à la baisse ou à peu près stables par rapport à l'an dernier. Dans le cas du bois, les producteurs québécois ont été affectés par le ralentissement des mises en chantier sur le continent nord-américain, par les nouveaux droits de coupe au Québec et par le maintien d'une taxe à l'exportation de 8% sur le bois d'oeuvre vers les Etats-Unis. Du côté de l'industrie des produits raffinés du pétrole, la fluctuation à la baisse des prix a constitué le principal obstacle.

Ce sont les industries manufacturières de biens durables qui ont agi comme fer de lance de la vigueur des livraisons québécoises en 1988, avec un taux de croissance de 11,4% contre 3,8% pour les biens non durables. Les industries de la première transformation des métaux et des équipements de transport ont constitué les principaux facteurs de croissance chez les producteurs de biens durables, avec des expéditions en hausse de 17,5% et 22,1% respectivement. Pour la transformation des métaux primaires, notamment l'aluminium, les producteurs ont profité de la forte demande sur les marchés mondiaux et du faible niveau des stocks pour accroître significativement leurs ventes. Dans l'industrie du matériel de transport, les gains furent attribuables à la reprise de la production à l'usine d'assemblage d'automobiles GM à Boisbriand et à la bonne tenue du secteur aéronautique. D'autres industries ont également affiché de bons résultats au chapitre de leurs expéditions durant l'année, notamment les fabricants de produits électriques (+15,2%), de machineries (+15,2%), de produits en matière plastique (+11,0%), de produits chimiques (+11,3%), de l'imprimerie (+10,2%) et de pâtes et papiers (+9,4%). Pour ces derniers, la hausse des prix de la pâte et du papier journal a fourni un support appréciable en 1988.

Contrairement aux deux dernières années, où la croissance des exportations avait considérablement ralenti, le commerce extérieur a largement contribué à l'expansion du secteur manufacturier québécois en 1988. La valeur des exportations internationales chargées au Québec a totalisé 22 milliards de dollars en 1988, ce qui équivaut à une augmentation appréciable de 11,1% par rapport à l'année précédente. Une partie du dynamisme du commerce extérieur québécois fut attribuable au rétablissement des exportations de voitures particulières en provenance de l'usine GM à Boisbriand; en 1987, les périodes d'interruption de la production à

cette usine avaient provoqué une chute marquée des expéditions québécoises d'automobiles vers l'étranger. En ce qui a trait aux autres principaux produits, 1988 s'est révélée une année favorable aux exportations d'aluminium (+49%), de pâtes de bois (+31,5%) et de papier journal (+16,1%). Au total, les exportations de matières travaillées et de produits finis non comestibles se sont accrues de 8,7% et 16,6% respectivement en 1988.

Graphique 13

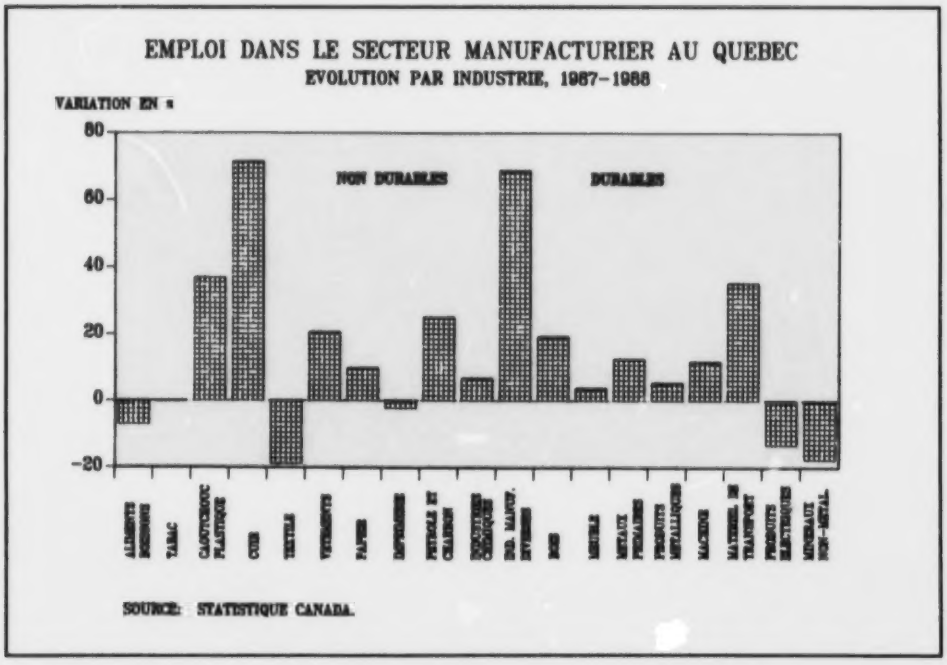


Les Etats-Unis sont demeurés un marché extérieur intéressant pour les exportateurs québécois en 1988, avec une progression de 5,6% de la valeur des exportations québécoises qui y sont destinées. Toutefois, d'autres destinations, notamment le Japon et la CEE, ont constitué des marchés extérieurs plus dynamiques en 1988, de sorte que la part des États-Unis dans l'ensemble des exportations du Québec a baissé à 74,7% en 1988, comparativement à 77,3% en 1987. La remontée du dollar canadien par rapport à la devise américaine, qui a exercé des effets modérateurs sur les exportations québécoises vers les Etats-Unis, fut à l'origine de cette situation. C'est au Japon que les exportateurs québécois ont connu le plus de succès en 1988. Profitant de la force du yen, qui rend le prix des

produits québécois avantageux, de l'ouverture plus grande du marché japonais pour les produits étrangers et de la vigueur exceptionnelle de l'économie japonaise, les exportations québécoises à destination du Japon ont fait un bond de 34,2% à 454 millions de dollars en 1988. La part du Japon dans les exportations québécoises est passée de 1,7% en 1987 à 2,1% en 1988. Les exportations québécoises à destination de la Communau- té Économique Européenne (CEE), qui constitue le deuxième plus important marché extérieur pour le Québec, se sont accrues substantiellement grâce à la dévaluation du dollar canadien face aux principales monnaies. La plupart des pays européens ont acheté davantage de produits québécois, notamment l'Allemagne fédérale (+24,5%), les Pays-Bas (+75,6%) et la France (+36,4%).

La vigueur des activités dans la fabrication au Québec a donné lieu à une augmentation exceptionnelle des emplois manufacturiers en 1988. Selon l'Enquête sur

Graphique 14



la population active (EPA), plus de 50 000 nouveaux emplois ont été créés dans le secteur manufacturier québécois en 1988, soit un niveau encore jamais at-

teint auparavant. En moyenne, les effectifs du secteur manufacturier au Québec ont atteint un nombre record de 612 000 personnes en 1988, soit un gain de 9,5% par rapport à l'an dernier. Le précédent sommet avait été établi en 1980 où l'on avait dénombré 620 000 emplois manufacturiers. Cette performance fut d'autant plus remarquable qu'elle permet au secteur manufacturier québécois d'être responsable de plus de 60% des 83 000 nouveaux emplois créés au Québec en 1988. Dans les autres régions du Canada, la croissance de l'emploi manufacturier n'a été que de 2,3%, de sorte que la part du Québec dans l'emploi manufacturier canadien s'est élevée à 29,1% en 1988 comparativement à 27.7% en 1987. En 1988, peu d'industries manufacturières ont connu des baisses d'emplois au Québec. A l'exception des fabricants de textile (-18,8%), de produits électriques (-13,3%), de produits minéraux non métalliques (-17,7%) et de l'imprimerie (-2,3%), toutes les autres industries ont contribué à la croissance de l'emploi en 1988. Parmi celles ayant enregistré les gains les plus significatifs, on compte l'industrie du plastique (+36,8%), de l'habillement (+20,6%), du bois (+19,4%), des métaux primaires (+12,5%) et des équipements de transport (+35,3%).

Le dynamisme du secteur manufacturier québécois s'est également manifesté de façon remarquable au chapitre des investissements en 1988. Les fabricants québécois ont porté leurs dépenses en immobilisations neuves à un niveau record de près de 5 milliards de dollars en 1988, ce qui représente un gain de plus de 27% par rapport à l'an dernier. De ce montant, 4,1 milliards de dollars ont été dépensés pour l'achat de machines et outillages et 950 millions de dollars pour la construction de bâtiments. Fait intéressant, la croissance des investissements manufacturiers a reposé sur l'apport d'un plus grand nombre d'industries, avec en tête les industries des métaux primaires, du matériel de transport et du bois. Dans le cas des métaux primaires, la construction d'une usine d'extraction de magnésium à Bécancour par Norsk Hydro (500 millions $) et l'accélération du projet de construction d'une aluminerie à Laterrière au Saguenay par Alcan (750 millions $) ont constitué les principaux facteurs de croissance. Au total, les dépenses en immobilisations des entreprises québécoises de première transformation des métaux ont atteint 815,8 millions de dollars en 1988, soit 327 millions de dollars de plus que l'année précédente. Cette performance permet au secteur des métaux primaires de se rapprocher sensiblement du premier rang occupé par les pâtes et papiers à titre de plus important investisseur dans la fabrication au

Québec. Du côté de l'industrie du matériel de transport, la bonne performance au chapitre des investissements a reposé en grande partie sur la construction de l'usine d'assemblage d'automobiles Hyundai à Bromont (350 millions $) et sur la modernisation de l'usine GM à Boisbriand (450 millions $). Dans l'ensemble, les fabricants de matériel de transport ont investi 483 millions de dollars en 1988 en immobilisations neuves, ce qui équivaut à une hausse de 76% par rapport à l'an passé. Quant à l'industrie du bois, la construction de deux usines de panneaux gaufrés, soit à St-Michel-des-Saints par la Société Lanofor (63 millions $) et à Chambord par Normick Perron (58 millions $) a permis aux immobilisations neuves des fabricants québécois de ce secteur d'atteindre un record de 187,7 millions de dollars en 1988, soit un bond de 128,1% par rapport à l'an dernier. En fait, ce fut la plus forte progression des investissements parmi tous les secteurs industriels.

Tableau 7

IMMOBILISATIONS MANUFACTURIÈRES AU QUÉBEC
principaux groupes industriels

Groupes industriels	en millions de $ 1986	1987	1988	variations en % 1987/86	1988/87
Métaux primaires	577	489	816	-15,3	67,0
Papier et produits connexes	1 023	1 104	1 089	7,9	-1,3
Aliments et boissons	202	245	346	21,2	41,1
Industrie chimique	402	365	418	-9,2	14,6
Matériel de transport	137	275	483	99,9	75,9
Textile	78	86	103	10,4	19,7
Imprimerie, édition et produits connexes	90	68	87	-23,8	27,0
Autres	1 204	1 282	1 635	6,5	27,5
TOTAL	3 713	3 914	4 977	5,4	27,1

Source: Statistique Canada.

D'autres industries ont également accru substantiellement leurs dépenses en immobilisations neuves en 1988, notamment la machinerie (+82 millions $ ou 88%), les

produits minéraux non métalliques (+50 millions $ ou 62,8%), les aliments et boissons (+100 millions $ ou 41,1%) et les produits électriques (+36,1 millions $ ou 22,8%). Dans ce dernier cas, l'agrandissement de l'usine de fabrication de circuits intégrés de la société IBM Canada à Bromont a compté parmi les principaux projets d'investissement en 1988. Après quatre années consécutives de forte croissance, les investissements des fabricants québécois de pâtes et papiers ont subi un léger recul de 1,3% en 1988. Néanmoins, le secteur des pâtes et papiers est demeuré le plus important investisseur dans la fabrication au Québec en 1988 avec des dépenses en immobilisations qui ont totalisé 1,1 milliard de dollars, soit plus du cinquième de l'ensemble des immobilisations manufacturières québécoises. Parmi les autres industries, des baisses au chapitre des dépenses en immobilisations ont été enregistré notamment dans l'industie du pétrole (-7,3%), chez les fabricants de meubles et d'articles d'ameublement (-27,5%) et dans l'industrie du vêtement (-13,7%).

Les industries de biens de consommation

Aliments et boissons

L'industrie québécoise des aliments et boissons, qui constitue le groupe industriel le plus important au Québec en terme de production, a connu une période de stagnation en 1988. Face à un marché rendu à maturité et à la faiblesse des exportations, la valeur des expéditions des produits alimentaires est demeurée à peu près inchangée par rapport à l'an dernier. En termes réels, la croissance des expéditions de l'industrie fut négative en 1988, compte tenu de la hausse de 3,8% des prix de vente industriels de ses produits. A l'échelle canadienne, la valeur des expéditions de l'industrie des aliments et boissons s'est accrue de 3,3% en 1988, de sorte que la part du Québec dans les expéditions nationales a fléchi quelque peu, passant de 24,6% en 1987 à 24,0% en 1988.

La production des fabricants québécois a été peu stimulée par la demande intérieure pour les produits alimentaires. Les ventes au détail des magasins d'alimentation, des épiceries et des boucheries n'ont que légèrement augmenté au Québec, passant de 10,3 milliards de dollars en 1987 à 10,7 milliards de dollars en 1988. De plus, la demande extérieure, qui absorbe environ le quart de la production québécoise de l'industrie des aliments et boissons, s'est affaiblie durant l'année. En effet, les exportations de viandes fraîches, réfrigérées et congelées et des produits laitiers, qui représentent les deux principaux produits exportés, ont totalisé 347,4 millions de dollars et 87,5 millions de dollars respectivement, soit un recul de 10,2% et 16,0% par rapport à l'année précédente. Dans le cas des produits laitiers, la forte concurrence mondiale, qui se traduit par des stocks élevés de poudre de lait dans la plupart des pays producteurs, a joué contre les producteurs québécois en 1988. D'autres produits alimentaires moins importants en termes de valeur ont également enregistré des baisses au chapitre des exportations, notamment les légumes, le sucre, la mélasse et les sirops.

La faible croissance de l'industrie des aliments et boissons en 1988, conjuguée à la poursuite des efforts de rationalisation et de concentration en cours depuis quelques années, n'a pas manqué d'avoir des effets négatifs sur la main-d'oeuvre. Au total, le nombre de salariés dans les entreprises de transformation des aliments et boissons au Québec a chuté de près de 10%

durant l'année pour s'établir à 52 000 personnes. Quelques entreprises alimentaires importantes ont fermé leurs portes au cours de cette période.

- Hygrade a mis fin aux activités de transformation de son usine de Montréal, licenciant 245 personnes. Cette décision est survenue en raison des changements dans les habitudes alimentaires observés en Amérique du Nord au cours des dernières années, qui se sont traduit par une baisse de la consommation de viande et de ses sous-produits, notamment les saucisses.

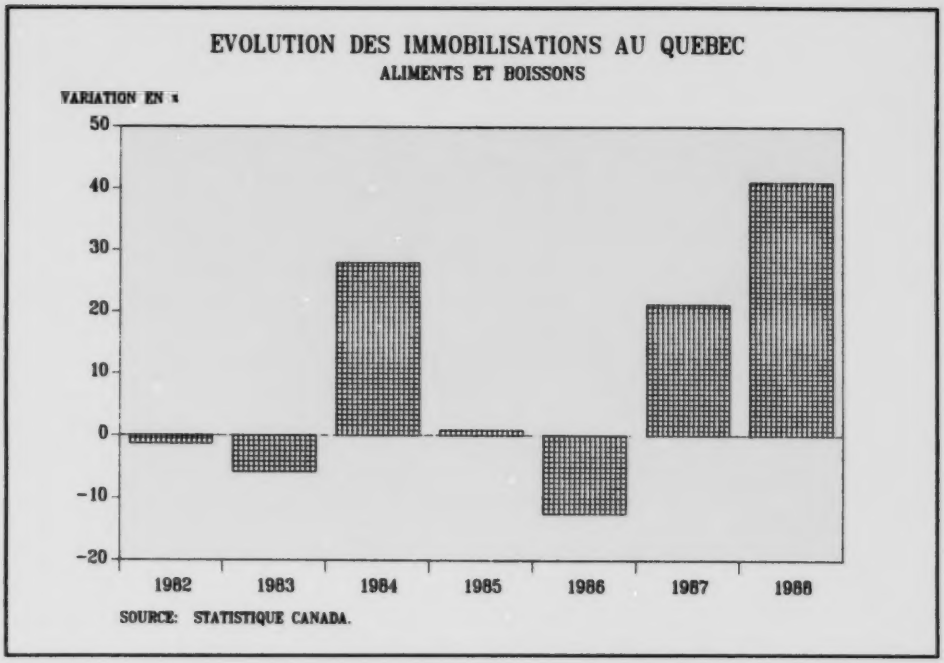
- La compagnie George Weston a annoncé la vente de sa division de biscuits craquelins et bonbons aux sociétés Culinar et Nabisco Brands. Cette transaction a entraîné la fermeture d'une grande partie de l'usine Weston à Longueuil, provoquant la mise à pied de 300 personnes.

- La coopérative agro-alimentaire Purdel a annoncé la cessation d'une partie de ses activités de transformation de produits marins à son usine de Rivière-au-Renard, en Gaspésie. Cette décision, attribuable à des difficultés d'approvisionnement et au fait que les marchés semblent connaître un essoufflement, a entraîné environ 230 mises à pied.

- La division des chocolats de Hershey Canada a annoncé la fermeture définitive de l'usine Lowney de Sherbrooke pour septembre 1989. La production sera graduellement transférée à son usine de Smiths Falls en Ontario à partir de février 1989. Les 355 employés de l'usine seront également mis à pied progressivement à compter de cette date.

Les dépenses d'immobilisations de l'industrie des aliments et boissons se sont accrues substantiellement en 1988, atteignant un niveau record de 346,1 millions de dollars, soit une hausse de plus de 40% par rapport à l'an passé. Les augmentations les plus significatives furent enregistrées dans l'industrie laitière (+ 46,1 millions $), dans les entreprises de biscuits et les boulangeries (+16,1 millions $) et dans l'industrie des boissons (+34,8 millions $).

Graphique 15



L'industrie des aliments et boissons (incluant tabac) ne consacre que 16 millions de dollars à des activités de recherche et développement. Cette somme est d'ailleurs relativement constante depuis le début des années 80. Au niveau national, les entreprises dans ce secteur qui effectuent des travaux de R-D n'y consacrent que 0,4% de leurs ventes. Les 42 entreprises québécoises dans ce secteur qui ont des activités de R-D emploient un peu plus de 300 chercheurs dont environ 40% sont des professionnels.

Industrie du tabac

Les activités de l'industrie canadienne du tabac ont continué à décliner en 1988. Subissant les contrecoups de la baisse de la consommation du tabac, suite à la diminution rapide du nombre de fumeurs et aux hausses appréciables des taxes fédérales et provinciales sur les produits du tabac depuis quelques années, les fabricants canadiens furent obligés de réduire leur production en 1988. Ce déclin risque de s'accélérer si les projets de loi adoptés à Ottawa durant l'année, soit le projet de loi C-51 interdisant la publicité et la promotion du tabac et le projet de loi C-204 régissant l'usage du tabac dans les lieux de travail fédéraux (incluant les banques et tous les véhicules de transport en commun), reçoivent la sanction royale. Au total, l'industrie du tabac, dont tout le potentiel de production est situé au Québec et en Ontario, a produit 53,8 milliards de cigarettes en 1988 comparativement à 54,0 milliards en 1987.

Les fabricants québécois, qui regroupent essentiellement trois grandes compagnies de cigarettes, soit Rothman's Benson and Hedges, Imperial Tobacco et R.J.R. MacDonald, ont affiché une piètre performance en 1988. Si on tient compte de la majoration des prix de vente industriels des produits du tabac, dont l'indice a augmenté de 3,9% au Canada durant l'année, la croissance réelle de leurs expéditions fut négative en 1988, soit -3,8%. Une situation similaire fut observée en Ontario, où est concentrée le reste de la production canadienne, de sorte que la part du Québec dans les expéditions canadiennes des fabricants des produits du tabac est demeurée à peu près stable à 55% en 1988.

Face à la baisse continue de la consommation des produits du tabac, certains fabricants ont annoncé des plans de rationalisation de leurs activités. Ce fut notamment le cas d'Imperial Tobacco, le plus important manufacturier de produits du tabac au Canada, qui a annoncé une cinquantaine de mises à pied à son siège social de Montréal, ce qui représente environ 10% des employés du siège social.

C'est au chapitre des investissements que la performance de l'industrie au Québec fut la plus encourageante. Accaparant près de 80% des immobilisations canadiennes, les fabricants québécois des produits du tabac ont investi 38 millions de dollars en 1988 comparativement à 29,9 millions de dollars l'an dernier, essentiellement dans l'achat de machines et d'équipements.

Industrie du cuir

L'industrie du cuir et des produits connexes, dont près de 70% de la production est attribuable à la chaussure, a fait face à d'importantes difficultés en 1988, suite notamment à la stagnation de la demande. Deux ans après la levée des contingentements à l'importation des chaussures pour hommes et enfants, la part de marché des manufacturiers canadiens a continué à se rétrécir sans cesse au profit des produits importés, principalement en provenance des pays de l'Orient tel Taïwan, la Corée du Sud, Hong-Kong et la Chine. En fait, la part des produits étrangers sur le marché domestique s'est accrue à plus de 70% en 1988, obligeant les producteurs locaux à réduire sensiblement leur production. Notons qu'en 1985, avant l'abolition des quotas sur les importations de chaussures pour hommes, la part des fabricants canadiens s'élevait à près de 40%. La situation ne devrait pas s'améliorer avec l'élimination, en novembre 1988, des contingentements de chaussures pour femmes et fillettes. A partir de cette date, les quotas sur les importations de chaussures seront complètement supprimés. Au total, la production canadienne de chaussures fut ramenée à 33,9 millions de paires en 1988 comparativement à 38,8 millions de paires en 1987, soit un recul de plus de 12,5%.

L'état stagnant de la demande n'a pas épargné les importations. Pour le première fois depuis longtemps, les importations ont subi un léger recul cette année. Freinées par la faible croissance des ventes au détail, démontrant une certaine saturation du marché, et par la dévaluation du dollar canadien vis-à-vis les devises de l'Italie, de la France et de l'Espagne, provoquant une baisse des importations de chaussures européennes devenues plus coûteuses, les importations totales ont reculé de 7,9% (3,8 millions de paires en 1988 [6 mois]).

A ces problèmes est venu s'ajouter des hausses importantes du prix mondial du cuir qui, atteignant des niveaux records durant l'année, a réduit les marges bénéficiaires des fabricants canadiens. En effet, les prix des peaux en Amérique du Nord ont dépassé tous les sommets précédents. Cette flambée des prix a reposé essentiellement sur la baisse de l'abattage de bétail résultant de la chute de consommation de viande rouge, et sur la demande croissante des fabricants de meubles et d'automobiles pour ce produit qu'on utilise de plus en plus pour le recouvrement de fauteuils et de sièges d'automobiles de luxe.

En tenant compte de la hausse des prix de vente de 6,4% de ses produits, la croissance réelle des expéditions des manufacturiers québécois des produits du cuir (qui comprennent en plus des chaussures, les produits de tannerie, les sacs à main, les gants) fut négative en 1988 (-2,3%). La situation s'est détériorée encore davantage ailleurs au Canada, de sorte que la part du Québec dans les expéditions canadiennes de produits en cuir a remonté à 37,6% en 1988 comparativement à 35,2% en 1987. Le phénomène s'explique essentiellement par le fait que la baisse enregistrée à ce jour s'est surtout fait sentir dans les souliers pour hommes et garçons, dont la production est surtout localisée en Ontario. Le secteur ayant continué de subir les effets reliés à l'élimination complète des contingents sur les chaussures importées, les fabricants ontariens ont vu leur part de marché décliner davantage.

Les industriels québécois du cuir ont réduit leurs investissements en 1988. Les dépenses engagées dans la modernisation d'équipement ont totalisé 3,4 millions de dollars, soit un recul de près de 10% par rapport à l'an dernier. Les inquiétudes soulevées par l'abolition complète des quotas à l'importation et la petite taille des entreprises québécoises, qui rend difficilement accessible l'équipement plus sophistiqué pourtant indispensable face à l'accroissement de la concurrence, sont en partie responsables.

L'année 1988 fut également marquée par l'inauguration d'un centre de haute technologie à Québec par l'Institut canadien du cuir et de la chaussure. Financé conjointement par le fédéral et l'industrie, ce centre mènera des recherches commanditées par des entreprises membres de l'Institut canadien du cuir et de la chaussure, notamment sur la conception et la fabrication assistées par ordinateur.

Industrie du meuble et des articles d'ameublement

L'industrie québécoise du meuble, qui englobe les meubles et les articles d'ameublement de maison et de bureau, a montré des signes d'essoufflement en 1988. Affectées par le ralentissement dans la construction domiciliaire au Québec, la faiblesse de la demande extérieure et l'accalmie sur le marché de la revente de maisons, les activités se sont quelque peu tassées durant l'année. Néanmoins, ayant profité de la vigueur des ventes dans les magasins de meubles, qui sont passées de 620 millions de dollars en 1987 à 680 millions de dollars en 1988, du fait que plusieurs des

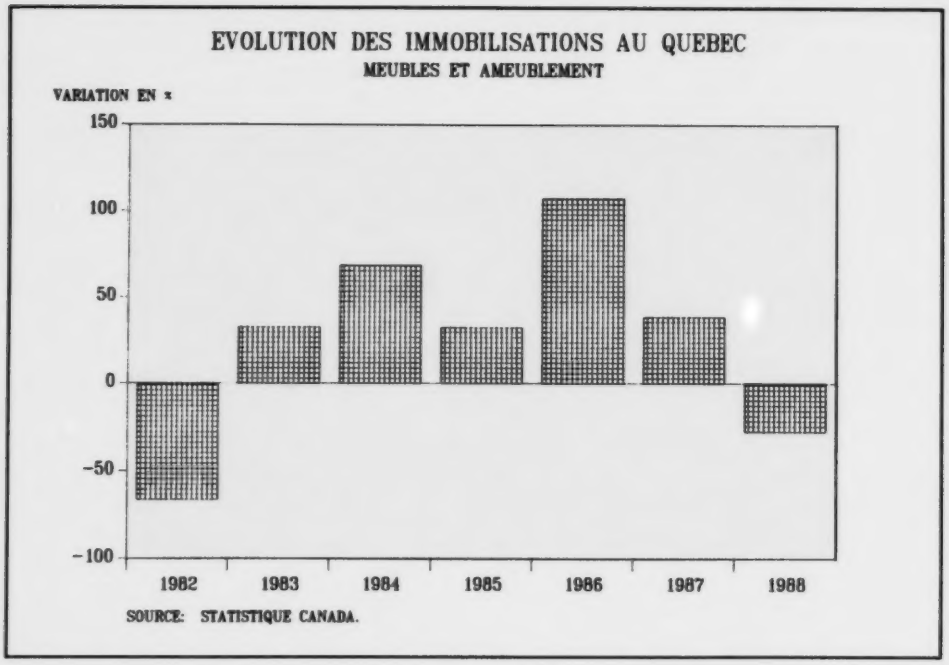
nombreux nouveaux propriétaires des maisons construites en 1987 ont dû meubler leur propriété cette année, l'industrie québécoise du meuble a poursuivi sa croissance en 1988, quoique à un rythme plus modéré. Les fabricants de meuble au Québec ont effectué des livraisons de 1,3 milliard de dollars en 1988, ce qui équivaut à un gain de 6,3% par rapport à l'an dernier. En tenant compte de la hausse de 4,0% des prix de vente industriels de ses produits, la croissance réelle de l'industrie fut de 2,3% en 1988. Rappelons qu'en 1987, à la faveur d'un marché des exportations florissant, l'industrie québécoise du meuble avait accru ses livraisons de plus de 10% en termes réels. Cette perte de vigueur de l'industrie, plus prononcée au Québec qu'ailleurs au pays, a entraîné une légère baisse de sa part dans la valeur des expéditions canadiennes qui est passée de 30,2% en 1987 à 29,8% en 1988.

Les marchés extérieurs, principalement l'Ontario et les États-Unis, constituent un élément essentiel pour l'industrie puisqu'ils absorbent plus de 65% de ses expéditions; ceux-ci ne semblent cependant pas avoir exercé autant de dynamisme en 1988. En effet, les exportations de meubles et accessoires chargées au Québec ont totalisé 235,8 millions de dollars en 1988, ce qui représente un léger recul par rapport à l'année précédente. La hausse du dollar canadien par rapport à la devise américaine, rendant les produits québécois moins intéressants pour les grossistes américains, a constitué le principal obstacle durant l'année. Néanmoins, avec la qualité et l'originalité des produits québécois, la mise en place de meilleurs services de commercialisation, des nouveaux efforts en recherche et développement et la réorientation importante de l'industrie en matière de design pour mieux répondre aux attentes des marchés internationaux, le Québec devrait relativement bien tirer son épingle du jeu en matière d'exportation de meubles. L'avenir semble particulièrement intéressant dans le cas des meubles de bureau.

La hausse de la valeur du dollar canadien a également affecté la rentabilité de l'industrie en 1988. Étant payé en dollars américains pour leurs ventes aux États-Unis, les manufacturiers québécois ont vu leur marge bénéficiaire diminuer quelque peu à cause de l'appréciation du dollar canadien. A ce facteur est venu s'ajouter l'accroissement du prix du bois brut. Ainsi, après avoir connu une hausse de près de 30% en 1987, les bénéfices de base des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars n'ont augmenté que de 2,4% en 1988 pour atteindre 85 millions de dollars.

Reflétant la croissance moins rapide de la production, la baisse de la rentabilité et la rationalisation des activités par voie de fusions et d'acquisitions, le nombre de personnes occupées dans les entreprises de fabrication de meubles au Québec est demeuré à peu près stable à 27 000 en 1988. L'informatisation et la mécanisation accrue de la production ont également eu des effets négatifs sur le niveau de l'emploi durant l'année. Quelques entreprises ont fermé leurs portes en 1988, notamment Shermag à Thurso, spécialisée dans la fabrication de meubles en érable massif pour le marché canadien, qui a entraîné la mise à pied de 80 employés. Également, la compagnie All-Steel à Ville St-Laurent, qui fabrique des meubles de bureau en métal, a annoncé la fermeture de son usine, entraînant la perte de 300 emplois.

Graphique 16



Les efforts de modernisation, l'acquisition de nouvelles installations de production et l'arrivée de nouveaux produits qui exige des changements technologiques appréciables ont favorisé les investissements en 1988. Cependant, les entreprises étant de petite taille, souvent à propriété familiale et faiblement capitalisées (surtout dans le cas des entreprises de

meubles de maison), la plupart de ces investissements ont été effectués par un petit nombre de manufacturiers. Au total, les fabricants québécois du meuble ont dépensé 26,4 millions de dollars en immobilisations en 1988 comparativement à 13,7 millions de dollars en moyenne au cours des dix dernières années.

Industrie de l'habillement

L'industrie québécoise de l'habillement a manifesté peu de vigueur en 1988. Affectés par l'essoufflement des ventes dans les magasins de vêtements et par la vive concurrence étrangère, les fabricants de vêtements au Québec ont vu leurs expéditions augmenter de seulement 0,3% en termes réels par rapport à l'an dernier. Une performance similaire fut observée à l'échelle du Canada, de sorte que la part du Québec dans les expéditions canadiennes est demeurée à peu près stable à 61% en 1988. Rappelons que cette industrie, dont les activités sont fortement concentrées à Montréal, est celle où le Québec détient la plus large part des expéditions canadiennes.

Bien que les fabricants de vêtements bénéficient d'un haut niveau de protection tarifaire et non tarifaire, les importations ont continué de poser un problème dans ce secteur en 1988. Après une certaine accalmie en 1987, le rythme de croissance des importations de vêtements dédouanés au Québec, en particulier en provenance de l'Extrême-Orient, fut de nouveau supérieur à celui de la demande intérieure en 1988. Cette pénétration grandissante des produits étrangers sur le marché local, qui est venue gruger une part additionnelle du marché détenu par les fabricants québécois, survient en dépit du renouvellement de l'Accord Multifibres en 1986 qui vise à protéger l'industrie en limitant la croissance des importations au rythme d'augmentation de la demande.

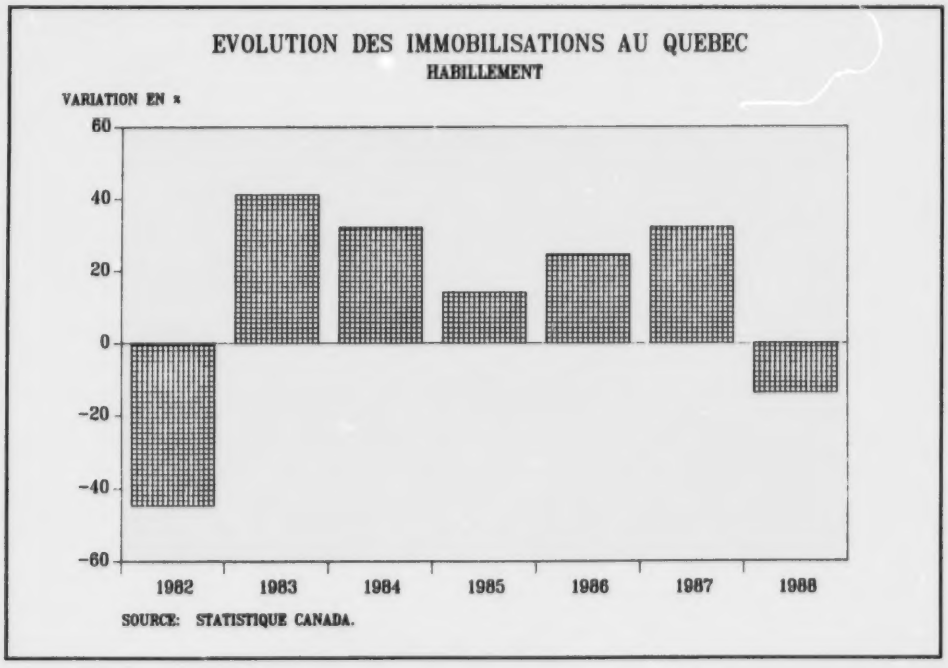
Les activités de l'industrie de l'habillement se sont toutefois avérées profitables en 1988. Les bénéfices de base des sociétés canadiennes, dont l'actif est supérieur à 10 millions de dollars, ont augmenté de 19,8% à 123 millions de dollars durant l'année.

Malgré une activité réduite, l'industrie québécoise de l'habillement, qui constitue le plus gros employeur dans le secteur manufacturier au Québec, a accru substantiellement ses effectifs en 1988. De façon assez surprenante, le nombre de personnes occupées a atteint un sommet de 82 000 durant l'année selon l'Enquête sur

la population active (EPA), ce qui équivaut à un gain de près de 14 000 salariés par rapport à l'an dernier. Cette forte croissance, qui permet au Québec d'accroître sa part d'emploi dans l'ensemble canadien à 65,6%, n'a toutefois pas empêché la fermeture de certaines usines devenues désuètes. Ce fut notamment le cas de la compagnie Canadelle Inc. qui, dans le cadre d'un programme de modernisation et de rationalisation de ses activités, a annoncé la fermeture de son usine de couture Wonderbra à Québec, entraînant la mise à pied de 120 employés.

La stagnation de la demande intérieure n'a pas favorisé les investissements en 1988. Les sommes investies par les manufacturiers québécois du vêtement ont totalisé 22 millions de dollars durant l'année, soit un recul de 13,7% par rapport à 1987. La diminution des immobilisations fut notamment attribuable au secteur des vêtements pour hommes (-2,4 millions $ ou -14,5%), des vêtements pour femmes (-1,8 million $ ou -35,2%) et des vêtements pour enfants (-1,8 million $ ou -74,9%). Cependant, parmi les projets d'investisse-

Graphique 17



ments d'envergure, on note la construction d'une usine de 10 millions de dollars dans l'est de Montréal par l'entreprise Vêtements Peerless, spécialisée dans la confection de complets et pantalons pour hommes.

L'année 1988 fut également marquée par l'inauguration du premier Salon Prêt-à-porter à Montréal. Strictement réservé aux membres du monde de la mode (soit les manufacturiers, les créateurs, les importateurs et les acheteurs), celui-ci a proposé aux visiteurs un éventail de plus de 200 exposants dans les domaines du prêt-à-porter, du cuir, du jean, de la lingerie, des chapeaux et des autres accessoires vestimentaires. Cette première édition, organisée par des promoteurs montréalais, constitue une excellente initiative pour faire de Montréal un important centre international de la mode.

Tableau 8

LES INDUSTRIES DE BIENS DE CONSOMMATION
expéditions, emploi et immobilisations

	Expéditions (millions $)		Emploi (en milliers)		Immobilisations (millions $)	
Groupes industriels	1987	1988	1987	1988	1987	1988
Aliments et boissons	10 460	10 580	56	52	245	346
Tabac	1 005	1 006	4	4	30	38
Cuir	477	497	7	12	4	3
Habillement	3 839	3 967	68	82	26	22
Meubles	1 205	1 281	26	27	36	26
Industries diverses	N.D.	N.D.	16	27	457	541

Source: Statistique Canada.

Les industries de transformation des ressources

Industrie du bois

1988 fut une année difficile pour l'industrie québécoise des produits du bois, qui comprend le bois de sciage, le placage et le contreplaqué. Affectés par le ralentissement des mises en chantier sur le continent nord-américain, par les nouveaux droits de coupe au Québec et par le maintien d'une taxe à l'exportation de 8% sur le bois d'oeuvre vers les États-Unis à titre de droits compensateurs, plusieurs fabricants de bois ont vu la rentabilité de leurs activités fléchir en 1988. Rappelons que le gouvernement du Québec a augmenté les droits de coupe et les autres redevances d'un montant équivalent à 9% de la taxe imposée par Washington. A ces facteurs est venu s'ajouter la remontée du dollar canadien face à la devise américaine qui a également joué contre l'industrie durant l'année. En effet, étant payé en devises américaines pour leurs ventes aux États-Unis, les fabricants québécois ont obtenu moins de revenus en dollars canadiens, ce qui s'est traduit par une baisse encore plus marquée de leur marge bénéficiaire.

Reflétant le manque de vigueur de l'industrie, la valeur des expéditions des manufacturiers québécois a quelque peu régressé par rapport à 1987, celle-ci ayant atteint 3,3 millards de dollars. Si on tient compte de la hausse des prix de vente de 2,2% des produits de l'industrie, cela équivaut à une baisse d'environ 3,4% en termes réels. Une situation similaire fut observée ailleurs au Canada, de sorte que la part du Québec dans les expéditions canadiennes est demeurée à peu près stable à 22,0% en 1988. Il est à noter que le Québec et la deuxième plus importante province productrice et exportatrice de bois d'oeuvre au Canada, derrière la Colombie-Britannique.

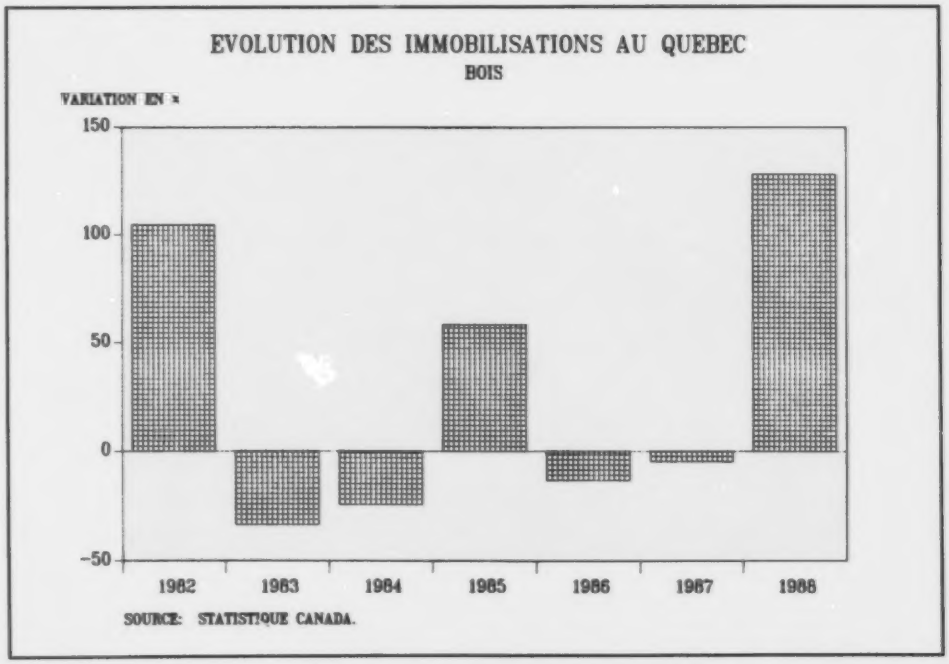
L'incapacité de l'industrie à accroître ses ventes sur les marchés extérieurs a contribué à affaiblir sa position en 1988. Soulignons que seulement 20% de la production du Québec est écoulée dans cette province. A l'instar de l'an dernier, les exportations de bois à destination des États-Unis, qui constituent un marché primordial pour l'industrie en absorbant près de la moitié de la production locale, ont manqué de vigueur en 1988. La baisse des mises en chantier dans ce pays et le maintien de la surtaxe sur les exportations canadiennes de bois d'oeuvre vers les États-Unis ont constitué les principaux obstacles. Cette situation fut cependant quelque peu compensée par une hausse des

ventes outre-mer, notamment au Japon et au Royaume-Uni. En effet, bien qu'elle ne représente que 5% de la production provinciale, les ventes de bois de sciage québécois à l'extérieur du continent nord-américain ont continué de s'accroître en 1988. Cette situation résulte d'une amélioration de la position concurrentielle des fabricants québécois suite au déclin de la valeur du dollar canadien par rapport aux monnaies européennes et japonaise et des nombreuses initiatives entreprises par l'industrie pour s'imposer sur les marchés internationaux.

Fait assez surprenant, c'est au chapitre de la création d'emplois que la performance de l'industrie fut la plus dynamique. Selon l'Enquête sur la population active (EPA), en dépit du fléchissement de la demande de bois au Québec et ailleurs en Amérique du Nord, le nombre de personnes occupées chez les fabricants québécois de bois s'est accru de près de 20% pour atteindre 37 000 en 1988.

La nécessité pour les fabricants d'acquérir de nouvelles installations et de moderniser les équipements pour être plus compétitifs a favorisé les investisse-

Graphique 18



ments en 1988. Stimulées par la construction de deux usines de panneaux gaufrés, soit à St-Michel-des-Saints par la société Lanofor (63 millions $) et à Chambord par Normick Perron (58 millions $), les dépenses en immobilisations des fabricants québécois de bois ont atteint un record de 187,7 millions de dollars en 1988, soit un bond de près de 130% par rapport à l'an dernier. En fait, ce fut la plus forte progression des investissements parmi tous les secteurs industriels.

Industrie du papier et des produits connexes

L'industrie québécoise des pâtes et papiers a continué sa lancée en 1988, alors que la demande papetière mondiale est demeurée forte et les prix de la pâte et du papier journal à la hausse. Cette conjoncture favorable, qui a donné lieu à des ventes records, a fait en sorte que la plupart des usines au Québec ont fonctionné au maximum de leur capacité. Bien que la hausse du dollar canadien par rapport à la devise américaine ait réduit considérablement les marges bénéficiaires des papetières locales provenant des exportations vers les États-Unis, celles-ci ont réalisé des profits records en 1988. Les bénéfices de base des sociétés canadiennes de pâtes et papiers ont atteint un sommet historique de 5,6 milliards de dollars en 1988, ce qui équivaut à un gain de 19,6% par rapport à l'an dernier.

Profitant de la consommation croissante de papier aux États-Unis, en Europe et au Japon, la valeur des expéditions dans l'industrie québécoise des pâtes et papiers a progressé de 9,4% en 1988, atteignant un sommet de 8,4 milliards de dollars. Une situation similaire fut observée ailleurs au Canada, de sorte que la part du Québec dans les expéditions canadiennes de pâtes et papiers est demeurée à peu près inchangée à 33% en 1988.

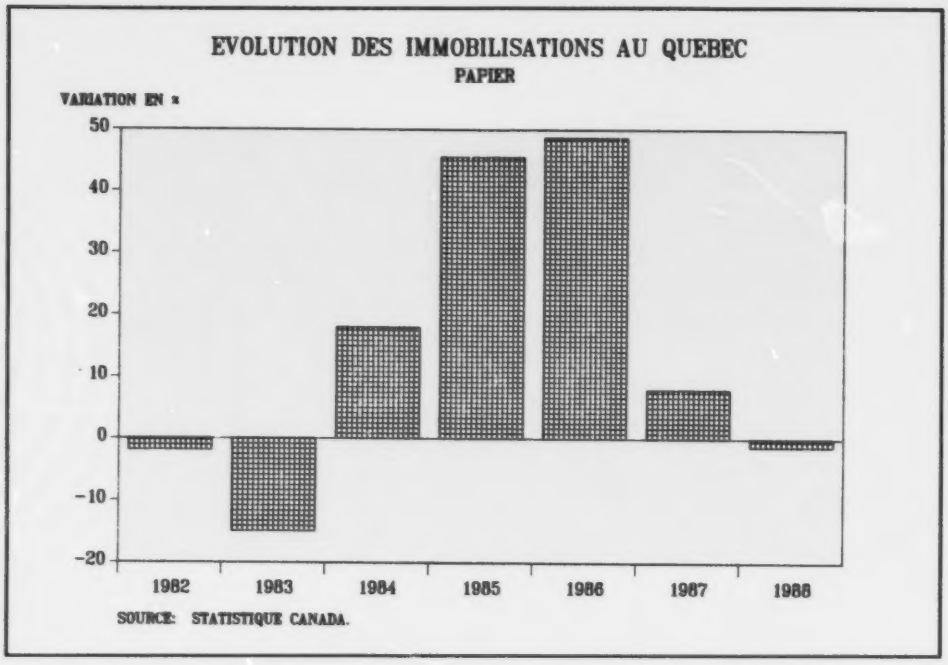
La demande extérieure, qui constitue un élément esentiel à l'industrie en absorbant plus de 50% de sa production, a continué de favoriser l'expansion des papetières québécoises en 1988. En effet, sous l'impulsion de la consommation croissante de papier aux États-Unis et dans les grandes économies industrialisées, les ventes à l'étranger ont connu une progression rapide durant l'année. Tandis que les exportations de papier journal, qui représentent plus de la moitié des expéditions de l'industrie au Québec, augmentaient de 16% pour atteindre 3,5 milliards de dollars, la valeur des exportations de pâtes de bois

et pâtes similaires est passée de 529,4 millions de dollars en 1987 à 696 millions de dollars en 1988, ce qui représente une hausse de 31,5%. A l'instar de l'année précédente, ce sont les ventes outre-mer qui ont le plus augmenté. Au total, celles-ci, qui ne représentent toutefois qu'environ 18% de l'ensemble des exportations, sont passées de 548 millions de dollars en 1987, à 764 millions de dollars en 1988. Cette situation résulte essentiellement d'une nette amélioration de la position concurrentielle des papetières québécoises suite au déclin du dollar canadien par rapport aux monnaies européennes et au yen japonais.

L'effervescence des activités dans les papetières québécoises en 1988 fut accompagnée d'une progression sensible de l'emploi. Selon l'Enquête sur la population active (EPA), le nombre de personnes occupées s'est élevé en moyenne à 45 000 dans l'industrie des pâtes et papiers au Québec durant l'année, ce qui équivaut à une hausse de 9,8% par rapport à 1987. Cette bonne performance a permis au Québec d'accroître sa part d'emploi dans l'ensemble canadien à 34,1% en 1988.

Après quatre années consécutives de forte croissance, les investissements des fabricants québécois de pâtes et papiers ont subi un léger recul de 1,3% en 1988. La fin des travaux de modernisation de certaines usines d'importance, notamment Cascades à Port-Cartier, Abitibi-Price à Alma et la Consolidated-Bathurst à Shawinigan, fut à l'origine de cette baisse. Néanmoins, le secteur des pâtes et papiers est demeuré le plus important investisseur dans la fabrication au Québec en 1988 avec des dépenses en immobilisations qui ont totalisé 1,1 milliard de dollars, soit plus du cinquième des immobilisations du secteur manufacturier québécois. La poursuite des travaux de construction d'une usine de papiers fins à Windsor en Estrie par la Société Domtar (800 millions $), l'implantation d'une cartonnerie au Témiscamingue par Tembec (270 millions $) et d'une usine de pâte thermo-mécanique à Baie-Comeau par la Société Papier Québec et Ontario (130 millions $), l'agrandissement de la papeterie Reed à Québec (125 millions $) et de l'usine de pâte Kraft de la Maclaren à Thurso (170 millions $), la modernisation des usines Kruger à Trois-Rivières (400 millions $) et Consolidated-Bathurst à Grand-Mère (280 millions $), et la construction d'une usine de pâte chimico-thermo-mécanique blanchie par Donohue/Rexfor à Matane (300 millions $) ont compté parmi les principaux projets d'investissement en 1988.

Graphique 19



En 1986, au Québec, les dépenses de recheche-développement dans les industries à base de bois (services forestiers, produits de scieries, portes et fenêtres en bois et surtout des pâtes et papiers) ont totalisé 48 millions de dollars ce qui fait de cette industrie la quatrième en importance pour les dépenses de R-D dans la province. Ces dépenses ont progressé à un taux annuel de 5% par an en termes réels durant la période 1981-1986. Au Québec, ces dépenses sont faites par 14 exécutants commerciaux. Les activités de recherche dans cette industrie occupent environ 650 personnes. Il faut toutefois noter que l'effort de R-DI varie beaucoup selon les différents secteurs qui composent cette industrie.

Ainsi, la recherche-développement en aménagement forestier au Québec totalise environ 20 millions de dollars par an. Les deux paliers de gouvernement en financent la très grande majorité (95%) et les travaux sont exécutés à 80% dans les laboratoires gouvernementaux (la majorité de ces dépenses ne sont donc pas incluses dans le montant de 48 millions $ mentionné précédemment). Le reste des travaux sont exécutés dans les universités (surtout Laval et du Québec) et

l'industrie. Dans le cas du secteur de l'exploitation forestière, la majorité des travaux de R-DI est financée par le secteur privé et est exécutée par la Forest Engineering Research Institute of Canada (FERIC), le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ), les fabricants d'équipement eux-mêmes et l'Université Laval. Il s'effectue pour environ 7 millions de dollars par année de R-D dans ce secteur. Le secteur du sciage et des panneaux de bois consacre environ 4 millions de dollars par année à la R-D. Ces coûts sont partagés par les deux paliers de gouvernement et l'industrie. Finalement, les dépenses de R-D dans l'industrie des pâtes et papiers au Québec, qui sont d'environ 32 millions de dollars par année, sont effectuées par l'Institut canadien de recherches sur les pâtes et papiers, les universités McGill, du Québec à Trois-Rivières, l'École Polytechnique et à l'intérieur des entreprises elles-mêmes. La recherche dans ce secteur est financée à 85% par le secteur privé. Au niveau national, les entreprises qui exécutent des dépenses de R-D affectent 0,3% de leurs ventes à ce type d'activité.

Industrie des produits minéraux non métalliques

Après avoir profité de l'essor dans la construction l'an dernier pour accroître substantiellement sa production, l'industrie québécoise des produits minéraux non métalliques a considérablement réduit ses activités en 1988. Ayant subi les contrecoups du ralentissement sur les chantiers de construction, particulièrement dans les mises en chantier de logementd, la valeur totale de ses expéditions est demeurée à peu près inchangée par rapport à 1987. En tenant compte de la hausse des prix de vente de 3,9% des produits de l'industrie, la croissance réelle des expéditions des fabricants québécois s'est même révélée négative en 1988.

Les secteurs des produits d'argile et du ciment ont particulièrement été affectés en 1988, avec des expéditions en baisses respectives de 31,8% et 10,1%. Dans le cas des produits d'argile, la réduction des expéditions reflète le ralentissement dans les mises en chantier de logementd, qui s'est traduit par une baisse de la demande de briques. D'autre part, la fermeture de la cimenterie de la compagnie Miron dans le quartier St-Michel à Montréal en octobre 1987, a contribué, pour une bonne partie, à la baisse de la production du ciment en 1988. Rappelons que Miron, avec environ 20% du marché, est le troisième producteur de ciment au Québec derrière Ciment St-Laurent,

qui détient environ 40% du marché, et Ciments Canada Lafarge avec une part d'à peu près 25%. Les meilleurs résultats furent toutefois enregistrés du côté des pierres concassées et du granite. En effet, tandis que les expéditions de pierres concassées s'accroissaient de 7,7% en 1988, la demande de granite a continué de progresser substantiellement durant l'année, compte tenu de l'intérêt grandissant des constructeurs qui l'utilisent comme matériau de recouvrement (notamment pour les nouvelles tours à bureaux dans le centre-ville de Montréal).

Le ralentissement des activités dans l'industrie des produits minéraux non métalliques au Québec s'est aussi particulièrement manifesté au chapitre de l'emploi. Selon l'Enquête sur la population active (EPA), les effectifs sont passés d'environ 17 000 personnes en 1987 à 14 000 personnes en 1988, ce qui représente un recul appréciable de 17,6%. Seule l'industrie du textile, avec une baisse de ses effectifs de 18,8% durant l'année, a enregistré des pertes d'emplois plus importantes et ce, parmi toutes les industries manufacturières.

C'est au chapitre des investissements que la performance de l'industrie fut la plus dynamique alors que de nombreux projets d'implantation et de modernisation d'usines furent concrétisés ou annoncés en 1988. Parmi les principaux projets d'investissement, on note l'implantation d'une cimenterie et d'une carrière à Grondines dans le comté de Portneuf par la compagnie Miron au coût de 100 millions de dollars, et la construction d'une usine de fabrication de verre plat dans le parc industriel de St-Augustin-de-Desmaures près de Québec par la société belge Glaverbel (140 millions $). Dans ce dernier cas, l'usine, dont la production servira notamment pour les pare-brise d'autos, les miroirs et les dessus de table, devrait procurer de l'emploi à quelque 300 personnes de façon permanente. Au total, les dépenses en immobilisations des fabricants québécois de produits minéraux non métalliques ont progressé de plus de 60% pour atteindre un montant record de 128,3 millions de dollars en 1988.

Au Québec, huit entreprises dans cette industrie effectuent des travaux de recherche et de développement évalués à 2 millions de dollars. Contrairement aux dépenses de R-D effectuées dans d'autres industries, une assez forte proportion (45%) de celles effectuées dans l'industrie des produits minéraux non métalliques sont consacrées aux immobilisations, le solde restant étant constitué de dépenses courantes. Au niveau national, les entreprises qui effectuent de

la R-D dans ce domaine consacrent 0,5% de leurs ventes à des travaux de recherche et de développement. Au Québec, une quarantaine de personnes, dont plus de la moitié sont des professionnels, sont affectées à des activités de R-D dans cette industrie. La principale entreprise qui effectue des travaux de recherche dans ce domaine est Ciments Canada Lafarge (développement de liants hydrauliques, de nouveaux produits en béton, de nouveaux ciments et d'équipements de production plus performants).

Métaux primaires

L'année 1988 fut particulièrement florissante pour l'industrie québécoise de première transformation des métaux, dont près de 60% de la production provient de la fonte et de l'affinage des métaux non ferreux. Stimulés par la prospérité des économies à l'échelle mondiale, qui s'est traduite par un marché des métaux exceptionnellement fort et par des augmentations de prix substantielles, notamment dans l'aluminium, les manufacturiers des métaux primaires au Québec ont accru significativement leurs ventes et réalisé des profits records en 1988. Au total, la valeur des expéditions de l'industrie a atteint un sommet de 7,1 milliards de dollars en 1988, ce qui équivaut à un gain de 17,5% par rapport à l'an dernier. Cette forte croissance permet au Québec d'augmenter sa part dans les expéditions canadiennes de métaux primaires de 32,1% en 1987 à 32,9% en 1988.

Le secteur de l'aluminium, qui jouit d'une place de plus en plus importante dans le domaine des transports, particulièrement dans les industries de l'automobile et de l'aérospatiale, a connu une année prospère en 1988. Grâce à la forte demande sur les marchés mondiaux, au faible niveau des stocks des producteurs et au fait que l'industrie fonctionne pratiquement au maximum de sa capacité, les prix spot de l'aluminium ont grimpé à des niveaux très élevés durant l'année, permettant aux producteurs d'aluminium de réaliser des profits records en 1988. Notons que les prix de l'aluminium sont passés de 0,60 $ U.S. la livre au début de 1987 à plus de 1,00$ U.S. la livre en moyenne en 1988. A ce chapitre, Alcan, un des chefs de file mondial de l'industrie de l'aluminium, a plus que doublé son bénéfice net au cours de l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988. Pendant cette période, Alcan, qui a également profité du resserrement de ses coûts d'exploitation, a réalisé

des bénéfices nets records de 931 millions de dollars comparativement à 433 millions de dollars pour la période correspondante en 1987.

Profitant des conditions favorables de ce secteur, les exportations d'aluminium chargées au Québec ont bondi de près de 50% en 1988, atteignant 2,8 milliards de dollars. Cette forte poussée fut principalement le résultat de la vitalité des économies américaine et japonaise. Rappelons que le Québec est le premier exportateur mondial d'aluminium.

La rentabilité des activités et l'utilisation accrue des capacités de production ont favorisé les investissements en 1988. En effet, de nombreux projets d'agrandissement, de modernisation et d'implantation d'usines se sont concrétisés dans l'industrie des métaux primaires au Québec durant l'année. La construction d'une usine d'extraction de magnésium à Bécancour par Norsk-Hydro (500 millions $) et l'accélération du projet de construction d'une aluminerie à Laterrière au Saguenay par Alcan (750 millions de dollars) ont constitué les principaux facteurs de croissance en 1988. Dans le cas de Norsk-Hydro, la production de l'usine devrait démarrer en juin 1989; on prévoit que la moitié du magnésium produit à Bécancour sera utilisé comme alliage par les alumineries et que l'autre moitié servira à la fabrication de pièces d'automobiles et au traitement de la fonte et de l'acier. C'est principalement dans l'industrie automobile que l'utilisation du magnésium est appelée à croître. Beaucoup de fabricants d'automobiles sont intéressés du fait de sa résistance et ce, en dépit d'un poids largement inférieur à celui de l'aluminium.

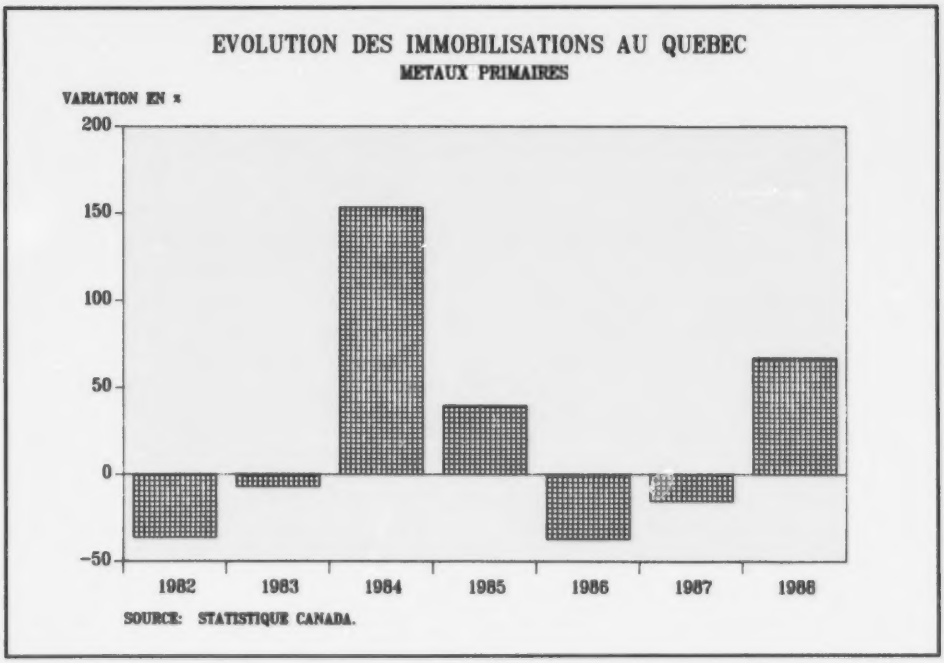
Du côté de l'aluminerie à Laterrière, citant des prix plus qu'intéressants pour l'aluminium et la vigueur exceptionnelle du marché, Alcan a décidé de devancer ses échéanciers. Ainsi, la première phase entrera en production en décembre 1989 tandis que la quatrième et dernière phase sera terminée à la fin de 1992. Les nouvelles capacités de production permettront de remplacer graduellement les vieilles usines d'Arvida.

D'autres projets d'investissements majeurs furent également en voie de réalisation en 1988, notamment la modernisation de l'affinerie de zinc à Valleyfield par la compagnie Zinc Electrolytrique du Canada (140 millions $) et l'implantation à Beauport d'une usine de silicium-métal par la firme espagnole Etcheverria Hermanos et la Société générale de financement (SGF) au coût de 75 millions de dollars. Rappelons que le

silicium-métal est un composant important des conducteurs et des semi-conducteurs que l'on retrouve dans l'industrie électronique.

Au total, les dépenses en immobilisations des entreprises québécoises de première transformation des métaux ont atteint 815,8 millions de dollars en 1988, soit 320 millions de dollars additionnels par rapport

Graphique 20



à l'année précédente. Cette performance remarquable permet au secteur des métaux primaires de se rapprocher sensiblement du premier rang occupé par l'industrie des pâtes et papiers à titre de plus important investisseur dans la fabrication au Québec. Les perspectives d'investissements s'annoncent toutes aussi prometteuses en 1989 notamment avec la confirmation de la construction d'une troisième série de cuves d'électrolyse au coût de 550 millions de dollars à l'usine de Bécancour par le groupe Aluminerie de Bécancour Inc. (ABI). Avec cet ajout, ABI (consortium formé des compagnies Pechiney Reynolds (50,1%), Alumax (24,95%) et Albecour (24,95%) filiale de SGF, se positionnera comme l'une des plus grandes usines de production d'aluminium primaire au monde, avec une

capacité de production de 360 000 tonnes métriques par année. Cet investissement devrait créer environ 200 emplois permanents. Également, la société Minéraux Noranda a annoncé un investissement de 46 millions de dollars au cours des cinq prochaines années dans la modernisation de son usine d'affinage de cuivre à Montréal-Est, qui compte parmi les plus grandes usines au monde dans ce secteur.

La vigueur des activités dans les métaux primaires s'est également traduite par une hause substantielle de l'emploi en 1988. Selon l'Enquête sur la population active (EPA), les effectifs de l'industrie ont augmenté de près de 4 000 personnes au Québec pour atteindre 36 000, ce qui équivaut à un gain de 12,5% par rapport à l'an dernier.

Au Québec, 4 entreprises dans le secteur des métaux primaires ferreux et 5 entreprises dans le secteur des métaux primaires non ferreux effectuent des travaux de recherche et de développement industriels estimés à 31 millions de dollars (1986). Cette somme est d'ailleurs nettement plus faible que durant les deux années précédentes (41 millions $ en 1985 et 38 millions $ en 1984). Au niveau national, le ratio des dépenses de R-D sur ventes des sociétés qui font de la R-D est différent selon qu'il s'agisse d'entreprises dans le secteur des métaux ferreux (0,4%) ou non ferreux (1,3%). Les principales entreprises québécoises qui effectuent des travaux de R-D dans le domaine des métaux semi-transformés sont l'Alcan (amélioration des procédés de fabrication et de laminage de l'aluminium), Noranda (coulée et procédés de travaux des métaux, métallurgie extractive des métaux non ferreux), et les Poudres Métalliques du Québec (développement de nouveaux grades de poudre de fer et de nouvelles applications pour ces dernières). L'industrie québécoise des métaux primaires employait 436 chercheurs en 1986.

Industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon

Après s'être partiellement relevée l'an dernier de l'effondrement mondial des prix du pétrole survenu en 1986, l'industrie des produits raffinés du pétrole au Canada a connu certaines difficultés en 1988. Alors que la production continuait de régresser en raison de la baisse de la consommation (depuis 1987, le pétrole a perdu sa place comme première source d'énergie au Québec au profit de l'électricité), les prix du pétrole sur les marchés internationaux ont fluctué à la baisse durant l'année. De ce fait, la rentabilité de

la plupart des compagnies s'est détériorée comme en témoignent les bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs sont supérieurs à 10 millions de dollars qui ont diminué de 8,6% en 1988.

Au Québec, où la capacité de raffinage est distribuée entre Shell et Pétro-Canada à Montréal-Est et Ultramar à St-Romuald, la hausse de 5,8% des ventes dans les stations-services n'a pas beaucoup profité à l'industrie pétrolière québécoise. Notons que l'essence compte pour environ 60% des produits pétroliers énergétiques vendus au Québec. Sous la faiblesse des cours mondiaux du pétrole, la valeur des expéditions des compagnies de raffinage au Québec a chuté de 16,7% en 1988. Une situation analogue fut toutefois observée dans l'ensemble du Canada, de sorte que la part du Québec dans la production canadienne est demeurée à peu près inchangée à 21,9%.

Malgré la restructuration importante des activités de raffinage au Québec depuis le début des années quatre-vingt, qui fut caractérisée par la fermeture de quatre raffineries (British Petroleum, Texaco, Esso et Gulf Canada), les immobilisations consacrées au raffinage sont demeurées importantes en 1988. Stimulées par la modernisation et l'agrandissement des raffineries de Shell à Montréal-Est (80 millions $) et d'Ultramar à St-Romuald (85 millions $), les dépenses en immobilisations au chapitre du raffinage au Québec ont atteint 111,5 millions de dollars en 1988, soit un léger recul de 7,3% par rapport à 1987. Ce montant demeure toutefois assez loin du record de 220,7 millions de dollars enregistré en 1982.

L'industrie pétrochimique au Québec a démontré beaucoup de vitalité en 1988. Grâce à l'achèvement de son programme de modernisation et de restructuration et au changement d'affectation de l'usine de Pétromont à Montréal-Est lui permettant d'accroître substantiellement sa production, celle-ci fut en mesure d'améliorer sa rentabilité et de développer de nouveaux marchés. Reflétant le redressant de ses activités, de nombreux projets d'investissements furent annoncés durant l'année. Ce fut notamment le cas de la société Kemtec (anciennes installations pétrochimiques de Gulf Canada achetées par Lavalin) qui a amorcé la construction d'une usine de fabrication de cumène et de paraxylène à Montréal-Est au coût de 140 millions de dollars. Également, la société Himont Canada a annoncé l'implantation d'une usine de composés et d'alliages à base de polypropylène à Varennes. Cette unité de production, évaluée à 20 millions de dollars, constituera un facteur d'attrait important à l'implantation de nouvelles entreprises, principalement dans le secteur

des plastiques. D'autre part, la société Pétromont doit consacrer quelque 60 millions de dollars dans la prochaine année à l'augmentation de 20 à 25% de la production actuelle.

Bien que l'ensemble de ces projets assure la survie de l'industrie pétrochimique québécoise dans l'immédiat, sa croissance à long terme repose davantage sur la réalisation du projet Soligaz (consortium formé par Soquip, Gaz Métropolitain, SGF, SNC et Alberta Natural Gas). Rappelons que le concept Soligaz consiste à mettre en place à Montréal un système permanent d'approvisionnement de liquides de gaz naturel (propane, butane et isobutane) en provenance de l'Alberta. Ce projet, évalué à près de 300 millions de dollars, nécessite l'aménagement de l'actuel oléoduc Sarnia-Montréal ou la construction d'un nouveau pipeline et prévoit la construction d'une usine de fractionnement des liquides de gaz naturel dans l'est de Montréal. Actuellement, ces liquides proviennent déjà fractionnés par wagons-citernes de Sarnia ou de l'Ouest, ce qui explique les coûts additionnels de l'ordre de 4 à 5 dollars le baril que doivent assumer les industries québécoises. Sous cette forme de transport, l'approvisionnement en liquides devient trop coûteux pour assurer la survie à long terme de la pétrochimie québécoise. Or, après plus de deux ans d'attente et d'incertitude, les promoteurs de Soligaz sont de plus en plus optimistes quant aux possibilités de réalisation de ce projet.

Tableau 9

LES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION DES RESSOURCES
expéditions, emploi et immobilisations

	Expéditions (millions $)		Emploi (en milliers)		Immobilisations (millions $)	
Groupes industriels	1987	1988	1987	1988	1987	1988
Bois	3 335	3 295	31	37	82	188
Papier	7 686	8 405	41	45	1 104	1 089
Métaux primaires	6 071	7 135	32	36	489	816
Minéraux non métalliques	1 639	1 680	17	14	79	128
Pétrole	3 653	3 042	4	5	120	112

Source: Statistique Canada.

Les industries de biens industriels et d'équipement

Industrie des produits en matière plastique

L'industrie canadienne des produits en matière plastique, fortement concentrée en Ontario à cause de la proximité des principaux fabricants d'automobiles, a poursuivi son expansion en 1988. Ayant bénéficié de l'usage de plus en plus répandu du plastique dans la fabrication d'automobiles et de sa pénétration grandissante dans l'industrie des contenants, celle-ci a maintenu une bonne vitesse de croisière durant l'année. Dans le cas des produits d'emballage de plastique toutefois, qui représentent quelque 30% des activités de l'industrie, la demande des consommateurs semble avoir quelque peu plafonné. Cette situation s'explique notamment par la hausse des prix du plastique, rendant les contenants en plastique moins concurrentiels que ceux en verre ou en carton qui profitaient déjà de la préférence des consommateurs. Durant l'année, la plupart des fabricants de produits en matière plastique ont fonctionné à plein régime.

Les fabricants québécois de produits en matières plastiques, dont environ 70% sont concentrés dans la région de Montréal, ont également obtenu de bons résultats en 1988. Avec la création et l'emploi de nouveaux produits en plastique sous diverses formes, du matériel d'emballage aux pièces d'automobiles, ceux-ci ont accru leurs livraisons de 11% durant l'année, soit un niveau à peu près identique à celui de l'ensemble du Canada. La part du Québec dans les expéditions canadiennes de produits en matière plastique est ainsi demeurée inchangée à 24,9% en 1988.

Au Québec, l'industrie tisse de plus en plus de liens avec les fabricants automobiles (qui constituent un des marchés en expansion les plus rapides pour les plastiques). Tandis que la société Camoplast de Kingsburry obtenait un contrat de 5 millions de dollars en 1988 avec General Motors pour la fourniture de pièces de plastique sur les véhicules Cavalier de Chevrolet, le fabricant de plastique IPL de St-Damien-de-Bellechasse a conclu une entente de principe avec Ford et Mazda pour la fabrication de la partie intérieure des portes d'un nouveau modèle destiné à remplacer l'Escort. Rappelons que l'entreprise de St-Damien travaille depuis déjà plusieurs années avec Ford et la part de ces activités a connu une expansion rapide.

D'autres efforts ont été également déployés dans le développement de nouveaux marchés. En outre, la so-

ciété IPL a réalisé une acquisition de technologie auprès de la compagnie allemande Schoeller International de Munich, lui permettant de détenir une licence exclusive pour la fabrication de caisses de manutention en plastique. L'entreprise doit maintenant réussir à mettre à sa portée le marché des caisses de plastique, notamment pour les brasseries canadiennes (des négociations sont déjà entreprises), ce qui pourrait se traduire par l'ouverture d'un énorme marché.

La vigueur des activités de l'industrie québécoise s'est également traduite par une hausse notable des emplois en 1988. Selon l'Enquête sur la population active (EPA), les effectifs au Québec ont augmenté de 36,8% durant l'année pour atteindre un sommet de 26 000 personnes. Cette performance exceptionnelle, liée à une croissance moindre de l'emploi chez les autres fabricants canadiens, a permis au Québec d'accroître sa part relative dans l'ensemble du Canada à 27,1% en 1988 comparativement à 24,1% l'année précédente.

Sachant que l'expansion de l'industrie des articles en matière plastique s'inscrit dans la foulée de nouvelles technologies, les fabricants québécois ont continué d'investir substantiellement en 1988. Les efforts de modernisation, essentiellement dans l'acquisition d'équipements plus sophistiqués, se sont traduits par des dépenses en immobilisations de 71,7 millions de dollars en 1988. Quoique ces dépenses constituent un recul de 8,3% par rapport à 1987, elles demeurent néanmoins largement supérieures à la moyenne annuelle de 40,7 millions de dollars des dix dernières années. Dans cette vague d'investissement, la société Camoplast Inc. de Kingsburry a annoncé l'agrandissement et la modernisation de son usine de Richmond, spécialisée dans le moulage par injection de produits de plastique, au coût de 8,7 millions de dollars. Grâce à ce projet, l'entreprise sera mieux placée que jamais pour renforcer sa présence dans le secteur des pièces d'automobiles dont les perspectives d'avenir semblent très intéressantes au Québec.

Les dépenses de recherche et de développement de l'industrie du caoutchouc et plastique sont modestes, soit 3 millions de dollars en 1986. Une forte proportion (93%) de ces dépenses sont constituées de dépenses courantes et le solde restant est affecté à des immobilisations. Au Canada, les entreprises de caoutchouc et plastique qui effectuent des dépenses de R-D consacrent 0,8% de leurs ventes à ces activités. Au Québec cette industrie emploie 77 chercheurs dont moins de 30% sont des professionnels. Les principales

entreprises québécoises qui effectuent des activités de R-D dans ce secteur sont Les Produits American Biltrite (développement de nouvelles formulations de caoutchouc) et IPL (formulation de produits en plastique, amélioration de procédés de production, évaluation de nouvelles résines).

Industrie du textile

Confrontée à une stagnation de la demande de ses produits et à une pénétration grandissante des importations, l'industrie québécoise du textile fut en perte de vitesse en 1988. Ce sont surtout les entreprises spécialisées dans la fabrication de produits de consommation (draps, serviettes, tissus pour vêtements, etc.) qui ont subi les contrecoups du ralentissement, celles produisant des textiles industriels s'en étant tiré relativement bien. La mollesse des ventes dans le secteur du vêtement, qui compte parmi ses principales industries clientes en aval, a provoqué des inventaires élevés chez les manufacturiers de vêtement, de sorte que les producteurs de textile ont trouvé moins de preneurs pour leurs produits durant l'année. A ce facteur est venu s'ajouter la croissance des importations qui a affecté principalement les produits de consommation.

Reflétant la faiblesse du marché domestique, la valeur des expéditions des producteurs québécois du textile ne s'est accrue que de 4,9% à 3,3 milliards de dollars en 1988. Si on tient compte de la hausse de 3,9% des prix de vente industriel de ses produits, la croissance réelle de l'industrie fut à peine supérieure à 1%, ce qui représente une nette régression par rapport à l'an dernier. Une situation similaire fut observée dans les autres régions du Canada, de sorte que la part du Québec dans les expéditions canadiennes du textile est demeurée à peu près inchangée à 50,8% en 1988.

Cette quasi-stagnation de la production, conjuguée à la rationalisation des activités de l'industrie, n'a pas tardé à se répercuter sur les emplois. De nombreuses mises à pied ont été effectuées chez les fabricants du textile au Québec en 1988. Selon l'Enquête sur la population active (EPA), le nombre de salariés s'est élevé en moyenne à 26 000 personnes en 1988, ce qui équivaut à un recul de près de 6 000 par rapport à l'an dernier. A elle seule, Dominion Textile, de Montréal, a effectué près de 700 mises à pied durant l'année dans ses différentes usines au Québec. Ses installations les plus touchées furent les usines

de Drummondvile, de Sherbrooke et de Magog, avec 175, 140 et 100 renvois respectivement. Egalement, l'usine de la Wabasso à Trois-Rivières, qui appartient aussi à Dominion Textile, a mis un terme à sa production de draps en février dernier, entraînant le licenciement de 200 employés. Rappelons que cette fermeture était prévue pour novembre 1987 mais qu'en raison d'une entente avec les employés, on avait prolongé de 3 mois la période de production. Le rétrécissement constant de son marché au profit des importations des pays comme Hong-Kong, la Turquie, la Chine et le Brésil, a considérablement nui à la production canadienne de draps, fortement concentrée dans la grande région de l'Estrie.

A ce titre, le gouvernement fédéral a dû imposer des quotas d'importation de draps en provenance du Brésil, pour éviter que celui-ci n'innonde le marché canadien, déjà très saturé.

La pénétration des produits étrangers sur le marché canadien a continué de poser un problème en 1988. Bien que les importations aient connu une croissance moindre durant l'année avec des contrôles plus stricts des entrées prévues par les ententes bilatérales sous l'Accord Multifibres, celles-ci ont néanmoins continué d'accaparer une part grandissante du marché au détriment des manufacturiers locaux. Les disproportions salariales entre les ouvriers canadiens et ceux des pays exportateurs de textile jouent un rôle primordial à cet égard, puisque cette industrie exige une importante main-d'oeuvre. Cet atout de taille favorise l'entrée massive des produits étrangers sur les marchés canadiens.

Dans une perspective de libéralisation des échanges et face à la désuétude des équipements, l'industrie québécoise du textile a accru ses investissements en 1988. Les efforts de modernisation se sont traduits par des dépenses en immobilisations de 103,2 millions de dollars, ce qui représente une hausse de près de 20% par rapport à l'an dernier. Néanmoins, le Québec a réalisé environ le tiers des immobilisations canadiennes du textile, ce qui est largement inférieur à sa part de plus de 50% dans la production. Parmi les plus importants projets d'investissements en cours de réalisation, on note l'agrandissement et la modernisation des installations au coût de 13 millions de dollars de la Corporation de Tapis Peerless à Acton Vale, spécialisée dans la fabrication de tapis de type résidentiel et commercial, et la modernisation de l'usine de fabrication de denim de Dominion Textile à Drummondville, d'une valeur de 34 millions de dollars.

Également, la compagnie les Tissus Hafner du Canada, spécialisée dans la confection de tissus pour meubles et de tissus extensibles, a annoncé un investissement de 31,4 millions de dollars pour la modernisation de ses installations à Granby.

Dominion Textile, fournisseur de textiles de Montréal, est devenu en 1988 le plus important fabricant de denim en Amérique du Nord (2ième dans le monde) et un leader au niveau international dans le tissu pour vêtements de travail. Celui-ci a notamment fait l'acquisition au coût de 90 millions de dollars U.S. de quatre filiales européennes de Burlington Industries, spécialisées dans les vêtements de travail Klopman. Domtex a également acquis au coût de 130 millions de dollars U.S., la société américaine Wayntex qui fabrique du textile industriel. Rappelons qu'en novembre 1987, Dominion Textile avait acheté les usines de denim de Burlington Industries, basées a Erwin en Caroline du Nord pour 205 millions de dollars U.S.

Le Québec regroupe 14 entreprises de textile qui exécutent des activités de R-D évaluées à 11 millions de dollars en 1986. Environ 80% de ces dépenses sont des dépenses courantes et le solde restant est affecté aux immobilisations. Les dépenses de R-D dans cette industrie ont crû durant la période 1981-1986 à un taux annuel réel de 4% par année, soit un taux semblable à celui de la moyenne du secteur manufacturier. Au Canada, les entreprises de l'industrie du textile qui effectuent des travaux de R-D consacrent 1% de la valeur de leurs ventes à ces activités. L'industrie québécoise du textile emploie 122 personnes à la R-D dont 34% sont des professionnels. Les recherches dans cette industrie portent surtout le développement de nouveaux tissus et de fibres.

Imprimerie, édition et industries connexes

Le secteur de l'imprimerie, édition et industries connexes au Québec a profité d'une conjoncture favorable en 1988. Stimulée par la progression constante de la publicité imprimée, qui apparaît comme étant un véhicule promotionnel de plus en plus en vogue par rapport à la télévision et la radio, l'industrie a accru substantiellement son chiffre d'affaires durant l'année. La plupart des entreprises québécoises ont fonctionné près du maximum de leur capacité tout au long de l'année, ce qui s'est traduit par une hausse notable de la production. La valeur des expéditions des imprimeurs et des éditeurs québécois a grimpé de 10,2% en 1988

pour atteindre un nouveau record de 3,2 milliards de dollars. En raison d'une croissance similaire ailleurs au Canada, la part du Québec dans les expéditions canadiennes d'imprimés est demeurée à peu près stable à 26,2% cette année.

L'industrie de l'imprimerie et de l'édition a également généré des profits élevés en 1988. En effet, les activités ont affiché une rentabilité accrue en 1988 comme en témoignent les bénéfices des sociétés canadiennes dont les actifs dépassent 10 millions de dollars; les bénéfices de ces entreprises ont augmenté de 23,3% par rapport à l'année précédente, atteignant 1,4 milliard de dollars.

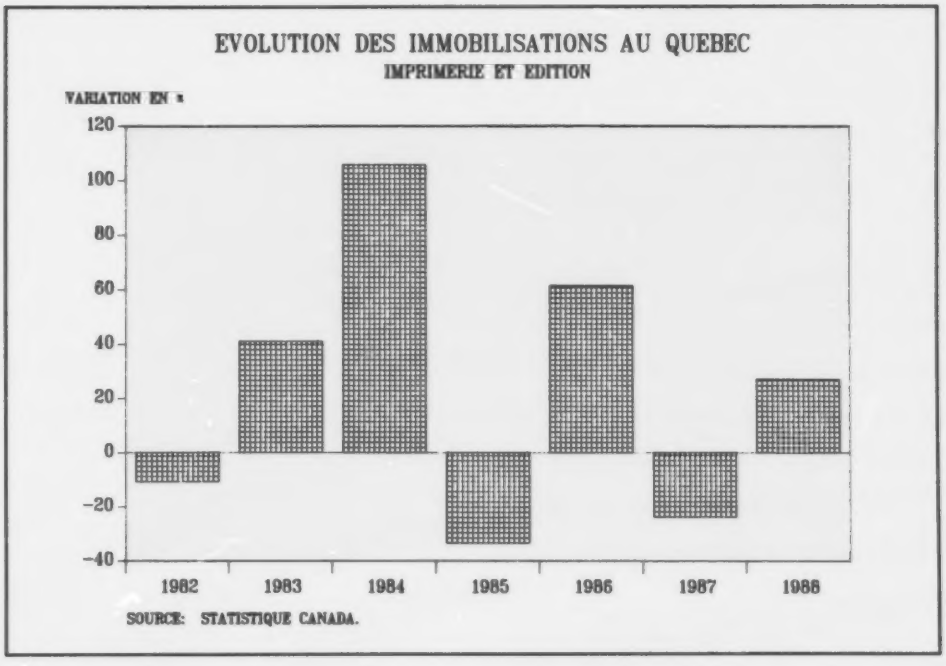
La tendance à la concentration s'est poursuivie dans l'industrie en 1988. Celle-ci s'explique par le fait que l'équipement est coûteux et rapidement périmé (avec l'arrivée de l'informatique, la durée de vie d'une presse qui pouvait être auparavant d'une vingtaine d'années n'est plus aujourd'hui que de 3 à 5 ans). De nombreuses acquisitions et fusions furent réalisées en 1988, notamment par le Groupe Québécor. Celui-ci a en outre annoncé l'acquisition de la plupart des actifs de BCE Publitech (filiale de BCE regroupant ses activités d'imprimerie), soit les 17 imprimeries de Ronald Printings et British American Bank Note, au coût de 161 millions de dollars. Fait à souligner, cette transaction fait de Québécor le plus important imprimeur au Canada et le deuxième en Amérique du Nord, derrière la société américaine Donnelly. Également, Québécor a acquis le contrôle des Éditions Le Nordais (qui publie notamment Clin d'Oeil, Décoration chez Soi, Sel et Poivre, Hommes, Rénovation Bricolage, Vous et Santé) pour 15,5 millions de dollars. La société montréalaise est devenu par le fait même le plus grand éditeur de magazines d'expression française au Canada et l'un des plus importants groupes de presse d'Amérique du Nord.

Avec cette vente, toutefois, l'industrie de l'édition au Québec perd l'une des dernières entreprises qui n'avaient aucun lien de propriété avec les grandes maisons tel Québécor, Transcontinental G.T.C. et Télémédia. Dans cette vague d'acquisitions, notons également que les Publications Dumont, qui possèdent 28 hebdomadaires au Québec, sont passées sous le contrôle de Cogeco pour environ 40 millions de dollars.

La concentration des entreprises et l'acquisition de machines plus performantes, ayant pour effet de réduire les besoins en main-d'oeuvre, ont provoqué une lé-

gère baisse de l'emploi en 1988. Durant l'année, le nombre de personnes occupées chez les imprimeurs et les éditeurs québécois fut ramené à 42 000, soit une baisse d'environ 3% par rapport à 1987.

Graphique 21



Les entreprises québécoises de l'imprimerie et de l'édition, qui doivent s'adapter aux nombreux changements technologiques, ont effectué des dépenses en immobilisations de 86,9 millions de dollars en 1988 comparativement à 68,4 millions de dollars en 1987, principalement dans l'achat de nouveaux équipements. La construction d'une imprimerie par la société Ronald Printing (nouvelle filiale de Québécor) à Bromont, au coût de 20 millions de dollars, a également favorisé la hausse des immobilisations en 1988. Cette dernière, qui sera spécialisée dans la fabrication d'annuaires téléphoniques et de catalogues de grands magasins, permettra la création d'environ 140 nouveaux emplois.

Industrie de la fabrication des produits métalliques

Les activités de l'industrie des produits métalliques au Québec ont quelque peu décliné en 1988. Durant l'année, les fabricants québécois furent incapables

d'accroître leur production et ce, en dépit de l'essor des investissements dans le secteur manufacturier, de la forte progression dans la construction commerciale, des grands travaux publics d'infrastructure et du démarrage de projets liés au développement hydro-électrique. Globalement, la valeur des expéditions de l'industrie des produits métalliques au Québec est demeurée à près stable à 4,5 milliards de dollars en 1988. Compte tenu d'une appréciation de 4,4% de l'indice canadien des prix de vente de cette industrie, la croissance réelle des expéditions québécoises fut négative, soit d'environ 4%. La part du Québec dans les expéditions canadiennes est tombée à 26,1% en 1988 comparativement à 27,4% en 1987.

La rentabilité de l'industrie des produits métalliques, qui englobe les industries de l'emboutissage, du matriçage et du revêtement de produits en métal, et celles de la fabrication d'éléments de charpentes et de fils métalliques, s'est néanmoins avérée intéressante en 1988. Les bénéfices de base des sociétés canadiennes, dont l'actif est supérieur à 10 millions de dollars, sont passés de 717 millions de dollars en 1987 à 838 millions de dollars en 1988, soit un gain d'environ 17%.

L'accroissement des profits chez les fabricants de produits métalliques fut accompagné d'une hausse des investissements en 1988. L'industrie québécoise de produits métalliques a réalisé des dépenses records en immobilisations de 124,3 millions de dollars en 1988, soit une appréciation de 16,1% par rapport à l'an dernier. Cette performance fut d'autant plus encourageante qu'elle permit à l'industrie québécoise d'accaparer près de 60% des immobilisations canadiennes durant l'année. La part relative du Québec dans les immobilisations canadiennes est passée de 23,2% en 1987 à 25,4% en 1988.

La stagnation de la production s'est répercutée sur l'emploi en 1988. En moyenne, l'industrie a occupé 39 000 personnes au Québec durant l'année, soit un nombre à peu près identique à celui de 1987.

L'industrie québécoise des produits métalliques compte 48 entreprises qui effectuent des dépenses de recherche et développement d'une valeur de 12 millions de dollars. Depuis le début des années 1980, les dépenses de R-D dans cette industrie croissent à un taux réel élevé, soit 13,6% par an (1981 à 1986). Près de 200 personnes y sont affectées dont 42% sont des professionnels. Les principales entreprises dans l'industrie des produits métalliques au Québec qui effec-

tuent des travaux de R-D sont la Compagnie de dynamique avancée (recherche sur systèmes de manutention) et Canam Manac (recherche pour procédés de fabrication). Au Canada, les entreprises de l'industrie des produits métalliques qui exécutent des travaux de R-D, y consacrent 1,2% de leurs ventes.

Machinerie

L'industrie québécoise de la machinerie a démontré beaucoup de vigueur en 1988, permettant aux fabricants d'accroître leur production et d'afficher des profits élevés. Sous l'effet conjugué de la forte poussée des investissements des entreprises canadiennes, de la bonne tenue des ventes à l'étranger et du raffermissement du secteur des métaux, la demande de machines fut vigoureuse en 1988. Globalement, la valeur des expéditions s'est accrue de 15,2% durant l'année, atteignant 1,5 milliard de dollars. Cette performance fut d'autant plus intéressante que les prix de vente de ses produits n'a augmenté que de 3,0% en 1988 (selon l'indice canadien des prix de vente industriels), dégageant ainsi une croissance réelle de plus de 12%. La part du Québec dans les expéditions canadiennes dans la fabrication de machines est néanmoins demeurée à peu près stable à 15,1% en 1988, les autres régions canadiennes ayant enregistré des résultats semblables dans leur ensemble.

Les marchés étrangers, qui absorbent près du quart des expéditions de l'industrie québécoise de la machinerie, ont favorisé son expansion en 1988. Les principales exportations, soit notamment les machines pour les industries des pâtes et papiers, pour travailler les métaux, pour façonner le bois, pour l'industrie du textile et les machines industrielles d'usage spécifique, ont pour la plupart augmenté durant l'année.

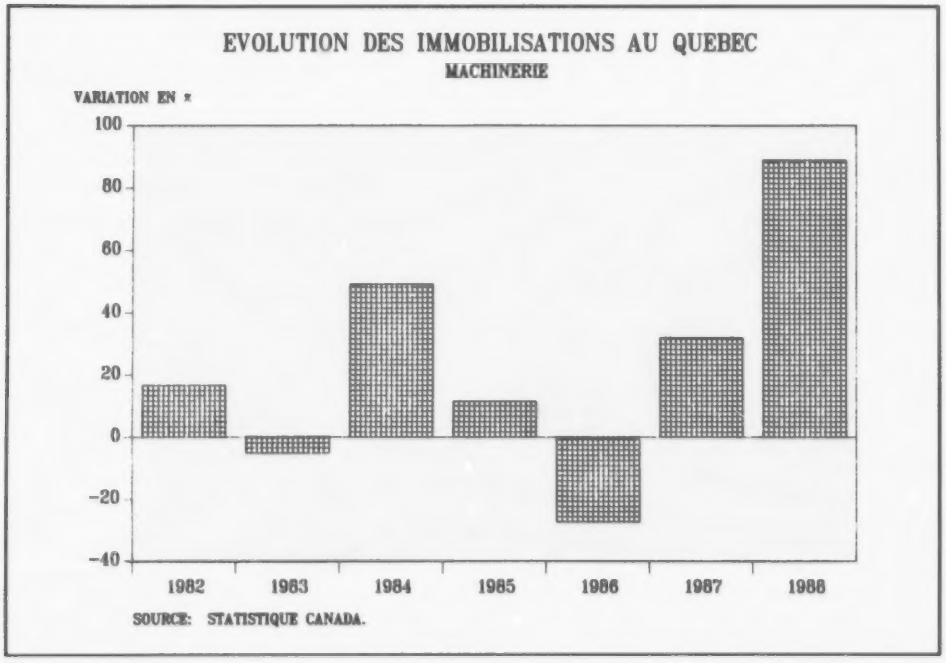
La bonne performance des ventes a donné lieu à une hausse notable de l'emploi en 1988. Selon l'Enquête sur la population active (EPA), les effectifs de l'industrie au Québec se sont accrus de 11,8% pour atteindre un record de 19 000 personnes. Cette forte création d'emplois dans la province, liée à la faible augmentation de 1,3% du nombre de salariés de cette industrie à travers le pays, permet au Québec d'accroître sa part relative dans l'ensemble canadien à 24,7% en 1988, comparativement à 22,4% l'an dernier.

Les activités de l'industrie de la machinerie furent très profitables en 1988. Les industriels canadiens ayant un actif de 10 millions de dollars et plus, ont

déclaré des profits de 376 millions de dollars en 1988 dans cette industrie, ce qui équivaut à un gain de 76,5% par rapport à l'an dernier.

L'amélioration de la situation financière des entreprises et l'utilisation accrue des capacités de production, dont le taux est passé de 57,7% (9 mois) en 1987 à 63% (9 mois) cette année, ont favorisé une poussée des investissements en 1988. Les industriels québécois de la machinerie ont réalisé des dépenses en immobilisations totalisant 174,3 millions de dollars durant l'année, soit environ le double des montants investis en 1987. Les fabricants de machines pour le

Graphique 22



bureau et le commerce ont largement contribué à cette forte croissance en augmentant leurs immobilisations de 67,6 millions de dollars en 1987 à 144,7 millions de dollars en 1988, essentiellement dans l'acquisition d'équipements plus modernes. Le Québec a réalisé près de 40% de l'ensemble des immobilisations de l'industrie au Canada en 1988, soit un niveau presque trois fois supérieur à sa part dans la production.

Au Québec, les dépenses de recherche et développement dans l'industrie de la machinerie autre que celle utilisée dans les bureaux totalisent 19 millions de dol-

lars, dont 90% sont constituées de dépenses courantes. Au Canada, les entreprises de l'industrie de la machinerie qui effectuent des travaux de R-D consacrent 2,3% de leurs ventes à ces activités. Bien que les dépenses en R-D dans l'industrie québécoise de la machinerie aient connu une forte progression depuis 1984, en termes réels elles sont toujours inférieures à ce qu'elles étaient au début de la décennie. Cette industrie emploie 284 chercheurs dont 31% sont des professionnels. Environ 63 entreprises effectuent des travaux de R-D au Québec dont les plus importantes sont la Cie Générale Electrique - Ateliers d'Ingénierie Dominion (recherche sur composantes de turbines électriques), Electrovert (développement de machines à souder pour l'industrie électronique) et Air Liquide Canada (développement de nouveaux appareils pour gaz).

Les dépenses de recherche et de développement faites par l'industrie des machines de bureau au Québec totalisent 35 millions de dollars (1986). Ces dépenses croissent à un taux annuel élevé, soit plus de 16% par an durant la période 1981-1986. Environ 85% de ces dépenses sont de nature courante et le solde est consacré à des immobilisations. Au niveau national, les entreprises de cette industrie qui exécutent des travaux de R-D consacrent 3,5% de la valeur de leurs ventes à la R-DI. Au Québec les activités de R-D dans ce secteur sont effectuées au sein de 23 entreprises. Environ 500 personnes y sont affectées, dont 285 sont des professionnels. Les principales entreprises québécoises qui effectuent des travaux de R-D dans ce secteur sont Philips et Ogivar (conception de micro-ordinateurs), XIOS (micro-ordinateurs, systèmes d'exploitation et protocoles de communication de systèmes de bureautique), Comterm (développement de terminaux de communication, de contrôleurs et autres périphériques) et Datagram (développement de produits reliés aux systèmes de communication informatiques).

Matériel de transport

L'industrie de la fabrication d'équipements de transport au Québec, qui compte dans ses rangs plusieurs des plus importantes entreprises manufacturières québécoises, notamment General Motors du Canada (GM), Bombardier et Hyundai, a effectué une remontée spectaculaire en 1988. On doit toutefois se rappeler qu'en 1987, la fermeture temporaire de GM à Boisbriand avait provoqué une chute marquée dans les expéditions québécoises vers l'étranger. Cette année, la production à l'usine d'assemblage d'automobiles GM à Boisbriand n'a

pas connu de périodes d'interruption, ce qui a eu pour effet de rétablir la valeur des exportations de voitures particulières chargées au Québec. A ce facteur est venue s'ajouter la bonne tenue de l'industrie aéronautique, la fermeté des ventes d'automobiles en Amérique du Nord et la vigueur de la demande extérieure pour plusieurs de ses produits. Globalement, la valeur des expéditions des fabricants de matériel de transport au Québec a grimpé de près de 24% en termes réels en 1988, pour atteindre 6,1 milliards de dollars. Cette forte croissance permet au Québec d'accroître sa part dans les expéditions canadiennes de matériel de transport de 12,1% en 1987 à 13,0% en 1988.

L'industrie du matériel de transport au Québec, qui exporte plus de 70% de sa production à l'étranger, a bénéficié d'une demande extérieure soutenue pour ses produits en 1988. Plusieurs importants contrats de fabrication ont été octroyés aux entreprises québécoises durant l'année. A cet effet, la compagnie Bombardier de Montréal, qui offre une gamme diversifiée de produits servant au transport terrestre et à l'aéronautique, fut des plus actives.

Dans le secteur de l'aéronautique, le dynamisme des exportations a reposé sur de nombreux développements, notamment:

- l'accroissement des ventes du biréacteur d'affaires Challenger de Canadair, qui sont passées de 17 appareils en 1987 à 23 en 1988;

- la forte augmentation des livraisons de pièces et de trains d'atterrissage à l'armée américaine par la société Héroux de Longueuil. Rappelons que cette dernière avait décroché un important contrat de l'armée américaine d'une valeur de 88 millions de dollars pour la fabrication de trains d'atterrissage pour 250 avions-citernes KC-135R;

- l'utilisation accrue des capacités de production chez Bell Helicopter à Mirabel. Avec le transfert graduel des lignes de production d'appareils commerciaux de Forth Worth, au Texas, à Mirabel, le nombre d'hélicoptères fabriqués dans l'usine de Mirabel est passé de 55 en 1987 à 134 en 1988;

- la sortie d'usine des premiers véhicules de défense anti-aérienne (munis du système de missiles ADATS) de la société Oerlikon Aérospatiale à St-Jean-sur-Richelieu, qui a décroché des contrats de 1 milliard de dollars avec la Défense américaine et 650 millions de dollars avec la Défense canadienne.

L'année 1989 s'annonce également prometteuse pour l'industrie aéronautique au Québec, plusieurs importants contrats de fabrication ayant été octroyés aux entreprises québécoises durant 1988, notamment:

- Bombardier a signé un important contrat de 1,2 milliard de dollars avec la société Aérospatiale de France, pour la conception, le développement et la fabrication de composantes d'avions de la nouvelle génération des appareils Airbus (A330 et A340). L'entente, qualifiée d'historique dans les annales de l'industrie aéronautique canadienne, s'échelonnera sur une période de 16 ans.

- Bombardier a conclu une entente de sous-traitance avec la firme British Aerospace PLC, dans le cadre du programme Airbus. Le contrat, évalué à 400 millions de dollars, est relatif à la fabrication de composantes d'ailes d'avions.

Le secteur du matériel roulant de chemin de fer a également bénéficié d'une bonne conjoncture en 1988, alors que d'autres contrats de vente sont venus relayer celui du remplacement des wagons de métro à la New York City Transit Authority (1 milliard $). La compagnie Bombardier de Montréal fut très active à ce chapitre, ayant décroché plusieurs contrats, notamment:

- la fabrication de 50 voitures de train de banlieue pour la Massachusetts Bay Transportation Authority de Boston au coût de 56,5 millions de dollars. Le contrat comprend également une option pour la fourniture de 50 voitures additionnelles, ce qui permettrait de porter sa valeur globale à 115 millions de dollars;

- la construction de 24 wagons pour la ligne Montréal Rigaud d'une valeur de 31 millions de dollars. Ce contrat, octroyé par le ministère des Transports du Québec permet de rappeler plus de 200 ouvriers à ses installations de La Pocatière;

- la fabrication de 50 locomotives diesel-électriques destinées au Nigéria au coût de 101 millions de dollars. Pour la division ferroviaire de Bombardier, située dans l'est de Montréal, cela a signifié le rappel de plus de 400 ouvriers mis à pied temporairement depuis novembre 1987.

Dans les chantiers maritimes, les activités sont demeurées au ralenti en 1988, les carnets de commandes

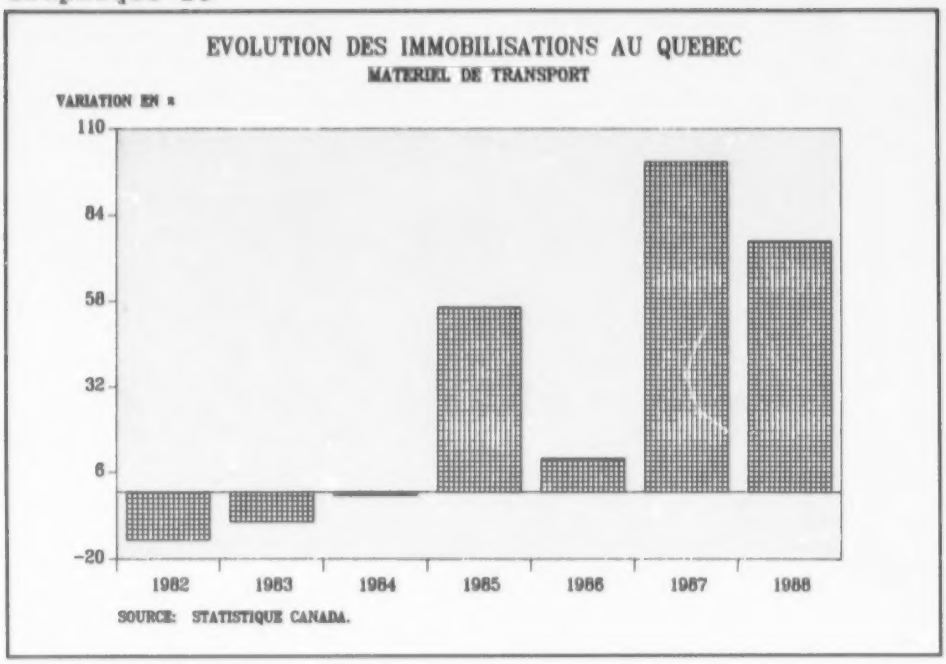
étant presque vides. Marine Industries Ltée a dû procéder à un sévère plan de redressement au début de l'année pour assurer sa survie. Celle-ci a décidé, notamment, de concentrer ses activités navales à Lauzon, de fermer définitivement sa division navale de Vickers dans l'est de Montréal et de modifier la vocation du chantier naval de Sorel qui sera dorénavant intimement liée à l'hydro-électricité. Cette décision a entraîné la perte de plus de 600 emplois directs.

De façon globale, la croissance de la production dans les entreprises de matériel de transport, le rétablissement des exportations de voitures particulières et l'implantation de certaines usines d'importance, notamment Oerlikon Aerospatiale et Hyundai, a donné lieu à une hausse substantielle de l'emploi en 1988. Selon l'Enquête sur la population active (EPA), le nombre de personnes occupées s'est accru de plus de 30% durant l'année pour atteindre un niveau record de 46 000. Cette performance fut d'autant plus encourageante qu'ailleurs au pays, le nombre de salariés dans les entreprises de fabrication d'équipement de transport n'augmentait que de 6,0%, faisant croître la part du Québec dans l'ensemble canadien de 14,6% en 1987 à 18,6% en 1988.

La rentabilité de l'industrie du matériel de transport s'est considérablement améliorée en 1988, si on en juge par les données sur les bénéfices de base des sociétés canadiennes dont l'actif dépasse 10 millions de dollars. Après avoir subi un recul de plus de 30% en 1987, les profits de ces sociétés ont enregistré un gain de 46% en 1988 en atteignant 2,8 milliards de dollars.

Les fabricants québécois d'équipements de transport ont accru substantiellement leurs investissements en 1988. Au total, les dépenses en immobilisations ont atteint un record de 483 millions de dollars durant l'année, ce qui équivaut à un gain de 76% par rapport à 1987. Une grande partie de cette hausse a reposé sur la construction d'une usine d'assemblage d'automobiles par la société coréenne Hyundai à Bromont (350 millions $) et sur la modernisation de l'usine GM à Boisbriand (450 millions $). Dans le cas de l'usine Hyundai, les travaux de construction ont été terminés en fin d'année. La production des premiers modèles (Sonata) a déjà débuté; en fait, les premières voitures ont commencé à sortir des chaînes de montage en

Graphique 23



janvier 1989. Lorsque l'usine aura atteint sa pleine capacité de production en 1991, celle-ci comptera 1 500 employés. Du côté de GM, l'investissement comprend une somme de 300 millions de dollars pour la construction d'un atelier ultramoderne de peinture, qui devrait entrer en opération à l'automne 1989, et un montant de 150 millions de dollars pour l'installation de nouveaux équipements permettant d'assembler les modèles Oldsmobile Cutlass Cierra. D'autres projets majeurs d'agrandissement, de modernisation ou d'implantation d'usines ont également été réalisé (ou en voie de réalisation) en 1988, notamment:

- la construction d'une usine de fabrication de culasses et de collecteurs de moteurs d'automobiles en aluminium par la société française Fonderies Montupet à Rivière-Beaudette, dans le comté de Vaudreuil, au coût de 112 millions de dollars. Celle-ci suscitera la création de plus de 650 emplois lorsque la compagnie fonctionnera à pleine capacité, d'ici 5 ans;

- la construction d'une deuxième usine de pièces de moteurs d'avions à Bromont par la société Générale

Électrique du Canada (GE) au coût de 40 millions de dollars, permettant la création de plus de 200 emplois.

Selon les dernières données disponibles (1986), l'industrie des avions et pièces d'avion a dépensé plus de 200 millions de dollars en activités de recherche-développement au Québec, ce qui fait de cette industrie la principale exécutante de R-D dans la province (un quart de toute la recherche-développement industrielle provinciale). Au niveau national, les entreprises du secteur des avions et pièces qui exécutent des travaux de R-D y consacrent 13,9% de leurs ventes, soit une proportion nettement supérieure à celle de l'ensemble des entreprises du secteur manufacturier qui font de la R-D. Toutefois, depuis le début des années 1980, la croissance réelle au Québec des dépenses de R-D dans le secteur des avions et pièces a été plus faible que celle de l'ensemble de l'industrie manufacturière québécoise (1.5% vs 4.2%). En 1986, 2 756 personnes étaient affectées à des activités de R-D dans cette industrie au Québec. De ce nombre, presque la moitié était des professionnels. Malgré le grand nombre de chercheurs employés, les activités de recherche sont concentrées dans un très petit nombre d'entreprises, moins d'une dizaine en tout. Les plus importantes sont Pratt & Whitney Canada (recherche associée aux turbines à gaz pour la propulsion aéronautique), Canadair (développement de différents modèles d'avions et de systèmes de surveillance) et Bell Helicopter Textron (R-D sur les hélicoptères).

Excluant l'industrie aéronautique, l'industrie du matériel de transport au Québec regroupe 17 entreprises qui effectuent des activités de recherche-développement industrielle. Ces entreprises sont dans les secteurs de l'automobile et des camions, du matériel ferroviaire roulant et de la construction et réparation de navires. Les dépenses de R-DI dans ces secteurs totalisent 22 millions de dollars en 1986, soit sensiblement le même montant que durant les trois années précédentes. Plus de 97% de ces dépenses sont des dépenses courantes et à peine plus de 2% sont des dépenses d'immobilisations. Au Canada, 0,3% des ventes des entreprises dans ce secteur qui font de la R-D, sont consacrées à ces activités. L'industrie du matériel de transport au Québec emploie près de 370 chercheurs dont 45% sont des professionnels. Les principales entreprises dans cette industrie qui font de la R-DI sont Bombardier (R-D sur moteurs diesels et véhicules divers) et Marine Industrie (développement d'un procédé de soudure de tôle d'acier pour sous-marins).

Industrie des produits électriques et électroniques

L'industrie québécoise des produits électriques et électroniques, qui regroupe aussi bien des grandes entreprises comme IBM, Northern Telecom et Générale Électrique du Canada que des PME comme Ogivar et Circo Craft, a connu une croissance vigoureuse en 1988. A la faveur de la forte poussée des investissements des entreprises et de la reprise des travaux de développement d'Hydro-Québec, qui ont contribué notamment à accroître les achats d'équipements électriques industriels, la demande pour les produits de l'industrie s'est accrue considérablement durant l'année. A ces facteurs est venu s'ajouter la bonne tenue des ventes à l'étranger, les activités soutenues du secteur des télécommunications et la hausse des ventes d'appareils électriques.

Globalement, la valeur des livraisons a atteint 4,9 milliards de dollars en 1988, soit un gain appréciable de 15,2% par rapport à l'an dernier. Compte tenu de la hausse des prix de 3,9% de ses produits, la croissance réelle des fabricants de produits électriques et électroniques au Québec fut d'environ 11% en 1988, soit un des taux les plus élevés du secteur manufacturier québécois, derrière les industries du matériel de transport et des métaux primaires. Sous l'effet d'une croissance légèrement inférieure dans les autres régions du Canada, la part du Québec dans la valeur des expéditions canadiennes a augmenté de 26,8% en 1987 à 27,4% en 1988. Rappelons que les fabricants québécois de produits électriques et électroniques expédient plus de 60% de leurs livraisons à l'extérieur de la province, dont près de la moitié sont destinées aux États-Unis.

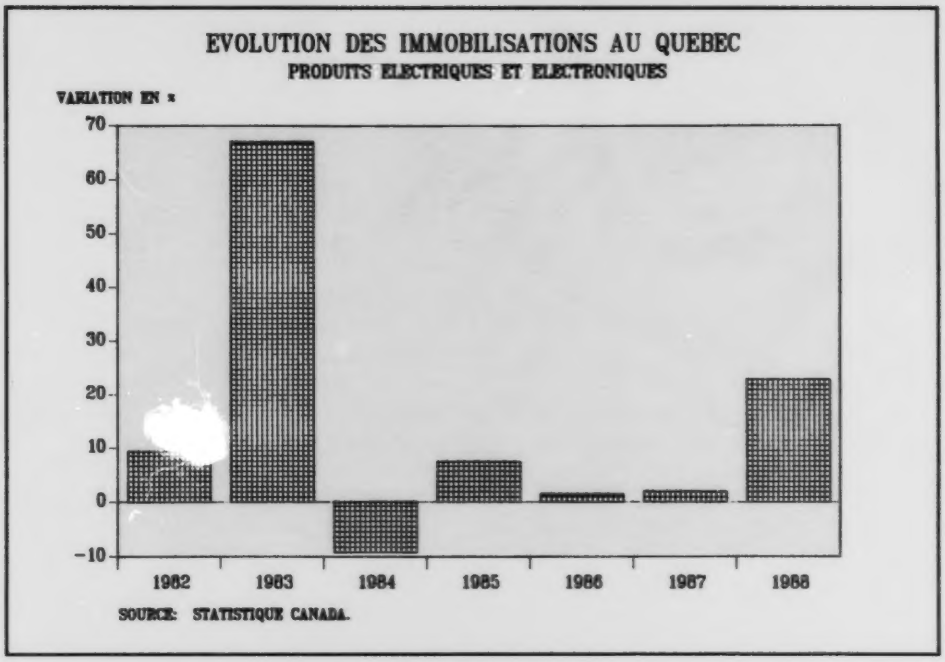
La rentabilité de l'industrie des produits électriques et électroniques a continué de s'améliorer en 1988, si on en juge par les statistiques canadiennes sur les bénéfices de base des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars. En effet, ceux-ci ont atteint 1,54 milliard de dollars en 1988 comparativement à 1,39 milliard de dollars en 1987.

Par ailleurs, la forte croissance de la production n'a pas été accompagnée par une hausse des effectifs en 1988. Selon l'Enquête sur la population active (EPA), le nombre de personnes occupées au Québec dans l'industrie des produits électriques et électroniques s'est élevé en moyenne à 39 000 durant l'année, soit près de 6 000 salariés de moins qu'en 1987. Ce phénomène s'explique essentiellement par les augmentations substantielles des dépenses d'immobilisations depuis

quelques années pour la modernisation des équipments, qui a eu pour effet de réduire les besoins en main-d'oeuvre, et par la fermeture de certaines unités de production. Ce fut notamment le cas de la filiale de la multinationale américaine Leviton, un des principaux manufacturiers et distributeurs de pièces et cablages électriques en Amérique du Nord, qui a annoncé le licenciement de plus de 250 travailleurs à son usine de Montréal dans le cadre d'un programme de rationalisation de ses opérations canadiennes. La société Spar Aérospatiale a également réduit son personnel à sa division de Ste-Anne-de-Bellevue; on prévoit qu'environ 160 personnes seront mises à pied d'ici la fin de 1989.

La nécessité de suivre les derniers développements technologiques, de rendre l'industrie plus compétitive sur les marchés internationaux et d'accroître les capacités de production afin de mieux répondre à la demande sans cesse croissante, ont favorisé les investissements en 1988. Les manufacturiers québécois de produits électriques et électroniques ont réalisé des dépenses records en immobilisations de 194,5 millions de dollars en 1988, ce qui constitue une hausse de 22% par rapport à l'an dernier. Au cours de cette période, des augmentations importantes furent observées chez les fabricants de matériel électrique industriel (+7,4 millions $ ou +106%), de matériel de télécommunication (+ 29,9 millions $ ou 34%) et de produits électriques divers (+6,2 millions $ ou +61,4%). Seules les immobilisations engagées dans le secteur des fils et cables électriques ont baissé, celles-ci ayant totalisé 24,3 millions de dollars en 1988 comparativement à 28,3 millions de dollars en 1987.

Graphique 24



Parmi les principaux projets d'investissement en cours de réalisation chez les fabricants de produits électriques et électroniques au Québec, on compte:

- l'agrandissement de l'usine de fabrication de circuits intégrés de la société IBM Canada à Bromont et l'achat de nouveaux équipements au coût de 85 millions de dollars;

- l'agrandissement de l'usine de la société Matrox Electronics Systems à Ville St-Laurent, spécialisée dans le développement et la fabrication de composantes électroniques, au coût de 15 millions de dollars.

- l'agrandissement de l'usine de Northern Telecom à Ville St-Laurent, spécialisée dans la fabrication d'équipements de transmission par fibres optiques et de systèmes de télécommunication, au coût de 30 millions de dollars.

- la modernisation de l'usine de fabrication d'appareils électro-ménagers de la société CAMCO à Montréal, filiale de la Générale Électrique du Canada, au coût de 25 millions de dollars;

L'année 1988 fut également marquée par la vente du fabricant de matériel informatique et bureautique Comterm, de Pointe-Claire, à deux banques d'affaires torontoises. Comterm a dû prendre cette décision, après s'être placée sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers pour éviter la faillite, à la suite de la détérioration de sa situation financière.

Au Québec, l'industrie du matériel électronique (équipements de télécommunication, des pièces et composantes électroniques et autre matériel électronique) est la deuxième plus importante exécutante de R-D industrielle (145 millions $ en 1986). La forte concurrence internationale dans ce secteur et l'évolution rapide des technologies obligent la cinquantaine d'entreprises québécoises qui effectuent des activités de R-D dans ce secteur d'adopter une politique de spécialisation poussée et de réinvestir en recherche une proportion importante des recettes de leurs ventes (15 à 20% dans le cas des industries des composantes et autre matériel électronique et jusqu'à 30% dans le cas de l'industrie des télécommunications). D'ailleurs, la croissance des dépenses réelles de R-D dans l'industrie du matériel électronique au Québec est relativement élevée (taux annuel de 5,2% depuis 1981). Une forte proportion (95%) des dépenses de R-D dans cette industrie sont des dépenses courantes alors que les montants résiduels sont affectés aux immobilisations.

Comme dans d'autres industries dites de haute technologie, le pourcentage total d'employés affectés à des activités de R-D et qui sont classés comme étant des professionnels est élevé (plus de 1 300 sur un total de 2 220). Les principaux exécutants du matériel électronique au Québec sont la Compagnie Marconi Canada (R-D sur les systèmes de navigation, de détection et de gestion de bord en avionique), Recherches Bell-Northern (recherches en télécommunications et en exploitation de réseaux), Northern Telecom (R-D sur câbles de transmission, sur les systèmes de puissance pour alimenter les stations téléphoniques et sur le développement de circuits numériques et circuits intégrés) et CAE Électronique (développement de simulateurs de vol et de salles de commande de centrales nucléaires).

L'industrie québécoise des appareils électriques, autres que les machines de bureau exécute des travaux de R-D d'une valeur de 14 millions de dollars par an. Ces dépenses qui sont effectuées par une trentaine d'entreprises, augmentent rapidement (9,6% taux annuel réel de 1981 à 1986). Quelques 235 personnes sont affectées à la R-D dans cette industrie dont la moitié

sont des professionnels. Les principales entreprises qui effectuent des activités de R-D dans ce domaine au Québec sont Unisys Canada (développement de blocs d'alimentation pour ordinateurs et périphériques) et Camco (développement d'appareils électro-ménagers). Les entreprises du secteur des appareils électriques qui effectuent des travaux de R-D au Canada, consacrent 1,4% de leurs ventes à ces activités.

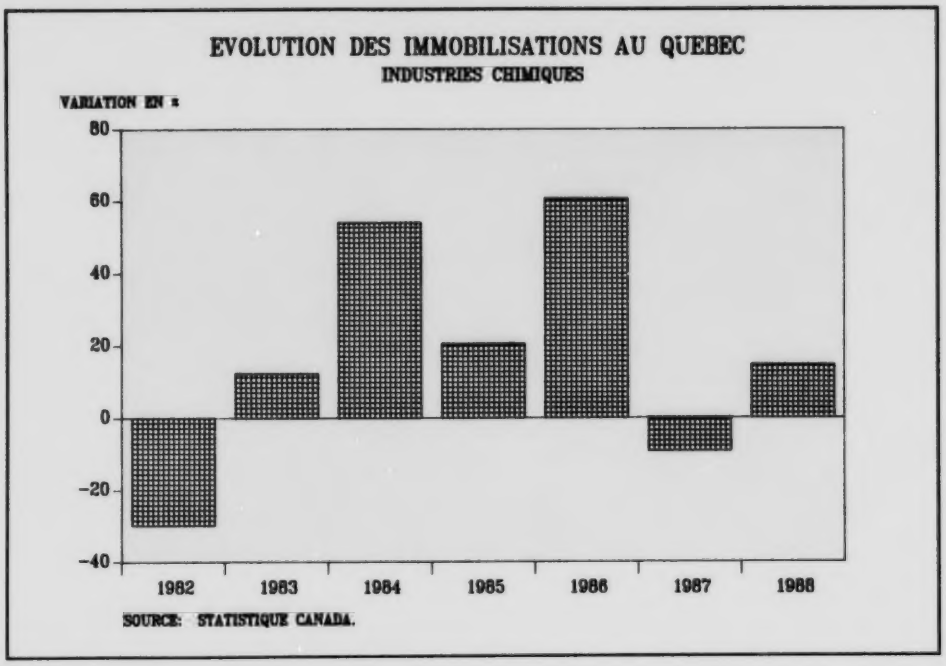
Industrie chimique

L'industrie chimique au Québec a fait bonne figure en 1988. Ses principales composantes, soit les produits chimiques industriels, les produits pharmaceutiques et médicaments, les produits de toilette et les matières plastiques et résines ont bénéficié, pour la plupart, d'une demande soutenue durant d'année. Ainsi, les manufacturiers québécois de produits chimiques ont accru leurs expéditions de 11,3% et réalisé des profits élevés en 1988.

La rentabilité de l'industrie canadienne des produits chimiques s'est avérée très intéressante en 1988, surtout en raison de l'appréciation de près de 10% des prix de vente de ses produits. Pour l'ensemble des sociétés canadiennes de produits chimiques dont l'actif dépasse 10 millions de dollars, les bénéfices de base ont grimpé de 32,1% en regard de 1987, atteignant 4 milliards de dollars.

La bonne performance des ventes de l'industrie au Québec a donné lieu à une croissance rapide de l'emploi en 1988. Selon l'Enquête sur la population active (EPA), 32 000 personnes ont travaillé en moyenne durant l'année au Québec dans les entreprises de produits chimiques, ce qui équivaut à un gain de 6,7% par rapport à l'année précédente. Cette situation fut d'autant plus encourageante qu'ailleurs au Canada, le nombre de salariés est demeuré à peu près stable, permettant aux fabricants québécois d'accaparer environ le tiers des emplois de l'ensemble de l'industrie chimique canadienne. Le seule ombre au tableau fut l'annonce de la fermeture de l'usine de la compagnie Gillette à Montréal, fabricant d'un large éventail de produits de toilette (désodorisants, shampoings, revi-

Graphique 25



talisants, fixatifs, etc.) et de lames de rasoirs. Cette décision, qui s'inscrit dans le cadre d'un plan de réorganisation mondiale amorcé au début de 1987, entraînera la mise-à-pied de quelques 530 personnes d'ici 18 mois.

L'amélioration des bilans des entreprises et la nécessité de moderniser les installations ont favorisé les investissements en 1988. Les fabricants québécois de produits chimiques ont effectué des dépenses en immobilisations de 418,4 millions de dollars en 1988 comparativement à 365 millions de dollars en 1987. Une grande partie de cette hausse fut attribuable au secteur des produits pharmaceutiques et médicaments, dont les immobilisations ont presque doublé pour atteindre 62,4 millions de dollars. Cette forte reprise est le résultat de l'adoption en novembre 1987 du projet de loi C-22 sur la protection des brevets pharmaceutiques, qui a incité de nombreuses sociétés pharmaceutiques à réviser leurs programmes d'investissement à la hausse. Rappelons qu'en vertu de la nouvelle loi, les nouveaux médicaments brevetés mis sur le marché par les fabricants seront protégés pour une période minimale d'exclusivité de 7 ans. Aupara-

vant, les sociétés spécialisées dans la fabrication de médicaments génériques n'avaient qu'à verser une redevance à ces fabricants pour avoir le droit de les reproduire immédiatement. Parmi les principaux projets en voie de réalisation ou annoncés en 1988 au Québec dans ce secteur, on note:

- un investissement de 55 millions de dollars par la société Merck Frosst Canada, la plus grande entreprise pharmaceutique du Canada, pour tripler la superficie de ses installations à Kirkland. Également, viendra s'ajouter à cette somme, un montant de 150 millions de dollars qui sera affecté à des travaux de recherche et développement au cours des cinq prochaines années;

- un investissement de 53 millions de dollars par la société Laboratoires Nordic à ses installations de Laval. De ce montant, 10 millions de dollars seront consacrés à l'agrandissement des locaux actuels, tandis que 43 millions de dollars iront en recherche et développement;

- un investissement de 50,4 millions de dollars par la société Squibb à Montréal pour des activités de recherche et développement dans le domaine pharmaceutique au cours des cinq prochaines années. Cette dernière a complété au coût de 7 millions de dollars la modernisation de son usine à Montréal et la construction d'un entrepôt, ainsi que des travaux de 5 millions de dollars pour l'agrandissement de ses bureaux de Ville St-Laurent, où se trouve son siège social canadien.

Des gains au chapitre des immobilisations furent également observés dans le secteur des produits de toilette (+11 millions $ ou +89,6%) et dans celui des matières plastiques et résines synthétiques (+4,5 millions $ ou 11,6%). Du côté des produits chimiques industriels, qui accaparent environ 55% de l'ensemble des investissements de l'industrie, les dépenses en immobilisations sont demeurées à peu près inchangées, celles-ci étant passées de 226 millions de dollars en 1987 à 235,8 millions de dollars en 1988. Pour ces derniers, la construction de deux nouvelles usines d'hydrogène liquide, soit par la Compagnie canadienne d'oxygène à Magog (30 millions $) et par la société Hydrogenal Inc. à Bécancour (15 millions $) ont compté parmi les principaux projets d'investissement en 1988. Rappelons qu'Hydrogenal Inc. a inauguré en 1988 une autre usine d'hydrogène liquide à Bécancour qui a nécessité des investissements de 45 millions de dollars.

La Société générale de financement du Québec (SGF) a vendu pour la somme de 23,4 millions de dollars le laboratoire de recherche en biotechnologie Bio-Mega, de Laval, à la filiale canadienne de la multinationale allemande Boehringer Ingelheim.

L'industrie des produits chimiques autres que ceux provenant du pétrole et du charbon et de l'industrie pharmaceutique, regroupe environ 300 entreprises au Québec. De ce nombre, 56 effectuaient de la recherche et développement. Les dépenses de R-DI de ces firmes sont relativement importantes et totalisaient 37 millions de dollars en 1986 ce qui fait de l'industrie des autres produits chimiques la sixième plus importante industrie au Québec de par ses efforts de R-DI. Les dépenses en R-D des firmes québécoises comptent d'ailleurs pour 23% de la recherche faite par l'ensemble de cette industrie au Canada, le reste étant surtout exécuté en Ontario (67%). Les sommes consacrées à la R-DI par la composante québécoise de cette industrie ont connu une progression importante au cours des dernières années. Cet accroissement a même excédé le taux de croissance des dépenses de R-DI de cette industrie au niveau national (taux annuel réel de 10,4% vs 6,3% de 1981 à 1986). Environ 534 personnes sont affectées à la R-D dans cette industrie au Québec dont 55% sont des professionnels. Les principales entreprises qui font de la recherche dans ce secteur au Québec sont Tioxide Canada (recherche sur le bioxyde de titane et sur les procédés de clarification et filtration), Himont Canada (amélioration des résines de polypropylène), Alcan (utilisation des alumines pour des fins autres que métallurgiques) et Union Carbide (R-D sur la polyéthylène et oxyde d'éthylène). Au niveau national, les entreprises qui exécutent des travaux de R-D dans ce secteur consacrent 1,4% de leurs ventes à ces activités.

L'industrie des produits pharmaceutiques et des médicaments au Québec regroupe 45 entreprises dont 28 effectuent des travaux de recherche et de développement dont le montant atteint 33 millions de dollars en 1986 (dernière donnée disponible). Au Canada, les entreprises qui exécutent des travaux de R-D dans ce domaine consacrent 9% de leurs ventes à ces activités. A titre de comparaison, notons que l'ensemble des industries manufacturières canadiennes qui exécutent des travaux de R-D consacrent environ 1,5% de la valeur de leurs livraisons à des activités de recherche et de développement. Contrairement au cas d'autres industries, les dépenses de R-D de l'industrie québécoise des produits pharmaceutiques et des médicaments ont peu augmenté en termes réels durant la période des

années 1980 (taux annuel de 1% de 1981 à 1986). De plus, alors que 42% de la valeur des livraisons de cette industrie provient du Québec, il ne s'y fait que 32% de la R-D (50% de la R-D se fait en Ontario). Néanmoins, l'adoption par le gouvernement fédéral de la Loi C-22 sur la protection des brevets pharmaceutiques pourrait entraîner une hausse sensible des dépenses de R-D dans ce secteur au cours des années à venir. Plusieurs nouveaux projets ont d'ailleurs déjà été annoncés par différentes entreprises dans ce secteur. Les principales sociétés pharmaceutiques et de médicaments qui effectuent des travaux de R-D au Québec sont Merck Frosst Canada (recherche fondamentale sur le leukotriène), Bristol-Myers Canada (développement de nouveaux antibiotiques et de médicaments) et Bio-Recherches (Tests pré-cliniques et cliniques d'innocuité pour d'autres entreprises).

Tableau 10

LES INDUSTRIES DE BIENS INDUSTRIELS ET D'ÉQUIPEMENT
expéditions, emploi et immobilisations

	Expéditions (millions $)		Emploi (en milliers)		Immobilisations (millions $)	
Groupes industriels	1987	1988	1987	1988	1987	1988
Caoutchouc et plastique	1 193*	1 324*	19	26	78	72
Textile	3 141	3 294	32	26	86	103
Imprimerie	2 941	3 241	43	42	68	87
Produits métalliques	4 478	4 497	37	39	107	124
Machinerie	1 293	1 490	17	19	92	174
Transport	5 042	6 155	34	46	275	483
Produits électriques	4 221	4 863	45	39	158	195
Produits chimiques	4 495	5 002	30	32	365	418

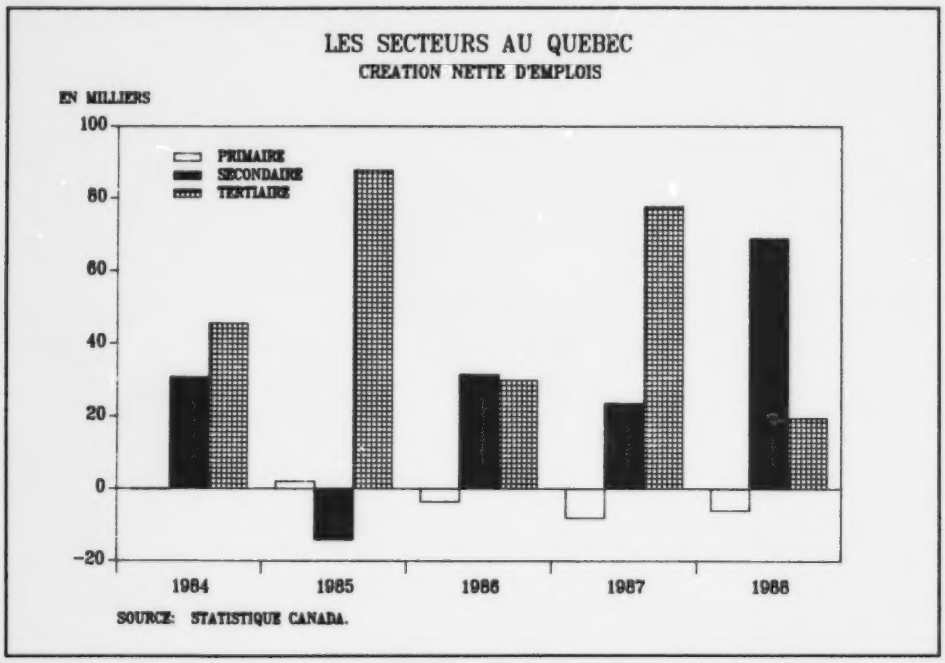
Note: *Excluant l'industrie du caoutchouc.

Source: Statistique Canada.

LE SECTEUR TERTIAIRE

Le secteur tertiaire est de loin la plus importante branche d'activité économique au Québec. Regroupant de nombreux services de nature très diverse, soit notamment les transports, les communications, l'électricité, le commerce, les finances, les soins hospitaliers, l'éducation, la restauration et l'administration publique, celui-ci est responsable de plus des deux-tiers du produit intérieur brut et de 70% de l'ensemble des emplois de la province.

Graphique 26



En 1988, le secteur tertiaire québécois a bénéficié d'une bonne conjoncture, lui permettant d'afficher une croissance de 5,4% de son produit intérieur brut (P.I.B.) en termes réels. L'expansion rapide de l'industrie des communications, la hausse des ventes régulières d'électricité, l'activité soutenue du commerce et la bonne performance des institutions financières ont constitué les principaux facteurs de croissance durant l'année.

Contrairement à l'an dernier, où le secteur tertiaire avait été responsable de plus de 80% des nouveaux emplois créés au Québec, celui-ci a considérablement réduit sa contribution en 1988. En effet, ce secteur

qui compte pour plus de 70% de l'emploi total, n'a fourni qu'environ le quart des nouveaux emplois durant l'année. Globalement, seulement 19 000 postes additionnels furent créés dans les diverses industries du secteur en 1988, ce qui est largement en-dessous des 78 000 postes de l'an dernier. Parmi les sous-secteurs du tertiaire, la plupart ont enregistré des baisses ou de faibles augmentations d'emplois en 1988, notamment le commerce (-0,1%), l'administration publique (-3,3%) et les utilités publiques (-4,0%).

Les dépenses en immobilisations réalisées par le secteur tertiaire québécois ont totalisé 12,5 milliards de dollars en 1988, ce qui équivaut à un gain exceptionnel de 18% par apport à l'année précédente. Une grande partie de cette croissance fut attribuable aux projets de développement d'Hydro-Québec et aux travaux de rénovation et de construction de nombreux édifices à bureaux et commerciaux d'importance, notamment dans le centre-ville de Montréal.

Transports, communications et utilités publiques

Les services d'utilité publique au Québec, qui regroupent les industries des transports, des communications et des autres utilités publiques, notamment Hydro-Québec, ont connu une croissance rapide en 1988. Le P.I.B. en termes réels s'est accru de 6,5% durant l'année, principalement à cause de la bonne performance dans le domaine des communications et de l'amélioration des ventes régulières d'électricité au Québec.

En ce qui a trait à l'électricité, qui est devenue au cours de 1987 la première source d'énergie au Québec (elle satisfait plus de 42% des besoins énergétiques québécois contre 41% pour le pétrole), la demande sur le marché domestique a fortement augmenté en 1988. Profitant de la progression continue de l'économie, des températures moins clémentes et du nombre grandissant d'utilisateurs grâce à la vigueur de la construction domicilaire et industrielle en 1987, les ventes régulières d'électricité au Québec ont progressé de près de 10% en volume en 1988. Ce fut cependant autant d'électricité soustraite au marché des énergies excédentaires au Québec et à l'exportation. Contrainte d'injecter dans son marché principal des kilowatt-heures additionnels pour répondre à la demande, Hydro-Québec a accusé une baisse de ses ventes d'électricité à l'étranger. Les investissements ont augmenté substantiellement dans l'industrie de l'électricité au Québec en 1988. Globalement, les dépenses en immobilisations se sont élevées à 2,2 milliards de dollars

durant l'année, soit un gain de 29% par rapport à 1987. Tous les domaines d'activité ont affiché une augmentation, plus particulièrement les secteurs de la production (+59%) et du transport d'électricité (+60%). Une grande partie de cette hausse fut attribuable à l'ajout de puissance à LG2-A (1,7 milliard $), à la construction d'une ligne de transport d'énergie à la Baie James (850 millions $) et à la poursuite des travaux de suréquipement de la centrale hydro-électrique Manic-5 sur la Côte-Nord (800 millions $).

L'année 1988 fut également marquée par le lancement de la Phase II du développement hydro-électrique de la Baie James. Les investissements prévus sont évalués à 7,5 milliards de dollars, ce qui comprend la construction de 3 centrales d'une capacité totale de 2 500 mégawatts et d'une ligne de transmission d'électricité jusqu'à la frontière américaine. Au total, il y aura, sur une période de sept ans, 40 000 emplois/année qui seront créés sur les chantiers et en usines. Cette reprise de travaux sur ce vaste chantier, après une interruption de neuf ans, fut rendue possible par la signature de contrats de fourniture de 2 700 mégawatts d'électricité d'une valeur de 40 milliards de dollars à plusieurs états américains, notamment New-York (21 milliards $) et la Nouvelle-Angleterre (11,6 milliards $), et au Nouveau-Brunswick.

Le secteur des transports, qui est très lié à l'évolution de l'ensemble de l'économie, a bénéficié de la croissance des expéditions manufacturières et minérales pour accroître substantiellement son volume d'opération en 1988. Ce qui a toutefois retenu l'attention durant l'année fut, sans contredit, la déréglementation de l'industrie du camionnage. En effet, une forte concurrence s'est développée chez les transporteurs routiers alors que plusieurs nouveaux intervenants sont arrivés sur le marché, entraînant une réduction considérable des tarifs. Les conséquences n'ont d'ailleurs pas tardé à se faire sentir; l'important transporteur canadien Transport Route Canada a dû déclarer faillite. D'autres entreprises ont également connu certaines difficultés au chapitre de leur marge bénéficaire, notamment le transporteur québécois Cabano Expeditex qui a dû réduire son personel de 10%, entraînant la mise à pied de 250 employés. Les dépenses effectuées par l'ensemble des transporteurs au Québec se sont accrues substantiellement en 1988. Sous l'effet de l'accroissement des investissements dans les transports aériens (+ 181,3 millions $), dans les transports urbains et interurbains (+ 60,3 millions $) et dans les transports maritimes (+ 33,9 millions $), les dépenses globales des immobilisations

dans les transports se sont élevées à 779,7 millions de dollars en 1988 comparativement à 465,7 millions l'année précédente.

Du côté de l'industrie des communications, les services de télécommunication, qui fournissent les trois quarts de la production, ont enregitré de bons résultats en 1988. D'autre part, grâce aux investissements élevés en machines et équipements dans les réseaux de câbles de télégraphie et aux dépenses importantes de construction dans les réseaux de téléphone, les sommes totales investies par l'industrie des communications ont augmenté de 13,6% en 1988 à 982,1 millions de dollars. L'année 1988 fut également marquée par l'inauguration à Montréal d'un centre d'excellence dans le développement des produits de télécommunication, de l'audio-visuel et de la télématique, soit le Téléport.

Le gouvernement fédéral a par ailleurs concrétisé la privatisation par étape d'Air Canada en offrant 45% des actions de la société au secteur privé.

L'industrie québécoise des transports, communications et autres services publics (excluant l'électricité) compte 16 entreprises qui effectuent des travaux de recherche et développement évalués à 42 millions de dollars. Au Québec, les dépenses réelles de R-D dans cette industrie ont crû à un taux élevé au cours des récentes années, soit à un taux annuel de 19% par an de 1981 à 1986. Pourtant, au niveau national, les entreprises qui effectuent des travaux de R-D dans ce secteur ne consacrent qu'une faible proportion de leurs ventes à la R-DI (0,4%). Quant aux dépenses de R-D dans l'industrie de l'énergie électrique, il existe deux entreprises québécoises actives dans ce domaine. La plus importante est l'Hydro-Québec dont le budget de R-D avoisine 100 millions de dollars par année.

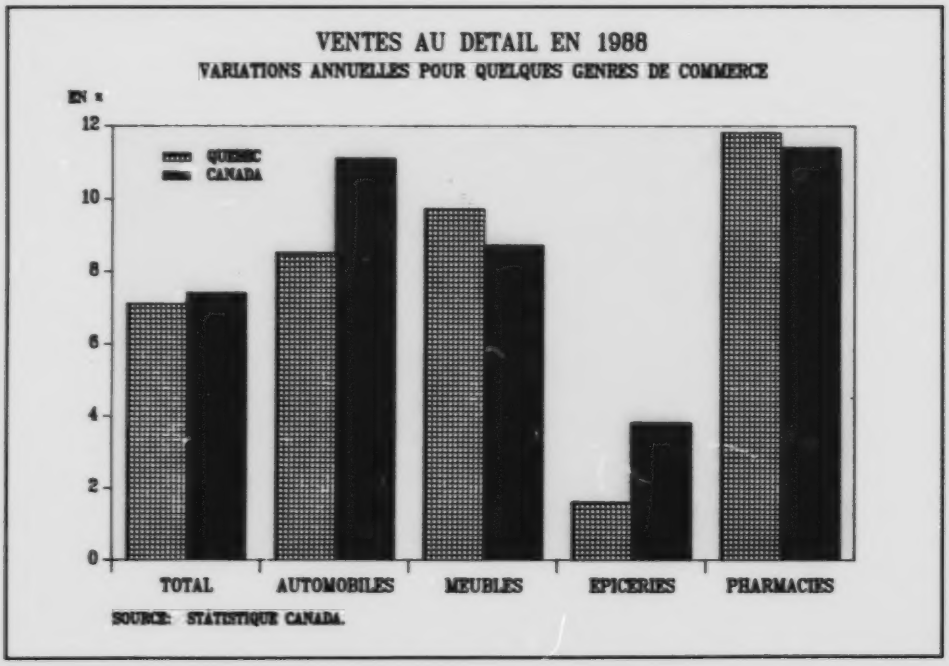
Commerce

L'activité commerciale au Québec, qui fut caractérisée par une prolifération de boutiques et magasins au cours des dernières années, particulièrement dans le centre-ville de Montréal, a poursuivi son expansion en 1988. Sous l'effet de la hausse du revenu personnel disponible, des bonnes conditions prévalant sur le marché du travail et de la confiance accrue des consommateurs face aux perspectives de l'économie, les dépenses de consommation ont affiché des gains substantiels durant l'année. En termes réels, le PIB du

secteur du commerce, qui comprend les détaillants et les grossistes, a progressé de 6,4% en 1988, constituant un des secteurs les plus dynamiques de l'économie.

C'est au chapitre des ventes au détail que l'expansion du commerce fut la plus marquée. Les ménages ayant emprunté davantage et mis à contribution leurs épargnes pour supporter un niveau élevé de dépenses, les détaillants québécois ont accru leurs ventes de 7,1% à 41,6 milliards de dollars en 1988. La très grande majorité des catégories de commerce ont augmenté leurs chiffres d'affaires cette année, notamment les concessionnaires d'automobiles. Pour ces derniers, qui furent plus innovateurs que jamais dans leur technique de vente pour attirer le consommateur, en ayant notamment recours à diverses mesures d'incitation à l'achat comme des conditions de financement avantageuses, les ventes ont totalisé 8,9 milliards de dollars en 1988,

Graphique 27



soit un gain de 9,1% par rapport à l'an dernier. Emboitant le pas aux mises en chantier de logements, les commerçants de meubles, d'appareils ménagers et de produits de quincaillerie ont également fait de bonnes affaires en 1988, avec des ventes en hausse de 9,7%,

21,2% et 11,6% respectivement. Dans le cas des quincailleries, les détaillants ont profité d'une activité grandissante dans le marché secondaire, celui des rénovations. De bons résultats furent également enregistrés en ce qui concerne les magasins généraux (+16,9%),les épiceries, confiseries et articles divers (+10,4%), les librairies et papeteries (+23,6%), et les magasins d'articles de sports (+17,9%).

Fait assez surprenant, l'expansion de l'activité commerciale au Québec en 1988 ne s'est pas reflétée dans l'emploi. Selon l'enquête sur la population active, le nombre de personnes occupées dans le secteur du commerce fut ramené à 512 700 comparativement à 513 200 l'année précédente.

Avec les travaux de construction de nombreux centres commerciaux, notamment les Cours Mont-Royal, les Promenades de la Cathédrale et la Place Montréal Trust dans le centre-ville de Montréal, les entreprises commerciales au Québec ont effectué des dépenses records de 545,1 millions de dollars en 1988, soit une hausse de près de 40 millions par rapport à 1987.

L'année 1988 fut également marquée par le regroupement de deux géants québécois de la distribution dans le domaine de la quincaillerie et des matériaux de construction, soit Rona et Dismat.

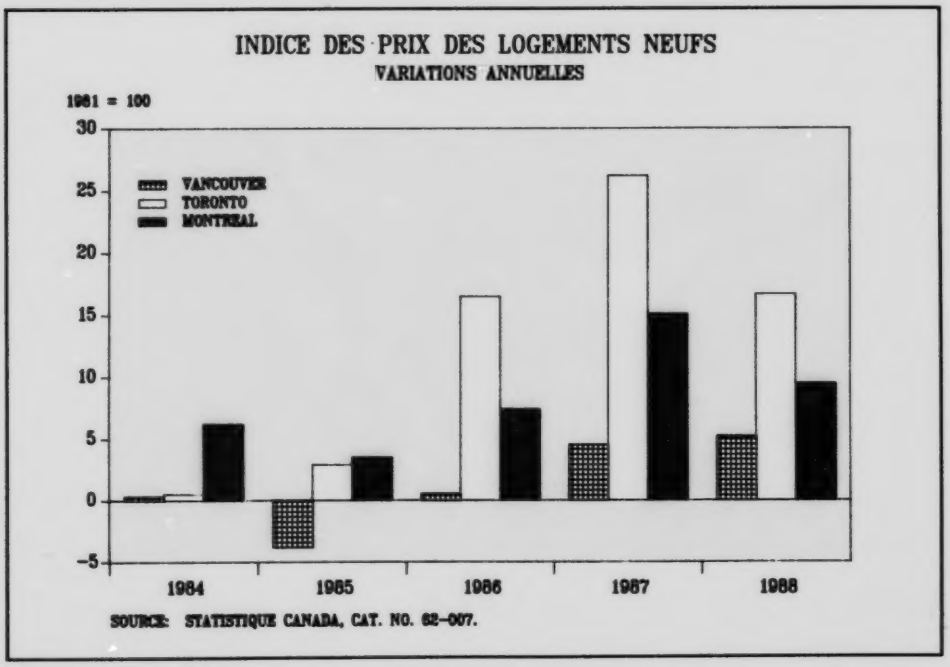
Finances, assurances et affaires immobilières

A l'exception des courtiers en valeurs mobilières, qui ont été lourdement affectés par le krach boursier d'octobre 1987, les institutions financières, d'assurances et d'affaires immobilières ont bénéficié d'une conjoncture favorable en 1988. Sous l'effet de la forte expansion du crédit à la consommation, des prêts hypothécaires et du financement des entreprises, la plupart des institutions ont accru leurs volumes d'opération durant l'année. Globalement, le P.I.B. du secteur a grimpé de 7,5% en termes réels en 1988, soit sa meilleure performance depuis 1984.

La performance des banques fut particulièrement bonne en 1988. Après avoir essuyé des pertes comptables en 1987 à cause des réserves plus élevées que prévu pour les prêts aux pays en voie de développement, celles-ci ont rapidement redressé leur bilan en 1988. Profitant de l'amélioration du portefeuille des prêts consentis au secteur privé et de l'augmentation des revenus nets d'intérêt, les institutions bancaires ont réalisé d'excellents bénéfices en 1988.

Un net ralentissement, cependant, fut observé chez les courtiers en valeurs mobilières, dont les activités ont été fortement affectés par le krach d'octobre 1987. En effet, cet événement a causé de profonds remous au plan de la gestion des ressources humaines et financières en 1988. Alors que le volume d'actions négocié a chuté de plus de 40% et que les nouvelles émissions d'actions se sont raréfiées, les maisons de courtage ont essuyé des pertes importantes en 1988. Plusieurs ont dû prendre des mesures vigoureuses de rationalisation devant la gravité de la situation. Certaines firmes ont réduit jusqu'à 15% leurs effectifs durant l'année, soit par des mises à pied, soit par le non-renouvellement de postes vacants. L'effondrement des cours boursiers en octobre 1987 a également eu des effets néfastes sur le régime d'épargne-actions du Québec (REA) alors que, faute d'intérêt, autant de la part des investisseurs que des émetteurs, peu de compagnies ont émis des actions en 1988.

Graphique 28



Le secteur de la finance a été très actif en 1988 au point de vue de l'évolution de sa structure organisationnelle, alors que le processus de décloisonnement entre les quatre grandes catégories d'entreprises du

secteur financier s'est accéléré. En effet, moins d'un an après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi régissant la propriété des courtiers en valeurs mobilières, la plupart des grandes firmes de courtage sont passées entre les mains des banques à charte. Ce fut notamment le cas de Wood Gundy par la Banque Canadienne Impériale de Commerce, McLeod Young Weir par la Banque de Nouvelle-Écosse, Dominion Securities par la Banque Royale et Nesbitt Thomson Deacon par la Banque de Montréal. D'autres comme la Banque Toronto-Dominion et la Banque Nationale ont opté pour la mise sur pied d'un service de courtage à escompte.

L'année 1988 fut également marquée par la création de centres financiers internationaux (CFI) à Montréal. Le coup d'envoi fut donné en juin 1988 alors que six institutions financières, soit quatre filiales de sociétés étrangères et deux maisons de courtage québécoises ont obtenu le statut de CFI. Rappelons que les établissement qui se voient reconnaître ce statut sont autorisés à effectuer depuis Montréal des opérations financières de caractère international, à l'abri de la taxe sur les gains en capital et de l'impôt corporatif québécois. D'importantes institutions financières étrangères sont également venues s'implanter à Montréal, notamment les banques japonaises Fuji et Mitsubishi, et la plus grande maison de courtage au monde, la firme Nomura Securities de Tokyo.

Globalement, les institutions financières, les agences d'assurances et d'affaires immobilières ont effectué des dépenses d'immobilisation de 2,1 milliards de dollars en 1988, soit un gain appréciable de près de 20% par rapport à l'an passé.

Services socio-culturels, commerciaux et personnels

Le vaste secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels, qui accapare depuis plusieurs années une part croissante de l'emploi total au Québec, a démontré beaucoup de vigueur en 1988. Regroupant des activités aussi diverses que l'éducation, la santé, l'hébergement, la restauration, les services aux entreprises, les loisirs et les services personnels, son P.I.B. a affiché un taux de croissance de 3,8% en termes réels, soit sa meilleure performance depuis 1985.

Reflétant l'expansion de ses activités, le secteur des services a accru ses effectifs de 3,2% durant l'année, soit la création de 31,400 emplois additionnels par rapport à 1987. Au total, le nombre de personnes oc-

cupées a franchi pour la première fois le cap du million, atteignant les 1 004 100 emplois. Fait intéressant, tous les sous-groupes ont gagné du terrain. Ce sont les services fournis aux entreprises, notamment les agences de publicité, les bureaux de comptables et les consultants en informatique, qui ont connu les hausses d'emplois les plus fortes, avec un gain de près de 20% (+19 000) par rapport à l'an passé. La création d'emplois fut également élevée dans les services personnels (+5,3%), les organisations cultuelles (+3,7%) et les services divers (+3,1%).

Le secteur des services s'est également révélé actif au chapitre des immobilisations en 1988. Celui-ci a bénéficié de dépenses de l'ordre de 2,4 milliards de dollars en 1988, soit une hausse de 240 millions de dollars par rapport à l'an dernier. La quasi-totalité de cette progression fut attribuable aux achats de machines et équipements dans les hôpitaux, les établissements d'enseignement et les services sociaux qui, globalement, sont passés de 1,8 milliard de dollars en 1987 à 2 milliards de dollars en 1988.

Les efforts de recherche et de développement dans ce secteur se font surtout du côté des services informatiques et des bureaux d'ingénieurs. Au Québec, quelque 59 entreprises au Québec effectuent des travaux de R-D en informatique. La valeur de ces travaux est estimée à 18 millions de dollars. Les sommes consacrés à la R-DI dans ce domaine au Québec sont en hausse depuis plusieurs années (37% taux annuel réel de 1981 à 1986). Ces dépenses sont surtout de nature courante puisque les dépenses d'immobilisations ne représentent que 10% du total. Au niveau national, les entreprises qui exécutent des travaux de R-D dans ce domaine consacrent 15,1% de leurs ventes à ces activités. Au chapitre du personnel, l'industrie québécoise des services informatiques occupe 288 personnes à des tâches de R-D dont 116 sont des professionnels. Les principales entreprises informatiques qui effectuent des recherches au Québec sont ACDS Système Graphique (développement de logiciels évolués) et IST (développement de systèmes informatiques de gestion).

Les bureaux d'ingénieurs et de scientifiques sont la troisième plus importante industrie au Québec pour le montant de ses dépenses en recherche et développement. Ainsi, en 1986, les 64 exécutants québécois dans ce domaine ont dépensé 52 millions de dollars en R-DI. Cette somme représente 6% de toute la R-DI au Québec. Environ 87% de cette somme est constitué de dépenses

courantes alors que le solde est affecté à des dépenses d'immobilisations. Au cours des dernières années, l'industrie des bureaux d'ingénieurs et de scientifiques a augmenté considérablement ses dépenses affectées à la R-DI. Ainsi de 8 millions de dollars qu'elles étaient en 1981, elles atteignaient 52 millions de dollars en 1986. En termes réels la croissance annuelle de ces dépenses a été de presque 40% (taux annuel de 1981 à 1986). Les dépenses de R-DI dans cette industrie se font surtout au Québec (17% du total canadien) et en Ontario (45%). Il faut toutefois noter que dans le cas de cette industrie au Québec, la proportion des activités nationales de R-DI qui se déroulent dans cette province est nettement inférieure à sa part des revenus au niveau national (25%). Environ 690 chercheurs dont 322 sont des professionnels y sont employés. Au niveau national, les entreprises qui exécutent des travaux de R-D dans cette industrie affectent 22,8% de leurs ventes à des activités de recherche et de développement, soit la plus forte proportion de toutes les catégories d'industries au pays.

Administration publique

Les efforts visant à limiter la croissance des administrations publiques et de la défense ont porté fruit en 1988, si on en juge par le recul du nombre de personnes occupées. Les effectifs du groupe, qui sont répartis à peu près également entre les administrations fédérale, provinciale et municipales, furent ramenés à 198 700 personnes cette année, soit une baisse de 4,0% par rapport à 1987. Des pertes d'emplois importantes sont survenues dans l'administration fédérale (-1,5% ou -1 000) et provinciale (-9,2% ou -7 000). Selon l'Enquête sur la population active (EPA), seul l'emploi dans l'administration municipale est demeuré inchangé à 65 000.

Reflétant le recul appréciable de l'emploi, le produit intérieur brut (P.I.B.), qui mesure l'ensemble des revenus générés par le secteur, a peu progressé en 1988. Au total, celui-ci n'a augmenté que de 1,3% en termes réels par rapport à l'année précédente, soit la plus faible croissance parmi les composantes du tertiaire.

C'est au chapitre des investissements que l'activité des administrations publiques a montré le plus de vigueur en 1988. En effet, les dépenses en immobilisations venues des ministères gouvernementaux ont grimpé de 17,1% pour atteindre 2,6 milliards de dollars durant l'année.

Tableau 11

LE SECTEUR TERTIAIRE AU QUÉBEC
principaux indicateurs

Groupes	PIB (millions $81)		Emploi (en milliers)		Immobilisations (millions $)	
	1987	1988	1987	1988	1987	1988
Transports, communications et services d'utilité publique	9 314	9 924	226	226	3 240	4 138
Commerce	11 045	11 754	513	513	506	545
Finance, assurances et affaires immobilières	12 625	13 573	168	165	1 784	2 113
Services	18 618	19 324	973	1 004	2 156	2 394
Administration publique	5 069	5 135	207	199	2 874*	3 276*
Total Tertiaire	56 671	59 710	2 087	2 107	10 560	12 466

* Comprend aussi les institutions.

Source: Statistique Canada, Conference Board.

LE TOURISME

La performance touristique

Pour la deuxième année consécutive, le nombre de touristes américains au Québec n'a que très peu augmenté. En effet, entre janvier et novembre 1988, on a noté une croissance de 1,3% du nombre de touristes américains entrant au Canada via le Québec, comparativement à une augmentation de 1,9% l'année précédente. Par contre, le nombre de touristes provenant d'autres pays que les États-Unis a progressé de plus de 20%, comparativement à 31% dans l'ensemble du Canada. En 1987, le nombre de touristes autres qu'américains avait crû de près de 18%.

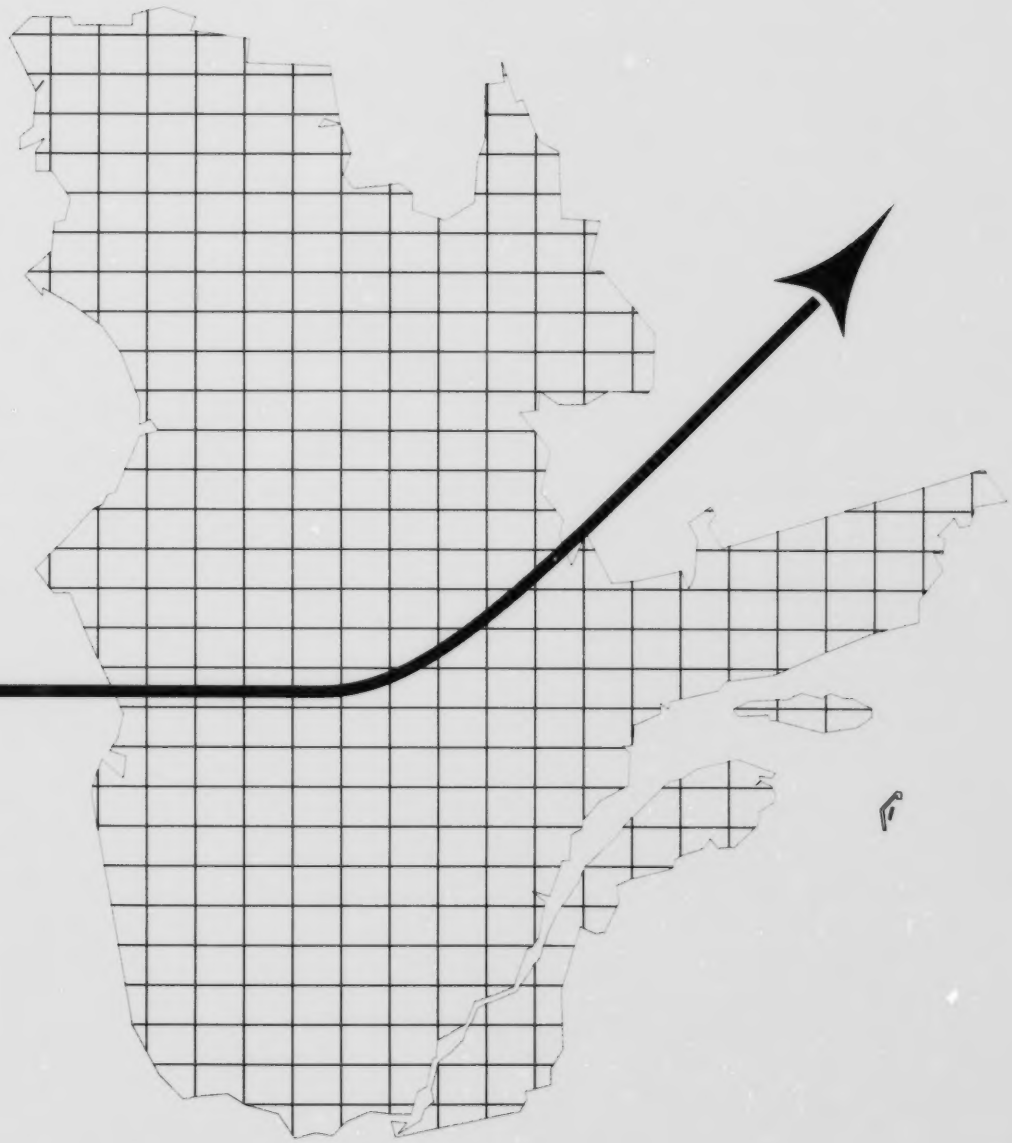
Somme toute, l'activité touristique au Québec s'est à peu près maintenue au même niveau qu'en 1987. Le taux d'occupation des établissements hôteliers a toutefois légèrement fléchi surtout durant la période estivale (68,5% en juillet 1988 comparativement à 69,8% en juillet 1987). On a cependant assisté à de fortes diminutions dans certaines régions: Iles-de-la-Madeleine, Estrie, Laurentides, Abitibi-Témiscamingue et Manicouagan. Par contre, ce taux était à la hausse dans Charlevoix, au Coeur-du-Québec, dans Duplessis et au Nouveau-Québec. Les touristes semblent avoir quelque peu déserté Montréal et Québec et les autres régions traditionnelles pour des régions habituellement moins fréquentées.

La réduction du taux d'occupation des établissements hôteliers à Québec et Montréal s'explique en partie par la baisse du nombre de congrès dans ces deux villes. Le nombre de congressistes a diminué de plus de 55% à Montréal et de plus de 4% dans la vieille capitale. La fréquentation des équipements touristiques a diminué dans toutes les régions du Québec sauf dans la région du Coeur-du-Québec et en Gaspésie.

On évalue à plus de 4 milliards de dollars les recettes touristiques au Québec en 1988, mais ceci représente à peine 18% des recettes touristiques canadiennes. C'est surtout du côté du marché étranger que le Québec prend du retard par rapport au reste du Canada. La part québécoise n'est en effet dans ce cas que de 16% des recettes canadiennes. Malgré tout, plus de

140 000 emplois directs et indirects dépendent de cette industrie au Québec, ce qui représente 13% des emplois dans cette catégorie au Canada. En dépit de certains progrès, le Québec marque le pas par rapport aux autres provinces canadiennes, l'industrie du tourisme y étant moins importante que son poids relatif dans l'économie canadienne.

DEUXIÈME PARTIE:
Aperçu des régions du Québec en 1988



APERCU DES RÉGIONS DU QUÉBEC

Présentation des régions

Le Québec comprend deux aires distinctes en termes de caractéristiques socio-économiques: les régions périphériques dont l'économie est basée sur l'exploitation des ressources et les régions centrales dont la base industrielle est plus diversifiée.

Les régions de ressources, à savoir la Gaspésie, le Bas St-Laurent, le Saguenay-Lac St-Jean, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec, couvrent près de 90% de la superficie du Québec, comprennent près d'un million d'habitants et vivent esentiellement de la forêt, des ressources minérales, de l'hydro-électricité, de la faune et, dans certaines zones, de l'agriculture. Sauf pour la forêt, l'importance de ces ressources varie d'une région à l'autre; s'ajoutent parfois à cette base de ressources des attraits naturels comme les paysages de la Gaspésie et de la Côte-Nord ou le Fjord du Saguenay. L'activité primaire et manufacturière de ces régions est axée sur l'extraction et la première transformation des ressources puis leur exportation vers les marchés internationaux. Éloignée des grands centres urbains et dispersée sur un immense territoire, la population des régions de ressources se retrouve généralement dans des localités de taille petite à moyenne souvent dépendantes d'un ou deux secteurs d'activités, d'où leur vulnérabilité à l'épuisement de la ressource et à l'instabilité des marchés. Le niveau de revenu de ces régions de même que le taux d'activité de leur population adulte se situent en-deçà de la moyenne québécoise et leur taux de chômage est en général plus élevé que dans le reste du Québec. Cela tient notamment au caractère saisonnier de certaines activités (abattage forestier, pêche, tourisme, etc.) et à la faible présence d'activités tertiaires sophistiquées.

Certaines agglomérations de ces régions affichent toutefois des indicateurs économiques se rapprochant des moyennes provinciales; on pense notamment à Rimouski, Baie-Comeau, Chicoutimi-Jonquière et Rouyn-Noranda où une proportion élevée de l'emploi est dans des services gouvernementaux et parapublics ou dans de grandes entreprises à rémunération relativement élevée.

Les régions centrales s'articulent autour de l'axe historique de développement du Québec qu'est la plaine du St-Laurent et la vallée de l'Outaouais; elles

renferment près de 85% de la population provinciale. L'économie des régions centrales est beaucoup plus développée et diversifiée que celle des régions de ressources avec une très forte concentration de l'emploi dans les secteurs tertiaire et manufacturier. Ces régions dominent nettement au plan manufacturier avec près de 90% des entreprises, des emplois et de la valeur ajoutée. Les industries traditionnelles y occupent encore une place importante bien qu'on assiste à une montée d'industries plus modernes davantage tournées vers les marchés internationaux. Ces régions sont également dotées d'une agriculture relativement prospère et renferment près des deux-tiers de l'emploi agricole québécois. Les taux de chômage se maintiennent en général à des niveaux voisinant la moyenne provinciale et leur revenu est en moyenne légèrement supérieur au niveau québécois.

C'est dans les régions centrales qu'on trouve les zones les plus fortement urbanisées du Québec, soit les régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de Hull-Gatineau. Celles-ci regroupent, à elles seules, près de 60% de la population québécoise et fournissent plus de 60% des emplois. L'économie de ces zones métropolitaines se distingue par l'importance du secteur tertiaire, plus particulièrement le tertiaire moteur. Les trois-quarts des emplois dans le secteur des finances et 70% des emplois dans l'administration publique sont concentrées dans ces trois zones urbaines. La présence de sièges sociaux d'entreprises ou d'organismes d'envergure internationale confère à ces régions, Montréal en particulier, un rayonnement s'étendant à l'extérieur du Québec. Ces centres urbains, qui regroupent près de 60% des entreprises et emplois manufacturiers, sont dotées d'institutions universitaires propices aux activités de recherche et à la production d'innovations technologiques, d'où leur rôle de pôles de développement au Québec. Ces régions métropolitaines ont habituellement des taux de chômage inférieurs aux moyennes provinciales et se distinguent du reste du Québec par des taux d'activités nettement plus élevés. Les niveaux de revenu et de scolarité y sont également, dans l'ensemble, supérieurs aux moyennes provinciales.

Tableau 12

POPULATION DES RÉGIONS

RÉGIONS	Population 1986		Taux d'évolution 1981-1986
	Nombre	%	%
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	112 455	1,72	-2,30
Bas St-Laurent	210 770	3,22	-0,47
Saguenay/Lac St-Jean	285 457	4,37	-0,08
Chaudière-Appalaches	356 768	5,46	2,08
Québec	586 655	8,97	1,72
Mauricie/Bois-Francs	452 696	6,92	1,14
Estrie	257 744	3,94	0,57
Montréal	1 752 582	26,80	-0,43
Laval	284 164	4,35	5,90
Laurentides	320 066	4,89	4,03
Lanaudière	279 018	4,27	9,32
Montérégie	1 096 440	16,77	3,53
Outaouais	256 538	3,92	5,56
Abitibi-Témiscamingue	147 168	2,25	0,72
Côte-Nord	104 374	1,60	-11,80
Nord-du-Québec	36 112	0,55	-4,89
PROVINCE DE QUÉBEC	6 539 007	100,0	1,56

Sources: Statistique Canada, Bureau de la Statistique du Québec.

Marché du travail - Vue d'ensemble

La bonne tenue de l'économie québécoise en 1988 a eu des répercussions favorables sur le marché du travail de l'ensemble des régions du Québec, puisqu'elles ont toutes connu une hausse d'emploi et une réduction sinon une stabilisation du taux de chômage.

Selon l'Enquête sur la population active de Statistique Canada, la croissance de l'emploi a été bien au-dessus de la moyenne provinciale de 2,8% dans les régions de l'Outaouais (7,7%), de l'Abitibi-Témiscamingue (7,5%), de la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine

(6,2%), de l'Estrie (5,5%) et de la Côte-Nord (5,1%). Ces régions, à l'exception de l'Outaouais, montrent un net revirement de situation par rapport à 1987 où ces taux variaient entre -1,9% sur la Côte-Nord et 1,2% en Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine et en Abitibi- Témiscamingue. A l'opposé, les régions du Saguenay-Lac St-Jean (0,5%), de la Montérégie (0,9%) et du Bas-St-Laurent (1,2%) ont affiché une performance en-dessous de la moyenne provinciale. Pour ces deux dernières régions, l'année 1988 a été une déception par rapport à 1987 où leurs taux de croissance de l'emploi avaient été 6,1% et 8,4% respectivement. Les régions De Lanaudière (4,2%), des Laurentides (3,7%), de Québec (3,6%), de la Mauricie-Bois-Francs (2,8%) et de Montréal-Centre (2,2%) se situent près de la moyenne provinciale.

Tableau 13

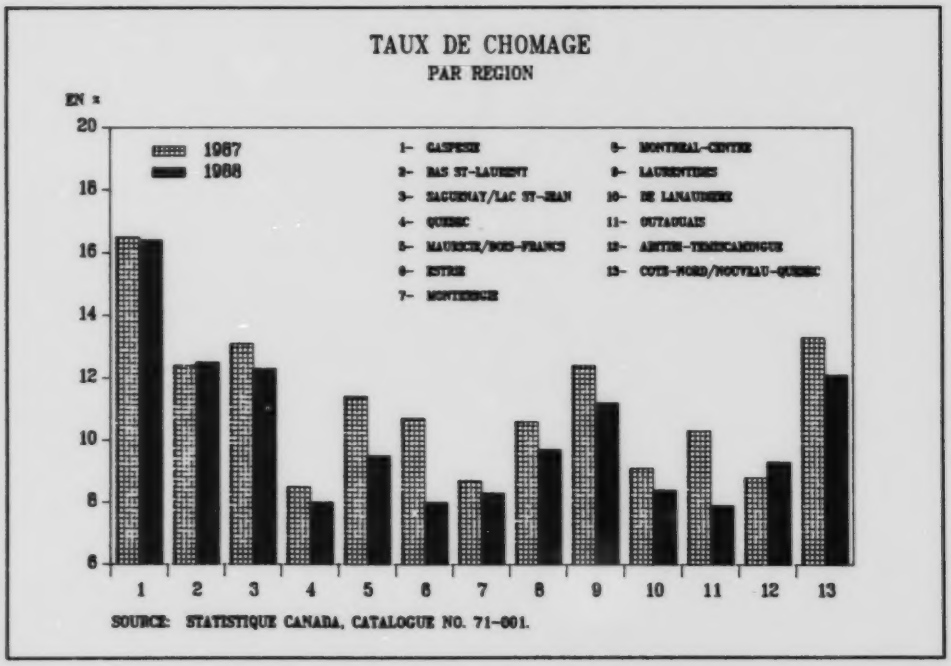
PERSONNES OCCUPÉES
1987-1988

RÉGIONS	Personnes occupées (en milliers) 1987	1988	Taux d'évolution (%) 1987-1988
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	36	39	6,2
Bas St-Laurent	85	86	1,2
Saguenay/Lac St-Jean	122	123	0,5
Québec	412	427	3,6
Mauricie/Bois-Francs	201	206	2,8
Estrie	113	119	5,5
Montérégie	527	532	0,9
Montréal-Centre	969	990	2,2
Laurentides	147	152	3,7
De Lanaudière	125	131	4,2
Outaouais	120	130	7,7
Abitibi-Témiscamingue	61	66	7,5
Côte-Nord/Nouveau-Québec	47	50	5,1
PROVINCE DE QUEBEC	2 966	3 049	2,8

Source: Statistique Canada, catalogue no. 71-001.

Parmi les zones métropolitaines, Sherbrooke a été de loin la plus dynamique en termes de création d'emplois en 1988 avec un taux de croissance exceptionnel de 14,5%. Viennent ensuite Trois-Rivières (5,6%), Hull-Gatineau (5,3%) et Chicoutimi-Jonquière (2,8%). Les zones métropolitaines les plus populeuses de Montréal et de Québec ont affiché des croissances de 2% et 2,3%, taux inférieurs à la moyenne provinciale. Dans le cas de Québec, il s'agit néanmoins d'une nette amélioration par rapport à la baisse de 1,8% enregistrée en 1987. Mais le taux d'accroissement du Montréal-Métropolitain a été deux fois moindre qu'en 1987 (4%), ce qui est préoccupant lorsqu'on considère que cette zone concentre 45% de la population, 47% de la main-d'oeuvre et 46% des chômeurs du Québec.

Graphique 29



Depuis 1983, le taux de chômage au Québec est en constante diminution et presque toutes les régions ont suivi ce mouvement. Selon l'Enquête sur la population active, la situation du chômage s'est améliorée partout en 1988, sauf en Abitibi-Témiscamingue (de 8,8% à 9,3%) et au Bas St-Laurent (de 12,4% à 12,5%). Les régions montrant les améliorations les plus significa-

tives sont l'Estrie (de 10,7% à 8%), l'Outaouais (de 10,3% à 7,9%) et la Mauricie-Bois-Francs (de 11,4% à 9,5%). C'est l'Outaouais qui a le taux de chômage le plus bas (7,9%), suivie des régions de Québec et de l'Estrie (8% chacune). Toutes les régions de ressources, sauf l'Abitibi-Témiscamingue, ont des taux au-dessus de la moyenne provinciale de 9,4%, avec en tête la Gaspésie (16,4%). Les régions centrales ont des taux situés autour de la moyenne québécoise, excepté les Laurentides (11,2%).

Hull-Gatineau est la zone métropolitaine ayant le plus bas taux de chômage en 1988 (6,2%), suivie de Sherbrooke (7,1%) et Québec (8,4%). Le taux de chômage du Montréal Métropolitain (9,3%) est légèrement inférieur à la moyenne provinciale tandis que ceux de Trois-Rivières (10,4%) et Chicoutimi-Jonquière (10,9%) dépassent celui du Québec.

Tableau 14

REVENU PERSONNEL DISPONIBLE PER CAPITA
(Québec=100)

RÉGIONS	Revenu personnel disponible per capita	
	1983	1987
Gaspésie/Bas St-Laurent	71,8	78,7
Saguenay/Lac St-Jean	93,0	82,0
Québec	92,7	96,7
Mauricie/Bois-Francs	88,0	86,9
Estrie	86,7	90,2
Montréal	107,8	106,6
Outaouais	95,2	98,4
Abitibi-Témiscamingue	90,8	84,4
Côte-Nord/Nouveau-Québec	n.d.	87,1
PROVINCE DE QUÉBEC	100,0	100,0

Québec 1983 =9 810$; 1987 = 12 200$

Source: The Financial Post, Canadian Markets.

Investissements - Vue d'ensemble

Selon les prévisions du Bureau de la statistique du Québec, les investissements totaux en immobilisations au Québec devraient atteindre 27 362 millions de dollars en 1988, en hausse de 13,2% par rapport à 1987.

En terme de taux de croissance, les meilleures performances ont été enregistrées dans les régions de ressources. En effet, ce sont les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et du Saguenay-Lac-St-Jean qui devraient connaître les plus fortes augmentations des dépenses d'investissements en 1988 avec des hausses respectives de 48,7% et 32,3%. La croissance de la région de l'Abitibi-Témiscamingue repose surtout sur le développement de l'énergie électrique (de 40,9 millions $ en 1987 a 140,6 millions $ en 1988) et de l'industrie du bois (de 33,6 millions $ à 88,2 millions $). Celle du Saguenay-Lac-St-Jean vient essentiellement de l'industrie de l'aluminium dont les dépenses d'investissements passent de 67,1 millions de dollars en 1987 à 222,3 millions de dollars en 1988. La région du Bas-St-Laurent - Gaspésie devrait également enregistrer une bonne performance avec un taux de croissance anticipé de 23,8% lié essentiellement à des projets d'assainissement des eaux. Quant à la région de la Côte-Nord/Nord-de-Québec, elle a enregistré une baisse de ses dépenses d'investissements de 5,3% suite à une forte diminution des immobilisations dans le secteur de l'énergie électrique et autres services d'utilité publique (de 515,1 millions $ en 1987 à 288,1 millions $ en 1988).

La grande région de Montréal devrait réussir à maintenir son taux de croissance des dépenses d'investissements (13,6%) à un niveau supérieur à celui du Québec, grâce notamment aux investissements faits dans le secteur manufacturier et plus particulièrement aux augmentations de dépenses dans les groupes suivants: machines et matériel de transport (+289,5 millions $), métaux transformés (+150,8 millions $) et aliments et boissons (+107,7 millions $). Les régions de l'Outaouais et de la Mauricie-Bois-Francs devraient également afficher des performances supérieures à celle de la province avec des taux de croissance respectifs de 17% et 14,4%. La hausse dans l'Outaouais est surtout le fait du secteur tertiaire, principalement les secteurs de l'énergie électrique et autres services d'utilité publique (+50,3 millions $), des organismes gouvernementaux (+35 millions $) et des services personnels, commerciaux et divers (+20 millions $). Celle de la Mauricie-Bois-Francs tient également du secteur tertiaire essentiellement puisque

les investissements manufacturiers ont diminué de 0,5%. Le gros de la hausse dans cette région vient du secteur de l'énergie électrique et autres services d'utilité publique (+111,4 millions $). Les dépenses d'immobilisations dans la grande région de Québec devraient croître de 8,6% en 1988, soit un taux inférieur à celui du Québec. C'est surtout les différents groupes du secteur tertiaire qui ont contribué à cette augmentation avec une forte hausse des organismes gouvernementaux (+86 millions $). Enfin, l'Estrie accuserait une baisse des investissements de 6,9% suite surtout à une forte diminution des dépenses dans l'industrie du papier (-151,7 millions $) lié surtout au parachèvement de la reconstruction du complexe Domtar à Windsor.

Tableau 15

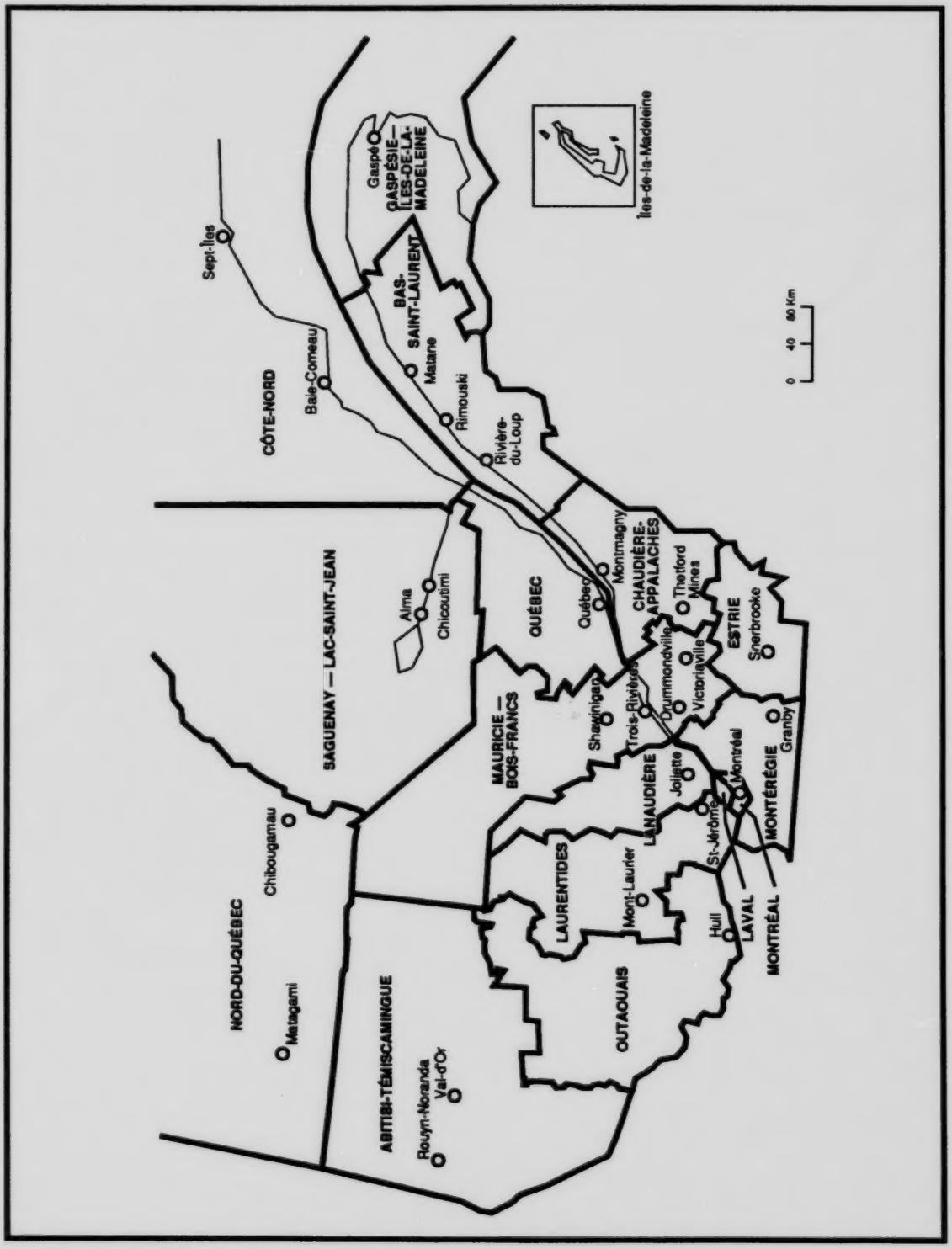
INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS
1987-1988

RÉGIONS	INVESTISSEMENTS					
	Totaux			Manufacturiers		
	1987 M$	1988 M$	87/88 %	1987 M$	1988 M$	87/88 %
Gaspésie/Bas St-Laurent	470	582	23,8	59	68	14,0
Saguenay/Lac St-Jean	816	1 079	32,3	239	425	78,0
Québec	3 020	3 279	8,6	443	487	9,9
Mauricie/Bois-Francs	1 383	1 582	14,4	377	375	-0,5
Estrie	1 119	1 042	-6,9	477	343	-28,0
Montréal	14 813	16 833	13,6	2 028	2 788	37,5
Outaouais	994	1 163	17,0	122	157	29,3
Abitibi-Témiscamingue	593	881	48,7	70	206	193,7
Côte-Nord/Nouveau-Québec	972	921	-5,3	101	129	27,7
PROVINCE DE QUÉBEC	24 179	27 362	13,2	3 914	4 977	27,1

Notes: 1. Les montants utilisés ne comprennent pas les investissements en réparations.
2. 1988: prévisions révisées (mi-année).

Source: Bureau de la Statistique du Québec, Investissements privés et publics au Québec 1986-1988.

Carte des régions administratives



LES RÉGIONS CENTRALES

MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

SITUATION GÉOGRAPHIQUE ET DÉMOGRAPHIQUE

La région métropolitaine de Montréal couvre l'Ile de Montréal (29 municipalités), Laval, une vingtaine de municipalités de la couronne nord de Laval incluses dans les régions administratives Laurentides et Lanaudière, et une quarantaine de municipalités de la Rive-Sud de Montréal incluses dans la région administrative Montérégie. Montréal se classe au deuxième rang des régions métropolitaines canadiennes, après Toronto (3 427 000 habitants), avec une population de 2 921 000 habitants en 1986. Elle concentre près de 45% de la population québécoise et 11,5% de la population canadienne.

Entre 1981 et 1986, la population de la région métropolitaine de Montréal a augmenté de 2,1%, comparativement à 1,6% au Québec et à 4,2% au Canada. On note à l'intérieur de la région métropolitaine de Montréal un mouvement de population vers la périphérie, au détriment du noyau central. En effet, la population de la ville de Montréal (1 015 000 habitants) et de l'Ile de Montréal ont diminué respectivement de 0,3 et 0,4% entre 1981 et 1986, alors que l'on observait des augmentations sur la Rive-Sud (4%), à Laval (5,9%) et sur la Rive-Nord (10,8%).

STRUCTURE INDUSTRIELLE

Représentant près de 50% de l'emploi global de la province de Québec, la région de Montréal possède une base économique partagée entre le secteur manufacturier et les activités du tertiaire exportateur: transports et communications, services financiers, services aux entreprises, sièges sociaux, tourisme, services d'enseignement supérieur et services médicaux spécialisés. Son économie est conséquemment fortement tertiarisée (72% des emplois); la grande majorité des emplois de services se retrouvent cependant dans des secteurs liés à la consommation régionale, tels les commerces et autres services à la population.

Dans son ensemble, le secteur manufacturier a été témoin de changements structurels favorables depuis le début de la décennie. Les industries modernes, à plus haute productivité, plus exportatrices et employant

une main-d'oeuvre souvent spécialisée, ont fait des gains appréciables, particulièrement celles des produits électriques et électroniques, de l'imprimerie, et du caoutchouc et des plastiques. En ajoutant à ces industries celles de la machinerie, du matériel de transport et des produits chimiques, il résulte que la part de l'emploi manufacturier représentée par des industries modernes est passée d'environ 37% en 1980 à plus de 40% en 1988. Les industries modernes sont fortement tributaires des innovations et des développements technologiques.

INDUSTRIES MODERNES A HAUTE TECHNOLOGIE

Produits électriques et électroniques

L'industrie des produits électriques et électroniques, en pleine croissance, occupe 10% de l'emploi manufacturier de la région métropolitaine. Plus du tiers de ses emplois se retrouvent dans des entreprises de 1 000 employés et plus, dont Canadian Marconi (2 400 employés) qui fabrique notamment des systèmes de télécommunications, Northern Telecom (2 600 employés), fabricant de cables, d'équipement pour fréquence de son et radio et d'équipement de télécommunications, et de CAMCO (1 200 employés) qui produit des lessiveuses, sécheuses, et des lave-vaiselles. Le secteur des équipements de télécommunications est un élément fort de cette industrie au Québec. Ce secteur bénéficie d'une balance commerciale équilibrée, c'est-à-dire que la production québécoise est équivalante à la consommation dans la province. Northern Telecom domine largement avec 70% du marché. Le secteur de la microélectronique ne détient pas une position aussi enviable que celui des équipements de télécommunications. Il n'y a en effet à Montréal qu'une seule compagnie qui oeuvre en matière de conception et de fabrication des semi-conducteurs (les Technologies OMVPE). Par ailleurs deux autres compagnies (Circuits Hélix et Circo Craft) sont réputées dans l'assemblage de composants (production de circuits imprimés) de haute technologie.

Equipements de transport

L'industrie des équipements de transport contribue largement au dynamisme de l'industrie manufacturière montréalaise. Cette industrie emploie plus de 9% de la main-d'oeuvre manufacturière et est constituée en grande partie par de très grandes entreprises: General Motors à Boisbriand (automobiles, 4 000 employés),

les autobus MCI à Saint-Eustache (500 employés), Paccar Canada à Sainte-Thérèse (camions, 800 employés), Pratt et Whitney à Longueuil (moteurs d'avions, 5 500 employés), Canadair à Ville Saint-Laurent (avions d'affaires, pièces, 6 200 employés), CAE Electronique (simulateurs de vols commerciaux et militaires, systèmes de contrôle de circulation aérienne, 2 850 employés) et Spar Aerospace (systèmes de satellites et systèmes de télécommunications, 750 employés). L'industrie de l'aéronautique est particulièrement importante à Montréal du fait de sa capacité innovatrice et de son excellente réputation sur les marchés mondiaux. Cette industrie est particulièrement concentrée à Montréal qui abrite trois des quatre entreprises canadiennes les plus importantes: Pratt & Whitney, Canadair et CAE. Ces sociétés sont initiatrices de techniques nouvelles et leur présence à Montréal profite aux firmes de paliers inférieurs et les attire dans la région. D'ailleurs, l'activité des entreprises de deuxième et troisièmes paliers est considérable et bien intégrée à celle des firmes de palier supérieur.

Industrie pharmaceutique

L'industrie pharmaceutique québécoise est largement concentrée à Montréal. Près de 7 000 personnes trouvent un emploi dans cette industrie mais son importance réelle doit être mesurée en fonction de la qualification du personnel et des efforts de R-D dans cette industrie. Montréal dispose d'atouts importants dans ce secteur: forte communauté médicale, universités renommées (Université McGill, Université de Montréal), hôpitaux de renom, centres de recherches importants, quelques grandes sociétés dont Merck Frosst, Ayerst McKenna et Harrison, Burroughs, Abbott, Squibb, Bristol Myers, Frank W. Horner, etc. Montréal possède dans le seul domaine médical de grandes institutions qui sont des leaders dans le domaine de la recherche-développement. On retient à cet égard l'Institut Armand-Frappier et l'Institut de cardiologie de Montréal. Les modifications récentes à la Loi sur les brevets au sujet de la protection des produits favorisent davantage la R-D, mais la petite envergure des entreprises ne favorise pas la recherche fondamentale.

Informatique

L'informatique constitue avant tout un soutien aux industries à haute technologie et contribue au développement des industries primaire et secondaire. Le

domaine de la fabrication de matériel n'est pas très développé à Montréal; seul les services de consultation, les services spécialisés et les logiciels occupent une certaine importance dans ce créneau. Dans les services de consultation, certaines firmes montréalaises jouissent d'une réputation fort enviable. On peut mentionner entre autres: le Groupe DMR, LGS, CGI et Atkinson, Tremblay et associés. Dans les services spécialisés (gestion de centres informatiques et vente de temps machine), on retrouve notamment IST et BST. L'industrie du logiciel se développe à un rythme accéléré étant donné les nombreuses applications aux industries les plus en croissance. La plupart des entreprises sont assez jeunes, mais certaines ont déjà connu des succès notables tel que Infocentre avec son système pour grossistes en voyage, MANAC Systems pour la gestion de bureaux d'avocats, STS pour les chaînes de détaillants, ICAM dans les systèmes de fabrication assistée par ordinateur (FAO), et Micro Tempus dans les liens micro/maxi ordinateur.

Firmes d'ingénieurs-conseil

De façon plus générale, les services aux entreprises et aux organismes gouvernementaux sont surtout représentés par les firmes d'ingénieurs-conseil, dont certaines ont acquis une renommée internationale. Ces firmes offrent des services aussi bien au niveau de l'ingénierie, de la comptabilité, de systèmes informatisés, d'administration et de gestion, de ressources humaines et de publicité. Les plus grandes firmes sont des firmes d'ingénieurs qui oeuvrent dans presque tous les pays du monde. Il faut citer le groupe SNC (4 400 employés), Lavalin Inc. (6 000 employés), et Monenco Ltée (6 000 employés).

LES SIÈGES SOCIAUX

Montréal abrite un nombre considérable de sièges sociaux autant dans les secteurs manufacturier que tertiaire. Ceux-ci ont un effet d'entraînement considérable tant du côté de l'emploi que des services qui y sont reliés et des activités de recherche.

Dans le secteur des produits électriques et électroniques et des télécommunications, on retrouve: Les Entreprises Bell Canada (12 000 employés à Montréal), et Téléglobe Canada (1 100 employés). Le secteur du transport est particulièrement bien représenté à Montréal: le Canadien Pacifique (4 300 employés à Montréal), le Canadien National (5 600 employés), Air

Canada (500 employés), le Groupe CSL Inc. (transport maritime et routier, 1 000 employés), Bombardier-Canadair (équipement de transport, 7 500 employés) et Via Rail Canada Inc. (900 employés).

La plupart des secteurs manfacturiers sont représentés par des sièges sociaux à Montréal: Domtar (1 200 employés) et Consolidated Bathurst (1 400 employés) dans l'industrie du papier, Dominion Textiles Inc. (900 employés) et Consoltex (500 empoloyés) dans l'industrie textile, Culinar (1 400 employés) et la Coopérative Fédérée du Québec (300 employés) dans l'industrie des aliments, Alcan Aluminium Ltée (700 employés à Montréal), Sidbec-Dosco Inc. (1 000 employés) et Q.I.T. Inc. (65 employés) dans la première transformation des métaux, Imasco Ltée (industrie du tabac, 1 400 employés) et Johnson and Johnson Inc. (produits chirurgicaux, de premiers soins et d'hygiène domestique, 1 000 employés).

Le secteur tertiaire est bien représenté par les services bancaires et financiers: Banque Royale du Canada (3 700 employés), Banque de Montréal (4 400 employés), Banque Nationale du Canada (7 000 employés), Montréal Trust (500 employés), la Banque Laurentienne (900 employés) et le Trust Général du Canada (400 employés).

Le secteur commercial possède également des sièges sociaux importants: Steinberg Inc. (4 500 employés), Provigo Inc. (1 000 employés), Reitmans (Canada) Ltée (700 employés), Henry Birks et Fils Ltée (200 employés), Dalmys Canada Ltée (vêtements, 300 employés) et U.A.P. Inc. (accessoires d'automobiles, 600 employés).

Enfin, les services d'utilité publique sont représentés par Hydro-Québec (6 700 employés à Montréal) et Gaz Métropolitain (1 300 employés).

Quelques organismes internationaux ont leur siège social à Montréal. Il faut mentionner: l'Association du transport aérien international (IATA, 80 employés) et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI, 150 employés).

SECTEURS TRADITIONNELS

Parallèlement à ce secteur moderne et à forte croissance, il subsiste un fort segment (25% de l'emploi manufacturier) que l'on qualifie de secteur traditionnel. Ces industries traditionnellement importantes demeurent de gros employeurs manufacturiers: les

aliments et boissons, tabac, meubles et l'ensemble textile-vêtement-cuir (TVC) comptent pour plus du tiers des emplois manufacturiers.

Montréal et sa région métropolitaine constituent le principal centre d'activité TVC au pays, concentrant plus du tiers (65 000) de l'emploi canadien dans ces industries; celles-ci représentent, à elles seules, plus du cinquième de l'emploi manufacturier régional. Plus de 80% des emplois de ce secteur se retrouvent dans les entreprises de moins de 200 employés; on y retrouve toutefois certaines grandes entreprises: le groupe Algo et Vêtements Peerless.

Le deuxième groupe en importance dans le secteur traditionnel, après le TVC, est celui des aliments et boissons qui fournit près de 34 000 emplois, soit 11% des emplois manufacturiers montréalais. Ce secteur comprend quelques grandes entreprises dont Kraft (2 000 employés) et les brasseries O'Keefe, Labatt, et Molson (plus de 1 000 employés chacune).

Les autres industries traditionnelles (tabac et meubles) regroupent 14 000 emplois, soit 4,5% des emplois manufacturiers totaux du Montréal métropolitain. L'industrie du tabac est caractérisée par la taille importante des entreprises: 2 000 emplois dans les firmes R.J.R. MacDonald et Imperial Tobacco, qui concentrent 75 pour cent des emplois de l'industrie. Par opposition, l'industrie du meuble se distingue par la petite taille des entreprises: 48% des ouvriers travaillent dans des entreprises de moins de 50 employés.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Montréal a l'avantage d'abriter sur son territoire de nombreux centres de recherche tant privés, gouvernementaux qu'institutionnels. Ceux-ci chapeautent efficacement les activités industrielles et tertiaires de la région et sont indispensables pour le développement des entreprises de haute technologie à croissance rapide.

Plusieurs entreprises privées possèdent leur propre centre de recherches. Pratt & Whitney opère le centre le plus important avec près de 1 500 employés. Ce centre fait de la recherche générale et appliquée associée aux moteurs d'avions. Le centre de recherches de Marconi se spécialise dans les systèmes de navigation, de détection et de gestion de bord en avionique; il emploie 350 personnes. Dans le domaine

pharmaceutique, Bio-recherche emploie 345 personnes pour des tests pré-cliniques et cliniques d'innocuité pour le compte de diverses entreprises. Pour sa part, Canadair effectue de la recherche se rapportant à différents modèles d'avions et de systèmes de surveillance (325 employés). L'Institut canadien de recherches sur les pâtes et papiers (PAPRICAN, 320 employés) se concentre sur le développement de nouveaux produits et procédés relatifs aux pâtes et papiers. Dans le domaine du matériel électronique et de télécommunications, Recherche Bell-Northern (284 employés) et Northern Telecom (188 employés) effectuent des recherches en télécommunications, en exploitation de réseaux et en développement de produits et procédés en communication. D'autres centres de recherches importants tels Spar Aérospatiale (170 employés), CAE Electronique (155 employés), Philipps (150 employés, conception de micro-ordinateurs) et Merk Frosst (120 employés, recherche fondamentale en pharmacie) se retrouvent également dans la région métropolitaine de Montréal.

Les centres de recherches gouvernementaux complètent le réseau de centres privés et leur fournissent un appui non négligeable. Parmi ces centres on note l'Institut de recherche en biotechnologie (52 employés) qui aide les entreprises à devenir plus concurrentes par l'applicaton des sciences biologiques dans l'industrie. On note aussi le Centre canadien de recherches sur l'informatisation du travail (41 employés), le Centre de développement des transports (51 employés), le Centre de recherche d'hydraulique (8 employés) et l'Institut de génie des matériaux (112 employés). Cet Institut effectue des recherches sur les techniques et les matériaux industriels, comme par exemple, la corrosion, les soudures et jonctions, la tribologie et les techniques de mise en forme.

Du côté provincial il faut mentionner le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ, 242 employés) qui contribue au développement et à l'adaptation technologique du secteur manufacturier québécois. Le Centre de recherches minérales (CRM) s'adresse au développement du secteur minier. On peut mentionner en plus, l'Institut de recherche en santé et en sécurité au travail (IRSST, 71 employés) et surtout l'Institut de recherche en électricité du Québec (IREQ, 518 employés). Ce dernier est un des centres de recherches en électricité les plus complets en Amérique du Nord.

Il existe en plus des centres de recherches subventionnés mais qui ne sont pas directement gouvernementaux. On peut mentionner: l'Institut canadien des

mines et de métallurgie (production et utilisation des métaux et minerais); l'Institut canadien de recherches en génie forestier (études sur les routes et les ponts, la mécanisation de la sylviculture, l'abattage des arbres, l'utilisation des résidus du bois et la cartographie au laser); le Centre des technologies télématiques (développement de nouvelles techniques et de nouveaux procédés de collecte, de gestion, de transmission et de recouvrement des données et de l'information; la Société de recherche bio-industrielle située à Laval dans un complexe bioscientifique et industriel où l'on retrouve l'Institut Armand Frappier (applications biotechnologiques dans le monde médical).

Revenu

Le revenu personnel disponible per capita dans le Montréal métropolitain dépasse la moyenne provinciale de plus de 10%. Bien qu'il se situe dans la moyenne canadienne, il s'avère cependant de 12% inférieur à celui du Toronto métropolitain. Les revenus les plus élevés se retrouvent sur l'Ile de Montréal, bien que des écarts importants soient notés entre la ville de Montréal, la région métropolitaine et la province de Québec. En effet, le revenu médian des ménages à Montréal équivalait en 1985 à 74% de celui du Montréal métropolitain, et à 78% de celui du Québec. A cet égard, le revenu médian des ménages de la ville de Montréal se compare à des régions défavorisées du Québec.

Investissements

La croissance des investissements manufacturiers a été particulièrement forte en 1988 dans le Montréal métropolitain (+36,7%). Le montant des dépenses (1,8 milliard $) est le plus élevé jamais atteint à Montréal. Le projet le plus important est certes celui de General Motors à Boisbriand avec un investissement global de plus de 450 millions de dollars. La compagnie pharmaceutique Merck Frosst a également annoncé des dépenses de plus de 200 millions de dollars dont 55 millions de dollars en investissements et 150 millions de dollars en R&D sur une période de 5 ans. Il conviendrait également de mentionner certains autres projets de moindre importance: Laboratoires Nordic à Laval (53 millions $, dont 43 millions $ en R&D sur une période de 5 ans), Noranda à Montréal-Est (46 millions $, modernidation de l'affinerie de cuivre), Shell (80 millions $, modernisation de raffinerie),

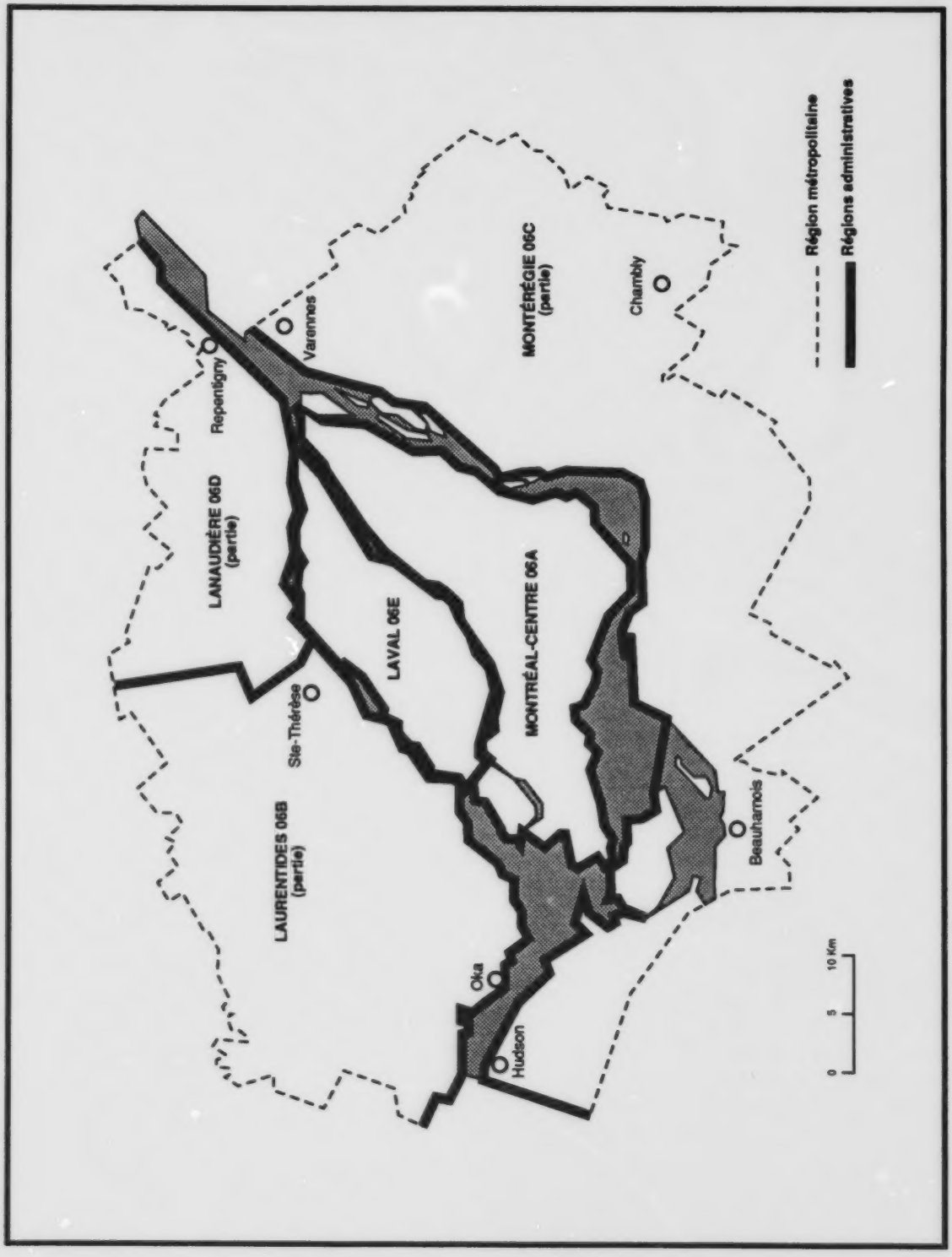
Kemtec (40 millions $, usines pétrochimiques: cumène et paraxylène), Miron (39 millions, cimenterie) et Matrox (15 millions $, composantes électroniques).

La construction commerciale continue à être très active dans la région de Montréal malgré l'achèvement de certains grands travaux: Cours Mont-Royal (155 millions $), l'édifice des Coopérants et les Promenades de la Cathédrale (140 millions $) et Place Montréal Trust (125 millions $). D'autres projets sont actuellement à un stade moins avancé: Centre de Commerce mondial (150 millions $), siège social d'Ultramar (30 millions $) et Centre Eaton (60 millions $). Enfin, deux projets d'envergure ont été annoncés en 1988: l'édifice IBM-Marathon (200 millions $) et celui de Provevco-Lavalin (135 millions $). On a de plus dévoilé un programme de modernisation du réseau routier évalué à 1,6 milliard de dollars en dix ans et des travaux dans le Vieux-Port (100 millions $). Du côté des immobilisations institutionnelles et gouvernementales mentionnons: restauration des aérogares de Mirabel et Dorval (51 millions $), UQAM (39 millions $), un centre d'entretien à l'aéroport de Mirabel (30 millions $), Musée d'art contemporain (60 millions $) et hôpital Anna Laberge à Châteauguay (45 millions $).

Marché du travail

L'emploi a augmenté moins rapidement en 1988 dans la région métropolitaine de Montréal (2%) que dans l'ensemble de la province (2,8%). Le total des nouveaux emplois ne représente que 35% des nouveaux emplois québécois alors que le poids de la région s'élève à 47%. Par ailleurs, le taux de chômage n'a que faiblement diminué entre 1987 et 1988, passant de 10% à 9,3% comparativement à 9,4% au Québec. Cependant le taux de chômage à Montréal est 2,5 fois plus élevé que celui du Toronto métropolitain (3,7%). Le taux d'activité (66,1%) est légèrement plus élevé que dans l'ensemble du Québec, mais a subi un léger recul par rapport à l'année précédente et demeure de 5,5 points en deçà du grand Toronto (71,6%).

Montréal métropolitain



LAURENTIDES

La région des Laurentides s'étend au nord-ouest de Montréal au nord de la rivière des Milles-Iles entre les régions de Lanaudière et de l'Outaouais et est bordée au nord par la Mauricie. La population de la région administrative s'élevait à 320 000 habitants en 1986, dont 153 000 dans la zone métropolitaine de Montréal. En dehors de celle-ci, la région des Laurentides ne compte, outre Saint-Jérôme (44 000 habitants), que des centres secondaires: Lachute (11 600 habitants), Mont-Laurier (8 000 habitants) et Sainte-Agathe-des-Monts (8 000 habitants).

La population des Laurentides a augmenté de 1,6% entre 1981 et 1986 (1,6% également au Québec). Si on ajoute la partie de la région métropolitaine de Montréal, la croissance de la population atteint cependant 4%. L'agglomération de Saint-Jérôme est responsable de la moitié de la croissance de la population de la partie non métropolitaine de cette région. La population des autres agglomérations est stable ou en décroissance. Les régions rurales des environs de Sainte-Agathe-des-Monts et de Mont-Laurier ont enregistré des augmentations de leur population.

Le secteur primaire englobe à peine 4% de l'emploi total dans la région. L'agriculture est de loin l'activité la plus importante, le secteur minier n'occupant qu'une place marginale. L'exploitation des carrières (pierre, sable et gravier) est l'activité minière principale, en plus d'une mine de dolomie magnésite à Grenville, le seul gisement exploité de ce minéral industriel au Canada. L'agriculture, quoique plus importante que l'activité minière, n'occupe pas une place prédominante. La superficie des fermes de la région ne représente que 2,8% de la superficie totale au Québec et la plupart des fermes se concentrent au sud-ouest de la région dans les MRC d'Argenteuil, de Mirabel et de Deux-Montagnes. La production laitière, les cultures maraîchères et fruitières, et l'élevage de bovins sont les spécialisations principales des fermes de la région.

La collectivité de Saint-Jérôme (qui rassemble une dizaine de municipalités en plus de l'agglomération de Saint-Jérôme) compte plus de 23 000 emplois dont 74% dans le secteur tertiaire (71% au Québec) et 22% dans l'industrie manufacturière (19% au Québec). Cette industrie est passablement diversifiée et est composée surtout d'entreprises de petites tailles. Les deux industries principales sont le papier (Rolland Inc., 15% de l'emploi manufacturier) et l'équipement

de transport (Woodbridge, 15%). Les industries traditionnelles du textile-vêtement occupent une place importante avec 16% de l'emploi manufacturier. Suivent les industries des produits électriques et électroniques (9%), du bois (8%), des aliments et boissons (7%) et des produits métalliques (6%). Saint-Jérôme, étant située au seuil de la zone touristique des Laurentides, possède un secteur tertiaire relativement important. La présence d'entreprises de services importantes telles Bell Canada (480 employés) et Hydro-Québec (735 employés), la vigueur du commerce de gros et de détail et l'importance des établissements de services médicaux (hôpital de Saint-Jérôme, 1 535 employés) sont les raisons principales du développement de ce secteur.

L'agglomération de Lachute est essentiellement industrielle avec le tiers de son emploi fourni par cette activité. 25% de son emploi manufacturier se retrouve dans l'industrie chimique (principalement chez C.X.A. de Brownsburg). Suivent ensuite les industries des produits minéraux non-métalliques (21%, principalement chez Canadian Refractories et Great Lakes Carbon Canada) et du papier (11%, Price Wilson). Le secteur tertiaire est presque totalement orienté vers la population locale et aucun organisme n'emploie plus de 500 personnes.

L'activité économique de l'agglomération de Sainte-Agathe est surtout basée sur le tourisme, l'industrie manufacturière n'y occupant qu'une place marginale. Le secteur manufacturier totalise moins de 800 emplois, soit moins de 10% de l'emploi total de l'agglomération. Les industries du bois, du vêtement et du meuble rassemblent 62% de l'emploi manufacturier total. Le secteur tertiaire, à cause du tourisme, occupe une place très importante dans la région: 85% de l'emploi total comparativement à 71% au Québec. La présence de centres touristiques importants, de nombreux établissements d'hébergement et de multiples résidences secondaires insufflent une grande vigueur aux activités du secteur tertiaire. Il faut également signaler l'importance des services de santé (1 200 employés) et de l'enseignement (1 000 employés) dans la structure de l'emploi de la région.

La forêt constitue l'activité de base de l'agglomération de Mont-Laurier. En plus de l'exploitation forestière, on y retrouve diverses industries de transformation (bois et meuble). L'industrie manufacturière est peu diversifiée et occupe à peine un peu plus de 10% de la main-d'oeuvre locale. Plus de 67% des emplois manufacturiers se retrouvent dans la transfor-

mation des produits de la forêt: Produits forestiers Bellerive Ka'N'Enda (140 employés); Produits forestiers MacLaren (120 employés); et Panfibre (91 employés). L'industrie des aliments et boissons occupe le deuxième rang avec 15% de l'emploi manufacturier. Le secteur tertiaire est relativement important à Mont-Laurier avec 72% de l'emploi total (vs 71% au Québec). Le principal employeur est le commerce (26% de l'emploi du tertiaire), suivi des services médicaux (21%) et de l'hébergement-restauration (14%).

Revenus

Le revenu personnel disponible per capita dans la région des Laurentides (11 440 $) représente 94% du niveau québécois. On note une différence assez forte entre les agglomérations du sud de la région (11 500 $) et la région moins urbanisé de Labelle (9 000 $) où l'activité économique est moins forte et le taux de chômage plus élevé.

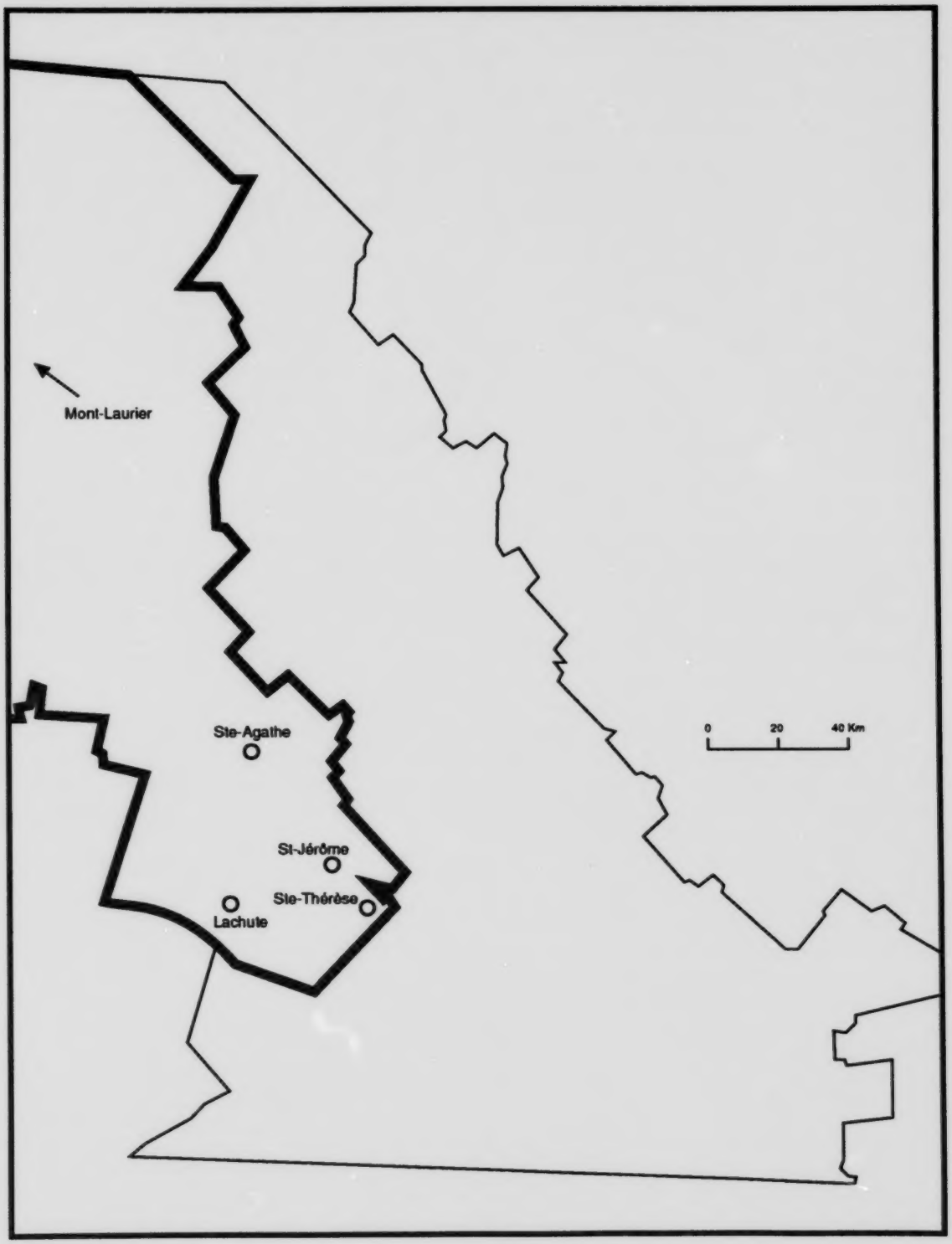
Investissements

Les immobilisations dans la région des Laurentides sont pour la plupart reliées aux installations touristiques et au marché des résidences secondaires. Plusieurs projets d'habitations (notamment en coopropriété) sont prévus à Sainte-Adèle (3 projets d'un montant de 47 millions $), à Saint-Sauveur (1 projet pour la somme de 7 millions $) et à Mont-Rolland (1 projet au coût de 20 millions $). On a également entrepris la construction d'un centre commercial d'une valeur de 10 millions de dollars à Saint-Sauveur.

Marché du travail

Selon l'Enquête sur la population active (EPA), l'emploi a augmenté fortement dans la région administrative des Laurentides en 1988. En effet, le nombre de personnes occupées a crû de 3,7% en 1988, comparativement à 2,8% au Québec. Le taux de chômage a ainsi baissé de 12,4% en 1987 à 11,2% l'année dernière.

06B - Laurentides



MONTÉRÉGIE

La région de la Montérégie est située à l'est de l'Ile-de-Montréal et s'étend de Sorel à la frontière américaine, et du St-Laurent à Granby. Cette région administrative comprend une partie de la région métropolitaine de Montréal (Rive-Sud), là où se concentre la majeure partie de la population de la région. La Montérégie comptait 1 096 400 habitants en 1986, dont 605 000 dans la région métropolitaine de Montréal. Cette région est la plus populeuse de la province à part celle de Montréal-Centre. En dehors de la partie de la région administrative de la Montérégie qui recoupe la région métropolitaine de Montréal, les principales agglomérations de cette région sont: Saint-Jean-sur-Richelieu (60 000), Granby (51 200), Saint-Hyacinthe (48 300), Sorel (46 100) et Salaberry-de-Valleyfield (38 800).

En excluant la partie de la région métropolitaine de Montréal, la population de la Montérégie a augmenté de 2,9% entre 1981 et 1986 (vs 1,6% au Québec). L'agglomération de recensement de Granby a enregistré la croissance la plus forte (6,3%), suivie de Saint-Jean-sur-Richelieu (3,1%) et de Saint-Hyacinthe (1,8%). Les agglomérations de Salaberry-de-Valleyfield et de Sorel ont encaissé des diminutions de 1,8% et de 2% respectivement.

Les industries primaires de la région comprennent presqu'exclusivement l'exploitation agricole et certaines activités minières. Environ 4% de la population active oeuvre dans le secteur primaire, dont l'agriculture dans neuf cas sur dix. Les fermes de la région occupent près de 20% de la superficie totale des fermes québécoises. Cependant, la part des terres cultivées s'élève à 28% de celles de la province. On note depuis quelques temps une diminution de l'importance des fermes laitières au profit des fermes d'élevage de porcs et de culture de céréales, de fruits et légumes.

L'agglomération de Saint-Jean-sur-Richelieu rassemble plus de 27 000 emplois dont 28% dans le secteur manufacturier. Les industries manufacturières principales sont: le textile-vêtement (26% des emplois manufacturiers) et les produits électriques (16%). L'industrie de l'équipement de transport a fait des progrès importants avec l'implantation de la société Oerlikon (575 employés). L'importance du secteur tertiaire dans la région s'explique en partie par la place occupée par l'administration publique grâce à la Base des Forces armées canadiennes (1 050 employés). L'agglomération

dessert également un important territoire en ce qui concerne le commerce de détail, l'enseignement et la santé.

L'agglomération de Granby-Bromont est la plus industrialisée dans la région de la Montérégie. Elle compte en effet 44% de son emploi dans le secteur manufacturier, comparativement à 25% en moyenne dans la Montérégie.

L'industrie la plus importante est celle des produits électriques et électroniques avec 22% de l'emploi manufacturier total. IBM (1 500 employés), Mitel (250) et Circo Craft (205) sont les entreprises les plus importantes. Avec la mise en production de l'usine Hyundai (500 emplois actuellement et 1 500 éventuellement) et la construction d'une usine de pièces de moteurs d'avions par CGE (600 emplois en tout), l'industrie du matériel de transport occupera une place prépondérante dans cette région. Les industries du textile et du vêtement regroupent 20% de l'emploi manufacturier, tandis que celles des produits métalliques et des produits en plastique occupent chacune 10% de l'emploi industriel. Le secteur tertiaire est relativement peu important avec moins de 50% de l'emploi total. Le commerce, l'enseignement et les soins de santé rassemblent la plus grande part de l'emploi tertiaire de l'agglomération.

Le secteur agro-alimentaire compte pour presque 20% de tous les emplois de la région de Saint-Hyacinthe et pour plus de 30% des emplois manufacturiers. A cette industrie se greffent plusieurs institutions de formation (Faculté de médecine vétérinaire) et de recherche (le laboratoire de pathologie vétérinaire d'Agriculture Canada, le laboratoire de pathologie animale du ministère de l'Agriculture, des Pêcherie et de l'Alimentation du Québec et le Centre d'insémination artificielle du Québec). Le secteur textile-vêtement, qui fut autrefois le plus grand employeur de la région, regroupe encore aujourd'hui 22% de l'emploi manufacturier. Le reste des emplois manufacturiers se répartissent dans des industries très diverses: papier et imprimerie (12%), meuble (7%), produits métalliques (6%), bois (5%), machinerie (3,5%) et plastique (3%). Le secteur tertiaire fournit plus de 55% des emplois de la région. La présence de sièges sociaux liés à des institutions financières (le Groupe Commerce, la Survivance, la Fédération régionale des Caisses populaires de Richelieu-Yamaska), la vigueur du commerce de détail et la présente d'institutions régionales d'enseignement et de santé sont les traits caractéristiques de ce secteur.

La région de Sorel se caractérise par l'importance de son secteur manufacturier (39% de l'emploi total) et par la taille considérable de ses entreprises. Les quatre entreprises qui comptent 500 employés ou plus rassemblent 65% de l'emploi manufacturier total. Relativement concentré, son emploi manufacturier se retrouve presqu'exclusivement dans les industries des métaux primaires (QIT et Altas Steel, 50% de l'emploi manufacturier), de l'équipement de transport (M.I.L., 16%) et de la machinerie (Beloit, 10%). Les idustries textile et chimique sont également bien représentées dans l'agglomération. L'abandon des activités maritimes au chantier MIL Davie au profit de la fabrication de turbines pour les centrales hydro-électriques nécessitera des réaménagements importants au sein de cette entreprise. L'agglomération de Sorel se caractérise également par la faiblesse de son secteur tertiaire en grande partie due à l'étroitesse de sa zone d'influence.

L'emploi manufacturier de l'agglomération de Salaberry-de-Valleyfield représente 37% de l'emploi global. Les industries les plus importantes sont le caoutchouc (principalement Goodyear, 25% de l'emploi manufacturier), les produits chimiques (Expro, 21%) et les métaux primaires (Zinc Electrolytique, 14%). Les industries du textile, des aliments et des produits métalliques occupent une place relativement importante dans l'emploi régional. Le secteur tertiaire emploie 55% de la main-d'oeuvre totale (71% au Québec), principalement dans les services de santé et le commerce.

Revenus

Le revenu personnel disponible per capita de la région de la Montérégie est légèrement supérieur à l'ensemble du Québec (+2,5%). La portion de la région faisant partie de la région métropolitaine de Montréal dispose d'un revenu personnel disponible per capita largement supérieur (18%) à celui du reste de la région. Par grande agglomération urbaine, le revenu personnel disponible per capita varie de 97% de la moyenne québécoise à Sorel à 92% à Valleyfield.

Investissements

Les principaux investissements manufacturiers en 1988 concernent surtout les régions de Granby-Bromont, Valleyfield et Sorel: Hyundai termine la construction de son usine de 320 millions de dollars à Bromont; IBM investit 80 millions de dollars également à Bromont

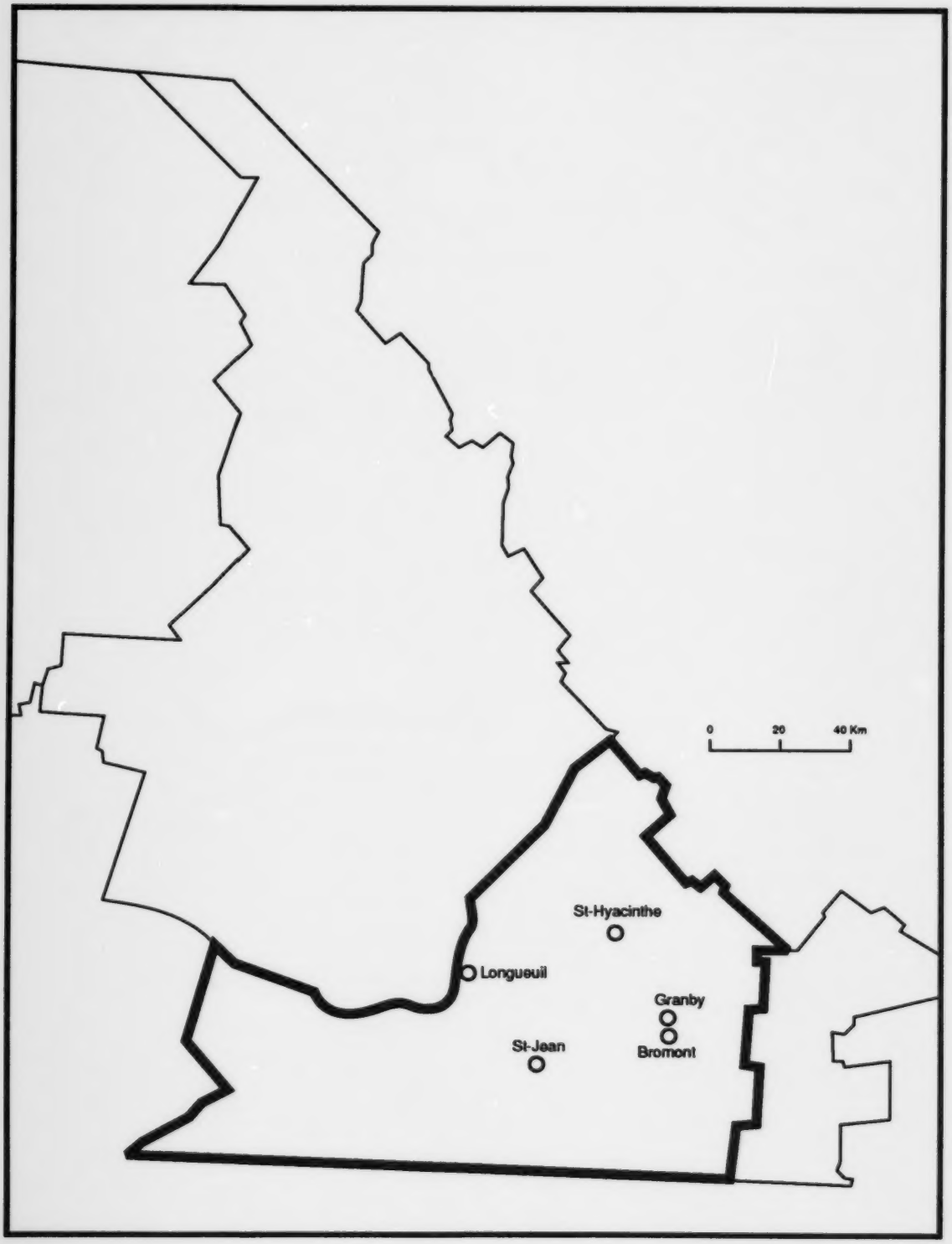
pour l'achat d'équipements et l'agrandissement de son usine de circuits intégrés; au même endroit, la compagnie Générale Electrique dépensera 40 millions de dollars pour accroître la capacité de son usine actuelle; à Valleyfield, la compagnie Zinc électrolytique agrandit son usine pour la somme de 140 millions de dollars; Montupet construit une usine à Rivière-Beaudette pour la fabrication de pièces d'automobiles au coût de 110 millions de dollars; QIT investit à Tracy 65 millions de dollars pour l'assainissement des eaux; finalement, Oerlikon agrandit son usine de Saint-Jean-sur-Richelieu au coût de 33 millions de dollars. Du côté commercial, on a annoncé la construction d'un centre commercial de 50 millions de dollars à Sorel et d'un centre de congrès de 40 millions à Valleyfield. Un important projet domiciliaire de 80 millions de dollars est également prévu à Granby.

Marché du travail

Selon l'Enquête sur la population active (EPA), la croissance de l'emploi de la Montérégie a été en 1988 la plus faible au Québec après celle du Saguenay-Lac St-Jean. En effet, l'emploi n'a progressé que de 0,9% comparativement à 2,8% pour l'ensemble du Québec.

Malgré cette faible croissance de l'emploi, le nombre de chômeurs a diminué légèrement et le taux de chômage est passé de 8,7% à 8,3%, principalement à cause d'une diminution du taux d'activité. Ce taux de chômage est parmi les plus bas de toutes les régions du Québec.

06C - Montérégie



DE LANAUDIÈRE

La région de Lanaudière est située au nord de Montréal entre les régions des Laurentides et de la Mauricie. Toute la partie sud de cette région administrative est comprise dans la région métropolitaine de Montréal. La population totale de la région s'élevait à 279 000 habitants en 1986, dont 126 000 dans la région métropolitaine de Montréal. Outre les municipalités du Montréal métropolitain, les agglomérations principales sont Joliette (35 000 habitants), Rawdon (5 700 habitants), Saint-Gabriel (5 000 habitants) et Berthierville (3 800 habitants).

La population de la région administrative de Lanaudière (incluant Montréal) a augmenté de 9,3% entre 1981 et 1986 (1,6% au Québec). En excluant la partie de Montréal, la croissance a atteint 4,7%. La majeure partie de la croissance démographique se concentre dans les municipalités rurales de la division de recensement de Montcalm et du nord de celle de Joliette. Cette hausse provient principalement d'une forte migration de personnes, souvent retraitées, vers ces zones de villégiature. La population de l'agglomération de Joliette n'a, pour sa part, augmenté que de 1,5% entre 1981 et 1986. La population de Rawdon a progressé de 5,6%, celle de Saint-Gabriel de 2% et Berthierville a perdu 5% de sa population durant la même période.

Le secteur primaire occupe moins de 5% de la population active de la région. L'agriculture est de loin l'activité principale, les mines se limitant exclusivement aux matériaux de construction (pierre, sables et gravier). La région de Lanaudière renferme un peu plus de 4% de la superficie des fermes du Québec. Près de la moitié des terres cultivables se retrouvent dans la municipalité régionale de comté (MRC) d'Autray, à l'est de la région. La production laitière est l'activité la plus importante, alors que la culture des fruits et légumes occupe une certaine place dans la MRC de l'Assomption. L'élevage des porcs et des volailles et la culture du tabac fournissent également des revenus substantiels à la région.

La collectivité de Joliette, qui regroupe, en plus de l'agglomération urbaine de Joliette, une quarantaine de municipalités, compte près de 34 000 emplois. L'agro-alimentaire constitue un élément important de la base économique régionale, regroupant près de 40% des 10 900 emplois de l'ensemble primaire et manufacturier. Quatre grandes entreprises, soit Firestone (875 employés), Papiers Scott (750 employés), Ciment

St-Laurent (230 employés) et la fonderie Abex (290 employés) fournissent près du tiers des emplois manufacturiers. Les autres emplois manufacturiers sont le fait de PME et se retrouvent en majorité dans les industries des aliments (15% des emplois manufacturiers), du vêtement (12%) et du bois (12%). Joliette est un centre commercial important. Elle joue également un rôle de centre de services d'enseignement et de santé avec des institutions comme le Collège de Joliette (500 employés) et surtout le Centre Hospitalier régional de Lanaudière, le plus gros employeur de la région avec 2 400 employés. L'ensemble des services parapublics et gouvernementaux représentent le quart de tous les emplois de la région.

L'agglomération de Rawdon est axée principalement sur le tourisme et les services à la population des municipalités environnantes. L'industrie manufacturière y est peu développée. Ainsi, la villégiature et le tourisme sont les éléments-clé de la base économique de cette localité des Basses-Laurentides. L'agglomération abrite plus de 2 000 résidences secondaires ce qui constitue un apport économique important au commerce, à la restauration et aux autres services locaux. L'industrie manufacturière locale emploie quelque 200 personnes et la majorité de celles-ci (57%) oeuvrent dans l'industrie du plastique.

Saint-Gabriel-de-Brandon est situé dans une zone fortement touristique du nord de Joliette. Tout comme à Rawdon, la villégiature et le tourisme sont d'une importance primordiale pour la région. On dénombre ainsi près de 1 000 résidences secondaires autour des 12 kilomètres du pourtour du lac Maskinongé. Saint-Gabriel abrite 5 établissements hôteliers et de nombreux restaurants pour accueillir les résidents temporaires et les touristes. L'agriculture affiche également un dynamisme non négligeable. Les activités principales sont l'élevage de la volaille et la production laitière. Enfin, une douzaines de petits établissements manufacturiers emploient quelque 170 personnes. Près de 85% de ces travailleurs sont engagés dans le secteur du meuble et des autres produits en bois.

La structure économique de la collectivité de Berthierville est fortement axée sur l'industrie manufacturière (28,3% de l'emploi total vs 20% au Québec). L'agriculture joue également un rôle important dans la région immédiate. A cause de la proximité de Montréal et de centres comme Joliette et Trois-Rivières, son secteur tertiaire est peu développé. On retrouve dans cette agglomération six secteurs industriels impor-

tants. L'habillement occupe encore aujourd'hui le premier rang avec plus de 25% de l'emploi manufacturier, mais l'industrie des aliments occupe également une place importante (19% de l'emploi manufacturier); viennent ensuite le bois (14,5%), les produits métalliques (12,4%), le meuble (12,4%) et les produits électriques (7%). Le secteur tertiaire n'occupe que 48% de la population active de la région (vs 71% au Québec). Le commerce vient au premier rang (29% de l'emploi du tertiaire), suivi de loin par l'enseignement (16%), les services de santé (15%) et l'hébergement-restauration (13%). Le seul gros employeur du secteur tertiaire est la Commission scolaire Berthier-Nord-Joli (près de 500 employés).

Revenus

Le revenu personnel disponible per capita dans la région de Lanaudière (11 250 $) équivaut à 92% de la moyenne québécoise. Le revenu est plus élevé dans l'agglomération de Joliette (11 800 $) et dans la division de recensement de l'Assomption (11 700 $) que dans celles de Berthier (10 300 $) et de Montcalm (10 000 $).

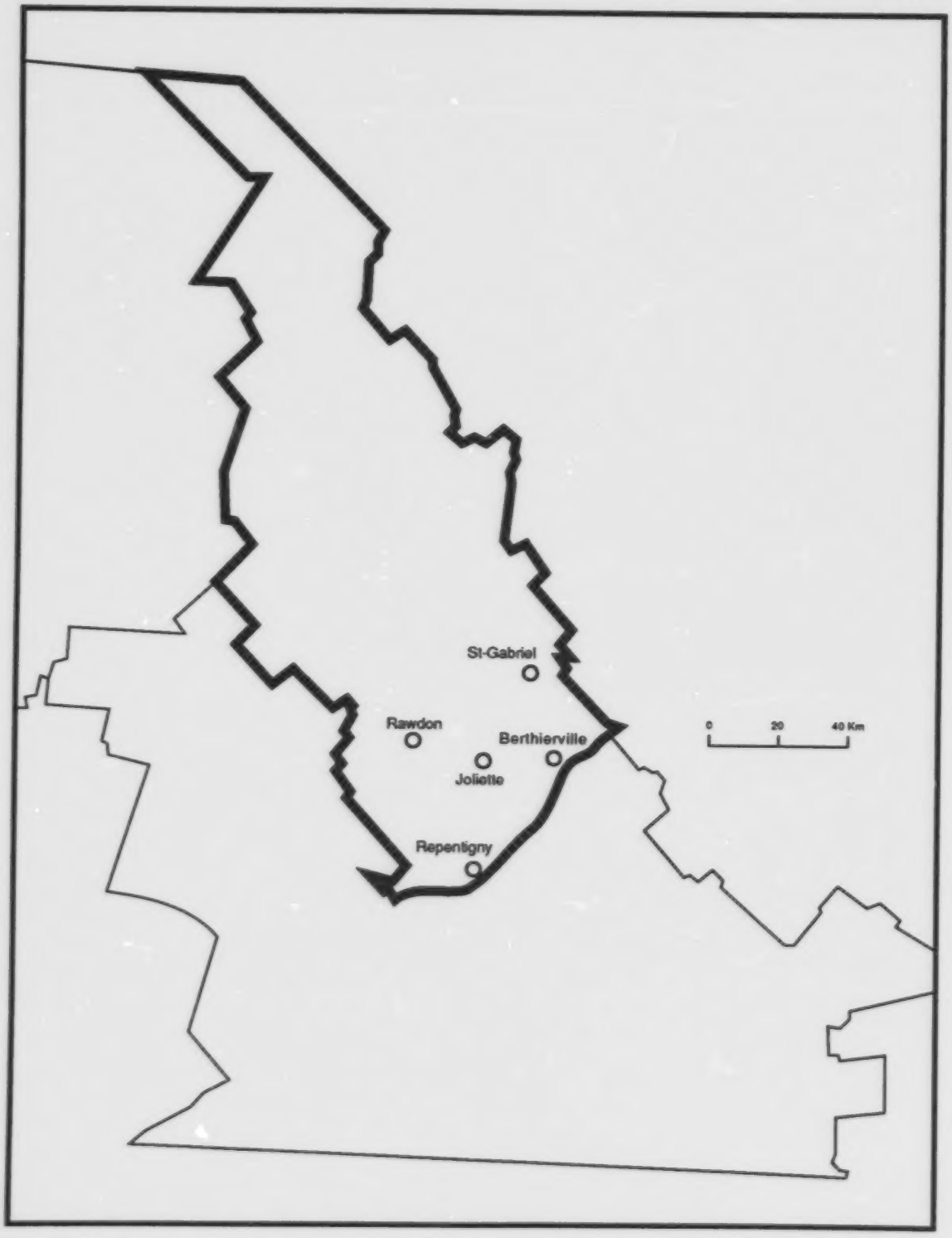
Investissements

Les immobilisations en 1988 se rapportent surtout à des projets manufacturiers. La compagnie Lanofor a complété récemment la construction d'une usine de panneaux gaufrés à Saint-Michel-des-Saints (60 millions $). La compagnie de papiers Scott construit actuellement une usine à Crabtree, près de Joliette, au coût de 40 millions de dollars. Deux projets retiennent l'attention dans la région de Berthierville: plastiques Matraplast investit 6 millions de dollars, tandis que Uniboard Canada a annoncé la construction d'une usine de transformation de papier en revêtements décoratifs au coût de 80 millions de dollars. Dans ce dernier cas, l'investissement impliquerait la création de 143 emplois.

Marché du travail

Le nombre de personnes occupées a augmenté fortement dans la région administrative de Lanaudière en 1988 (4,2%), comparativement au Québec dans son ensemble (2,8%). Conséquemment, le taux de chômage de la région est passé de 9,1% en 1987 à 8,4% en 1988 (vs 9,4% au Québec).

06D - Lanaudière



QUÉBEC

La grande région de Québec comptait presque un million de personnes en 1986 (943 400), 14,4% de la population provinciale. Presque deux-tiers (63%) de sa population vit dans la zone métropolitaine centrée sur Québec, la capitale provinciale (603 300 habitants). Les autres principales agglomérations sont Thetford Mines (31 900 habitants), St-Georges (21 000 habitants) et Montmagny (12 000 habitants).

La population du Québec Métropolitain a crû de 3,3% entre 1981 et 1986 tandis que celle du reste de la région diminuait de 0,8%, pour un taux de croissance globale de 1,8% (vs 1,6% au Québec). La hausse démographique du Québec Métropolitain a été presque deux fois moindre qu'entre 1976 et 1981 dû en partie à la décélération de la croissance du secteur gouvernemental et activités connexes. Thetford Mines a perdu 6,5% de sa population entre 1981-1986 suite aux nombreuses mises à pied dans le secteur de l'amiante. Chef-lieu de la Beauce, St-Georges a connu une hausse de près de 9% grâce à l'essor industriel de cette sous-région.

Zone métropolitaine de Québec

La zone métropolitaine de Québec a une économie largement dominée par les activités tertiaires (85% des emplois). L'administration publique est le principal élément de sa base économique avec 43 000 emplois (16% du total), dont plus de 30 000 dans l'administration provinciale et environ 11 000 dans l'administration fédérale (incluant les forces armées basées à Valcartier). C'est un important centre de formation postsecondaire abritant cinq Cegeps et l'Université Laval. Cette dernière institution (32 000 étudiants - 3 900 employés) y est le plus gros employeur après les gouvernements provincial et fédéral. C'est aussi un foyer médical important disposant de 25 hôpitaux dont les six principaux emploient chacun plus de 1 000 personnes. Un emploi sur cinq est dans l'enseignement (21 500) ou les services médicaux et sociaux (31 900). Ainsi, les gouvernements et services paragouvernementaux totalisent plus du tiers (36%) des emplois de l'agglomération.

Carrefour commercial de sa grande région, le Québec Métropolitain a un secteur commercial très développé avec, entre autres, plusieurs centres commerciaux à caractère régional. On y retrouve également un bon nombre de grossistes et centres de distribution des-

servant l'est du Québec. Au total, le commerce procure 47 000 emplois, soit 18% de l'emploi métropolitain.

L'agglomération de Québec joue aussi un rôle de centre financier grâce à la présence des sièges sociaux du Mouvement Desjardins (plus de 2 500 emplois à Lévis) et d'une quinzaine de compagnies d'assurances (3 500 emplois). Le secteur des finances, assurances et affaires immobilières totalise 16 000 emplois (6% du total). Le tourisme est une composante majeure de l'économie régionale. Québec et ses environs offre des attraits de grande valeur dont le Vieux-Québec, reconnu par l'UNESCO comme élément du patrimoine mondial, et quatre centres de ski dont le célèbre Mont Ste-Anne. Plus de 3,7 millions de touristes ont séjourné dans la capitale en 1986, y injectant 559 millions de dollars. Plus de 40% des visiteurs provenaient de l'étranger, des États-Unis surtout (29%). La restauration et l'hébergement procurent de l'emploi à 17 800 personnes (7% de l'emploi total). Le Québec Métropolitain constitue une plaque tournante pour le transport aérien, maritime, routier et ferroviaire dans l'est du Québec. Le port, ouvert à l'année, est spécialisé dans le transbordement des marchandises en vrac, dont les produits pétroliers (44% du tonnage manutentionné en 1987), les céréales (36%) et le minerai de fer (19%). L'aéroport constitue, pour les localités du Québec plus à l'est, un relais majeur avec Montréal, le reste du pays et l'Europe. L'ensemble du secteur des transports et communications procure 17 000 emplois (6% du total).

Le secteur manufacturier compte environ 10% des emplois de l'agglomération. Le tiers des établissements et des emplois manufacturiers sont dans les aliments, l'imprimerie et l'édition, et les pâtes et papiers. Douze grandes entreprises concentrent plus du quart des emplois du secteur: Papeterie Daïshowa (anciennement Reed - 1 560 employés en 1987), MIL-Davie (construction navale - 1 050), Journal le Soleil (715), Rothmans, Benson & Hedges (620), Cie Price (papiers spéciaux - 450), IVI Inc. (munitions - 400), Créations Daisyfresh (vêtements de base - 400), Lambert Somec (ferblanterie, tuyauterie - 350), Bastien (chaussures - 305), Générale Électrique (compteurs d'électricité, instruments de contrôle et de mesure - 305), Journal de Québec (250) et Ultramar (270).

On y retrouve également une trentaine d'entreprises de haute technologie, dont Bomem (spectromètres, spectrophotomètres - 150 employés en 1987), Lab-Volt (blocs

d'alimentation électrique, matériel didactique et de laboratoires - 95), Gentec (systèmes de contrôle, simulateurs, lasers, électro-optique - 90), Técrad (appareils de contrôle de qualité - 90), Télésystèmes National (amplificateurs, systèmes d'intercommunications - 75), D.A.P. Électronique (avertisseurs de marche arrière pour camions, micro-ordinateurs portatifs, etc. - 70), Consulab (détecteurs électroniques, matériel didactique, panneaux et systèmes de contrôle, etc. - 35), et Becterm (circuits imprimés, micro-ordinateurs - 35).

L'agglomération abrite aussi une vingtaine de centres de recherche dans les secteurs de pointe dont le Centre de recherches pour la défense à Valcartier, le Laboratoire de recherches en optique et laser, le Centre de recherche en nutrition et le Centre québécois de valorisation de la biomasse qui ont développé une expertise reconnue mondialement dans les domaines de l'optique et le laser, les biotechnologies alimentaires et la valorisation de la biomasse forestière et aquatique.

La région mise sur le renforcement et la diversification de l'économie, notamment via le développement du secteur de la haute technologie. Des éléments majeurs sont déjà à l'oeuvre pour faire de la zone un centre d'attraction dans ce domaine. Le Groupe d'action pour l'avancement technologique et industriel de la région de Québec (GATIQ) vise à maximiser les retombées industrielles de la recherche en favorisant les transferts de technologies vers les entreprises locales. Le Parc Technologique de Ste-Foy et l'Institut national d'optique, ouverts officiellement en 1988, vont également favoriser le développement et l'implantation d'entreprises de haute technologie.

Côté immobilisations, l'année 1988 a été marquée par l'annonce de l'implantation de l'usine de verre plat Glaverbec du groupe Glaverbel-Multiver-Cover, un projet de 140 millions de dollars qui va créer 300 emplois lorsque complété en 1990. Ultramar a annoncé un investissement de 85 millions de dollars pour la modernisation et l'agrandissement de sa raffinerie, première phase d'un investissement total pouvant atteindre 200 millions de dollars. La papeterie Daïshowa poursuit la construction d'une usine de pâte thermomécanique, un projet de 156 millions de dollars qui devrait être terminé à la fin 1989. Le chantier maritime MIL Davie a été l'objet de travaux de modernisation de 20 millions de dollars en 1988 en vue de la construction du super traversier Gulfspan, en cours (contrat de 130 millions $), et la modernisation des

destroyers Algonquin et Iroquois (100 millions $). Ces commandes devraient permettre le maintien de 1 800 à 2 000 emplois au moins jusqu'en 1990. Côté touristique, le site de la chute Montmorency sera mis en valeur par le groupe Pomerleau-Domtex qui a entrepris en 1988 la construction d'un complexe récréo-touristique (hôtel, logements, parc floral) dans l'ancienne usine de Dominion Textile (coût 40 millions $; échéance 1991). Un développement touristique de 70 millions de dollars a également été amorcé au Mont Ste-Anne par le groupe P. Martin - Macyro - J. Thériault; le "Village Ste-Anne" va comprendre des résidences, un hôtel et un centre sportif. Un hôtel Sheraton va aussi être construit près du Mont au coût de 20 millions de dollars.

Thetford Mines

Longtemps "la capitale mondiale de l'amiante", la zone de Thetford Mines a été durement éprouvée par le perte de plus de 3 000 emplois miniers depuis 1980. L'emploi dans les secteurs primaire et manufacturier est maintenant partagé surtout entre l'agriculture (27%), les mines d'amiante (20%) et le vêtement (17%). Le groupe meubles-bois y contribue un autre 9%. L'agriculture est dominée par la production laitière suivie de l'élevage de bovins de boucherie et de porcs et l'acériculture (exploitation des érables à sucre). LAB Chrysotile, qui regroupe les trois producteurs d'amiante restants, emploie quelque 1 100 travailleurs. Plus du tiers (36%) de l'emploi manufacturier est dans le vêtement (1 000 emplois). Viennent ensuite le bois (10%), les meubles (9%), les aliments (8%) et les produits en plastique (7%). Les plus gros fabricants sont Industries Keystone (jeans - 270 employés), Meubles Shermag (190) et Métallurgie Frontenac (110). Le secteur tertiaire génère 60% de l'emploi total, reflétant le rôle de ville de services de Thetford Mines où l'on trouve des bureaux de l'administration fédérale et provinciale, un hôpital (950 employés) et un Cegep (230). D'autres employeurs tertiaires importants sont Aligro (distribution d'aliments - 190 employés) et Hydro-Québec (170).

LAB Chrysotile a connu des problèmes en 1988 avec la fermeture temporaire d'une mine et un conflit de travail en paralysant une autre. Le raffermissement du marché de l'amiante a amené la réouverture de la mine Bell et devrait stabiliser les effectifs. Le secteur manufacturier a amorcé une nette reprise ces dernières années après un déclin marqué entre 1981 et 1984. L'implantation en 1989 d'une usine de tuiles

d'agglomérê de marbre, granite et silice (Granirex) va crêer 80 emplois.

St-Georges

Reconnue comme le royaume de la PME, la zone centrée sur St-Georges a une économie basée principalement sur l'activité manufacturière qui procure près de 40% de l'emploi total (vs 20% au Québec). Cette forte présence de l'industrie manufacturière est due surtout au dynamisme et au sens de l'entrepreneurship des gens d'affaires beaucerons. Près du tiers des 7 600 emplois manufacturiers sont dans le textile-vêtement; les principales entreprises sont spécialisées dans le jeans, telles Vêtements Sports R.G.R. (260 employés à St-Georges et 200 autres à St-Prosper) et Confection de Beauce (245 employés à St-Côme), puis dans la confection de blouses et chemises dont Chemise Perfection (330 employés à Courcelles et 70 à St-Gédéon) et Chemise Lapointe (240 à St-Georges). Le Groupe Canam Manac y exploite trois usines: Manac (semi-remorques, conteneurs - 450 employés) et Comact (équipement forestier et de scieries - 100 employés) à St-Georges, puis Aciers Canam à St-Gédéon (charpentes et poutrelles en métal - 580 employés). Canam Manac a aussi des intérêts dans Procycle, le plus gros fabricant canadien de bicyclettes (430 employés à St-Georges). Ces quatre usines sont responsables d'environ 20% de l'emploi manufacturier. Plus du tiers des établissements manufacturiers se spécialisent dans les produits du bois (bois de sciage et de construction, bois ouvré et meubles). Ce groupe emploi le quart des travailleurs manufacturiers et se caractérise par la petite taille des usines (seulement 8 des 76 établissements comptent plus de 50 employés). L'agriculture tient encore une place importante dans l'économie locale, occupant environ 10% de la main-d'oeuvre; elle est dominée par la production laitière suivie de l'élevage de porcs et l'aviculture.

Plusieurs projets d'investissements dans le secteur manufacturier sont actuellement en voie de réalisation dont l'implantation d'une usine de fabrication de cabines à peinture à St-Georges (1,3 millions $ - 15 emplois) et l'agrandissement de Confection de Beauce à St-Côme (1,2 millions $ - 20 emplois). Le Groupe Pomerleau construit un centre des congrès à St-Georges (6 millions $; échéance: mars 1989).

Montmagny

La zone centrée sur Montmagny a une base économique partagée entre l'industrie forestière et l'agriculture qui dominent la partie rurale du territoire (45% et 20% de l'emploi dans les secteurs primaire et manufacturier) et les autres industries manufacturières concentrées à Montmagny même (35%). Les principales entreprises dans le domaine forestier sont La Coopérative de gestion forestière des Appalaches à Ste-Apolline (150 emplois) et la scierie de Daaquam (310). En tout, une cinquantaine d'entreprises liées à la transformation du bois génèrent près de 1 300 emplois, la moitié des emplois manufacturiers locaux. La ville de Montmagny compte une quarantaine d'entreprises manufacturières, dont Inglis (appareils ménagers - 445 employés), Consoltex (tissus synthétiques - 170), Montel (ameublement et rayonnage en métal - 135), Industries Roy (meuble commercial en métal - 115) et Textiles Dionne (fils de rayonne et synthétique - 90). Montmagny a aussi une vocation de pôle régional; il y a un hôpital (450 emplois) et quelques bureaux des administrations provinciale et fédérale. Le tourisme s'articule notamment sur les rives du fleuve et l'archipel de Montmagny abritant une multitude d'oiseaux migrateurs, tels les oies sauvages dont la chasse est permise en automne. Le développement de Grosse-Ile en parc historique national va constituer un élément moteur pour le développement touristique local.

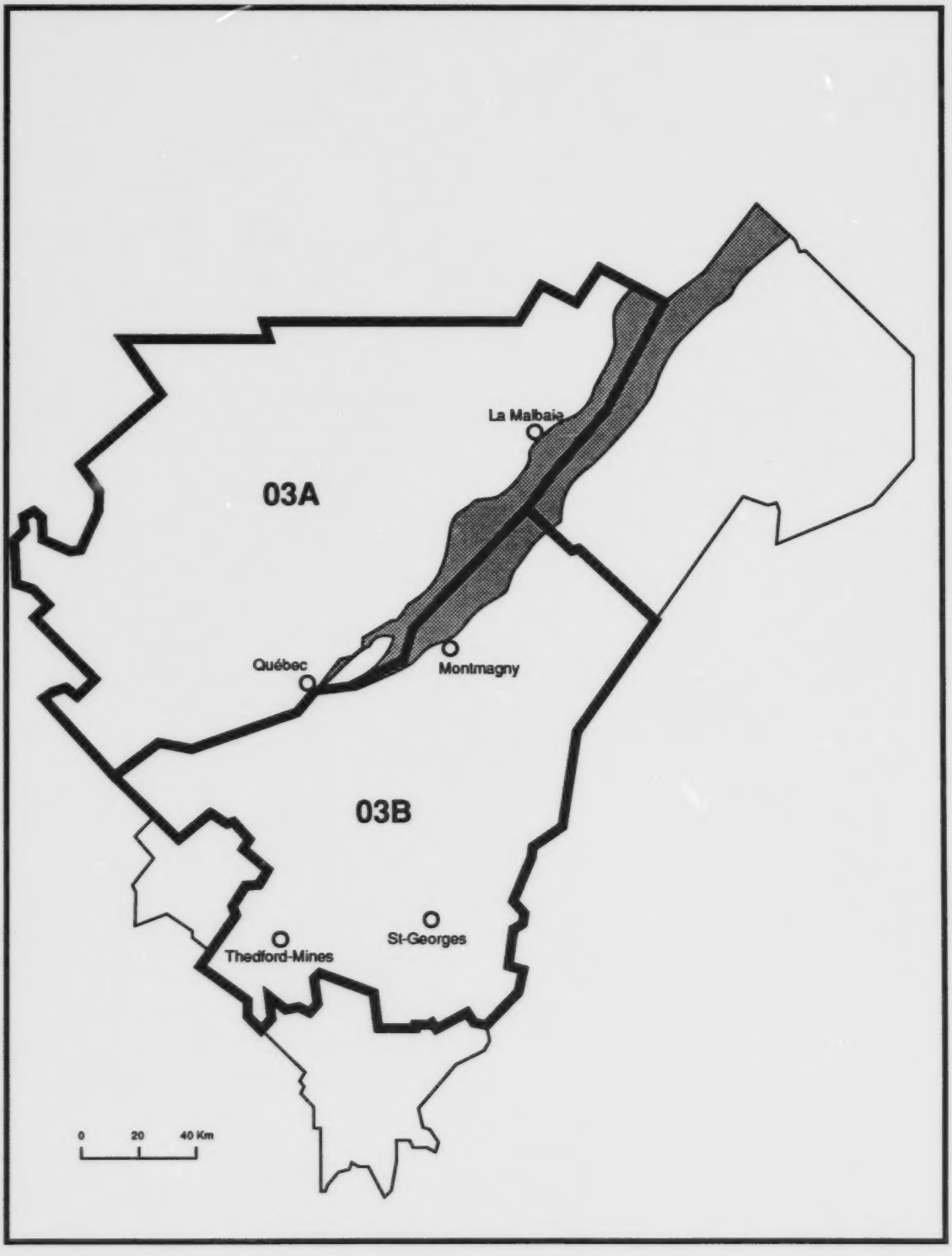
Revenus

Le revenu disponible per capita pour la grande région de Québec correspond à 97% du niveau québécois. On observe toutefois des écarts considérables entre les principales agglomérations du territoire. Le Québec Métropolitain, où plus du tiers de l'emploi est dans les services gouvernementaux et paragouvernementaux, bénéficie d'un niveau de revenu de 8% supérieur à la moyenne provinciale, tandis que celui de Thetford Mines et Montmagny y est inférieur de 5% et St-Georges, de 20%.

Marché du travail

La région de Québec a connu une bonne performance au niveau du marché du travail en 1988. Le nombre de personnes occupées a crû de 3,6%, soit deux fois plus rapidement qu'en 1987 (1,8%). Le taux de chômage est passé de 8,5% à 8%, le deuxième meilleur au Québec après l'Outaouais (7,9%).

03A - Québec / 03B - Chaudière-Appalaches



MAURICIE - BOIS-FRANCS

Au coeur du Québec, cette région y est la quatrième en importance avec 452 700 habitants (6,9% de la population provinciale). Près de 30% de la population de la Mauricie-Bois-Francs vit dans la zone métropolitaine de Trois-Rivières (128 800 h.). Un autre 35% demeure dans les agglomérations de Shawinigan - Grand-Mère (62 000), Drummondville (56 300) et Victoriaville (38 000). Sa croissance démographique a ralenti ces dernières années, passant de 4,3% entre 1976-1981 à 1,1% entre 1981-1986, comparativement à des taux provinciaux de 3,3% et 1,6%. Le Trois-Rivières Métropolitain a toutefois connu une hausse démographique supérieure à celle de la province entre 1981-1986 (2,8%), tout comme les agglomérations de Drummondville (2,9%) et Victoriaville (4,3%). Shawinigan - Grand-Mère, touchée par des fermetures d'usines en début de décennie, a subi une baisse de 2,2%.

Trois-Rivières Métropolitain

Le Trois-Rivières Métropolitain, qui couvre une dizaine de municipalités incluant Bécancour sur la rive sud du St-Laurent, a une économie basée sur le secteur manufacturier et sur sa fonction de centre régional de services. Chef-lieu de la Mauricie et d'une partie des Bois-Francs, l'agglomération possède un secteur tertiaire développé (70% des emplois). L'enseignement, incluant deux Cegeps et l'Université du Québec, et les services de santé, dont quatre hôpitaux, se partagent près du quart de l'emploi métropolitain. Plusieurs ministères provinciaux et fédéraux y ont leur siège régional employant plus de 1 700 personnes. L'agglomération est dotée d'un aéroport et deux ports ouverts à l'année; le port de Trois-Rivières se spécialise surtout dans le transbordement de grains et de papier tandis que celui de Bécancour sert principalement à la réception de matières premières destinées aux entreprises de son parc industriel. L'ensemble des activités de transport et d'entreposage de l'agglomération occupent quelque 1 600 personnes.

Le secteur manufacturier (près du quart des emplois) se distingue par la présence de grandes entreprises et d'industries lourdes. La moitié de l'emploi du secteur est concentrée dans huit établissements de plus de 200 employés: les papeteries CIP, Kruger et Consolidated-Bathurst, avec 1 340, 1 300 et 990 employés respectivement, sont responsables à elles seules de plus du quart des emplois manufacturiers; viennent ensuite Reynolds (produits d'aluminium - 865 emplo-

yés), Aluminerie Bécancour (800), Sous-vêtements Union (410), SKW (ferro-alliages de silicium - 250) et C-I-L (soude caustique et chlore hydrogène - 220). Dans l'ensemble, la principale industrie manufacturière est le papier (29% des emplois) suivie du textile-vêtement (16%), les métaux primaires (16%) et les aliments et boissons (9%).

La région a profité de la réalisation de projets d'envergure dans le parc industriel et portuaire de Bécancour ces dernières années tels l'Aluminerie Bécancour et Norsk Hydro. Ce parc, construit et administré par la province, a été conçu pour l'industrie lourde et se classe au septième rang en Amérique du Nord en termes de superficie. L'Aluminerie Bécancour, qui y a investi 1,2 milliard de dollars depuis 1983, s'apprête à investir un autre 550 millions de dollars pour augmenter de 50% sa capacité de production à 360 000 tonnes par année. La construction d'une troisième série de cuves va débuter à la mi-1989 et se terminera au début 1991. Cette expansion va créer 200 emplois additionnels dans l'aluminerie et faire de celle-ci la deuxième plus grosse au monde, la première se trouvant en URSS. L'usine de magnésium de Norsk Hydro va être mise en service en juin 1989, un investissement de 500M $ qui va créer 350 emplois. Du côté de Trois-Rivières, le principal projet est l'ajout d'une machine à papier à la Kruger. Débuté en 1988, cette expansion va coûter 422 millions de dollars et créer 45 emplois additionnels lorsque complétée en 1990. Cette papeterie va alors devenir la plus importante au pays avec une production annuelle de près d'un million de tonnes.

Shawinigan - Grand-Mère

L'économie de l'agglomération de Shawinigan - Grand-Mère repose principalement sur le secteur manufacturier (6 000 emplois). Le Centre fiscal de Revenu Canada (1 600 emplois) est un autre élément important de la base économique. Six grandes entreprises concentrent deux-tiers de l'emploi manufacturier: Société d'Électrolyse et de Chimie Alcan (lingots de filage, alun, pâte carbone - 615 employés), Bateaux Doral (bateaux de plaisance - 450), Moïse Cadorette (bateaux de plaisance - 350), Satexil (tissus et filés - 310), BF Goodrich (PVC, résines, composés - 245) et surtout la Consolidated-Bathurst (deux usines de pâte, papier journal et carton - 2 045). Un autre 7% de l'emploi manufacturier se retrouve chez Norton (carbone de silicium - 165), Fil et Câble Alcan (125) et Panneaux Malette Waferboard (panneaux gaufrés - 100). Globale-

ment, les principales industries sont les pâtes et papier (36% de l'emploi manufacturier), les métaux primaires (12%), le matériel de transport (essentiellement l'industrie nautique concentrée à Grand-Mère - 10%), le textile-vêtement (8%) et les produits chimiques (6%). Côté touristique, l'agglomération bénéficie de la proximité du Parc national de la Mauricie qui génère des retombées pour les commerces et services locaux en plus de 165 emplois pour son administration.

Shawinigan/Grand-Mère a été durement touchée par plusieurs fermetures d'usines depuis 1982, dont Du Pont, Textiles Corvelle, Carbure Shawinigan, CIL, Wabasso et Chaussures Hanna; ces entreprises totalisaient plus de 1 500 emplois en 1979. La fermeture de Shawbec l'été dernier (100 emplois) a porté un autre dur coup à l'économie locale. Plusieurs des grandes entreprises restantes ont investi récemment dans la modernisation de leurs équipements, d'autres sont en voie de le faire. Consolidated Bathurst va investir 280 millions de dollars en 1989-90 dans une nouvelle machine à papier à son usine centenaire de Grand-Mère. Alcan a investi 15 millions de dollars en 1988 dans de nouvelles installations servant au traitement des eaux usées. BF Goodrich a entrepris des travaux de modernisation de 22 millions de dollars répartis sur trois ans. Les Teinturiers Perfecta a implanté une usine ultra-moderne de teinture et finition de tissus dans l'incubateur industriel régional de Grand-Mère, un projet de 6 millions de dollars créant 70 emplois. Ces modernisations de grandes entreprises conjuguées à l'implantation d'un nombre de nouvelles PME ces dernières années vont contribuer à consolider et diversifier la base industrielle locale.

Le profil économique de la rive sud de la région (Bois-Francs) diffère sensiblement de celui de la rive nord (Mauricie). La Mauricie se caractérise par la présence de grandes entreprises oeuvrant notamment dans les secteurs du papier et de métaux primaires, alors que les Bois-Francs concentrent un nombre important de PME dans des secteurs traditionnels comme le vêtement, les textiles, le meuble et les aliments et boissons. Aussi, l'agriculture occupe une place plus importante dans la structure économique des Bois-Francs (9% de l'emploi total contre 4% en Mauricie).

Victoriaville - Plessisville

Au coeur des Bois-Francs, la zone centrée sur Victoriaville et Plessisville, incluant Princeville et War-

wick, a une économie basée principalement sur l'agro-alimentaire, le groupe meubles-produits en bois ouvré et le vêtement, qui procurent respectivement 30%, 20% et 19% de l'emploi dans les secteurs primaire et manufacturier. L'agro-alimentaire est axée sur l'industrie laitière, suivie de l'élevage et la transformation du poulet, du porc et du boeuf; les produits de l'érable tiennent aussi une place de choix dans cette zone surnommée "Capitale mondiale de l'Érable". Les principales usines de transformation alimentaire sont Croustilles Yum-Yum à Warwick (300 employés), l'abattoir de la Coopérative Fédérée du Québec (240) et Aliments Prince (bacon - 160) à Princeville, puis Lactantia à Victoriaville (produits laitiers et margarine - 130).

Victoriaville et les environs sont principalement reconnues pour ses fabricants de meubles et ses compétences dans le bois ouvré. Une soixantaine d'usines de meubles emploient plus de 1 000 personnes, en majorité chez Meubles Daveluyville (250 employés) et Meubles Princeville (145) spécialisés en mobiliers de chambre et de salle à dîner, puis chez Vic Mobilier de Magasin (110). Une autre soixantaine d'entreprises produisent des articles en bois ouvré (1 200 emplois), notamment des cercueils, des portes et des moulures; les principales sont Roland Boulanger & Cie, le plus gros fabricant canadien de portes et moulures (155 employés) et Béco (portes et fenêtres - 110) à Warwick, puis Cercueils Victoriaville (130) et Cercueils Atlas (100) à Victoriaville. L'École du Meuble du Cegep de Victoriaville et le Centre de Recherche Industrielle du Meuble et du Bois-Ouvré (CRIMBO) constituent des supports importants pour ces industries.

L'industrie du vêtement emploie plus de 2 100 personnes réparties dans quelque 70 établissements dont une douzaine seulement comptent plus de 50 employés. La plupart des entreprises effectuent essentiellement de la confection à contrat pour des fabricants montréalais. Les plus gros employeurs sont Vêtements Victoriaville (vestons et manteaux - 165 employés) et Confection Plus (vestes, jeans - 150) à Victoriaville, Vêtements Avanti (chandails et sous-vêtements - 145) et Tricot Somerset (bas et collants - 120) à Plessisville, puis Tricot Domino à Daveluyville (vêtements haut de gamme pour enfants - 100).

Le vêtement, le groupe meubles-bois et les aliments et boissons se partagent près des deux-tiers de l'emploi manufacturier local. Le reste de l'emploi manufacturier se retrouve en majorité dans les produits métal-

liques et machinerie (11%), puis le papier et l'imprimerie (11%), avec pour principales entreprises Cascades à Kingsey-Falls (produits en carton et en papier - 430 employés), Forano à Plessisville (machinerie lourde - 250), Aciers VicWest à Victoriaville (revêtements en métal - 170) et Industries Ling à Warwick (boîtes pliantes en carton - 190). Princeville s'est développé une spécialisation en construction nautique avec des fabricants d'embarcations en fibre de verre ou en aluminium comme le Groupe Espadon Peterborough (160 employés), Princefib (135) et Produits Nautiques Altra (125).

Située à mi-chemin entre Montréal et Québec, Victoriaville joue un rôle de centre de distribution, abritant l'important grossiste en quincaillerie Sodisco (275 employés) de même que des centres de distribution de Culinar, de Provigo et de la Fédération des Producteurs d'Oeufs du Québec totalisant 230 emplois.

Côté investissements, plusieurs projets sont en cours dans le secteur manufacturier. Cascades modernise ses installations de Kingsey-Falls au coût de 30M$; 40 nouveaux emplois sont prévus. Industries Ling a entrepris un projet d'expansion de 8,7 millions de dollars qui lui permettra de tripler sa production et de créer 41 emplois d'ici 1991. Sodisco a investi 5 millions de dollars pour augmenter de moitié sa capacité d'entreposage. Forano a entrepris un projet de 4,5 millions de dollars pour moderniser ses installations et introduire la conception et la fabrication assistées par ordinateur. Meubles Daveluyville a entrepris un programme d'expansion de 2,2 millions de dollars servant à agrandir l'usine et les entrepôts, ajouter deux séchoirs à bois et informatiser l'équipement de production, ce qui créera 75 nouveaux emplois sur trois ans. Vic Mobilier de Magasin a également amorcé un projet d'agrandissement/ modernisation au coût de 1,8 millions de dollars qui créera 60 emplois d'ici 1990. Plastique DCN (65 employés à Warwick) a investi 1,2 million de dollars pour son agrandissement/modernisation. Aliments Prince a complété un projet de 1,5 millions de dollars doublant sa capacité de production de bacon. Croustilles Yum-Yum poursuit des travaux de 6,3 millions de dollars lui permettant de doubler sa production et de créer 40 nouveaux emplois. Princefib poursuit un investissement de 1 million de dollars pour agrandir ses locaux et introduire une nouvelle ligne de bateaux de pêche. L'année 1988 a aussi été marquée par l'annonce de la construction en 1989-90 d'un centre commercial régional à Victoriaville, Le Faubourg St-Louis (40 millions de $ - 400 emplois).

Drummondville

La zone de Drummondville est avant tout manufacturière: le tiers des emplois sont dans le secteur de la fabrication (vs 20% au Québec). Autrefois associée au textile (50% des emplois manufacturiers en 1972), cette zone possède maintenant une base industrielle diversifiée grâce surtout à l'essor des PME qui représentent 98% des établissements et deux-tiers des emplois du secteur manufacturier. Le textile demeure la principale industrie avec près de 2 800 emplois (27% du total manufacturier); deux-tiers de ces emplois sont dans les usines de Dominion Textile (la seule au Canada à fabriquer du denim pour jeans - 920 employés), Textiles Monterey (tissu de doublure, tissu industriel et de confection - 530) et Celanese (fils texturés - 490), les trois plus gros employeurs industriels de la région. Viennent ensuite les industries des produits électriques et l'imprimerie (avec chacune 9% de l'emploi manufacturier), la machinerie, les produits métalliques et les aliments et boissons (8% chacune), le vêtement (7%) et le bois (6%). Les grandes entreprises dans ces secteurs sont GTE Sylvania (lampes - 470 employés), Siemens (panneaux et interrupteurs électriques, etc. - 250), Litho-Prestige (magazines, livres de poche, catalogues - 370) et Drummond Formules d'Affaires (270). Drummondville a attiré ces dernières années des entreprises de haute technologie comme Disque Américic (disques compacts - 120 employés) et Technologie Rasakti (outillage de précision destinée aux industries aérospatiale, aéronautique et automobile - 20).

Drummondville est aussi un centre commercial et dessert sa région en services d'enseignement et de santé; on y retrouve notamment deux hôpitaux (1 700 employés) et un Cegep (300). Sa localisation centrale, à la croisée des grands axes routiers et à faible distance de Montréal, Québec, Trois-Rivières et Sherbrooke, lui confère une vocation comme centre de distribution; on dénombre plus de 220 commerces de gros dans la zone employant 1 300 personnes, en majorité chez des grossistes en machinerie, en quincaillerie et en produits d'automobiles.

Le tourisme a connu une forte expansion ces dernières années; des évènements et attraits comme le Festival mondial du Folklore, le Parc des Voltigeurs, le Village québécois d'Antan et le Tournoi international midget de hockey attirent annuellement plus d'un million de visiteurs.

Un nouveau centre commercial régional est en voie de construction au coût de 50 millions de dollars: les Promenades Drummondville abritera plus de 100 magasins dont Sears, Zellers et Steinberg et créera 800 emplois à son ouverture vers la mi-1989. Dans le secteur industriel, Dominion Textile a annoncé un projet de 30 millions de dollars comprenant la mise en place d'une nouvelle technologie reliée au procédé de filage, des améliorations à l'équipement existant, des nouveaux bâtiments et l'installation d'un système de filtration et de ventilation ultra-moderne. Ces transformations, qui s'échelonneront entre 1989 et 1991, vont faire de cette usine une des plus modernes au monde. L'usine de Siemens a obtenu un mandat mondial pour la fabrication de nouvelles composantes électriques pour locomotives, celles de General Motors en particulier; ses nouvelles activités vont nécessiter un agrandissement de 8 millions de dollars et créer 40 emplois. GTE Sylvania a entrepris une série de projets de modernisation coûtant 4 millions de dollars. Le fabricant d'équipement de ferme J. Houle & Fils (105 employés) a amorcé un programme de modernisation/agrandissement de 2 millions de dollars qui va créer 32 emplois d'ici 1991. Tapis Venture (175 employés) a investi 1,3 million de dollars en 1988 pour la modernisation de son usine. Le Complexe Sericole Drummond, qui emploie 75 personnes à la culture de roses en serre, a procédé à un agrandissement de ses installations au coût de 2,5 millions de dollars, ce qui lui permettra d'augmenter sa production à 1 250 000 roses par année et créer 14 emplois. Un projet de 4 millions de dollars en recherche et en culture expérimentale d'autres espèces de fleurs est également en voie de réalisation avec la collaboration de l'Université Laval et le gouvernement canadien. Un point sombre toutefois, Drummondville devra se remettre de la fermeture du fabricant de bicyclettes bas de gamme Bicyclettes Universelles (315 emplois), touché par les goûts changeants des consommateurs et la montée des importations des pays asiatiques.

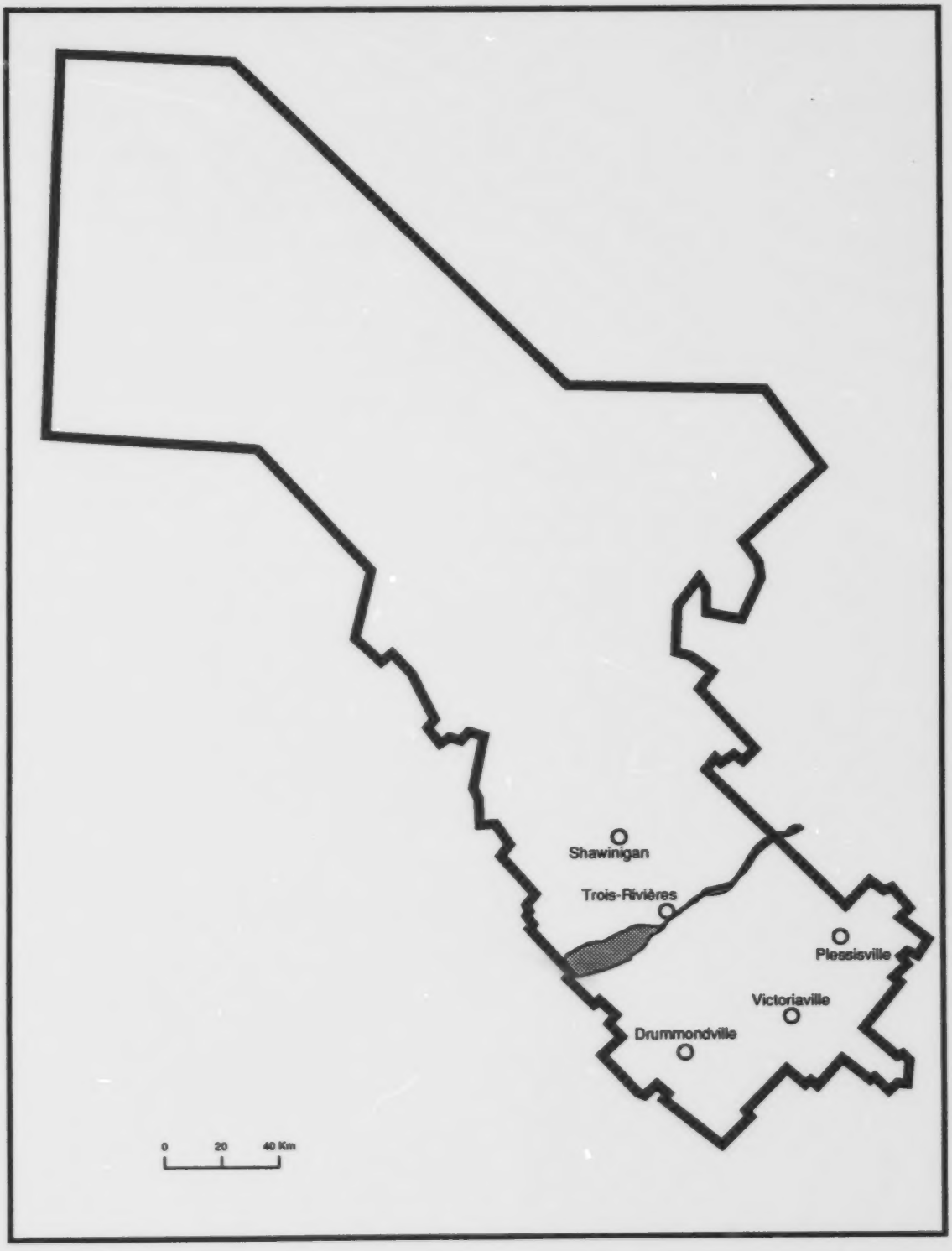
Revenus

Le revenu personnel disponible per capita dans la région Mauricie - Bois-Francs correspond à 87% du niveau québécois. Ce rapport est plus élevé dans les principales agglomérations; il est de 93% à Trois-Rivières, 90% à Victoriaville, 89% à Drummondville et 88% à Shawinigan.

Marché du travail

La croissance de l'emploi s'est poursuivie en Mauricie-Bois-Francs en 1988 mais à un rythme légèrement moindre qu'en 1987, soit 2,8% vs 3,1%. Les hausses des deux dernières années sont comparables aux moyennes provinciales mais sont néanmoins remarquables puisqu'elles font suite à deux années de sommets historiques de création d'emplois en 1985 (7,1%) et en 1986 (6,7%). Quant au taux de chômage, il est passé de 11,4% en 1987 à 9,5% en 1988, rejoignant la moyenne provinciale de 9,4%.

04 - Mauricie-Bois-Francs



ESTRIE

Nichée dans le cadran sud-est du Québec, l'Estrie est sa plus petite région administrative avec une superficie de 8 560 km^2. Elle comptait 257 700 personnes en 1986 (3,9% de la population provinciale). La majorité de sa population (54%) vit dans la zone métropolitaine centrée sur Sherbrooke, la capitale régionale (130 000 h.). Ses autres principaux centres sont les agglomérations de Magog (18 700 h.) et d'Asbestos (12 400) puis les villes de Coaticook (6 400) et Lac Mégantic (5 700).

La population des agglomérations de Sherbrooke et de Magog a crû de 3,8% et 3,2% respectivement entre 1981-1986 (vs 1,5% au Québec), tandis que celle du reste de la région diminuait de 4%, pour un taux de croissance globale de 0,7% (vs 4% entre 1976-1981). L'agglomération d'Asbestos a perdu 17% de sa population suite aux nombreuses mises à pied dans le secteur de l'amiante.

L'Estrie a une base économique passablement diversifiée. Le textile-vêtement-cuir et l'agro-alimentaire (dominée par l'industrie laitière) y sont des composantes majeures avec 26% et 21% de l'emploi total dans les secteurs primaire et manufacturier. Viennent ensuite les groupes papier-imprimerie (9%), bois-meubles (8%), caoutchouc-plastique, produits métalliques et matériel de transport (7% chacun). Le tourisme constitue aussi un apport économique important dans cette région généreusement garnie de lacs, de montagnes et de forêts. Des institutions à rayonnement extra-régional comme l'Université de Sherbrooke et le Centre Hospitalier Universitaire de Sherbrooke jouent également un rôle moteur non négligeable.

Le textile-vêtement-cuir, qui procure le tiers de l'emploi manufacturier régional, joue un rôle important à Sherbrooke et à Magog (usines de Dominion Textile, etc.) mais aussi dans plusieurs localités intermédiaires dont Richmond (Chaussures H.H. Brown - 410 emplois) et Cookshire (Cookshiretex - tissus de lainage - 110). L'industrie croissante du caoutchouc-plastique (7% de l'emploi manufacturier) est dominée par Waterville T.G. à Waterville et à Coaticook (bandes d'étanchéité en caoutchouc pour voitures - 765 emplois), American Biltrite à Sherbrooke (tuiles de planchers, pièces de chaussures - 360), Genpak à Cookshire (contenants en plastique - 265) et le Groupe Camoplast à Richmond et à Kingsburry (moulage de résine plastique et chenilles de motoneiges - 340). L'industrie du matériel de transport (7% du manufacturier)

est concentrée dans les environs de Valcourt où Bombardier emploie plus de 1 500 personnes à la fabication de motoneiges et autres véhicules récréatifs et industriels. L'industrie du papier (6% du manufacturier) est représentée presque exclusivement par Domtar (papiers fins - 860 emplois), Kruger (papier journal - 600) et Cascades (papier kraft et carton - 500), piliers économiques de Windsor, Bromptonville et East-Angus respectivement. L'industrie régionale du meuble (3% du manufacturier) est particulièrement dynamique avec des entreprises comme Shermag (470 emplois à Sherbrooke, Lennoxville et Scotstown) et Bestar (270 emplois à Lac-Mégantic). Notons, aussi la présence en Estrie d'une trentaine d'entreprises dans le secteur du granite (monuments, construction, tuiles, comptoirs, meubles, etc.). Ce secteur, concentré dans les zones de Lac-Mégantic et de Beebe Plain, a été l'objet d'investissements considérables ces dernières années pour faire face à la demande croissante des différents produits en granite.

Sherbrooke Métropolitain

Pôle commercial et industriel, Sherbrooke est en même temps une ville universitaire et un foyer médical important. Seule ville à offrir une gamme complète de services, Sherbrooke constitue le carrefour névralgique du secteur tertiaire de l'Estrie. Le commerce y est très développé (16% des emplois de la zone métropolitaine), puisque c'est vers Sherbrooke que la grande majorité de la population de l'Estrie converge pour ses achats. Le Carrefour de l'Estrie, le plus gros centre commercial de la région, compte à lui seul plus de 2 300 emplois. Lié aux marchés de l'Est canadien et du Nord-Est américain par un vaste réseau de routes et de voies ferrées, le Sherbrooke Métropolitain est également un centre de distribution, abritant plus de 250 distributeurs et grossistes, de machinerie, d'aliments et de quincaillerie notamment. Le Sherbrooke Métropolitain dispose d'une infrastructure des plus complètes en matière de santé et d'éducation avec cinq hôpitaux, deux Cegeps et deux universités. Le Centre Hospitalier Universitaire de Sherbrooke (CHUS) y est le plus gros employeur avec 2 300 employés. En plus de dispenser des soins, le CHUS abrite un centre de recherche reconnu mondialement dans les domaines du génie génétique, les sciences d'irradiation et la pharmacologie. Les autres principaux hôpitaux sont l'Hôtel-Dieu (1 300 employés) et St-Vincent-de-Paul (1 100).

L'Université de Sherbrooke, qui compte 9 000 étudiants à temps plein, est un autre employeur majeur avec 1 300 emplois. Elle se distingue par son système d'enseignement coopératif (stages en milieu de travail) et se classe parmi les universités canadiennes les plus compétentes en génie électrique. Son rôle moteur est important: sa clientèle provient en majorité de l'extérieur de l'Estrie et elle appuie le développement industriel via des projets conjoints de formation et de recherche-développement. L'Université a d'ailleurs parrainé la mise sur pied en 1982 de la Société de micro-électrique industrielle de Sherbrooke (SMIS) qui met à la disposition de l'industrie locale une compétence de calibre international en microélectronique appliquée. L'université anglophone Bishop's (1 900 étudiants - 360 employés) offre un cours réputé en administration en plus de programmes dans les arts et les sciences.

Le secteur manufacturier, qui compte pour environ 20% de l'emploi métropolitain, se caractérise par la présence de 14 grandes entreprises qui concentrent plus de la moitié (54%) des emplois du secteur: à Sherbrooke même, il y a Dominion Textile (fils divers, tissus de polyester/cotton, tissus grèges pour literie - 1 465 employés), Ingénierie Combustion (génératrices à vapeur industrielles - 640), TIE/Communications (systèmes téléphoniques et circuits électriques - 430), Jack Spratt (pantalons, jeans - 420), Lowney (chocolat et confiserie - 400), American Biltrite (revêtements de sol, pièces de chaussures - 390), Papiers peints Berkley & Quatre Saisons (330), Ingersoll-Rand (équipement pour l'industrie des pâtes et papiers - 275), Santana (chaussures - 275), Le Journal La Tribune (255) et Industries E.T.S.G. (verre scellé et trempé - 200); en périphérie, on retrouve Waterville T.G. à Waterville (bandes d'étanchéité en caoutchouc pour voitures - 625 employés), Kruger à Bromptonville (papier journal - 600) et le Groupe PPD à Ascot et à Waterville (pièces en polyéthylène et en plastique, moulage par injection, machinerie et moules pour l'industrie du plastique - 335). Dans l'ensemble, les principales industries sont le caoutchouc et plastique (14% de l'emploi manufacturier), le textile et la machinerie (12% chacune), les aliments et boissons (9%), le papier (8%) et le vêtement (7%).

Alors qu'en 1981, Sherbrooke ne comptait qu'une centaine d'emplois industriels dans les secteurs de pointe, elle en compte maintenant au-delà de 1 000, chez TIE/Communications et le Groupe PPD surtout ainsi que chez Travenol (fournitures médicales en plastique - 95 employés), C-MAC (circuits hybrides - 45), Microlec

(circuits imprimés, contrôles électroniques - 35), Groupe Visiontronique (logiciels - 25) et Mesotec (outillage de précision pour l'aéronautique, pièces d'avions - 30).

Les principaux projets industriels en cours sont la modernisation/agrandissement de Waterville T.G. (40 millions de dollars; 170 nouveaux emplois) et la modernisation de l'usine et du centre de recherche de S.W. Hooper, un fabricant de machinerie pour l'industrie des pâtes et papiers qui prévoit doubler ses ventes d'ici cinq ans et tripler ses effectifs de 100 à 300. D'autres projet industriels d'importance en cours sont les modernisations/agrandissements chez Industries E.T.S.G. (2,8 millions $; 25 emplois) et Jack Spratt (1 million $). Le Sherbrooke Métropolitain a d'ailleurs bénéficié des retombées de la reconstruction du complexe Domtar à Windsor (900 millions $; échéancier 1985-1990). L'année 1988 a aussi été marquée par le début de construction du Centre des Congrès de Sherbrooke, un projet de 40 millions de dollars incluant un hôtel, des espaces à bureaux et commerciaux et des logements pour retraités. Aussi, l'Institut de cartographie de Sherbrooke a été inaugurée au coût de 12 millions de dollars. Relevant du ministère fédéral de l'Énergie, des Mines et des Ressources, l'Institut de 100 employés sera axé sur la production de cartes spécialisées à partir d'équipements électroniques et de télédétection. La mise en chantier d'un nouveau centre de détention provincial est prévue en 1989 au coût de 10 millions de dollars. La seule ombre au tableau est l'annonce de la fermeture de Lowney en septembre 1989; les activités de l'usine, qui ne fonctionnait qu'à 35% de sa capacité, vont être transférées à une autre usine de Hershey Canada en Ontario.

Magog

Magog et ses environs a une vocation avant tout industrielle et touristique. Côté manufacturier, la zone de Magog se distingue par l'importance du textile-vêtement qui regroupe près de 40% de l'emploi manufacturier. Dominion Textile y est de loin le premier pilier économique, employant 1 400 personnes à ses trois usines de tissage et finition de tissus pour vêtements, ameublements ou à usages industriels. Domtex assure, à elle seule, près du tiers des emplois manufacturiers. L'industrie du vêtement est dominée par Barmish (pantalons pour hommes - 230 employés) et Jomac (gants de travail - 100). Les autres principa-

les industries sont l'imprimerie-édition (15% de l'emploi manufacturier), les aliments-boissons (13%) et les produits métalliques (11%), ayant pour principales entreprises l'Imprimerie Magog-Orford du Groupe Québécor (circulaires et revues - 435 employés), Viandes Olympia (charcuterie, viandes cuites et fumées - 375) et Fonderie Magotteaux (boulettes de chrome et produits en fonte - 170). Les six entreprises nommées ci-haut concentrent près des deux-tiers de l'emploi manufacturier local.

Sise en bordure du Lac Memphrémagog et à l'ombre du mont Orford, la zone Magog-Orford est un des rares sites du Québec où sont réunis les facteurs essentiels au développement d'une station touristique internationale exploitable en toute saison, soit un plan d'eau pour les sports nautiques, des montagnes pour le ski, une zone urbaine pour les activités commerciales et culturelles et une localisation à proximité d'importants marchés comme Montréal et les États-Unis. Plusieurs dizaines de millions de dollars y ont été injectés ces dernières années pour la construction d'hébergements touristiques commerciaux (surtout en copropriété) et des améliorations aux installations des centres de ski des monts Orford et Owl's Head. La vocation touristique grandissante de la zone engendre des retombées économiques significatives et est bien supportée par un réseau de plus de 140 hôtels et restaurants employant au-delà de 1 300 personnes.

Plusieurs projets industriels et touristiques ont été réalisés en 1988 ou sont en voie de l'être. Côté industriel, mentionnons l'inauguration de la nouvelle usine de pièces de camion Hayes-Dana, un investissement de 17 millions de dollars créant une centaine d'emplois. Canadian Oxygen a entrepris la construction d'une usine d'hydrogène liquide qui va coûter 25 millions de dollars et créer 50 emplois à son ouverture en 1992. Thona Inc agrandit et modernise son usine de joints d'étanchéité en caoutchouc, un investissement de 3,2 millions de dollars, devant ajouter 23 emplois aux 80 existants. Côté touristique, plusieurs projets de résidences secondaires en copropriété ont continué de prendre de l'expansion, dont le Memphré Club (45 millions $ de 1987 à 1989), Les Villas de l'Anse (38 millions $ de 1986 à 1989), Le Roussillon (30 millions $ de 1986 à 1989) et Les Jardins des Sables (24 millions $ de 1986 à 1989). Le centre de villégiature Chéribourg construit un centre de congrès d'une capacité de 1 000 personnes, un complexe sport-santé et 45 villas supplémentaires au coût total de 20 millions de dollars. La Cie de gestion Orford a annoncé un investissement de 50 millions de dollars pour

la construction d'un hôtel et d'un complexe sportif au mont Orford. Enfin, la Ville de Magog a entrepris la première phase d'un parc littoral récréo-touristique à la tête du Lac Memphrémagog, un projet de 5,2 millions de dollars devant servir de catalyseur auprès d'investisseurs privés pour l'implantation de nouvelle installations à vocations touristique et commercial.

Asbestos

La zone d'Asbestos a été durement éprouvée depuis 1980 par la déclin du marché de l'amiante et la perte de 2 000 emplois à la mine de la Cie J.M. Asbestos. Celle-ci demeure le premier pilier économique avec plus de 1 000 emplois, soit 40% de l'emploi dans les secteurs primaire et manufacturier. Viennent ensuite l'agriculture, axée sur la production laitière suivie de l'élevage du porc (25%) et le vêtement (18%). Cette dernière industrie est responsable de près de 60% de l'emploi manufacturier local, suivie du groupe bois-meubles (15%) et les aliments (10%). Les plus gros employeurs manufacturiers sont Confection M.G. (vêtements pour dames - 50 employés), la Boulangerie d'Asbestos (50) et Geoffroy & Frères (bois de sciage et palettes - 40). Le secteur tertiaire (50% des emplois) est peu développé, cette zone étant polarisée par Sherbrooke surtout (distante de 55 km).

Grâce à une demande d'amiante accrue en Europe et surtout en Asie, la Cie J.M. Asbestos a atteint un volume de production inégalé depuis sept ans en 1988, en hausse de 9% par rapport à 1987. Elle a d'ailleurs entrepris en 1987 un programme d'expansion de la mine au coût de 75 millions de dollars. Plus de 320 travailleurs ont été embauchés pour le prélèvement de 42 millions de tonnes de mort-terrain, ce qui devrait permettre le maintien de la capacité de production de la mine pour au moins sept ans. Les travaux devraient être complétés l'été prochain et il est prévu que 250 de ces 320 emplois seront maintenus pour une période minimale de 22 mois.

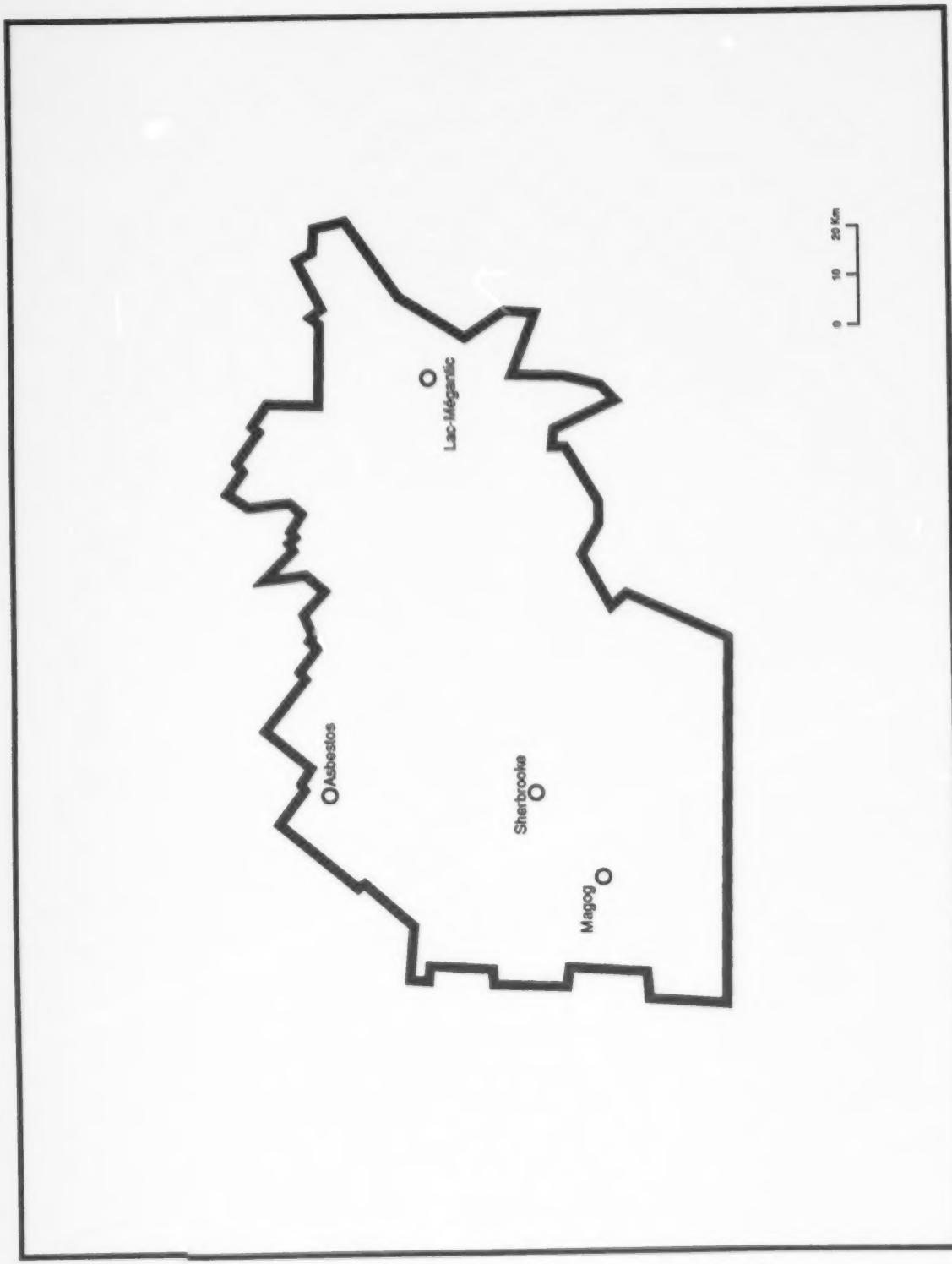
Revenu

Le revenu personnel disponible per capita pour la région de l'Estrie correspond à 90% du niveau québécois. Celui pour la zone métropolitaine de Sherbrooke se rapproche davantage de la moyenne provinciale (97%) tandis que celui pour Magog est identique à la moyenne régionale (90%).

Marché du travail

Selon l'Enquête sur la population active de Statistique Canada, le nombre de personnes occupées en Estrie a crû de 5,5% en 1988, le double du taux de croissance provincial de 2,8%. Cela contraste avec 1987 où l'Estrie avait affiché une hausse de l'emploi (1,9%) bien inférieure à celle du Québec (3,5%). Cette bonne performance au chapitre de l'emploi a contribué à un abaissement du taux de chômage de 10,7% en 1987 à 8% en 1988, le deuxième meilleur taux au Québec après l'Outaouais (7,9%).

05 - Estrie



OUTAOUAIS

Cette région du sud-ouest du Québec comptait un peu moins de 4% de la population québécoise en 1986, soit 256 500 personnes. Cette population vit en très grande majorité le long de la rivière des Outaouais séparant le Québec et l'Ontario; presque 80% est concentrée dans l'agglomération de Gatineau-Hull-Aylmer (200 200 h.) face à Ottawa, la capitale nationale. Cette agglomération, la troisième en importance au Québec, rassemble près du quart des habitants de la grande région métropolitaine d'Ottawa-Hull (819 300 h.). Le reste de l'Outaouais est relativement peu peuplé et peu urbanisé; la ville de Maniwaki (5 200 h.) est la seule autre agglomération d'importance.

La population outaouaise a crû de 5,6% entre 1981-1986 (vs 1,6% au Québec). Ce gain de près de 14 000 personnes s'est manifesté presqu'entièrement dans les villes de Gatineau (+6 300), d'Aylmer (+2 600) et de Hull (+2 100), grâce notamment au programme Corvée-Habitation qui a attiré plusieurs jeunes familles de l'Ontario. La croissance démographique de l'agglomération de Gatineau-Hull-Aylmer (7,4%) a été nettement supérieure à celle des régions métropolitaines de Montréal (2,1%) et de Québec (3,3%), mais moindre que celle de la partie ontarienne de la région métropolitaine d'Ottawa-Hull (11%).

Agglomération de Gatineau-Hull-Aylmer

L'économie de l'agglomération de Gatineau-Hull-Aylmer est intégrée à celle de l'ensemble de la région de la capitale nationale dont elle fait partie. Le Gouvernement fédéral emploie plus de 100 000 personnes dans la région de la capitale et génère plusieurs dizaines de milliers d'autres emplois dans une multitude de services connexes. L'importance de ces emplois, conjuguée à la présence à Hull d'édifices à bureaux abritant plus de 20 000 employés fédéraux, ont pour résultat une grande mobilité de main-d'oeuvre entre les deux rives de l'Outaouais. En 1981, plus du quart des travailleurs résidant dans l'Outaouais métropolitain oeuvrait dans l'administration publique, et plus de 40% (ou 32 000 personnes) traversait quotidiennement en Ontario pour y travailler. Parallèlement, quelque 15 000 emplois sur le territoire de l'agglomération de Gatineau-Hull-Aylmer (ou 23%) étaient occupés par des Ontariens, presqu'exclusivement des fonctionnaires fédéraux travaillant au centre-ville de Hull.

Plus de 85% des emplois sur le territoire de l'agglomération de Gatineau-Hull-Aylmer sont dans le secteur tertiaire (vs 71% au Québec). L'administration publique fédérale procure, à elle seule, plus de 22 000 emplois (31% de l'emploi total). Parmi les ministères qui ont leur administration centrale à Hull, mentionnons: Approvisionnements et Services, Emploi et Immigration, Consommation et Corporations et Affaires indiennes et du Nord. Défense nationale y est aussi un employeur important. La plupart des ministères provinciaux y ont aussi un bureau et occupent quelque 1 000 personnes. L'ajout des 1 600 employés des différentes administrations municipales porte à 35% la part des emplois locaux dans l'administration publique. Les services médicaux et l'enseignement se partagent 16% des emplois du territoire, soit 11 600, dont 2 500 aux hôpitaux de Hull et de Gatineau, 850 au Cégep de l'Outaouais (campus de Hull et pavillon de Gatineau) et 520 à l'Université du Québec à Hull. Le tertiaire public (gouvernements et services paragouvernementaux) totalise ainsi plus de la moitié des emplois de l'agglomération.

L'emploi manufacturier (10% du total) est concentré à près de 75% dans les 3 établissements suivants: E.B. Eddy (papiers fins et pâtes kraft - 2 000 employés à Hull), CIP (papier journal - 1 400 employés à Gatineau) et l'Imprimerie Nationale (l'imprimerie du gouvernement fédéral - 1 000 employés à Hull). Northern Telecom y a déjà été un employeur majeur mais a annoncé en 1988 la fermeture de son usine d'Aylmer (700 travailleurs affectés). L'agglomération abrite aussi un noyau grandissant de jeunes entreprises spécialisées en micro-électronique, telles ACDS Systèmes Graphiques (systèmes infographiques - 100 employés) Computational Methods (systèmes de communications à base numérique - 20 employés), Omzig (logiciels - 20 employés) et Menemotics (micro-ordinateurs - 10 employés). Digital Equipment vient d'implanter à Hull un nouveau centre de services à la clientèle (250 emplois). La plupart de ces entreprises ont été attirées par la présence de ministères comme Approvisionnements et Services et la Défense nationale. Le domaine des services aux entreprises (7% de l'emploi total) s'est aussi développé grâce à la présence de l'administration fédérale avec ses besoins de services de sécurité, de placement, de gestion, d'évaluation, de consultation, de publicité, etc.

L'agglomération de Gatineau-Hull-Aylmer subit l'attraction commerciale d'Ottawa, d'où des fuites commerciales de l'ordre de 100 millions de dollars annuellement et une sous-représentation de l'emploi dans le

secteur du commerce (11% de l'emploi global vs 18% au Québec). Aussi, bon nombre de résidents de l'Outaouais se dirigent vers Ottawa et l'Est Ontarien pour leurs besoins en services de santé et d'enseignement post-secondaire. Des efforts importants consentis ces dernières années afin de rapatrier les clientèles dans ces domaines commencent à porter fruits. Enfin, l'Outaouais métropolitain bénéficie peu des retombées engendrées par les 2,5 millions de touristes qui visitent Ottawa chaque année, puisque moins de 10% d'entre eux effectuent des excursions du côté québécois de la région de la capitale. La situation à ce chapitre devrait s'améliorer suite à l'ouverture du nouveau Musée canadien des Civilisations à Hull en 1989.

Maniwaki

Les zones rurales du Pontiac et de Maniwaki ont des caractéristiques socio-économiques s'apparentant davantage à celles des régions-ressources. La zone de Maniwaki, centrée à 135 km au nord de Hull, est la porte d'entrée de la vaste zone forestière du nord de l'Outaouais. Son économie est basée presqu'exclusivement sur l'industrie forestière qui procure trois quarts des emplois locaux dans les secteurs primaire et manufacturier. L'exploitation forestière génère plus de 750 emplois; les arbres récoltés servent principalement à alimenter les grandes papetières du sud de l'Outaouais, soit CIP à Gatineau, E.B. Eddy à Hull et James MacLaren à Masson. Près de 80% des emplois manufacturiers locaux sont dans la transformation du bois, majoritairement chez Produits Forestiers Maniwaki (bois franc, bois de placage et parquetterie - 250 emplois) et chez la Scierie Grand-Remous (bois en planche rabotée - 210 emplois). La chasse et la pêche jouent aussi un rôle important dans cette zone comptant plus de 90 pourvoiries, soit la plus forte concentration de pourvoiries au Québec. C'est aussi un endroit de villégiature pour les résidents de la région d'Ottawa-Hull surtout. On y retrouve également un important complexe touristique au Mont Ste-Marie (ski, golf, baignade, etc.) doté d'un hôtel (200 employés) et d'un centre de conférences.

Pontiac

La vaste zone du Pontiac, au nord-ouest de Hull, est faiblement peuplée (moins de 16 000 h.) et peu urbanisée (la plus grosse zone urbaine, Shawville, compte moins de 1 600 h.). Sa base économique est essentiellement partagée entre l'industrie forestière et l'a-

griculture axée sur la production laitière et l'élevage de bovins de boucherie. Cette zone, qui assure près de 25% de la production de boeuf au Québec, regroupe certains des éleveurs les plus progressistes de la province et des fermes laitières parmi les plus productives au pays. L'industrie forestière génère quelque 1 250 emplois, dont 630 en usine majoritairement chez Consolidated-Bathurst (pâte à papier kraft - 355 employés à Portage-du-Fort), Produits forestiers E.B. Eddy (bois de sciage et copeaux - 200 employés à Davidson) et Industrie Fortin (bois franc et mou asséché et raboté - 70 employés à Fort-Coulonge). Ces trois établissements concentrent plus de 90% de l'emploi manufacturier local. La villégiature constitue un apport économique important au Pontiac où l'on dénombre plus de 3 000 résidences secondaires. Le secteur des services, particulièrement le commerce, y est relativement peu développé en raison de la grande dispersion de la population et de la polarisation exercée par les centres ontariens voisins de Pembrooke (22 600 h.) et Renfrew (8 300 h.). Les résidents du Pontiac, majoritairement anglophones, effectuent 30% de leurs achats en Ontario et près d'un travailleur sur cinq occupe un emploi dans la province voisine.

Revenus

Le revenu personnel disponible per capita dans l'Outaouais correspond à 98% du niveau québécois. Il existe cependant des écarts importants entre l'agglomération de Gatineau - Hull - Aylmer et les zones rurales du territoire. Le revenu personnel disponible per capita pour la ville de Hull, par exemple, est de 14% supérieur à la moyenne du Québec tandis que celui pour la division de recensement du Pontiac y est inférieur de 20%. Une proportion élevée des travailleurs de l'Outaouais métropolitain jouit de revenus élevés et stables associés à des emplois gouvernementaux, tandis que les travailleurs des autres sous-régions oeuvrent surtout dans des activités cycliques et/ou saisonnières d'où des revenus plus faibles et moins réguliers.

Investissements

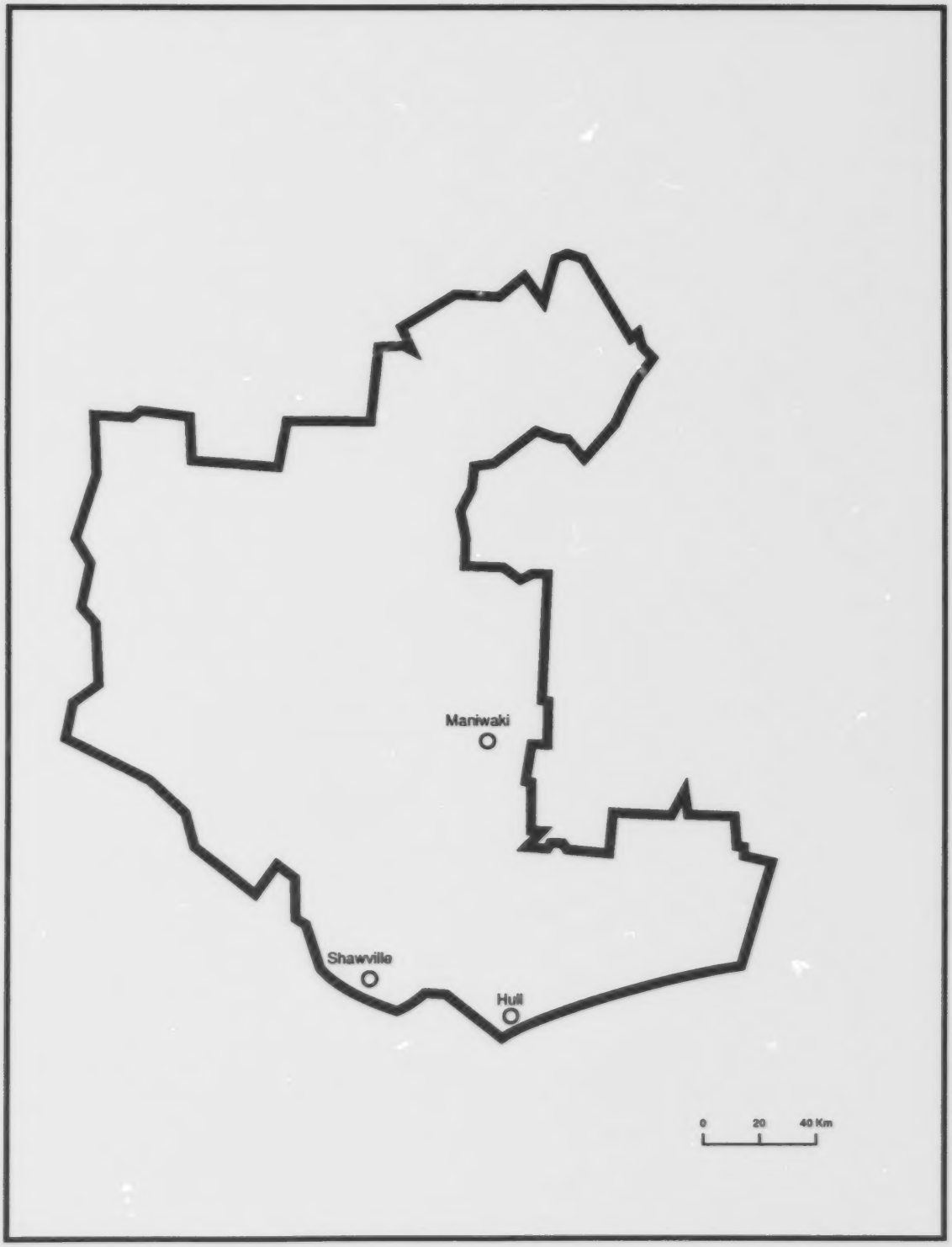
Côté immobilisations, les travaux se sont poursuivis en 1988 sur l'important chantier du Musée canadien des Civilisations à Hull (242 millions $). Celui-ci devrait ouvrir au printemps 1989. Un projet domiciliaire d'envergure est en cours à Gatineau: le "Village Tecumseh" prévoit la construction de 2 400 loge-

ments et plusieurs commerces. Etalé sur 7 ans, ce projet va représenter des investissemnts de 380 millions de dollars. Dans le secteur manufacturier, le principal projet réalisé en 1988 a été la modernisation de l'usine de papier journal James MacLaren à Masson (35 millions $). Les travaux entrepris pour la modernisation de l'usine de produits chimiques Allright & Wilson (Erco) à Buckingham devraient être complétés en 1989 au coût de 48 millions de dollars. ACDS Systèmes Graphiques a lancé en 1988 un projet de 5 ans pour développer une nouvelle génération de progiciels de graphisme. Ce projet de 13,6 millions de dollars devrait créer 24 emplois chez ACDS et plus de 110 emplois additionnels dans d'autres entreprises de l'Outaouais.

Marché du travail

L'Outaouais a réalisé une performance fort enviable au chapitre du marché du travail en 1988. Le nombre de personnes occupées a augmenté de 7,7%, soit le meilleur taux de croissance au Québec. La poussée de la population active (5,2%) ayant été inférieure à celle de l'emploi, le taux moyen de chômage a régressé de 2,4 points pour s'établir à 7,9%, le plus bas taux au Québec. Le taux d'activité a atteint un niveau record de 71,3%, le plus élevé parmi toutes les régions du Québec (le taux moyen au Québec est 64,1%).

07 - Outaouais



LES RÉGIONS DE RESSOURCES

GASPÉSIE -- ILES-DE-LA-MADELEINE

Cette nouvelle région administrative, qui couvre la partie est de la péninsule gaspésienne et tout le territoire de la Baie-des-Chaleurs, comptait 112 500 habitants en 1986, soit 1,7% de la population québécoise. Sa population, vivant des ressources du milieu, est dispersée le long du littoral dans une succession de petites localités. Gaspé, la capitale régionale, y est de loin la municipalité la plus populeuse (17 400 h.), suivie de Ste-Anne-des-Monts (6 000 h.), Percé (4 800 h.), Grande-Rivière (4 400 h.), New-Richmond (4 100 h.) et Chandler (3 700 h.). Le territoire est peu urbanisé: la plus grosse zone urbaine, à Gaspé, renferme moins de 7 000 habitants. La région a perdu plus de 2% de sa population depuis 1981 et cette tendance s'est manifestée dans presque toutes ses principales localités.

La pêche et la transformation des produits marins est un élément-clé de la base économique de cette région côtière, procurant près de 45% de l'emploi dans les secteurs primaire et secondaire. Les quelque 4 300 pêcheurs gaspésiens sont responsables de près de 80% de la valeur des débarquements au Québec. La forêt y est le deuxième pilier économique. L'exploitation forestière est pratiquée sur presque tout le territoire et l'industrie forestière, axée sur la production de bois de sciage et de papier, fournit un peu moins du tiers de l'emploi des secteurs primaire et secondaire. Le reste de la base économique est partagé essentiellement entre l'agriculture, l'industrie touristique et le secteur minier (principalement la mine de cuivre à Murdochville).

La zone de Gaspé a une économie basée essentiellement sur la pêche et la transformation du poisson, l'exploitation forestière et la présence de services gouvernementaux. Le tourisme y joue un rôle grandissant grâce notamment à la proximité du Parc national Forillon. Les principaux employeurs sont l'usine de poisson Purdel (400 employés à Rivière-aux-Renards) l'hôpital Hôtel-Dieu et le Sanatorium Ross (400 employés chacun), les trois commissions scolaires (640 employés au total), le Gouvernement du Québec (200), la Cie de papier Gaspésia (125 travailleurs forestiers servant à alimenter sa papeterie de Chandler) et Parcs Canada (70). L'importance des services gouvernementaux (plus du tiers des emplois locaux) assure à Gaspé un degré de stabilité économique et un niveau de revenu plus élevés que la plupart des autres collectivités de la Gaspésie.

La zone allant de Port-Daniel à Percé, en passant par Chandler et Grande-Rivière, est un des deux foyers majeurs de l'industrie régionale de la pêche, l'autre étant Rivière-aux-Renards avec Purdel. Elle est responsable de 40% de la valeur des captures en Gaspésie; on y retrouve une quinzaine d'usines de transformation des produits marins dont la Société des Pêches de Newport (660 employés dont 130 pêcheurs-propriétaires), E. Gagnon & Fils (390 employés à Ste- Thérèse) et Les Crustacés de Gaspé (375 employés à Grande-Rivière). L'autre pilier économique de cette zone est la Cie de papier Gaspésia, propriété d'Abitibi-Price, qui y emploie 950 personnes dont 740 à son usine de papier-journal de Chandler. Cette usine fait présentement l'objet de travaux de modernisation de 100 millions de dollars (échéancier 1986-1991). Le tourisme y joue aussi un rôle important. Percé, avec son fameux rocher, reçoit en moyenne 100 000 visiteurs par année et la zone compte une centaine de motels et restaurants employant quelque 500 personnes.

L'économie de la zone centrée sur New-Richmond, incluant Carleton et Paspébiac, est axée principalement sur l'industrie forestière qui procure plus de la moitié des emplois locaux dans les secteurs primaire et manufacturier. En plus de l'exploitation forestière (près de 1 000 emplois), on y retrouve une douzaine d'usines de sciage (400 emplois dont 150 à la scierie Delebo à Nouvelle et 110 à la Scierie St-Alphonse) et l'usine de papier kraft de la Consolidated-Bathurst à New-Richmond (450 employés). Cette zone a aussi une vocation agricole. L'agriculture, axée sur la production laitière, l'élevage de bovins et la culture de pommes de terre, occupe 12% de la main-d'oeuvre locale. C'est la seule zone de la Gaspésie où l'agriculture joue un rôle aussi important et où la pêche n'est pas une activité majeure. Enfin, elle s'affirme de plus en plus comme destination touritique de séjour, attirant notamment des adeptes de vacances-santé (centres de thalassothérapie de Carleton et Paspébiac), de planche à voile et de plongée sous-marine.

Les Iles-de-la-Madeleine, situées à plus de 200 km. de la péninsule gaspésienne, comptent 14 500 habitants vivant essentiellement de la pêche et la transformation du poisson (près de 40% des emplois) et du tourisme (7%). La mine de sel exploitée par la Société canadienne de Sel (200 emplois) est un autre élément important de l'économie des Iles.

Revenus

La Gaspésie est reconnue comme étant la région la moins favorisée du Québec. Son niveau de revenu disponible per capita correspond à 72% de la moyenne provinciale, bien que ce niveau soit plus élevé à Gaspé (80%) et aux Iles-de-la-Madeleine (82%). Cela reflète, d'une part, un rapport emploi-population le plus bas de la province (46% en 1987 vs 57% au Québec) et, d'autre part, l'importance des emplois saisonniers et à bas salaires dans la structure de l'emploi régional.

Marché du travail

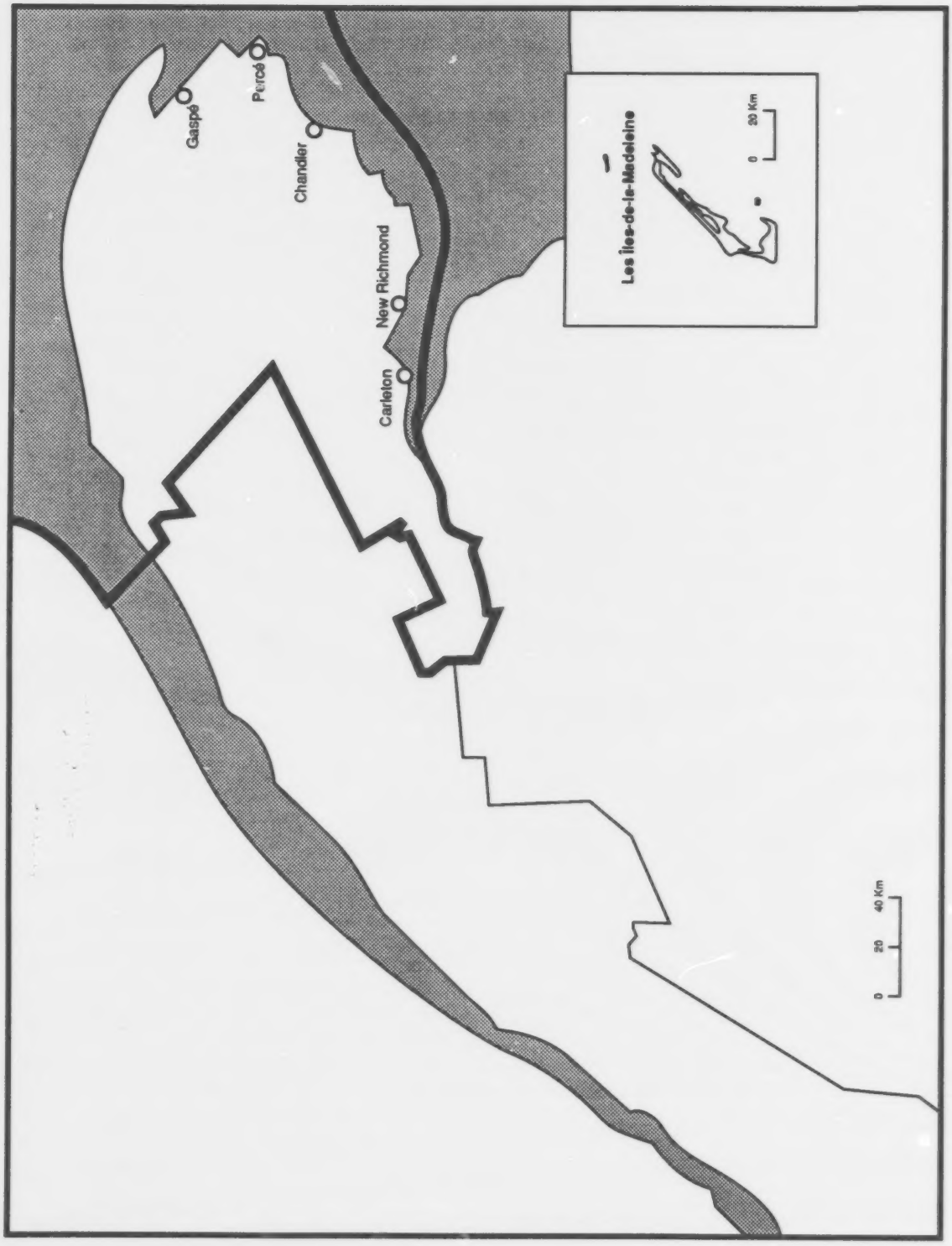
L'emploi s'est accru en Gaspésie au cours des quatre dernières années, mais cette région affiche toujours le taux de chômage le plus élevé de la province. La région a connu une croissance exceptionnelle de l'emploi en 1988, soit 6,2% (3 000). Cette performance est de beaucoup supérieure à celle de 1987 (1,2%) et est la deuxième meilleure au Québec après l'Outaouais. Attirées par l'amélioration du marché du travail, 3 000 personnes ont intégré les rangs de la population active en 1988 de sorte que le taux de chômage est demeuré presqu'inchangé à 16,4%.

Dans l'ensemble, on a remarqué la bonne performance du tertiaire en 1988. Quant à l'industrie de la pêche, elle a été grandement affectée par une baisse allant jusqu'à 40% du prix de certains poissons de fond, dont la morue et le flétan.

Investissements

Côté immobilisations, les principaux chantiers en cours en 1988, outre la modernisation de la papeterie Gaspésia, sont la réfection de la route 132 dans le secteur Paspébiac - Grande-Rivière - Gaspé (141 millions $) et la reconstruction du convoyeur de la mine de cuivre Mines Gaspé à Murdochville (20 millions $. Rappelons que cette mine avait interrompu ses activités en 1987 à la suite d'un incendie. Son propriétaire, Minéraux Noranda, est revenu sur sa décision d'abandonner la mine suite à la montée récente des prix du cuivre et sa réouverture est prévue au début de 1989. D'autres projets d'envergure en région sont l'assainissement des eaux à Paspébiac (6,1 millions $) et des travaux d'aqueduc et d'égout à Newport (6,1 millions $).

01A Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine



BAS ST-LAURENT

Presque deux fois plus populeuse que la Gaspésie, la région du Bas St-Laurent comptait 210 700 personnes en 1986 (3,2% du total au Québec). Plus d'un habitant sur cinq vit dans l'agglomération de Rimouski (46 200 h.). Un autre 20% demeure dans les centres intermédiaires de Rivière-du-Loup (22 500 h.) et Matane (15 400 h.). La population régionale a diminué légèrement entre 1981-1986 (-0,5%), ce qui contraste avec la hausse significative de 3,8% enregistrée de 1976 à 1981.

Le Bas St-Laurent a une vocation surtout agricole et forestière. L'agro-alimentaire, axée principalement sur la production laitière, et l'industrie forestière, orientée surtout vers la production du bois de sciage mais aussi les pâtes et papiers, procurent respectivement près de 45% et 30% de l'emploi dans les secteurs primaire et manufacturier. La fabrication de matériel de transport y est aussi une industrie importante grâce surtout à la présence de Bombardier dont l'usine de La Pocatière, spécialisée dans la fabrication de voitures de métros et de trains, emploie habituellement entre 500 et 1 000 personnes selon le volume des contrats en carnet. Le reste de la base économique régionale est surtout partagé entre l'industrie de la tourbe, la fabrication de vêtements, de textiles et de cuir, et les activités liées au tourisme.

L'économie de la zone de Rimouski est fortement tertiarisée (plus de 80% des emplois), reflétant son rôle de capitale administrative, de centre de services d'enseignement et de santé, et la présence du siège social de Québec Téléphone. Cette dernière entreprise, avec plus de 2 000 employés, y est de loin le principal employeur. Elle dessert tout l'Est du Québec et la Côte-Nord en services de téléphonie, de téléinformatique et de transmission de données et de signaux de télévision. Les autres plus gros employeurs sont l'hôpital (1 100 employés), le Cégep (720), l'Université du Québec (600) et le gouvernement provincial (740). Rimouski est devenue la capitale océanographique du Québec grâce à la présence de l'INRS-Océanologie, du département d'océanographie de l'Université du Québec, de l'Institut maritime du Québec et la proximité de l'Institut Maurice-Lamontage à Ste-Flavie. L'agriculture, présente dans tout l'arrière pays, joue aussi un rôle important dans l'économie locale.

La forêt est le premier pilier économique de la zone de Rivière-du-Loup. En plus de l'exploitation fores-

tière (500 emplois), on y retrouve le moulin à papier F.F. Soucy (310 employés) et l'usine de pâte Mohawk (65). Cette zone est aussi responsable de la moitié de la production québécoise de tourbe. Cette industrie génère près de 600 emplois, dont 225 chez Tourbières Premier et 75 chez Tourbe St-Laurent, et a donné naissance à des entreprises de fabrication de machinerie connexe, Tardif & Frères (30 employés) et Équipements Tardif (20 employés). Le reste de la base économique locale est surtout partagé entre l'agriculture et d'autres manufacturiers exportateurs dont Calko (tissus - 140 employés) et Quality Elastics (élastiques pour vêtements - 45).

La zone de Matane a une base économique passablement diversifiée incluant l'exploitation et la transformation du bois et des produits marins, l'agriculture, le tourisme, l'administration publique et le transport maritime. La forêt génère 840 emplois, soit près du tiers de l'emploi local dans les secteurs primaire et manufacturier. Environ 400 de ces emplois sont en usine, majoritairement à la cartonnerie CIP (150 employés) et la scierie Bois de l'Est du Québec (115). Côté pêche, une centaine de pêcheurs locaux alimentent les usines Fruits de Mer de l'Est du Québec (crevettes et filets de poisson - 150 employés) et la Poisonnerie des Méchins (135). D'autres manufacturiers importants sont les Créations Daisy Fresh (lingerie - 135 employés) et le constructeur et réparateur de navires Verreault Navigation (80). Le gouvernement fédéral est un employeur majeur à Matane avec plus de 500 employés, dont 240 au Ministère des Approvisionnements et Services (Division du contrôle du remboursement des chèques) et 80 à la station de radio CBGA qui diffuse la programmation de Radio-Canada dans tout l'Est du Québec. Matane est dotée d'un port actif servant à l'expédition de copeaux de bois et comme lieu de départ de traversiers (rail et voitures) se dirigeant vers Baie-Comeau et Godbout sur la Côte-Nord. Enfin, Matane est une ville étape sur le circuit touristique gaspésien et offre différents attraits dont son célèbre Festival de la crevette.

Les autres sous-régions du Bas St-Laurent, la Vallée de la Matapédia et le Témiscouata, ont des économies basées presqu'exclusivement sur l'agriculture et l'exploitation et la transformation du bois.

Revenus

Le revenu disponible per capita pour le Bas St-Laurent correspond à environ 80% de la moyenne du Québec (vs

72% en Gaspésie). On observe des écarts considérables entre les principales agglomérations du territoire. Rimouski, où plus de 40% de l'emploi est dans les services gouvernementaux et les télécommunications, bénéficie d'un niveau de revenu comparable à la moyenne provinciale, tandis que ce rapport est de 85% à Rivière-du-Loup et 80% à Matane.

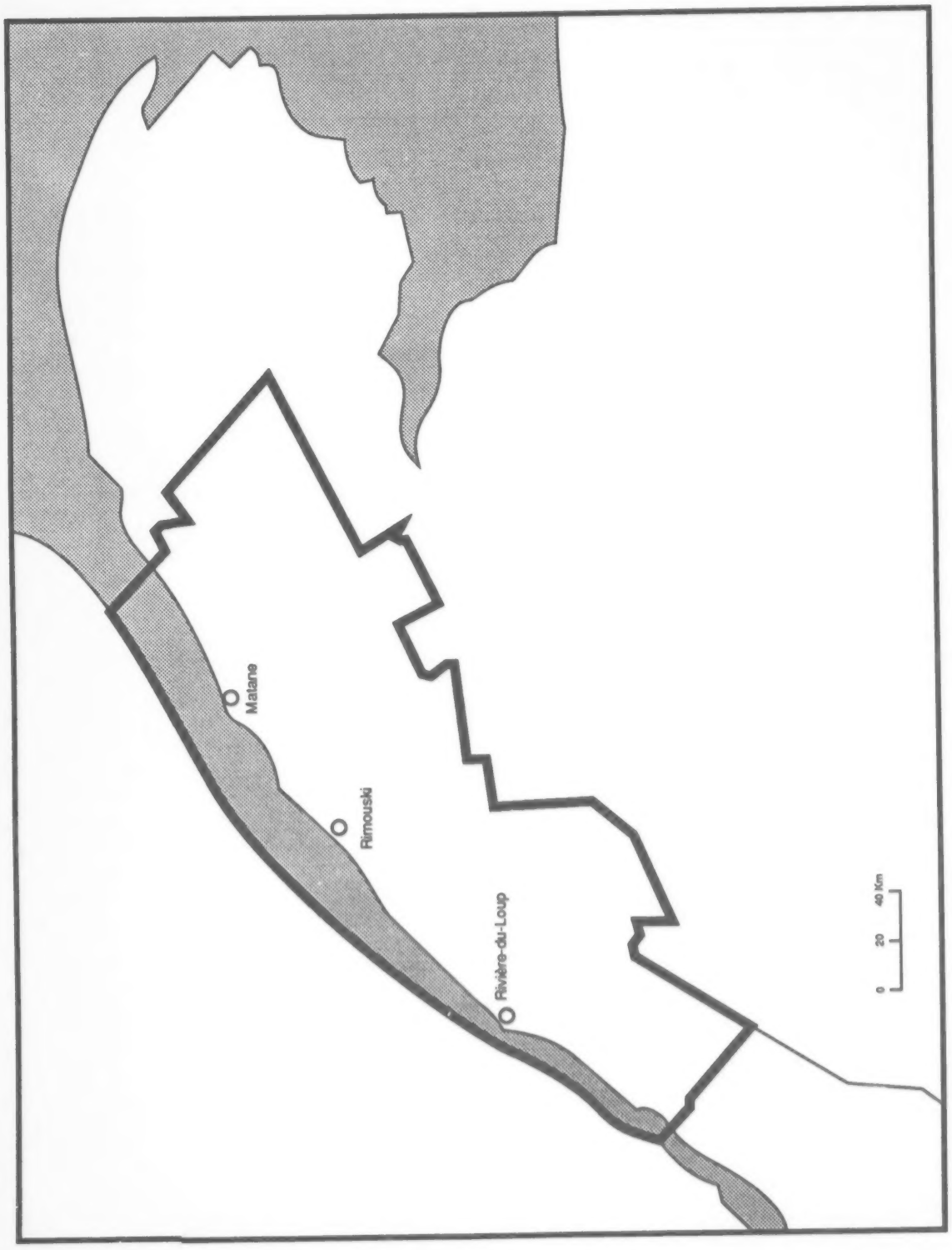
Investissements

Côté immobilisations, l'année 1988 a été marquée par la fin de l'agrandissement de l'usine F.F. Soucy à Rivière-du-Loup (15 millions $) et la réalisation de projets de moindre envergure tels la construction d'un centre commercial à Matane (8 millions $), d'un centre de congrès et hôtel à Rimouski (8 millions $) et d'une résidence et un laboratoire à l'Université du Québec à Rimouski (5 millions $). Parmi les chantiers en cours ou annoncés en 1988, mentionnons le prolongement de l'autoroute 20 entre Bic et Mont-Joli (47 millions $) et la réfection de la route 195 entre Matane et Amqui (15 millions $), le programme d'assainissement des eaux à Rimouski (40 millions $ de 1985 à 1989), la construction par Miron d'une cimenterie dans le port de Gros-Cacouna (10 millions $), les modernisations à la Tannerie des Ruisseaux à St-Pascal (6 millions $ - 35 emplois) et à la scierie Aimé Gaudreau à Estcourt (5,3 millions $), la mise en exploitation d'une mine de silice à St-Jean-Baptiste-Vianney par la Cie Uniquartz (8,5 millions $) et surtout les projets d'implantations d'une usine de transformation de la silice à Amqui (80 millions $ - 60 emplois) et de l'usine de pâte Donohue à Matane (287 millions $). Ce dernier projet va créer 125 emplois en usine et en consolider plusieurs centaines d'autres dans les secteurs de l'exploitation forestière et le sciage.

Marché du travail

Le niveau de l'emploi a de nouveau progressé en 1988 (1,2%) mais à un rythme beaucoup moindre qu'en 1987 (8,4%). Le parachèvement de gros projets d'immobilisations, la fin du contrat du métro de New-York chez Bombardier à La Pocatière, la fermeture de l'usine Sometal de Marine Industrie à Rimouski (200 emplois) et l'essoufflement des secteurs moteurs de l'économie régionale expliquent le ralentissement de la croissance de l'emploi. Une hausse de la population active supérieure à celle de l'emploi a eu pour résultat que le taux de chômage a progressé de 0,1 point en 1988 pour s'établir à 12,5%, le deuxème plus élevé au Québec après la Gaspésie.

01B Bas-Saint-Laurent



SAGUENAY - LAC ST-JEAN

Cette région est la plus populeuse des régions-ressources avec un peu moins de 300 000 habitants, soit 4,4% de la population du Québec. C'est aussi la plus urbanisée: plus de la moitié de sa population se trouve dans la conurbation englobant Chicoutimi, Jonquière et La Baie (158 500 h.). Un autre 20% demeure dans les centres intermédiaires d'Alma (30 000 h.), Dolbeau-Mistassini (15 300 h.), Roberval (11 500 h.) et St-Félicien (9 300 h.). La région a affiché une faible diminution de population entre 1981-1986 (-0,1%) après avoir connu une forte hausse de 6,1% de 1976 à 1981. La croissance des emplois en région a été ralentie par la récession de 1982 et la mise en oeuvre subséquente de programmes de modernisation et de rationalisation touchant les secteurs importants du papier et de l'aluminium.

Le Saguenay - Lac St-Jean est la plus industrialisée des régions-ressources: 17% des emplois sont dans le secteur manufacturier vs 12% en moyenne dans les autres régions-ressources. La région doit son industrialisation au vaste réseau hydrographique qui sillonne son territoire; ce réseau, qui a d'abord servi au flottage du bois puis à la production d'électricité, a amené l'implantation de grandes entreprises dans les pâtes et papiers et l'aluminium. Les industries des pâtes et papiers (4 400 emplois) et du bois, le sciage surtout (3 400) regroupent presque 40% de l'emploi manufacturier régional. L'ajout de 4 200 emplois en forêt porte à 12 000 le nombre d'emplois dans le secteur forestier, soit 40% de l'emploi régional dans les activités primaires et manufacturières. La Société d'électrolyse et de chimie Alcan Ltée (SÉCAL) et les autres composantes d'Alcan emploient près de 7 600 personnes au Saguenay - Lac St-Jean où elles exploitent plusieurs usines de production d'aluminium et produits connexes (à Jonquière surtout, mais aussi à Alma et Ville de La Baie), une ligne ferroviaire (la Cie de chemin de fer Roberval-Saguenay), un port de mer et plusieurs installations hydro-électriques alimentant leurs usines. L'Alcan est responsable, à elle seule, de près du tiers des emplois manufacturiers en région et près de 7% de l'emploi total. Enfin, l'agro-alimentaire est important pour l'économie régionale employant plus de 6 000 personnes, dont 4 000 dans le secteur agricole. Axée principalement sur la production laitière, l'agro-alimentaire génère 20% de l'emploi dans les secteurs primaire et manufacturier.

Jonquière est le principal centre industriel du Saguenay - Lac St-Jean, abritant près du tiers de tous les emplois manufacturiers en région. Capitale mondiale de l'aluminium, Jonquière abrite près de 80% des effectifs de l'Alcan en région. Alcan y emploie plus de 5 200 personnes à son Complexe Jonquière spécialisé dans la production de lingots d'aluminium de première fusion et d'autres produits entrant dans la production d'aluminium. Outre les travailleurs oeuvrant pour l'électrolyse, Alcan emploie un autre 1 000 personnes au Saguenay dans ses deux usines de tôle et de fil d'aluminium de Jonquière (210 employés,) dans son groupe Énergie (690 employés dont 150 à ses 4 centrales du Lac St-Jean)), à sa Cie de chemin de fer Roberval-Saguenay (210), à ses installations portuaires (360) et à son Centre de recherche et de développement Arvida à Jonquière (210). Une partie de la production d'aluminium du Complexe Jonquière va être transférée graduellement à la nouvelle usine de Laterrière lorsque celle-ci entrera en opération à la fin de 1989. L'industrie des pâtes et papier est le deuxième pilier économique du milieu jonquiérois grâce à la présence de Cie Abitibi-Price (papiers spéciaux - 1 230 employés) e de Papiers Cascades (pâte kraft et carton - 390).

Chicoutimi est surtout reconnue pour l'importance de ses services, de son commerce et de son activité financière. Près du tiers de l'emploi régional dans ces domaines est concentré à Chicoutimi, lui valant le titre de "Métropole régionale". Chicoutimi offre aussi à la population de la région des services hospitaliers et éducatifs et on y retrouve bon nombre de sièges régionaux et de commerces de gros. Parmi les principaux employeurs, mentionnons l'hôpital (2 400 employés), l'Université du Québec (1 150), Hydro-Québec (550), Bell Canada (390), Radio-Canada (110) et les différents organismes du gouvernement provincial (640).

La zone d'Alma a une base économique passablement diversifiée axée sur l'industrie forestière, l'agro-alimentaire et la production d'aluminium. Alma a aussi une fonction de ville de services pour la sous-région du Lac St-Jean. Le secteur forestier génère près de 1 800 emplois, dont plus de 1 300 en usine. Ce secteur s'appuie largement sur les activités de la Cie Abitibi-Price qui possède une papeterie à Alma (925 employés), une scierie à Péribonka (180) et plusieurs installations hydroélectriques dans les environs. L'agro-alimentaire procure près de 1 400 emplois et est axée sur la production laitière suivie de la culture de pommes de terre, de gourganes et de

bleuets. Une vingtaine d'usines de transformation alimentaire emploient plus de 500 personnes dont 280 à la Chaîne Coopérative du Saguenay (produits laitiers) et 120 à l'Usine de congélation de bleuets, de fruits et de viande, situées à St-Bruno. L'Alcan emploie 520 personnes à son usine de production d'aluminium à Alma et un autre 150 affectées à ses quatre centrales hydroélectriques alimentant cette usine et d'autres dans la région. Surnommée "Ville de l'Hospitalité", Alma est une ville-étape sur le circuit touristique du Saguenay-Lac St-Jean. Les domaines de l'hébergement et de la restauration emploient plus de 1 200 personnes. On retrouve à Alma un hôpital (600 emplois) et un Cégep (150).

La forêt est la pierre angulaire de l'économie des zones de Dolbeau-Mistassini et de Roberval-St-Félicien où elle génère près des deux-tiers des emplois dans les secteurs primaire et manufacturier. La Cie Domtar est le plus gros employeur de la zone de Dolbeau- Mistassini avec 550 employés à son usine de papier journal de Dolbeau, 385 à sa scierie de Mistassini et 300 travailleurs en forêt. Vient ensuite la Cie Donohue-St-Félicien qui exploite une scierie à St-Thomas-Didyme (120 emplois) et une usine de rabotage à Normandin (55 emplois) et qui emploie 400 travailleurs dans sa division forestière. L'agro-alimentaire, axée sur la production laitière et la récolte de bleuets, est le deuxième élément de la base économique de la zone de Dolbeau. Cette ville est d'ailleurs le centre des bleuetières du Lac St-Jean et le site de l'entreprise Julac spécialisée dans la production de liqueurs, jus et apéritifs à base de bleuets (30 employés en saison).

La zone de Roberval, incluant St-Félicien, abrite une vingtaine d'usines de sciage dont les principales sont Donohue (350 employés) et Laberge & Laberge (180) à St-Félicien et Gagnon & Frères, filiale de la Consolidated-Bathurst, à Roberval (250 employés). La Cie Donohue exploite aussi une usine de pâte à papier à St-Félicien (300 emplois). L'ouverture en 1988 de l'usine de panneaux gaufrés Normick-Chambord devrait créer 95 emplois à l'usine de Chambord et un autre 200 en forêt. D'autres employeurs manufacturiers importants dans cette zone sont Industries Tanguay à St-Prime (machinerie forestière - 200 employés) et Nutrinor à Chambord (produits laitiers - 100 employés). Le secteur de la santé est aussi une source majeure d'emplois à Roberval où l'on retrouve un hôpital important (1 000 employés) ainsi qu'un centre psychiatrique (430 employés).

Revenus

Le revenu disponible per capita pour l'ensemble du Saguenay - Lac St-Jean se situe à 82% de la moyenne québécoise. Selon les principales agglomérations, cette correspondance varie de 89% dans la région métropolitaine de Chicoutimi-Jonquière à 77% dans l'agglomération de Dolbeau. Les niveaux de revenu à Alma et à Roberval sont comparables à la moyenne régionale.

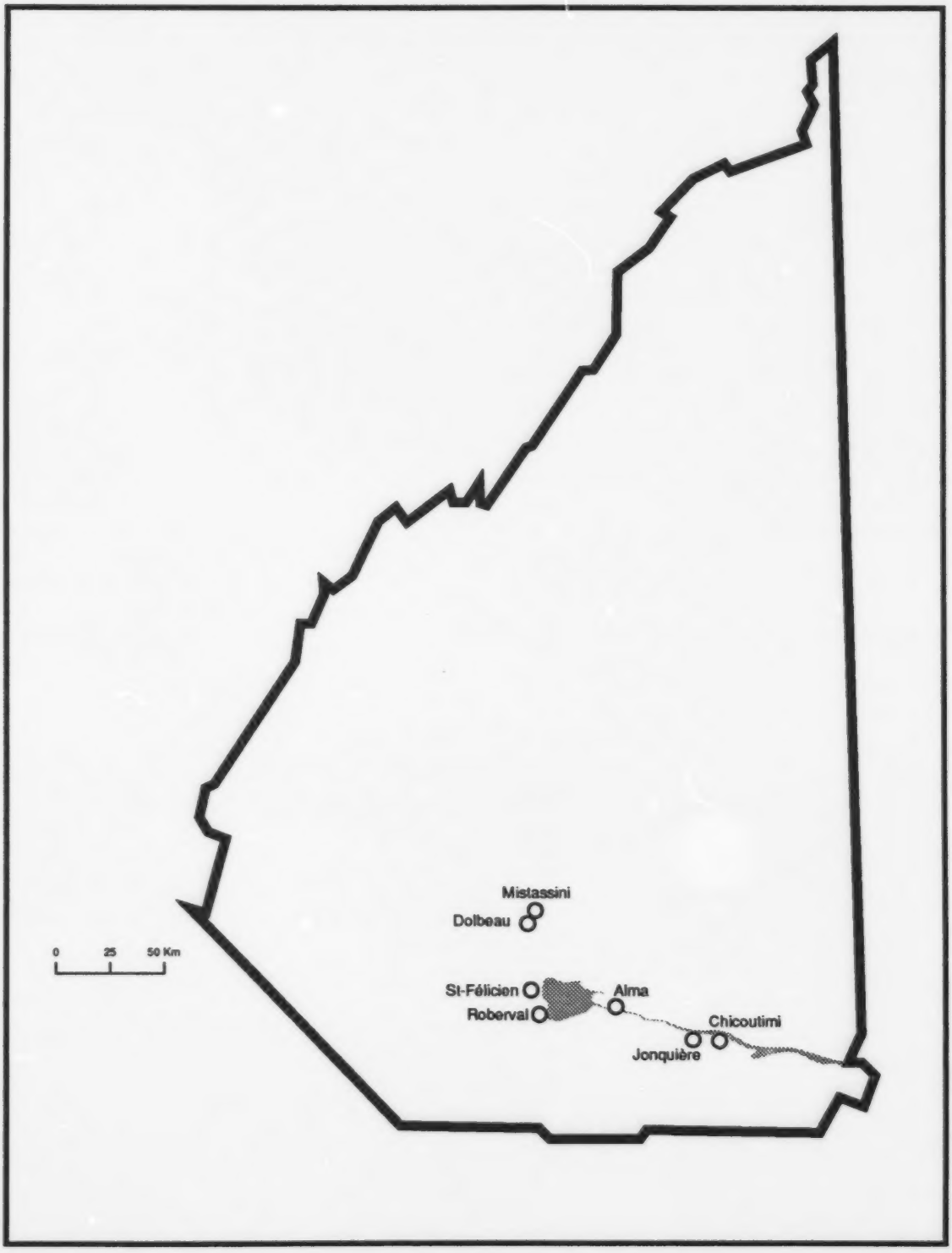
Investissements

Parmi les investissements industriels qui ont été réalisés ou parachevés en 1988 au Saguenay-Lac-St-Jean, citons la construction de l'usine de panneaux gaufrés Normick-Chambord (58 millions $ depuis 1987) et des travaux de modernisation touchant les usines d'Abitibi-Price, de Cascades et de l'Alcan à Jonquière (40 millions $, 30 millions $ et 107 millions $ respectivement). L'année 1988 a surtout été marquée par la reprise et l'accélération des travaux de l'aluminerie Laterrière qui entrera en pleine production en mars 1991, 20 mois avant l'échéancier original. Le coût total de cette usine est évalué à 750 millions de dollars. L'Alcan procède en outre à la construction à Jonquière d'une usine de fabrication de Duralcan (36 millions $) et d'une usine de fabrication d'hydrate super blanc (28 millions $) dont les opérations vont débuter en 1989, ainsi qu'à la modernisation de ses installations portuaires à Ville La Baie (46 millions $ d'ici 1990). Les investissements totaux de l'Alcan dans la région en 1988 sont évalués à environ 302 millions de dollars.

Marché du travail

La croissance de l'emploi régional a ralenti en 1988, s'établissant à 0,5% contre 1,3% en 1987. La poursuite des programmes de modernisation et de rationalisation ont entraîné d'importants replis du niveau des effectifs dans les secteurs du papier et de l'aluminium, et une décélération de la création d'emplois s'est manifestée dans le secteur tertiaire. Le niveau de la population active est demeuré inchangé, ce qui a entraîné une diminution du taux de chômage lequel est passé de 13,1% en 1987 à 12,3% en 1988. Ce taux demeure le troisième plus élevé au Québec après la Gaspésie et le Bas St-Laurent.

02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean



ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

L'Abitibi-Témiscamingue comptait 147 200 personnes en 1986 ou 2,3% de la population québécoise. Plus de la moitié de sa population est concentrée dans les agglomérations de Rouyn-Noranda (36 500 h.), Val-d'Or (27 200 h.), Amos (9 300 h.) et La Sarre (8 600 h.). Son nombre d'habitants est demeuré à peu près stable entre 1981-1986 (+0,7%) après avoir augmenté de 3,5% de 1976 à 1981.

Centrée à quelque 600 km. au nord-ouest de Montréal et à plus de 700 km. de Toronto, l'Abitibi-Témiscamingue a une économie basée presque exclusivement sur les industries forestière et minière. Celles-ci se partagent près de 80% de l'emploi dans les secteurs primaire et manufacturier et sous-tendent d'autres industries importantes, dont les transports de même que la production et l'entretien d'équipements miniers et forestiers. L'agriculture, axée sur la production laitière et l'élevage de bovins destinés au marché régional, représente 3% de l'emploi total; son importance en région se rapproche de la moyenne provinciale.

Rouyn-Noranda et Val-d'Or sont au coeur d'une des zones où les richesses minérales (or, cuivre, zinc, argent...) sont les plus abondantes au Canada. L'économie de ces deux agglomérations repose en grande partie sur le secteur minier; de 60 à 75% des emplois locaux dans les secteurs primaire et manufacturier y sont directement reliés. Chefs-lieux de l'Abitibi-Témiscamingue, Rouyn-Noranda et Val-d'Or sont aussi des pôles commerciaux et sont chacune dotées d'un aéroport régional servant également de plaques tournantes pour le transport vers le Nord. Capitale régionale, RouynNoranda abrite plusieurs organismes gouvernementaux, un Cegep et une université. C'est aussi le siège social d'Hydro-Québec pour la région La Grande. L'économie de Val-d'Or a pour deuxième pilier une importante industrie de bois et panneaux de construction, composée principalement des usines de Forex (400 emplois) et de Forpan (300).

L'Abitibi renferme environ 85% des gisements aurifères exploitables au Québec; Rouyn-Noranda et Val-d'Or ont pleinement profité des retombées du programme d'actions accréditives instauré en 1983 par les gouvernements du Québec et d'Ottawa. Les dépenses d'exploration minière en Abitibi-Témiscamingue ont grimpé de 64 millions de dollars en 1983 à près de 400 millions de dollars en 1987. A Rouyn-Noranda et à Val-d'Or ce boom s'est traduit, d'une part, par une forte réduction du chômage et, d'autre part, par un développement

industriel, commercial et résidentiel exceptionnel. Plusieurs sites à potentiel minier important devraient entrer en production dans ces deux zones au cours des prochaines années, d'où la création de plus d'un millier de nouveaux emplois dans l'exploitation minière. Les perspectives dans le secteur de l'exploration se sont toutefois assombries suite à la réforme fiscale et surtout la crise boursière d'octobre 1987. Les dépenses à ce chapitre ont été réduites à moins de 120 millions de dollars en 1988.

La fonderie de cuivre Noranda, le plus gros employeur à Rouyn-Noranda (1 100 employés), va réduire de moitié ses émanations d'acide sulfurique en 1990 lorsque entrera en production une nouvelle usine d'acide sulfurique. Ce projet de 125 millions de dollars va consolider l'avenir de cette fonderie tout en créant 55 emplois.

A Val-d'Or, l'industrie du bois poursuit son développement. Forpan a construit cette année une nouvelle usine de résine et de formaldehyde (11 millions $) et a entrepris la modernisation de son usine de panneaux particules (20 millions $).

Les économies des zones d'Amos et de La Sarre sont axées principalement sur le secteur forestier suivi du secteur minier. A Amos, les principaux employeurs manufacturiers sont la papeterie Donohue-Normick (260 employés) et la scierie J.E. Therrien, une filiale de Normick Perron (325 employés). On y trouve aussi un important fabricant de machinerie destinée à la coupe du bois, Harricana Metal (175 employés). Cette entreprise issue localement a réussi des percées technologiques de taille et exporte sa machinerie dans plusieurs pays. (C'est le cas également de Machines Roger International de Val-d'Or dans le domaine de l'équipement de forage minier.) Amos est le point de départ de la route vers Matagami, où la Cie Noranda exploite deux mines de cuivre et de zinc (de 300 à 400 emplois), et vers Joutel où se trouve la mine d'or Agnico-Eagle (200 emplois). La Sarre abrite les sièges sociaux de Normick Perron et de Howard-Bienvenu et deux de leurs scieries (bois de sciage, contreplaqué, panneaux gaufrés). Ces deux entreprises emploient la grande majorité des 1 400 travailleurs du secteur forestier dans cette zone. Les Mines Selbaie au nord de La Sarre (cuivre, zinc, or) y est aussi un employeur important avec 320 employés. La Sarre va bénéficier des retombées de l'ouverture de la mine d'or Golden Pond dans le Canton Casa Bérardi (75M$). Celle-ci va employer 150 personnes lorsqu'elle sera pleinement opérationnelle en 1991.

La zone du Témiscamingue, plus rurale, a pour principaux centres Ville-Marie (2 600 h.) et Témiscaming (2 100 h.). Son économie est basée essentiellement sur l'industrie forestière et l'agriculture, qui fournissent respectivement 65% et 25% des emplois de l'ensemble primaire et manufacturier. Ville-Marie joue un rôle de centre de services locaux desservant l'arrière-pays agricole. Témiscaming est le siège des activités du groupe Tembec qui y opère deux usines de pâte (700 employés). Tembec a entrepris la construction d'une cartonnerie de 265 millions de dollars devant ouvrir en 1990. Ce projet, en plus de créer 150 emplois, va servir à consolider l'activité des deux usines de pâte.

Revenus

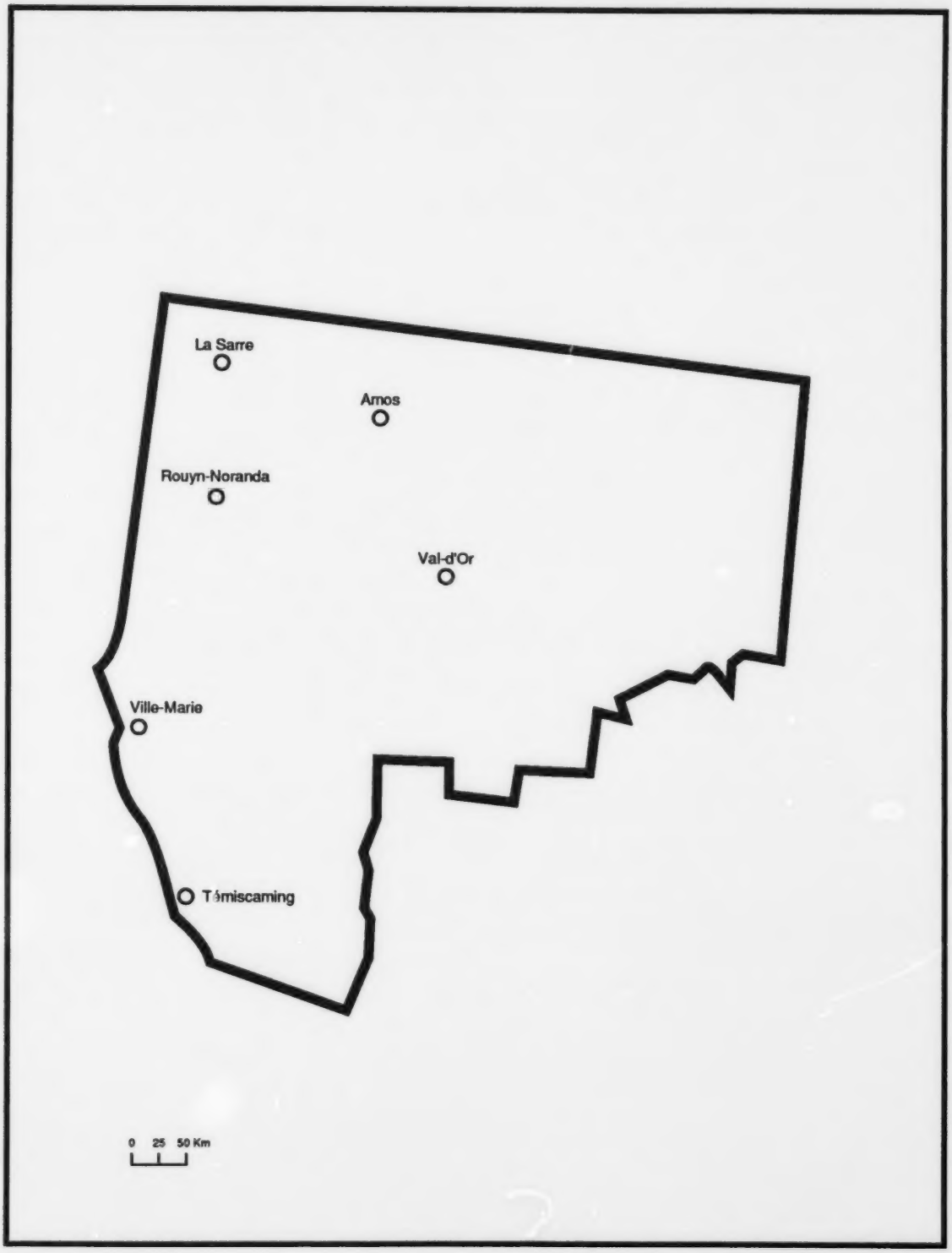
Le revenu personnel disponible per capita en région correspond à 84% de la moyenne du Québec. Les niveaux de revenus à Rouyn-Noranda et à Val-d'Or sont plus élevés que la moyenne régionale, correspondant respectivement à 95% et 92% de la moyenne provinciale.

Marché du travail

La situation du marché du travail s'est beaucoup améliorée en Abitibi-Témiscamingue au cours des quatre dernières années grâce à l'augmentation des exportations de produits forestiers et miniers mais surtout suite aux investissements massifs dans l'exploration minière. Ces facteurs ont fait grimper l'emploi de 55 000 en 1984 à 66 000 en 1988, et le taux moyen de chômage est passé de 19% à 9,3%. La région a affiché la deuxième meilleure croissance de l'emploi en 1988, soit 7,5%.

Enfin, la consolidation des entreprises forestières s'est poursuivie ces dernières années par l'intégration du sciage aux papetières: Donohue a acheté le groupe Saucier (470 employés à Comtois, Senneterre et Champneuf), Tembec a acheté les scieries Taschereau et Béarn (210 et 140 employés à Taschereau et Béarn respectivement), Domtar a acheté Bisson & Bisson (230 employés à Matagami), et le mouvement va se poursuivre avec la vente éventuelle de Normick Perron. Cette intégration, tout en assurant un débouché pour les copeaux produits par les usines de sciage et un approvisionnement aux usines de panneaux ou de pâtes et papiers, pourrait contribuer à la rationalisation et à l'utilisation optimale de la ressource, et en même temps, permettre à ces complexes intégrés de jouir d'une plus grande stabilité économique face aux fluctuations du marché.

08 - Abitibi-Témiscamingue



COTE-NORD

Cette région comptait, en 1986, 104 300 personnes (1,6% de la population québécoise) dispersées sur un littoral de 1 600 km s'étendant de Tadoussac à Blanc Sablon. Deux-tiers de cette population vit dans les agglomérations de Baie-Comeau (33 000 h.), Sept-Iles (28 000 h.) et Port-Cartier (6 900 h.). La région a perdu 13 900 habitants entre 1981-1986 (13,4% de sa population) suite à la fermeture, en 1979, de l'usine de pâte et papier ITT-Rayonier à Port-Cartier (2 000 emplois) mais surtout suite au déclin précipité de l'industrie du fer au tournant de la décennie (plus de 5 000 emplois miniers perdus entre 1977 et 1983). Les villes minières de Schefferville et Gagnon, qui totalisaient 5 500 habitants en 1981, ont fermé leurs portes, et Sept-Iles et Port-Cartier ont subi des baisses de population de l'ordre de 15%. Quant à Baie-Comeau, sa population est demeurée relativement stable (-2%), son économie étant basée sur des secteurs autres que minier.

Centrée à quelque 900 km au nord-est de Montréal, la Côte-Nord a une économie basée principalement sur les industries forestière et minière. Ces deux industries se partagent près de 70% de l'emploi dans les secteurs primaire et manufacturier et sous-tendent d'autres activités importantes notamment les transports ferroviaire et maritime. D'autres industries importantes de la base primaire et manufacturière sont la production d'aluminium (14% des emplois), la pêche et la transformation du poisson (8%). La Côte-Nord est aussi une région de production et de transport d'énergie hydro-électrique: 11 centrales, dont Manic 5, y sont installés, et près de la moitié (46%) de l'énergie hydro-électrique du Québec y transite. L'Hydro-Québec y emploie près d'un millier de personnes et génère aussi des retombées importantes via ses achats locaux de biens et services (ex.: 13,6 millions en 1987). Le tourisme constitue un apport économique grandissant grâce notamment à l'ouverture du Parc national de l'archipel de Mingan, près de Havre St-Pierre, et l'essor du phénomène d'observation des baleines à Tadoussac surtout mais aussi à Escoumins et à Havre St-Pierre. Le secteur agricole est peu développé sur la Côte-Nord en raison des contraintes climatiques et la rareté de bons sols agricoles.

L'agglomération de Baie-Comeau a une base économique solide et passablement diversifiée qui repose sur trois grandes entreprises manufacturières, sur les activités d'Hydro-Québec en région et sur la prestation de services gouvernementaux. C'est aussi le site

des plus grandes installations d'entreposage de céréales au pays. L'aluminerie Reynolds (1 850 employés), l'usine de papier-journal de la Cie de Papier Québec et Ontario (1 550 employés) et sa filiale la Scierie des Outardes (725 employés dont 500 en forêt) concentrent près du tiers de tous les emplois locaux et plus des deux-tiers de l'ensemble des emplois manufacturiers de la Côte-Nord. Point de départ de la route 389 reliant Manicouagan, Fermont, Labrador City et Wabush, Baie-Comeau est le centre de services régional d'Hydro-Québec qui y emploie plus de 800 personnes. C'est aussi le siège régional d'une vingtaine de bureaux du gouvernement provincial procurant plus de 500 emplois. Ses élévateurs à grains, propriété de la Cie Cargill, servent à l'entreposage des cargaisons amenées par les lacquiers partant de Thunder Bay; les céréales emmagasinées sont ensuite acheminées vers l'Europe, l'URSS, les pays méditerranéens et le Japon. Cette activité emploie une centaine de personnes. Le port de Baie-Comeau sert aussi à l'expédition de papier et de lingots d'aluminium via le traversier-rail vers Matane.

L'économie de Sept-Iles repose essentiellement sur la vocation de son port comme lieu d'expédition du minerai de fer extrait au Labrador par les compagnies minières Iron Ore du Canada (IOC) et Mines Wabush, sur les opérations de cette dernière à Sept-Iles même, et sur son rôle de centre de services pour la Moyenne et Basse Côte-Nord. Depuis la fermeture de sa mine de Schefferville, IOC a cessé ses activité de concentration et de boulettage du minerai à Sept-Iles; elle y achemine par train du minerai concentré à Labrador City. IOC demeure le principal employeur à Sept-Iles avec 900 employés pour son administration mais surtout pour le transport ferroviaire et le transbordement portuaire du minerai. Mines Wabush opère toujours une usine de boulettage à Sept-Iles employant 450 personnes. Le secteur manufacturier à Sept-Iles est composé d'une soixantaine de PME employant quelque 700 personnes, dont 240 dans le domaine de l'usinage. Une part importante de l'activité manufacturière dépend de la sous-traitance offerte par les compagnies minières et les activités de transport qu'elles génèrent. Sept-Iles s'est aussi développée comme ville de services avec son hôpital (700 emplois), son Cegep, ses bureaux gouvernementaux et ses commerces.

Port-Cartier a une économie basée principalement sur les activités de la Cie minière Québec-Cartier. Celle-ci emploie 2 800 personnes dans ses activités d'extraction du minerai de fer près de Fermont en bordure du Labrador, dans le transport ferroviaire du minerai

jusqu'à son usine de boulettage de Port-Cartier et dans ses installations portuaires à Port-Cartier. Le port abrite aussi des silos à grains procurant 40 emplois. L'ouverture, en 1988, d'un nouveau pénitencier fédéral (230 emplois) et la réouverture, par Cascades, de l'ancienne usine d'ITT- Rayonier (400 nouveaux emplois prévus dont 230 en forêt) vont contribuer à diversifier l'économie locale.

Revenus

Dans l'ensemble, la Côte-Nord affiche un niveau de revenu disponible per capita inférieur de 7% à la moyenne provinciale. Cela contraste avec la situation en 1981, année où son niveau de revenu était de 11% plus élevé que la moyenne québécoise. Sept-Iles et Baie-Comeau, cependant, bénéficient d'un revenu supérieur à celui du Québec, soit de 8% et 2% respectivement.

Investissements

Côté immobilisations, le suréquipement de la centrale hydro-électrique Manic 5, un projet de 820 millions de dollars amorcé en 1986, a connu sa période de pointe en 1988 et devrait être complété en 1989. D'autres travaux de génie importants sont en cours, dont la consolidation des barrages Bersimis I et II (70 millions $; 1987-92), le prolongement de la route 138 entre Havre St-Pierre et Natashquan (109 millions $), l'assainissement des eaux à Baie-Comeau (30 millions $) et la construction d'un port de pêche à Sept-Iles (9 millions $). La région attend, par ailleurs, le démarrage du projet de barrage hydro-électrique sur la rivière Ste-Marguerite, située à mi-chemin entre Sept-Iles et Port-Cartier. Ce projet de plus d'un milliard de dollars, prévu au plan de développement d'Hydro-Québec, pourrait débuter en 1991 pour une mise en service du barrage prévue pour 1998. Dans le secteur manufacturier, le seul projet d'envergure amorcé en 1988 est la modernisation de la Scierie des Outardes à Baie-Comeau par la Cie de Papier Québec et Ontario (130 millions $ d'ici 1990). Celle-ci a aussi annoncé qu'elle allait investir 126 millions de dollars à compter de 1989 pour doter sa papeterie de nouvelles installations de pâte thermomécanique.

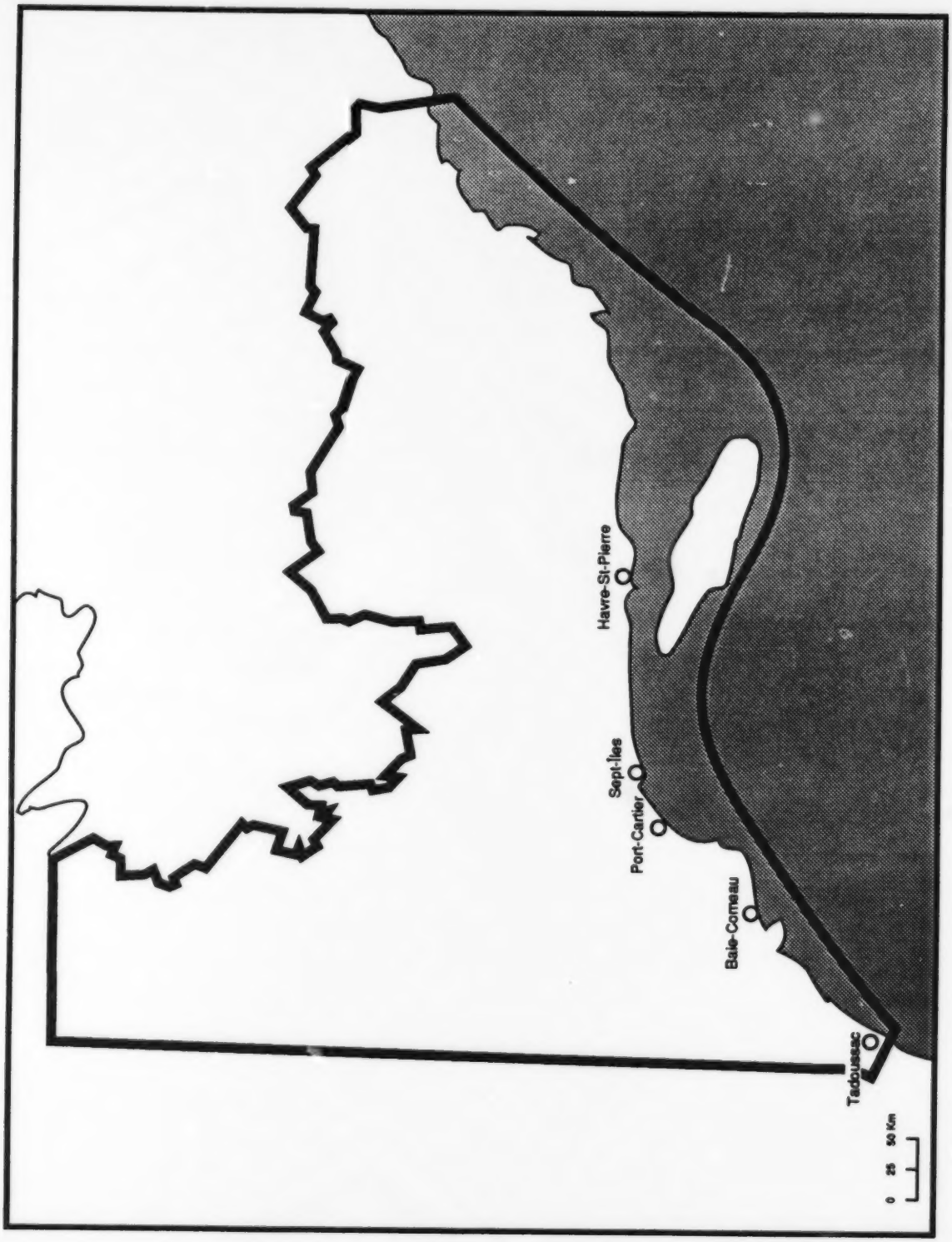
Marché du travail

La situation du marché du travail s'est améliorée sur la Côte-Nord en 1988, après trois années de stagnation. Le nombre de personnes occupées a crû de 5,1%, croissance supérieure à la moyenne provinciale de 2,8%. Cette progression de l'emploi, conjuguée à une hausse moins importante de la population active (1,8%), a entraîné une diminution du taux de chômage de 1,2 point de pourcentage pour atteindre 12,1% (vs 9,4% au Québec).

Note:

Cette section a présenté les grandes caractéristiques économiques des régions administratives du Québec, avec un accent particulier mis sur leurs principales sous-régions. L'analyse de sous-régions soulève des problèmes importants en matière de disponibilité de statistiques. En l'absence de données récentes et consistentes sur l'emploi par secteur sur la base des municipalités régionales de comté (MRC), l'analyse de la structure économique des sous-régions a été fondée sur des données d'emploi estimées par Emploi et Immigration Canada sur la base des territoires desservis par les différents Centres d'Emploi du Canada. Ces territoires correspondent généralement aux limites des MRC dans les régions ressources mais peuvent y différer dans le cas des régions centrales.

09 - Côte-Nord


Havre-St-Pierre
Sept-Îles
Port-Cartier
Baie-Comeau
Tadoussac
0 25 50 Km

TROISIÈME PARTIE:
Analyses structurelles

LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIELLE AU QUÉBEC

Préparé par: Philippe Aubé
Économiste

Points saillants

- Au Québec tout comme au Canada, **plus de la moitié de la recherche-développement est effectuée par des entreprises commerciales.**

  Un peu plus de **20%** de la recherche-développement industrielle (R-DI) canadienne se fait au Québec (872 millions $), le reste se fait surtout en Ontario (60%).

- **Les activités de R-DI au Québec sont concentrées dans un petit nombre d'industries,** notamment celles des avions et pièces, du matériel électronique, des bureaux d'études et de services et des industries à base de bois (pâtes et papiers, etc.). En fait c'est au sein de ces quatre industries que s'effectue plus de 50% de la R-DI dans la province.

- **La balance commerciale des produits de haute technologie au Québec est déficitaire.** Toutefois depuis quelques années, ce déficit se maintient aux alentours de 1 milliard de dollars par an alors que la valeur du commerce international des produits de haute technologie du Québec est à la hausse. A cet égard, il faut noter la bonne performance à l'exportation des industries québécoises des produits aéronautiques, des équipements électroniques, des machines non électriques et du matériel de traitement de l'information, ainsi que des équipements de télécommunications.

- Le fait que le Québec consacre une plus petite proportion de son PIB à la R-DI comparativement à l'Ontario serait attribuable en grande partie à des éléments comme la différence de taille des entreprises, le mode d'appartenance de ces dernières, la disponibilité de personnel qualifié ainsi qu'à d'autres facteurs socio-économiques. **Les différences au niveau de la structure de l'industrie manufacturière de ces deux provinces n'explique approximativement que 25% de l'écart Québec-Ontario dans la part des PIB consacré à la RD-I.**

Introduction

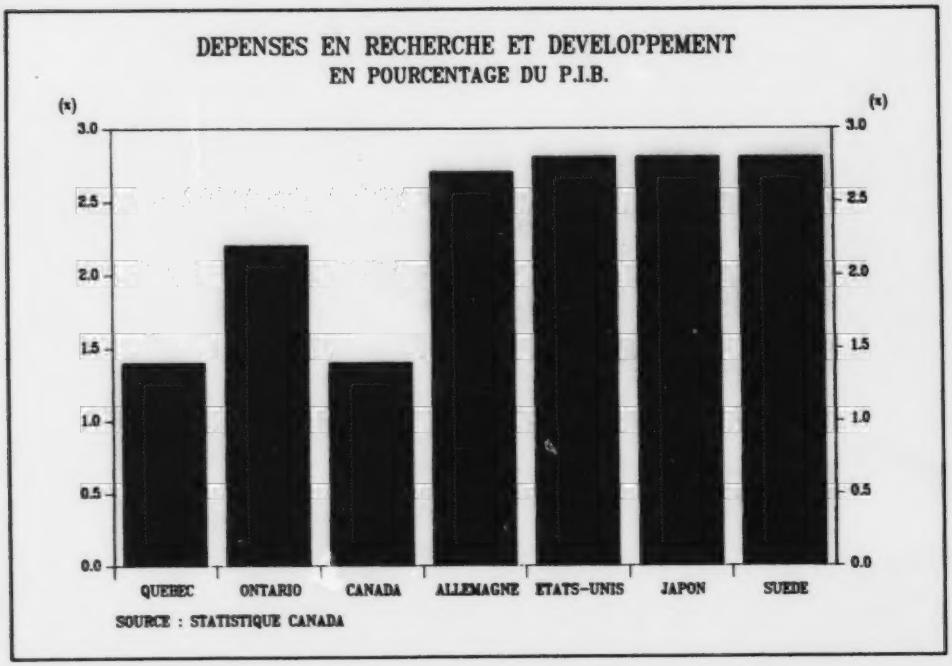
Dans un contexte de concurrence accrue au niveau mondial, les entreprises doivent investir davantage dans la recherche-développement industrielle (R-DI) pour survivre et croître. Le document qui suit vise à brosser un portrait des activités de recherche-développement effectuées par les entreprises commerciales au Québec. La première section du document effectue un survol de l'état actuel de la recherche-développement industrielle au Québec. Les sections suivantes traitent de certains aspects précis de la R-DI au Québec, soit son financement, les mesures fiscales d'incitation à la R-DI, le commerce international du Québec en technologie ainsi que les principaux déterminants de la R-DI au Québec. L'appendice contient une explication des concepts utilisés dans le texte ainsi que certaines références.

1. Aperçu général de la R-D industrielle au Québec

1.1 Importance relative du Québec

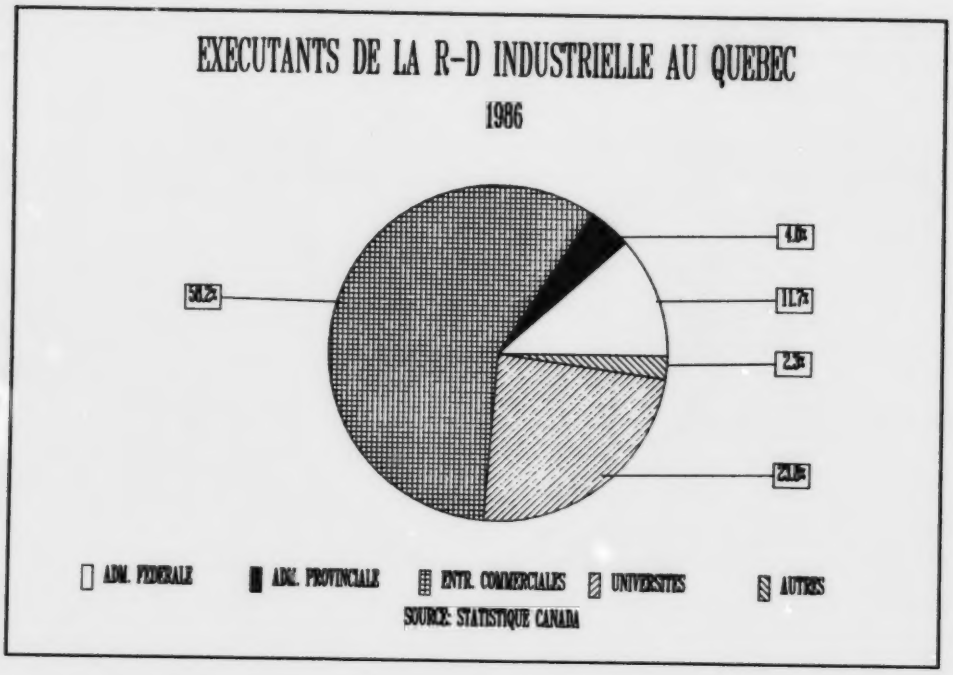
Selon les dernières données disponibles (1986), le Canada consacre 6,8 milliards de dollars à des activités de recherche-développemenbt, soit environ 1,4% de son produit intérieur brut. A la même période, au Québec, les montants dépensés au chapitre de la R-D totalisaient 1,5 milliard de dollars. Cette somme représente 1,4% du PIB de la province, soit une proportion équivalente à celle du Canada, mais considérablement moins qu'en Ontario (2,2% du PIB) ou dans les principaux pays industrialisés (Graphique 30).

Graphique 30



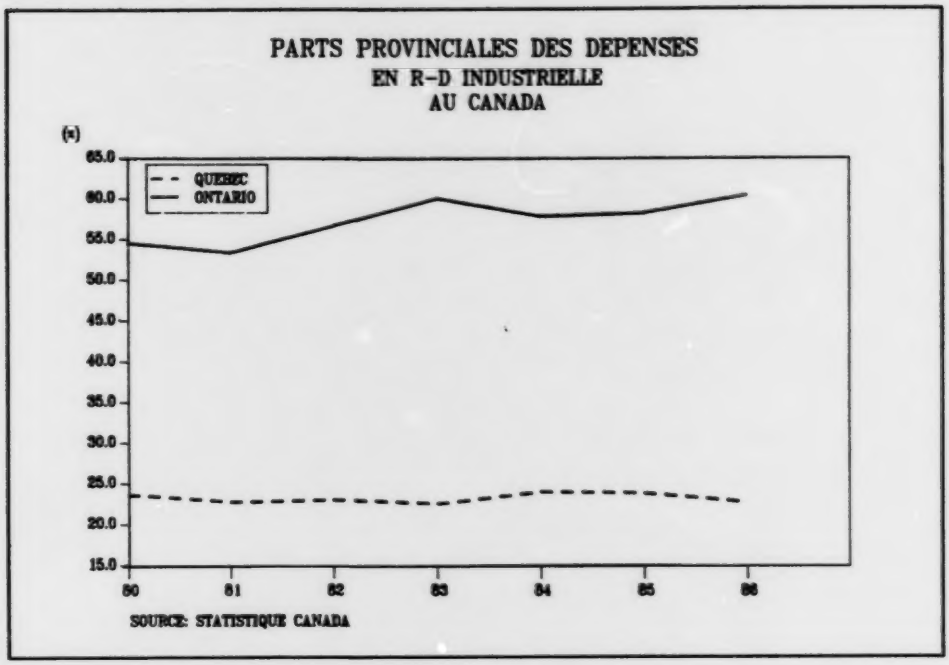
Plusieurs agents sont actifs au niveau de l'exécution de la R-D au Québec, soit les administrations publiques, les entreprises commerciales, les institutions d'enseignement supérieur et les organismes privés sans but lucratif. Ce sont les entreprises commerciales qui exécutent la majeure partie de la R-D au Québec (0,9 milliard $ en 1986), soit 58% de l'ensemble de la R-D dans la province (Graphique 31). Au nombre de plus de 830 au Québec, ces entreprises commerciales employaient au total plus de 12 000 personnes à temps plein ou partiel dans des activités de R-D en 1986.

Graphique 31



Comparativement à l'Ontario dont la part n'a cessé de croître pour dépasser récemment les 60%, la part du Québec dans l'effort de R-DI canadienne est assez modeste. Située dans la fourchette des 23-24%, cette part est d'ailleurs relativement constante depuis le début des années 1980 (Graphique 32).

Graphique 32



1.2 Répartition sectorielle de la recherche-développement industrielle au Québec.

Les différentes industries peuvent être classifiées selon leur niveau technologique (1). Une telle classification est proposée par le ministère québécois de l'Enseignement supérieur et de la Science et comprend cinq niveaux, soit les industries manufacturières hautement, moyennement et faiblement technologiques, ainsi que les industries liées aux ressources et des services. Les industries faisant partie de chacun des groupes sont présentées aux tableaux 16 et 17. Dans le cas du Québec, une telle classification permet de constater que la RD-I s'effectue surtout dans le secteur manufacturier (plus d'un demi milliard de dollars en 1986) et en particulier au sein d'industries hautement technologiques. Le secteur des industries liées aux ressources n'effectue que 10% de la R-DI québécoise, ce qui représentait des dépenses de 91 millions de dollars en 1986. Quant au secteur des services, elle effectue environ le quart de la R-DI québécoise (214 millions $).

Tableau 16

Répartition sectorielle de la recherche-développement industrielle
Québec 1986

INDUSTRIES	QUÉBEC		QUÉBEC/CANADA	
			R-D I	Livraisons*
	M $	%	%	%
INDUSTRIES LIÉES AUX RESSOURCES	**91**	**10,4**	**33,3**	**23,5**
Industries à base de bois**	48	5,5	44,0	30,3
Métaux semi-transformés	31	3,6	27,0	27,4
Mines, pétrole brut et gaz naturel	12	1,4	24,5	11,5
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	**567**	**65,0**	**22,7**	**23,0**
Hautement technologiques				
Avions et pièces	202	23,2	54,9	50,0
Matériel électronique	145	16,6	15,4	36,3
Prod. chimiques n.i.a. *'	37	4,2	22,8	19,8
Machines de bureau	35	4,0	15,4	12,1
Drogues et médicaments	33	3,8	32,0	40,8
Matériel scientifique et professionnel	3	0,3	6,0	20,0
Caoutchouc et plastique	3	0,3	15,0	24,6
Moyennement technologiques				
Matériel de transport n.i.a.*'	22	2,5	19,8	9,4
Machinerie	19	2,2	22,1	15,1
Appareils électriques n.i.a.*'	14	1,6	19,4	23,4
Produits métalliques	12	1,4	36,4	26,6
Faiblement technologiques				
Aliments, boissons et tabac	16	1,8	18,2	26,3
Textile	11	1,3	30,6	50,8
Produits non métalliques	2	0,2	12,5	23,2
SERVICES				
Bureaux d'ingénieurs	52	5,9	16,6	17,3
Transport et autres services	42	4,8	29,6	24,8
Services informatiques	18	2,1	9,0	22,0
Autres ind. non manufacturières***	102	11,7	27,9	24,2
TOTAL	**872**	**100,0**	**22,8**	**24,6**

Notes: *Proportions basées sur la valeur des livraisons dans le cas des industries manufacturières. Les proportions se rapportant à l'industrie des services, des industries liées aux ressources et du grand total sont basées sur l'emploi.

**Regroupe les industries du bois et des pâtes et papiers.

*'Non-inclus ailleurs.

***Comprend l'industrie de l'énergie électrique.

Sources: Statistiques sur la recherche et le développement industriels 1986, Statistique Canada - Statistiques sur la recherche et le développement industriels au Québec 1986, B.S.Q.

Tableau 17

Évolution des dépenses de recherche-développement industrielle

(taux annuel, 1981-1986)

INDUSTRIES	Québec %	Canada %
INDUSTRIES LIÉES AUX RESSOURCES	**5,1**	**-0,9**
Industries à base de bois*	9,9	5,6
Métaux semi-transformés	-2,4	0,9
Mines, pétrole brut et gaz naturel	14,9	-8,1
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	**9,9**	**10,7**
Hautement technologique		
Avions et pièces	6,1	7,5
Matériel électronique	15,7	19,7
Produits chimiques non inclus ailleurs	15,5	11,3
Machines de bureau	21,9	22,1
Drogues et médicaments	5,7	14,6
Matériel scientifique et professionnel	31,6	22,7
Caoutchouc et plastique	0,0	0,0
Moyennement technologique		
Matér. de transp. autre qu'avions & pièces	5,3	11,0
Machinerie	0,0	1,5
Appareils électriques non inclus ailleurs	14,9	4,4
Produits métalliques	19,1	9,5
Faiblement technologique		
Aliments, boissons et tabac	2,7	9,5
Textile	9,5	10,4
Produits non métalliques	18,9	12,2
SERVICES	**31,2**	**28,2**
Bureau d'ingénieurs et scientifiques	45,4	31,0
Transport et autres services	24,6	14,5
Services informatiques	43,1	49,0
Autres industries non manufacturières**	27,7	51,7
TOTAL	**12,7**	**12,5**

Notes: * Regroupe les industries du bois et des pâtes et papiers.
** Comprend l'industrie de l'énergie électrique.

Source: Statistique sur la recherche et le développement industriels 1986. Statistique Canada.

Parmi les industries manufacturières du Québec, c'est dans celle des avions et pièces que les dépenses de R-D sont les plus importantes. En 1986 les dépenses associées à la R-D dans cette industrie ont été de 202 millions de dollars ce qui représente le quart de toute la R-DI du Québec. En fait, plus de la moitié de la R-DI faite dans le secteur des avions et pièces au

Canada est réalisée au Québec. Parmi les sept entreprises qui ont des activités de R-D dans ce secteur, les plus importantes sont Pratt & Whitney, Canadair et Bell Helicopter Textron. Depuis 1981, les dépenses de R-D dans cette industrie ont crû à un taux annuel de 6% (Tableau 17).

L'industrie du matériel électronique (équipement de télécommunication, pièces, composantes et autre matériel électronique) vient en deuxième position quant à l'importance des dépenses liées à la R-D. En 1986, les 47 exécutants dans cette industrie (Marconi Canada, Recherches Bell-Northern, Northern Telecom, CAE, etc.) ont effectué des dépenses de 145 millions de dollars, ce qui représente un peu moins que 20% de l'ensemble des sommes consacrées à la R-DI au Québec. Toutefois, il faut noter que si 35% de la valeur des livraisons de l'industrie canadienne du matériel électronique viennent du Québec, seulement 15% de la R-D dans cette industrie s'effectue dans cette province. De même, le taux annuel de croissance des dépenses de R-D chez les fabricants de matériel électronique au Québec, bien que très élevé, reste inférieur à celui de l'ensemble de cette industrie au Canada depuis le début des années 80 (16% vs 20% par an, Tableau 17).

L'industrie québécoise des produits chimiques (excluant les produits raffinés du pétrole et charbon et l'industrie pharmaceutique) effectue aussi d'importantes dépenses en R-D. En 1986, les quelque 56 exécutants dans ce secteur ont effectué des dépenses de R-D de 37 millions de dollars. Environ 23% de toute la recherche canadienne dans ce secteur s'effectue au Québec ce qui correspond assez bien à la part québécoise des livraisons nationales de cette industrie. Le taux de croissance des dépenses de R-D chez les fabricants de produits chimiques durant la période 1981-1986 a été d'environ 16% (taux annuel). Ce taux de croissance a d'ailleurs été plus élevé au Québec qu'au Canada durant la même période.

Une autre industrie manufacturière où il s'effectue des dépenses notables en recherche et développement est celle des machines de bureau (ordinateurs, etc.). Dans cette industrie, les dépenses sont non seulement importantes (35 millions $ en 1986), mais elles augmentent à un taux annuel élevé, soit 22% durant la période 1981-1986 (Tableaux 16 et 17).

Finalement, signalons les dépenses de R-DI de l'industrie des drogues et médicaments qui, bien qu'importantes en valeur (33 millions $) n'ont crû qu'à un taux annuel de 6% au Québec depuis 1981, comparativement à 15% au Canada. Il semble que cette situation soit appelée à changer avec l'adoption par le gouvernement fédéral du bill C-22 relatif aux brevets pharmaceutiques.

Parmi les industries manufacturières liées aux ressources, ce sont les industries à base de bois (bois, papier et pâte de bois) qui effectuent les dépenses de R-D les plus importantes (48 millions $ en 1986). Cette somme reflète la localisation au Québec de l'Institut canadien de recherche sur les pâtes et papiers (Paprican) et des centres de recherche d'entreprises comme Domtar et BPCO. Il résulte de cette situation que 44% des activités de recherche et de développement dans l'industrie à base de bois s'effectue au Québec alors que la province n'y regroupe que 30% des emplois.

Comme mentionné précédemment, environ le quart des dépenses de R-DI de l'industrie canadienne des services s'effectuent au Québec. C'est aussi dans ce secteur que le taux de croissance des dépenses reliées à la R-DI est le plus élevé (taux annuel de 31% depuis 1981). C'est au sein des bureaux d'ingénieurs et scientifiques tels la Société de recherche SNC, le Groupe Conseil Roche et Lavalin, que s'effectuent les plus importantes dépenses de R-DI dans le secteur des services au Québec, soit 52 millions de dollars en 1986. La proportion québécoise des dépenses de R-DI faite par les bureaux d'ingénieurs et scientifiques canadiens reflète fidèlement l'importance de la composante québécoise des emplois dans cette industrie au Canada, soit 17%. Signalons aussi que la croissance des dépenses de R-D dans cette industrie a été très élevée au cours des récentes années, soit un taux annuel de presque 50% depuis 1981. La recherche faite au sein de ces entreprises porte surtout sur l'amélioration, le développement et l'évaluation de nouveaux concepts, procédés et équipements.

1.3 Taille des entreprises et caractéristiques de l'emploi

Environ 17% des dépenses de recherche et de développement industrielle au Québec sont effectuées

par des entreprises de taille relativement modeste, i.e. dont le chiffre d'affaires est inférieur à 10 millions de dollars par année. Ces petites entreprises qui effectuent de la R-D sont au nombre de presque 600 au Québec. Leur budget annuel moyen de recherche et développement est d'environ 250 000 $.

Les entreprises de taille moyenne, celles dont le chiffre d'affaires se situe entre 10 et 50 millions de dollars ont effectué 12% de la R-DI au Québec en 1986. En moyenne, ces entreprises consacraient environ 750 000 $ par an à des activités de R-DI. Le Québec compte 138 entreprises de taille moyenne qui ont des activités de R-DI.

Si au total environ 30% de la R-DI au Québec est effectué par des PME, le solde restant (environ 70%) est l'apanage des grandes entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 50 millions de dollars par an. Les budgets de R-D de ces exécutants qui sont au nombre de 118 au Québec, sont nettement supérieurs à ceux des PME, soit en moyenne plus de 5 millions de dollars par an.

Parmi les entreprises commerciales qui font de la R-D, le nombre de personnes affectées à ces activités varie aussi selon la taille de l'entreprise. Ainsi, les petites entreprises qui font de la R&D affectent en moyenne 4 personnes à des activités de R-DI. Il est à noter aussi qu'environ 20% de l'ensemble des personnes affectées à la R-DI au Québec, oeuvrent au sein de petites entreprises. Les entreprises de taille moyenne emploient 14% du personnel occupé à la R-DI soit en moyenne 12 personnes par entreprise. Les grandes entreprises sont celles qui affectent le plus de personnes à des activités de R-D, soit en moyenne 68 personnes par établissement. Ce chiffre augmente à 130 personnes si l'on ne considère que les très grandes entreprises, soit celles dont le chiffre d'affaires dépasse 400 millions de dollars par an.

Presque la moitié des personnes engagées dans des activités de R-DI au Québec étaient des professionnels détenant au moins un baccalauréat. Ces personnes sont surtout employées dans les industries manufacturières de haute technologie. Finalement, mentionnons qu'à peine deux industries emploient plus de 40% du personnel affecté à la

R-DI au Québec. Ces industries sont celles des avions et pièces (23%) et du matériel électronique (18%).

1.4 Localisation de la recherche-développement au Québec

Le Tableau 18 permet de constater que la très grande majorité (84%) de la R-DI au Québec se fait dans la région de Montréal. Cette situation reflète le fait que les industries qui font beaucoup de R-DI sont concentrées a Montréal. Une liste des principales entreprises qui effectuent de la R-D dans la région montréalaise se retrouve en annexe. Par contre, dans le cas des industries moyennement et faiblement technologique ainsi que dans les industries liées aux ressources, la concentration de la R-DI à Montréal est beaucoup moins importante. En fait, cette situation ne constitue que le reflet de la concentration industrielle par région au Québec.

Tableau 18

Dépenses intra-muros de R-DI selon le niveau technologique de l'industrie, Montréal et reste du Québec, 1986 (*)

INDUSTRIES	Montréal		Reste du Québec		Total	
	M $	%	M $	%	M $	%
Industries hautement technologiques	437	95	22	5	459	100
Industries moyennement technologiques	38	52	35	48	73	100
Industries faiblement technologiques	21	57	16	43	37	100
Industries liées aux ressources	48	53	42	47	90	100
Services	185	88	24	12	209	100
TOTAL	**729**	**84**	**139**	**16**	**868**	**100**

Note: * Excluant la R-D faite dans la région de la Capitale nationale (Hull)

Source: Statistiques sur la recherche et le développement industriels au Québec 1986, BSQ

2.1 Financement de la recherche-développement industrielle au Québec

Nous avons déjà vu que les entreprises commerciales ont exécuté au Québec des travaux de recherche-développement industrielle d'une valeur de 872 millions de dollars en 1986. Comme on peut le constater au graphique 4, ce sont surtout les entreprises commerciales elles-mêmes qui financent la R-DI tant au Québec qu'en Ontario. Toutefois, une partie de ces activités de recherche a été faite par les entreprises commerciales pour le compte de d'autres agents économiques. Dans ce cas, ces agents ont fourni le financement nécessaire à l'exécution des travaux. Ainsi, l'administration fédérale finance 14% de la R-DI au Québec comparativement à 8% en Ontario. L'appui de l'administration fédérale se compose de contrats et de subventions accordées par le gouvernement fédéral pour effectuer de la R-DI dans le domaine des sciences naturelles et du génie. Ces subventions sont surtout octroyées par le ministère de l'Expansion industrielle régionale en vertu du Programme de développement industriel et régional et du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense. Enfin, soulignons que l'administration provinciale ne finance que 2% de la R-DI québécoise. Ces chiffres ne tiennnent pas compte du financement de la R-DI provenant des dégrèvements fiscaux qu'allouent les deux paliers du gouvernement.

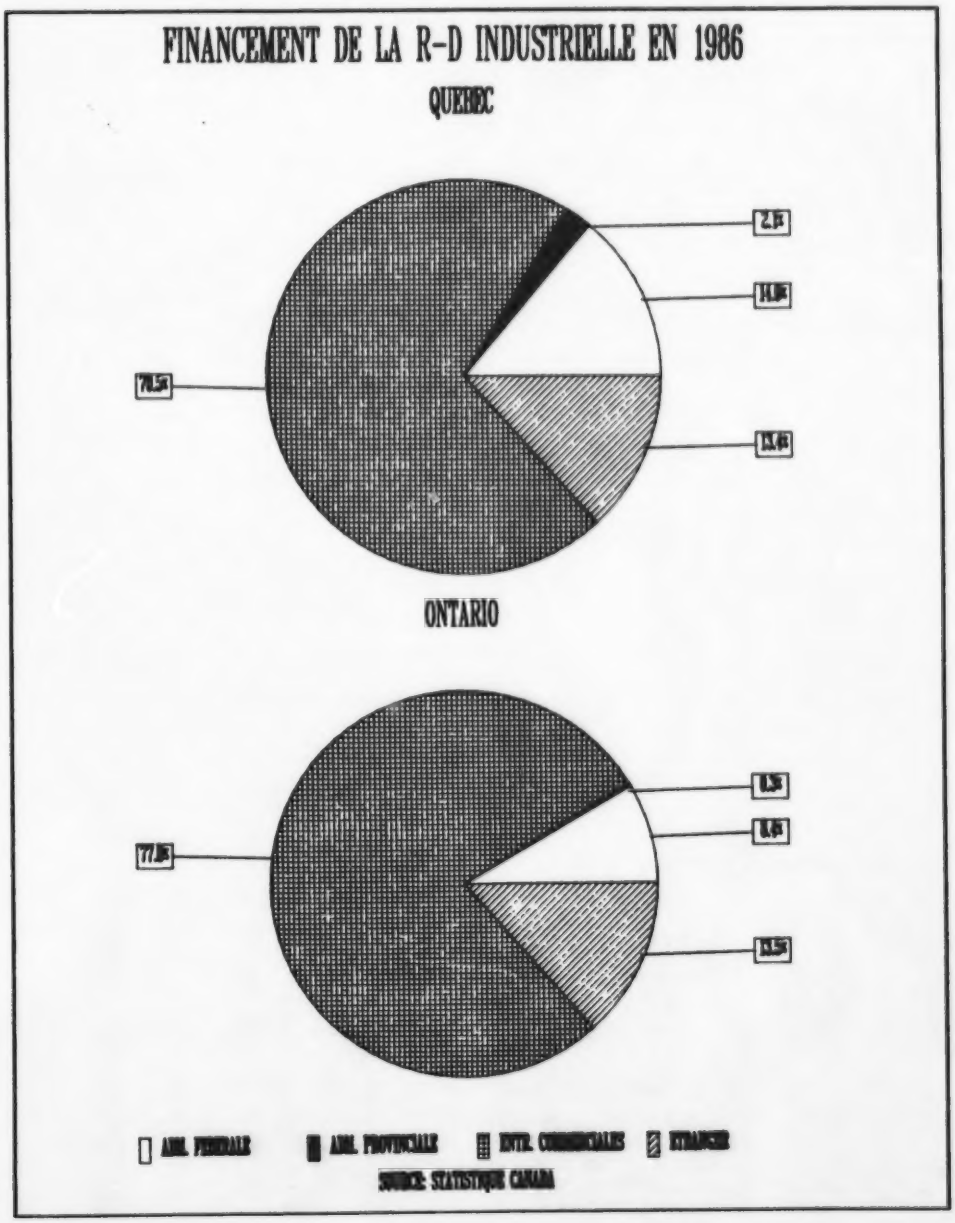
3. Les mesures fiscales d'incitation à la recherche-développement industrielle au Québec

Au Québec, les deux ordres de gouvernement offrent divers avantages fiscaux aux entreprises afin d'encourager ces dernières à effectuer davantage d'activités de R-D. Les deux mesures les plus utilisées sont les déductions admises lors du calcul du revenu imposable des entreprises ainsi que les crédits d'impôt. Les déductions admises dans le calcul du revenu imposable permettent à un contribuable qualifié de réduire son revenu du montant des dépenses de R-D admises par l'État. Quant au crédit d'impôt, il s'agit d'une somme qui réduit directement le montant d'impôt à payer par l'entreprise.

Au niveau fédéral, les crédits d'impôt à l'investissement réclamés en 1984 (dernière année pour laquelle les données sont disponibles) totali-

saient 374 millions de dollars au Canada, pour des dépenses encourues de 2 360 millions de dollars au titre de la R-DI. Statistique Canada ne compile pas de données au niveau provincial à ce sujet. Au niveau provincial, selon les estimations du ministère des Finances du Québec, le manque à gagner découlant des mesures fiscales provinciales d'incitation à la R-D sera de 104 millions de dollars pour l'année fiscale 1988-1989.

Graphique 33



4. Commerce international du Québec en technologie

Le Québec vend et achète sur le marché international à la fois des produits de haute technologie et de la technologie sous forme de brevets, licences et connaisances techniques. Les produits dits de haute technologie sont définis comme étant ceux qui demandent davantage d'activités de recherche-développement que d'autres produits (1). La balance commerciale des produits de haute technologie du Québec mesure les exportations et les importations québécoises de ces produits sur les marchés internationaux alors que la balance des paiements technologique du Québec comptabilise les flux commerciaux entre entreprises canadiennes et étrangères pour l'achat ou la vente de technologies.

La balance commerciale des produits de haute technologie du Québec a été déficitaire de 1 milliard de dollars en 1986 (Tableau 19), c'est-à-dire que les importations de produits de haute technologie ont été largement supérieures aux exportations. Toutefois, il faut souligner que depuis quelques années, la valeur de ce déficit reste stable alors que la valeur du commerce international des produits de haute technologie du Québec a plus que doublé depuis 1979. Vu autrement, alors qu'en 1979 la valeur des importations québécoises de produits de haute technologie étaient 2,7 fois plus importantes que les exportations de la province, en 1986 ce ratio n'était que de 1,5.

Tableau 19

Commerce international de produits de haute technologie du Québec
(millions $)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Exportations (X)	622	849	1186	1308	1431	2005	2132	2156
Importations (M)	1694	1990	2633	2083	2537	3318	2948	3166
Balance commerciale	-1072	-1141	-1447	-775	-1106	-1313	-816	-1010
M/X	2.7	2.3	2.2	1.6	1.8	1.7	1.4	1.5

Source: Science et technologie, conjoncture 1988.
Conseil de la science et de la technologie.

Cette description d'ensemble doit être complétée par un examen sectoriel car il existe des différences notables entre les divers groupes de pro-

duits de haute technologie comme on peut le constater au tableau 20. Un examen de ce tableau nous révèle que seul le secteur des équipements de télécommunications montre une balance commerciale positive et croissante durant la période 1979-1986. Il faut toutefois souligner que dans le cas de l'industrie québécoise de produits aérospatiaux, des équipements électroniques et des machines non électriques, les exportations ont crû plus rapidement que les importations durant les années 1980. Toutefois, pour ces produits, la balance commerciale du Québec reste déficitaire. Le commerce international du Québec dans le domaine des machines automatiques de traitement de l'information a aussi été vigoureux durant la période 1979-1986. Toutefois, dans le cas de ces produits le solde de la balance commerciale du Québec avec l'étranger s'est détérioré. Finalement, mentionnons que le volume du commerce international des industries québécoises des produits chimiques, des instruments scientifiques, des machines électriques et des produits pharmaceutiques a stagné au cours des années 1980. De plus, avec l'exception de l'industrie des produits chimiques, le ratio de la valeur des importations par rapport aux exportations dans ces industries est resté très élevé au cours de cette période.

Tableau 20

Commerce international de produits de haute technologie du Québec par groupe de produits

	Importations(M) (millions $)	Exportations(X) (millions $)	M / X 1979	M / X 1986
Produits aérospatiaux	751	561	4	1,3
Équipement électronique	719	564	7,7	1,3
Équipement de télécomm.	261	475	0,9	0,5
Machines auto de traitement de l'information	392	159	1,4	2,5
Produits chimiques	268	183	1,4	1,5
Instruments scientifiques	262	71	2,7	3,7
Machines électriques	214	74	4,5	2,9
Machines non-électriques	202	47	20,0	4,3
Produits pharmaceutiques	97	22	4,8	4,4
TOTAL	3 166	2 156	2,7	1,5

Source: Science et technologie, conjoncture 1988.
Conseil de la science et de la technologie.

Le Québec produit moins de 1% de la technologie mondiale. Il doit donc acquérir par des transferts (licences de fabrication, brevets d'utilisation, etc.) la technologie nécessaire à son développement. Au Québec, tout comme au Canada, la balance des paiements technologiques est fortement déficitaire. A ce chapitre, les plus récentes données pour le Québec remontent à 1983. Durant cette année, le Québec fut un importateur net de technologies avec un déficit à ce titre de 70 millions de dollars. En effet, les entreprises québécoises ont versé 97 millions de dollars à des sociétés canadiennes et étrangères pour l'achat de brevets, licences et connaissances techniques alors qu'elles en ont vendu à ces dernières pour 27 millions de dollars.

Les transactions technologiques du Québec avec des société-mères ou affiliées étrangères étaient responsables de 75% du déficit de 1983.

5. Facteurs influençant la recherche-développement industrielle au Québec.

L'intensité de l'effort de recherche-développement industrielle dans une économie dépend de plusieurs facteurs, dont la structure industrielle de cette économie et l'ensemble des éléments socio-économiques qui la caractérisent.

5.1 La structure industrielle

La structure industrielle d'une économie peut influer sur l'effort de recherche-développement fait par les entreprises de deux façons. D'abord par l'importance relative d'industries intensives en R-D par rapport aux autres industries moins intensives (spécialisation inter-industrielle). Ensuite par les caractéristiques infra-industrielles de cette économie, c'est-à-dire les caractéristiques propres à chacun des groupes industriels qui la compose.

Les caractéristiques infra-industrielles les plus susceptibles d'influencer l'effort de R-DI des entreprises sont la taille relative de ces dernières au sein d'un même groupe industriel et le mode d'appartenance des entreprises. Dans le cas de la taille, l'argument est que les grandes entreprises sont plus susceptibles de faire de la R-DI que les entreprises plus modestes, car elles

disposent de ressources financières plus importantes. Le degré de propriété étrangère des entreprises dans une industrie peut aussi avoir un impact sur la R-D puisque les entreprises étrangères ont souvent tendance à importer la technologie développée par leur maison-mère. Toutefois, ceci n'est pas toujours le cas. Ainsi, l'octroi par la maison-mère étrangère d'un mandat mondial de production à une de ses filiales peut inciter cette dernière à effectuer localement d'importantes activités de R-D. Au Québec, c'est notamment le cas avec la compagnie Pratt & Whitney Canada (moteurs d'avions).

5.2 Éléments socio-économiques

L'effort de R-D d'une économie dépend aussi d'une multitude d'éléments socio-économiques. Parmi ces éléments, ceux qui sont les plus souvent cités (3) sont:

- la dimension des marchés accessibles;
- le degré de protectionnisme accordé aux divers secteurs industriels;
- l'assistance fournie par l'État;
- la disponibilité de chercheurs qualifiés; et
- le degré de sensibilisation de la population d'une économie à l'importance de l'innovation et de l'adaptation technologique.

L'impact de ces éléments sur l'effort que consacrent les industries à la R-D est néanmoins difficilement mesurable.

5.3 La situation au Québec

Dans le cas du Québec, nous savons que les industries des secteurs moyennant et faiblement technologiques occupent une place importante au sein de la structure industrielle de la province. Par ailleurs, nous avons vu qu'il se fait relativement peu de R-DI dans ces secteurs.

Le Québec ne compte que peu d'entreprises de grande taille et beaucoup d'entre elles sont des filiales d'entreprises étrangères. Soulignons qu'à peine 1% des entreprises manufacturières du Québec emploient plus de 500 personnes alors qu'elles ne contribuent que pour environ le tiers de la valeur de l'ensemble des livraisons manufacturières de la province.

Par la passé, le Québec a affiché un taux de gradués universitaires dans le domaine des sciences naturelles et du génie plus faible que celui de l'Ontario ou du Canada. Ceci a pu constituer une certaine entrave à la R-DI dans la province. Toutefois cet écart est aujourd'hui en voie de se résorber comme on peut le constater au tableau 21.

Tableau 21

Maîtrises et doctorats décernés dans le domaine des sciences naturelles et du génie par 100 000 habitants en 1986

	Québec	Ontario	Canada
1971	11.7	24.9	18.5
1976	13.0	20.5	15.9
1981	14.8	19.7	15.6
1986	24.6	25.2	22.3

Source: Universités, Inscriptions et grades décernés, 1986. Statistique Canada.

En ce qui concerne notre situation par rapport aux principaux pays industrialisés, le nombre de chercheurs et de scientifiques par tranche de 100 000 habitants n'est que de 90 à 100 au Canada et au Québec comparativement à 140 en Grande-Bretagne, 150 en Allemagne de l'Ouest, 240 au Japon et 280 aux États-Unis (4).

Finalement, il convient de mentionner les récentes analyses réalisées par le Conseil de la science et de la technologie du Québec (5) afin de déterminer empiriquement jusqu'à quel point la spécialisation inter-industrielle du Québec pouvait expliquer l'écart entre le Québec et l'Ontario relativement à la proportion de leurs PIB respectifs consacrés à la R-DI. Selon les résultats obtenus, seulement 25% de cet écart serait dû aux différences dans la spécialisation industrielle de ces deux provinces. C'est dans l'industrie des produits chimiques autres que les produits pharmaceutiques et ceux dérivés du pétrole, dans l'industrie des métaux primaires, du matériel de transport autre que l'aéronautique, ainsi que dans l'industrie des appareils électriques autres que pour la communication que la spécialisation industrielle moins

poussée du Québec limiterait ses efforts de R-DI. En revanche, 75% de l'écart serait dû à un ensemble d'autres éléments (caractéristiques infra-industrielles, facteurs socio-économiques divers) qui semblent être les causes les plus notables du plus faible effort de R-DI du Québec comparativement à l'Ontario. Ces éléments auraient davantage d'importance dans l'industrie des produits chimiques dérivés du pétrole, des machines de bureau et des équipements de communication. Il faut toutefois se rappeler que les résultats de cette étude ne sont que partiels et dépendent des hypothèses fondamentales posées par ses auteurs.

Conclusion

L'effort de recherche-développement industrielle au Québec est relativement modeste et assez peu diversifié. Plusieurs facteurs peuvent être invoqués pour expliquer cette situation.

Le gouvernement provincial s'est fixé l'objectif de porter l'effort total de R-D au Québec à un niveau équivalent à 2% du PIB provincial en 1992. C'est le secteur des entreprises qui devra assumer la grande part de l'accroissement du financement de la R-D, soit 540 millions de dollars de plus en 1992 qu'en 1987. Selon le gouvernement du Québec, il existe des éléments qui rendent cet accroissement réalisable:

- Un taux de croissance similaire des dépenses de R-DI a été réalisé par les entreprises québécoises entre 1979 et 1985.

- Les deux niveaux de gouvernement sont sensibilisés à la nécessité d'accroître la R-DI et ont déjà mis en place plusieurs mesures destinées à atteindre cet objectif (importantes subventions aux entreprises québécoises pour effectuer de la R-D dans le domaine des sciences naturelles et du génie, adoption par le gouvernement fédéral de la loi C-22 touchant l'industrie pharmaceutique, mesures fiscales spéciales touchant les activités de R-DI des entreprises, poursuite et accentuation des mesures gouvernementales d'appui au développement et au transfert de technologies et à l'éducation, etc.).

- L'existence de grands programmes de recherche européens (e.g. EUREKA) et américains auxquels peuvent participer les entreprises québécoises.

- Les entreprises québécoises possèdent déjà une expertise appréciable en R-D dans certains domaines (avions et pièces, par exemple).

- Le climat économique devrait rester généralement bon au cours des prochaines années et le coût des nouvelles technologies a tendance à diminuer.

- A mesure que l'utilisation des nouvelles technologies s'accroît, les organisations syndicales deviennent plus réceptives à ces dernières.

Quoiqu'il en soit, l'accroissement du degré de compétition à l'échelle internationale obligera les entreprises québécoises à investir davantage en R-D puisque leur avenir, voire leur survie, en dépend.

APPENDICE

Concepts

Les données se rapportant au domaine de la recherche-développement (R-D) sont reliées soit à l'agent qui finance les activités ou à celui qui les exécute. Notre analyse vise surtout les entreprises comme source de financement de la R-D.

Les données se rapportant à la recherche-dévelopement industrielle (R-DI) couvrent la recherche et développement faite par les entreprises, les sociétés de la Couronne et les instituts et associations de recherche industrielle, i.e. les différentes entreprises de nature commerciale, qu'elles soient privées ou publiques.

Les différents agents qui font de la R-D peuvent effectuer ces activités au sein même de leur organisation (activités intramuros) ou les faire exécuter par d'autres organismes indépendants (activités extramuros).

Dans le cas de données se rapportant à la province, les données ne touchent que la R-DI effectuée au sein de cette province. Ainsi, la R-DI faite par des compagnies québécoises à l'extérieur du Québec ne serait pas comptabilisée au Québec.

Notes

(1) Il n'existe aucune définition internationale de ce qui constitue un produit de haute technologie. Le critère le plus souvent utilisé définit ces produits comme étant ceux qui exigent davantage de R-D que les autres produits. Plus précisément, la méthode consiste à calculer la moyenne mathématique des pourcentages que représentent, pour chaque catégorie de produits, les dépenses de R-D par rapport aux ventes de ces produits et à qualifier de "produits de haute technologie" les catégories qui se trouvent au-dessus de la moyenne. Ce critère est d'ailleurs utilisé à la fois par Statistique Canada et le Conseil de la science et technologie du Québec.

(2) Science et technologie, conjoncture 1985, vol. 2. Conseil de la science et de la technologie, (CCST) 1986, p. 67.

(3) Idem. p. 64 et Science et technologie, conjoncture 1988. CST, 1988, p. 120.

(4) La maîtrise de notre avenir technologique, un défi à relever.
Ministère du commerce extérieur et du développement technologique. Juin 1988, p. 40.

(5) Science et technologie, conjoncture 1985, vol. 2. CST, 1986, pp. 64 à 67 et 70-71,

(6) La maîtrise de notre avenir technologique, un défi à relever. Ministère du commerce extérieur et du développement technologique. Juin 1988 pp. 40-41

ANNEXE

Principaux centres de recherche industrielle du Grand Montréal

Secteurs d'activités et centres	Principales activités	Employés en R-D
Métaux semi-transformés		
Noranda	Développement de méthodes et matériel miniers	97
Industrie à base de bois		
Institut canadien de recherches sur les pâtes et papiers (PAPRICAN)	Développement de nouveaux produits et procédés relatifs aux pâtes et papiers	
Domtar	Recherche sur produits (sel, traitement du bois, matériaux de construction, pâtes et papiers, etc.)	118
Avions et pièces		
Pratt & Whitney	Recherche générale et appliquée associée aux moteurs d'avions	1 477
Canadair	R-D se rapportant à différents modèles d'avions et de systèmes de surveillance	325
SPAR Aérospatiale	Systèmes de télécommunication par satellite	170
Bendix Avelex	Produits aéronautiques en électro-optique	88
Bell Helicopter Textron	Recherches visant à améliorer le produit fabriqué (hélicoptères)	61

ANNEXE

Principaux centres de recherche industrielle du Grand Montréal (suite)

Secteurs d'activités et centres	Principales activités	Employés en R-D
Matériel électronique de télécommunication		
Recherche Bell-Northern	Recherche en télécommunications et en exploitation de réseaux	284
Northern Telecom	Développement de produits et procédés en communication	188
Technologies MPB	R-D en télécommunications, électro-optique, fusion	93
SR Telecom	Design de systèmes de télécommunication	74
Autre matériel électronique		
Marconi	Systèmes de navigation, de détection et de gestion de bord en avionique	360
Matrox	Systèmes et circuits de graphisme par ordinateur	250*
CAE Électronique	Développement de simulateurs de vol	155
Philips	Conception de micro-ordinateurs	150*
XIOS	R-D relié à la bureautique	60
Circocraft	Développement de circuits imprimés	

ANNEXE

Principaux centres de recherche industrielle du Grand Montréal (suite)

Secteurs d'activités et centres	Principales activités	Employés en R-D
Unisys Canada	Recherche et développement sur systèmes d'alimentation électronique	43
Comterm	Développement de terminaux de communication, contrôleurs et autres périphériques	39
Paramax	Intelligence artificielle	8*
Drogues et médicaments		
Bio-recherche	Tests pré-cliniques et cliniques d'innocuité pour d'autres entreprises	345
Merk Frosst	Recherche fondamentale en pharmacie	120
Bio Méga	Mise au point de trousses immunodiagnostiques, de drogues anti-virales et de médicaments cardio-vasculaires	76
Laboratoires Nordic	Développement de produits pharmaceutiques en cardiologie, en gastroentérologie et pour le traitement du diabète et des brûlures	38
Ayerst, McKenna & Harrison	R-D sur les produits pharmaceutiques	36
Burroughs Wellcome	R-D sur produits et produits pharmaceutiques	16

ANNEXE

Principaux centres de recherche industrielle du Grand Montréal (suite)

Secteurs d'activités et centres	Principales activités	Employés en R-D
Pfizer	Recherche clinique vétérinaire	8
Laboratoires Abott	Études de procédés	3
Matériel scientifique et professionnel		
Foxboro	Conception de techniques et d'instruments	5
Produits non métalliques		
Ciments Canada Lafarge	Développement de nouveaux produits en béton, de nouvelles formulations de ciment et d'équipements plus performants	35

Notes: Ce relevé n'est pas exhautif.

*Approximations

Sources: Le Devoir économique, Vol. 3, Mai 1987
La recherche scientifique et le développement expérimental au Québec, Répertoire 1987-1988. CRIQ

DIFFUSION DE TECHNOLOGIES

Préparé par: Claude Valiquette, Économiste
Claude Lussier, Économiste

Cet article porte sur l'adoption des nouvelles technologies dans l'économie québécoise. Il comprend d'abord une partie plus théorique sur le processus de changement technologique, l'approche stratégique à l'adoption des nouvelles technologies et les facteurs et obstacles influençant la diffusion de technologie. Ensuite, l'état de la diffusion des technologies au Québec et au Canada est analysé à partir des principaux indicateurs disponibles.

1. Processus de changement technologique

Le processus global de changement technologique peut se décomposer en trois éléments principaux: l'invention, l'innovation et la diffusion. La première étape, l'invention, constitue la phase de recherche fondamentale d'où germent les idées pour des technologies nouvelles ou améliorées. Ensuite, l'innovation technologique correspond à la première application commerciale de l'invention. L'innovation peut se produire tant au niveau des procédés que des produits. Finalement, la diffusion des technologies représente la dispersion et l'adoption des innovations dans l'appareil de production, c'est-à-dire l'application industrielle des technologies disponibles sur le marché. La frontière entre ces trois éléments n'est pas étanche. Le processus de changement technologique doit plutôt être considéré comme un continuum où la recherche et le développement sont étroitement imbriqués.

Les innovations n'incorporent pas nécessairement des technologies de pointe. Elles peuvent ne constituer que de simples améliorations ou modifications à un produit ou procédé, souvent suite à des pressions de la demande ou à des opportunités technologiques. A l'autre extrême, certaines innovations peuvent engendrer des modifications majeures à la structure et aux conditions de production et de distribution dans l'ensemble de l'économie, comme dans le cas des technologies de l'information.

L'entreprise peut avoir accès aux nouvelles technologies sans devoir internaliser les trois éléments du processus. Plusieurs entreprises vont ainsi choisir d'acquérir de firmes ou organismes extérieurs les

technologies requises. A cet égard, les grandes entreprises, les universités, les centres de recherche, les fournisseurs d'équipement et les courtiers constituent des véhicules de diffusion de la technologie. De fait, la majeure partie des bénéfices économiques reliés aux nouvelles technologies provient de leur diffusion dans l'ensemble de l'économie plutôt que de leur développement initial.

L'application des nouvelles technologies est déterminante pour la compétitivité des entreprises. Ces dernières doivent s'adapter rapidement à l'environnement économique et technologique en identifiant et en exploitant les possibilités offertes par les nouvelles technologies. Elles doivent alors faire un choix quant à une stratégie d'acquisition des technologies.

2. Stratégie d'adoption des nouvelles technologies

Une entreprise a-t-elle avantage à développer elle-même les technologies ou à les acquérir de l'extérieur? En général, la R & D interne offre des technologies mieux adaptées aux besoins de l'entreprise et une plus grande indépendance technologique, tout en comportant des risques et des coûts beaucoup plus élevés. D'autre part, l'achat de technologies est moins risqué et dispendieux pour l'entreprise, mais peut donner accès à une technologie plus vite dépassée.

Avant tout, le choix d'une option demeure stratégique: l'entreprise désire-t-elle s'engager dans une stratégie de leadership technologique ou d'adoption technologique? Un mode de comportement n'est pas nécessairement supérieur à un autre.

A cet égard, une étude(1) préparée dans le cadre du récent Sommet québécois de la Technologie analyse la dynamique de l'innovation technologique dans six industries au Québec et démontre bien que la volonté d'innovation technologique peut s'exprimer par des modes différents. Alors que certaines entreprises vont choisir une stratégie de leadership technologique en développant à l'interne les nouvelles applications technologiques, d'autres choisiront une stratégie d'adoption rapide des technologies développées par des intervenants externes. Un mode d'innovation particulier ne peut s'appliquer à toutes les entreprises, il doit être adapté aux besoins de la firme, ses forces internes, et son environnement externe.

Ainsi, la plupart des firmes de produits pharmaceutiques et de services informatiques étudiées dans ce

document adoptaient une stratégie de production par la R&D interne de produits hautement différenciés en réponse à un environnement caractérisé par un haut niveau d'effervescence technologique. Par ailleurs, la plupart des firmes de pâtes et papiers et quelques firmes de produits métalliques couvertes par l'enquête optaient plutôt pour une stratégie d'introduction rapide des procédés nouveaux dans un environnement caractérisé par l'intensité exceptionnelle de la concurrence.

Le choix d'une stratégie technologique appropriée peut donc s'avérer essentiel pour assurer la compétitivité et même la survie de l'entreprise. Une étude de l'OCDE(2) signale que ce choix stratégique est d'autant plus important pour une économie industrialisée où les entreprises et le marché national sont de petite taille, ce qui caractérise assez bien l'économie québécoise. Les PME locales doivent alors compétitionner avec les entreprises des pays nouvellement industrialisés qui en plus de bénéficier d'avantages au niveau des coûts de main-d'oeuvre, ont maintenant accès à une plus grande sophistication technologique qui leur permet de pénétrer les créneaux où la technologie est relativement simple ou mature. De plus, les PME ne possèdent généralement pas la taille suffisante requise pour bénéficier des économies d'échelle souvent nécessaires dans les secteurs de haute technologie.

Trop peu d'analyses ont été effectuées à l'heure actuelle pour pouvoir déduire un modèle de stratégie technologique optimale pour les PME dans ce contexte d'internationalisation de la concurrence. Il semble toutefois que l'adoption et la modification de technologies existantes pourraient offrir un potentiel plus grand que le développement de technologies nouvelles pour les PME dans les créneaux de haute technicité.

3. Facteurs influençant la diffusion de technologies

Le rythme de diffusion de technologies au sein d'une économie dépend d'un ensemble de facteurs. Certains sont propres à l'environnement économique à l'intérieur duquel doivent opérer les entreprises. On songe ici par exemple à des facteurs tels les pressions concurrentielles se faisant sentir sur les entreprises, les infrastructures technologiques (centres de recherche, parcs de haute technologie par exemple), la disponibilité de capitaux de risque, etc.

Outre ces facteurs environnementaux, certaines autres considérations, de nature interne cette fois, influencent les décisions de chaque entreprise concernant l'adoption de nouvelles technologies. Ces facteurs internes ont trait au niveau de risque technique, commercial et financier de la firme, l'attitude et la compétence de sa haute direction vis-à-vis les technologies et les défis de gestion que posa leur adoption.

3.1 Facteurs internes

Aspects techniques

La qualité et la pertinence de l'information à la disposition de l'entreprise sur les technologies de même que le risque technique représenté par une nouvelle technologie sont deux éléments étroitement reliés de la prise de décision en matière d'adoption de technologies.

Bien qu'il existe une quantité impressionnante d'informations générales sur les technologies disponibles, il n'est en effet pas facile pour une entreprise d'identifier la technologie appropriée et les fournisseurs potentiels de technologies, ni le meilleur procédé pour les intégrer dans l'entreprise. Entre autres questions auxquelles l'entreprise devra trouver une réponse pour identifier la technologie appropriée figurent celles-ci:

- la technologie à l'étude remplira-t-elle ses promesses sur le plan technique?

- l'adoption de cette technologie exigera-telle des efforts majeurs d'ajustement des opérations de production de l'entreprise? Combien de temps durera cet ajustement?

- la technologie proposée risque-t-elle d'être dépassée avant longtemps (obsolescence)?

Aspects économiques et financiers

D'abord, l'adoption d'une nouvelle technologie par une entreprise représente un risque commercial pour celle-ci. L'adoption de cette technologie aura en effet des conséquences en termes d'accroissement du volume de la production ou encore au niveau de l'introduction de nouveaux produits. L'entreprise devra chercher à établir si le marché est prêt à absorber cette augmentation du volume de production ou ces nouveaux produits

ou encore si le marché visé est accessible à l'entreprise. Cette dernière question revêt une importance particulière pour un pays comme le Canada dont le marché intérieur est très étroit. L'évaluation du risque commercial ne va pas de soi et présente des difficultés. Les difficultés de quantification des coûts et bénéfices attendus peuvent constituer en fait une contrainte importante à l'obtention de financement pour les PME.

Le coût d'acquisition de la technologie constitue aussi un obstacle important à l'introduction de nouvelles technologies. Ce facteur est particulièrement significatif pour les PME dont les ressources financières sont souvent limitées.

Ressources humaines

L'attitude des dirigeants de l'entreprise va influencer L'adoption des nouvelles technologies. Plusieurs études montrent en effet que le profil des dirigeants d'entreprise (en termes d'âge, de scolarité et de formation technique) a une relation directe avec leur attitude face à l'innovation(3) et que cette attitude constitue un des principaux stimulants à l'introduction de nouvelles technologies au sein d'une entreprise(4). La disponibilité de l'expertise et des compétences voulues en gestion de la technologie au sein de l'entreprise, sans être le facteur le plus important, a une influence non négligeable sur la capacité d'une entreprise d'adopter de nouvelles technologies et, par conséquent, sur sa décision de procéder ou non à l'adoption de nouvelles technologies.

3.2 Facteurs reliés à l'environnement

L'ampleur et la rapidité de la diffusion des technologies sont aussi influencées par l'environnement dans lequel évoluent les entreprises.

Pressions concurrentielles

D'abord les pressions concurrentielles dans l'industrie constituent le principal facteur de l'environnement de l'entreprise qui détermine son rythme d'adoption des nouvelles technologies. Pour demeurer compétitives en termes de prix et de qualité et souvent même survivre dans un secteur de concurrence intense, les entreprises doivent innover rapidement au niveau des produits ou procédés. Cela s'applique autant aux entreprises oeuvrant dans les secteurs hautement technologiques qu'aux entreprises des secteurs matures qui

font face à une forte concurrence étrangère. L'intensité des pressions concurrentielles et l'effervescence technologique seront donc étroitement interreliées.

Une interaction étroite de l'entreprise avec ses fournisseurs d'une part, et ses clients, d'autre part, est aussi susceptible d'accroître la diffusion de technologies. Ainsi, l'entreprise pourra bénéficier des technologies que ses fournisseurs d'équipement sont en mesure de lui transmettre pour améliorer ses procédés de production. Par ailleurs, en étant attentif aux besoins spécifiques de ses clients, l'entreprise se donne ainsi accès aux informations de marché qui pourront stimuler l'innovation au niveau des procédés.

Agglomérations technologiques

La présence d'agglomérations technologiques, c'est-à-dire une concentration géographique d'entreprises de haute technologie, de centres de recherche, d'universités, de courtiers en technologie va aussi favoriser la diffusion de technologie par les interrelations qui en découlent. Entre autres, les agglomérations technologiques facilitent le parrainage technologique, où une grande entreprise va soutenir une PME pour répondre à certains de ses besoins spécifiques tout en lui fournissant l'information technologique nécessaire. L'effet d'essaimage est aussi facilité par les agglomérations technologiques. C'est-à-dire que profitant de l'expérience acquise au niveau technologique au sein de grandes entreprises ou centres de recherche, des entrepreneurs potentiels vont quitter ces organismes pour former leur propre entreprise dans des créneaux technologiques spécifiques. Ainsi, à titre d'exemple, Recherches Bell-Northern dans la région de Montréal est à l'origine de la création de plusieurs entreprises de haute technologie.

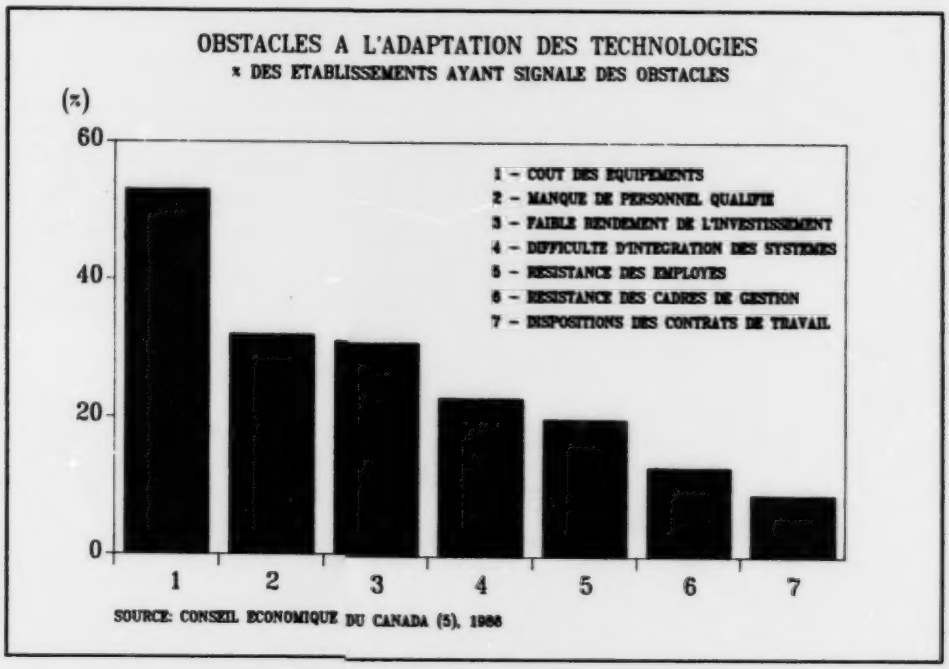
Finalement, certains autres facteurs du climat d'innovation pourront aussi influencer la diffusion technologique, entre autres: les politiques et la réglementation gouvernementale, le niveau de formation scientifique et l'attitude de la société face au progrès.

4. Obstacles à la diffusion de technologies

L'étude de l'OCDE(2) mentionne que plusieurs facteurs constituent des obstacles à la diffusion des technologies au Canada, dont le plus important serait la pénurie de personnel qualifié qui affecte le niveau de R&D dans les entreprises. Les autres facteurs mentionnés

sont le degré de propriété étrangère de l'industrie, la taille restreinte des entreprises et le coût et la disponibilité du capital. Une enquête du Conseil Économique du Canada(5) auprès d'établissements canadiens confirme ces résultats, en mettant particulièrement l'emphase sur le coût des équipements (voir tableau suivant).

Graphique 34



Il faut mentionner ici que les entreprises recensées dans l'enquête du Conseil Economique ont pu mentionner un facteur avec plus de régularité sans que celui-ci constitue l'obstacle primordial pour l'entreprise. Les deux études signalent toutefois que la résistance des employés aux changements technologiques n'est pas souvent citée par les entreprises comme un obstacle à l'adoption de nouvelles technologies au Canada.

5. État de la situation au Canada et au Québec

Le Canada ne peut produire lui-même toutes les technologies de pointe nécessaires pour être compétitif, ni fabriquer lui-même de façon concurrentielle tous les produits à forte ou moyenne intensité technologique

incorporant ces technologies de pointe. Le Canada doit par conséquent importer une grande partie de ces produits pour les utiliser comme biens intermédiaires. L'évolution de la balance commerciale canadienne des produits à forte ou moyenne intensité technologique peut donc servir, de façon approximative, de baromètre indiquant le rythme de diffusion de technologies au Canada.

Tableau 22

Balance commerciale canadienne pour certains groupes de produits manufacturés

	Haute technologie	Intensité technologique moyenne	Intensité technologique faible
		(millions de $)	
1971	- 1967	-1512	- 812
1984	-11974	-6114	-4453

Source: Statistique Canada, 1985, Statistique de la technologie et du commerce: Première section.

Comme on peut le constater, le déficit commercial canadien pour les produits à forte ou moyenne intensité technologique a augmenté rapidement depuis 1971. Compte tenu des considérations précédentes, on peut toutefois voir cette évolution comme étant le prix à payer pour accroître la compétitivité internationale des activités économiques traditionnelles au Canada. L'évolution de la balance commerciale canadienne ne nous fournit toutefois qu'une indication très partielle de la diffusion de technologies au Canada. Nous aurons recours à des indicateurs plus directs pour décrire l'état de la situation au Canada et au Québec.

5.1 Situation au Canada

Une étude du Conseil Économique du Canada(6), portant sur la période 1960-1979, a montré qu'il existait un décalage de 8,7 ans entre l'introduction d'un nouveau procédé de production dans le monde et son adoption au Canada. Dans le cas d'un nouveau produit, le décalage était de 7,4 ans. Ce sont là des délais considérables.

Une comparaison de ces résultats avec ceux d'une étude de McFetridge et Corvari(7) permet toutefois de les mettre en perspective.

McFetridge et Corvari ont estimé les délais moyens de diffusion internationale à partir d'une banque de données sur les entreprises multinationales et de la banque de données du Conseil Économique du Canada.

Tableau 23

Estimations des délais moyens de diffusion internationale 1960-1979

	Délai moyen (ans)
Banque de données sur les entreprises internationales	
Canada	7.11
Europe	10.42
Reste du monde	11.70
Banque de données du Conseil Économique du Canada	
Canada	5,80

Source: McFetridge, D.G. Corvari, R.J. (7)

Ces estimations semblent indiquer que l'âge moyen des technologies transférées dans les pays d'Europe et dans les autres pays du monde est plus élevé que celui des technologies importées au Canada. Une partie de l'explication réside sans doute dans l'importance du rôle joué par les filiales de multinationales américaines dans l'économie canadienne. Il n'en demeure pas moins que, en vue de ces chiffres, les décalages estimés dans l'étude du Conseil Économique du Canada citée un peu plus haut paraissent moins défavorables pour le Canada. Il faut, de toute évidence, utiliser avec prudence les résultats des deux études.

Le Conseil a par ailleurs entrepris en 1985 une enquête sur la diffusion de la technologie en milieu de

travail (5). Cette enquête a permis d'obtenir des informations auprès de 946 organisations des secteurs primaire, secondaire et tertiaire de toutes les tailles et de toutes les régions du pays. Environ 45% des répondants provenaient du secteur manufaturier. L'enquête a montré que l'informatique a connu un taux de pénétration important dans l'industrie canadienne au cours de la période 1980-85 mais que, malgré tout, le Canada continue à accuser un retard important sur les autres pays industrialisés. De façon plus spécifique, l'enquête a montré que:

- environ 62% des établissements manufacturiers consultés ont adopté des innovations en bureautique durant la période 1980-85;

- la diffusion de la productique (systèmes automatisés de manutention du matériel, commandes numériques informatisées, CAO, FAO, inspection et contrôle automatisés de la qualité) a cependant été beaucoup plus faible puisque 43% seulement des entreprises manufacturières qui ont participé à l'enquête ont déclaré avoir adopté l'une ou l'autre des techniques qui s'y rattachent;

- le quart des établissements manufacturiers avaient adopté des techniques de fabrication assistée par ordinateur;

- moins de 15% avaient adopté la conception assistée par ordinateur (CAO), la manutention automatisée, les commandes numériques informatisées (CNI) ou l'inspection et le contrôle de qualité.

Il n'y a malheureusement pas beaucoup d'informations disponibles nous permettant d'établir des comparaisons entre le Canada et les pays étrangers pour ce qui est de l'utilisation de équipements à forte intensité technologique. En fait, on ne peut guère pour ce faire que mesurer le degré de pénétration des machines-outils à commande numérique et celui des robots industriels.

En 1983, les machines-outils à commande numérique (MOCN) ne représentaient au Canada que 4,4% de l'ensemble des machines-outils achetées ce qui plaçait le Canada loin derrière le Japon (38,1%), les États-Unis (12,9%) et le Royaume-Uni (8,1%) cette année-là.

Les MOCN sont principalement utilisées dans les secteurs de la machinerie et du travail du métal. Il est intéressant toutefois de souligner qu'au Japon environ 20% du parc de MOCN en 1983 était utilisé dans d'au-

tres secteurs d'activité: industrie textile (10%), pâtes et papiers et industrie du plastique (7%), imprimerie et scieries (3%). Les entreprises canadiennes dans ces secteurs, qui représentent une part importante de l'activité manufacturière du pays, n'utilisent des MOCN que d'une façon relativement marginale jusqu'ici.

En 1984, le Canada se situait au neuvième rang des dix principaux pays industrialisés en ce qui concerne l'utilisation des robots. On n'y comptait que 3,7 robots par 10 000 emplois comparativement à 32,1 au Japon, 20,2 en Suède, 7,2 en Allemagne de l'Ouest et 4,7 aux États-Unis.

Encore faut-il comprendre que le retard du Canada en ce qui concerne l'utilisation de ces deux types d'équipements est attribuable dans une mesure importante à la différence entre les structures industrielles au Canada et dans les autres pays industrialisés. Ceci est particulièrement vrai pour les robots qui sont surtout utilisés jusqu'à maintenant dans l'industrie automobile.

Plusieurs autres facteurs ayant un lien avec la structure industrielle canadienne peuvent également expliquer la différence entre le Canada et les autres pays industrialisés en matière d'utilisation d'équipements à forte intensité technologique. La taille moyenne des entreprises est l'un de ceux-là. Le type de marchés visés de même que l'orientation plus ou moins grande vers les marchés extérieurs sont d'autres facteurs importants. En ce qui concerne ce dernier facteur d'ailleurs, il et probable que l'étroitesse du marché intérieur canadien a ralenti la diffusion de technologies de pointe au pays en particulier dans certaines industries orientées essentiellement vers le marché intérieur.

Statistique Canada a effectué en 1987 une enquête sur la diffusion des technologies de fabrication de pointe au Canada(8). Celle-ci a été menée dans le cadre de l'enquête mensuelle sur les livraisons, stocks et commandes. Toutes les industries manufacturières étaient couvertes. Les répondants représentaient à peu près la moitié de la valeur estimative des livraisons des industries manufacturières en 1986.

L'enquête ne couvrait cependant que des entreprises de taille moyenne ou de grande taille ce qui a sans doute biaisé les résultats en surestimant la diffusion des technologies de fabrication de pointe. Les comparaisons effectuées entre les provinces doivent aussi être

interprétées avec prudence puisqu'elles ont été établies sur la base d'un ensemble de technologies disparates. Ces comparaisons fournissent tout de même un éclairage intéressant sur la situation au Québec.

A travers le Canada, la moitié des entreprises interrogées, dans le cadre de cette enquête, utilisaient au moins une des catégories de technologie suivante:

- communications et contrôle (contrôleurs programmables, réseaux locaux);
- fabrication et assemblage (machines à contrôle numérique, cellules et systèmes de fabrication flexible, matériel de fabrication au laser robots);
- conception et ingénierie assistée par ordinateur;
- inspection gérée par ordinateur;
- systèmes de manutention informatisés.

En termes de proportion des établissements canadiens utilisant ou ayant l'intention d'utiliser au moins une de ces technologies, ce sont les cinq groupes manufacturiers suivants qui se révélaient les plus dynamiques:

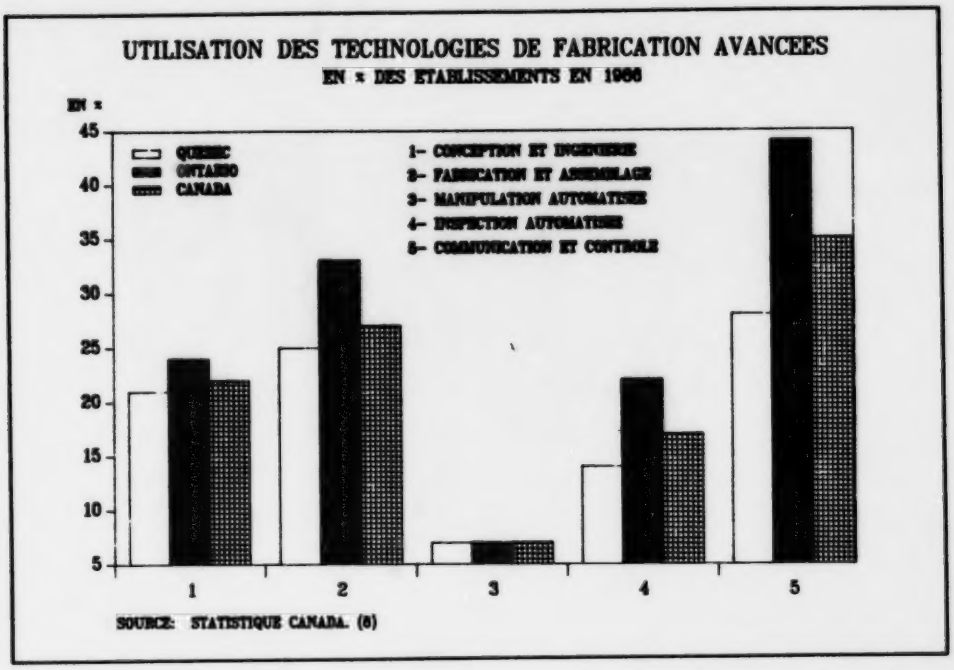
- métaux primaires (75%);
- produits électriques et électroniques (73%);
- machinerie (66%);
- papier et produits connexes (64%);
- matériel de transport (64%).

Le Québec représente une part importante de l'activité au Canada dans le secteur des métaux primaires et celui du papier. Cependant, c'est l'Ontario qui domine assez nettement dans les autres secteurs sauf pour ce qui est de l'industrie aéronautique (matériel de transport).

5.2 Situation au Québec

Le graphique 5.2 montre d'ailleurs qu'il y a, selon cette même enquête de Statistique Canada, une différence significative entre le Québec et l'Ontario en matière de pénétration des groupes de technologies.

Graphique 35



Comme on peut le constater, la différence entre les deux provinces est significative pour trois des groupes de technologie.

Le tableau 5.3 montre la part des établissements manufacturiers du Québec et de l'Ontario utilisant au moins une des technologies avancées de fabrication choisies dans le cadre de cette enquête. Plusieurs points ressortent clairement de ce tableau:

- pour les industries traditionnelles (aliments et boissons, cuir, textile, habillement, meubles), la part relative des établissements utilisant au moins une des technologies avancées identifiées est faible;

- l'utilisation des technologies de fabrication avancées semble être plus répandue en Ontario qu'au Québec pour les industries traditionnelles, l'écart étant particulièrement marqué pour l'industrie des aliments et boissons;

Tableau 24

Part des établissements utilisant au moins une technologie avancée de fabrication 1986

	Québec	Ontario
	%	%
Industries manufacturières		
Aliments et boissons	37	54
Caoutchouc et matières plastiques	45	70
Cuir, textiles, habillement	34	44
Bois	36	42
Meubles et articles d'ameublement	33	33
Papier et produits connexes	59	65
Imprimerie et édition	46	44
Première transformation des métaux	76	79
Fabrication de produits métalliques	52	63
Machinerie	69	74
Matériel de transport	59	76
Produits électriques et électroniques	57	80
Produits minéraux non métalliques	69	64
Pétrole et produits chimiques	63	60
Autres industries manufacturières	32	41
Toutes les industries manufacturières	45	57

Source: Statistique Canada, 1987, (8)

- pour les industries de transformation des ressources (caoutchouc et matières plastiques, bois, papier et produits connexes, première transformation des métaux, produits minéraux non métalliques, pétrole et produits chimiques), l'utilisation des technologies de fabrication avancées semble être plus répandue en Ontario qu'au Québec sauf en ce qui concerne

l'industrie des produits minéraux non métalliques et celle du pétrole et produits chimiques;

- l'utilisation des technologies de fabrication avancées semble nettement plus répandue en Ontario qu'au Québec dans les industries de biens d'équipement (produits métalliques, machinerie, matériel de transport, produits électriques et électroniques);

- pour l'ensemble des industries manufacturières, l'Ontario semble assez nettement en avance sur le Québec.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec (MIC) a effectué, en 1985, un inventaire des équipements de production utilisés par les entreprises travaillant le métal (9). Les secteurs d'activité couverts étaient les suivants: fabrication de produits métalliques, machinerie, équipements de transport, produits électriques et électroniques.

Cette enquête a permis de recueillir de l'information sur l'utilisation de l'informatique pour la gestion ou pour les procédés de fabrication auprès de 746 entreprises. A ce niveau, elle fournit donc des résultats très intéressants. Elle ne porte cependant, comme on vient de le voir, que sur un nombre restreint de secteurs.

On peut constater, d'après les résultats exposés dans le tableau 5.4, que le degré d'utilisation de l'informatique croît avec la taille des firmes.

On peut voir également que l'informatique est plus répandue dans les procédés de gestion qu'en production. Les secteurs les plus fortement utilisateurs de l'informatique en gestion sont également ceux qui sont les plus fortement utilisateurs de l'informatique en production.

Les secteurs les plus fortement utilisateurs ne sont cependant pas les mêmes selon que l'on considère les firmes de 99 employés et moins ou les firmes de plus grande taille. Pour les entreprises de 100 employés et plus, c'est l'industrie du matériel de transport qui est fortement utilisatrice d'informatique: ce résultat est attribuable dans une large mesure à la présence de grandes entreprises d'aéronautique. Pour les entreprises de taille plus faible, ce sont les secteurs de la machinerie et de la fabrication de produits métalliques qui comptent la plus grande proportion d'utilisateurs d'informatique.

Tableau 25

Pourcentage des entreprises utilisant l'informatique à des fins de gestion ou de production Québec, 1985

	1-19 empl.	10-99 empl.	100-499 empl.	Total
Informatique en gestion				
Produits métal.	13	51	84	36
Machinerie	18	59	96	50
Matériel de transport	3	42	100	30
Produits électriques et électroniques	-	-	-	57
Informatique en production				
Produits métal.	4	20	34	13
Machinerie	7	25	52	21
Matériel de transport	3	18	57	13
Produits électriques & électroniques	-	-	-	21

Source: Ministère de l'Industrie et du Commerce (9).

Des chercheurs de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ont effectué, en 1985, une enquête auprès de 1949 entreprises québécoises du secteur manufacturier, du secteur commercial et du secteur des services(10); 849, soit 44%, ont répondu au questionnaire distribué par les chercheurs.

La proportion des entreprises du secteur manufacturier possédant de l'équipement informatique (73%) est, selon cette enquête, plus faible que la proportion observée dans le secteur commercial (76%) et celui des services (85%).

Une proportion de 62% des petites entreprises manufacturières (moins de 100 employés) sont peu ou pas in-

formatisées (c'est-à-dire ne comptent pas plus de deux applications de leur équipement informatique: comptabilité, finance, CAO, FAO, traitement de texte, etc.). La proportion est de 23% pour les entreprises de taille moyenne (100-499 employés) et de 11% pour les grandes entreprises. Trois quarts des grandes entreprises comptent cinq applications ou plus de leur équipement informatique alors que la proportion n'est que de 12% pour les petites entreprises.

Le tableau suivant donne une idée plus précise du degré de pénétration de différentes applications de l'équipement informatique.

Tableau 26

Part des entreprises manufacturières ayant introduit des applications informatiques

Québec, 1985

Application	Petites	Moyennes	Grandes
	%	%	%
Comptabilité/finances	59	92	93
Gestion des stocks	35	61	79
Gestion du personnel	36	71	82
Gestion des opérations	24	53	82
CAO	-	9	43
FAO	-	15	43
Traitement de texte	24	45	86
Courrier/messagerie	-	11	29
Archivage	-	9	14
Téléconférence	-	2	21

Source: Lefebvre, Louis-A. et Elisabeth, Ducharme, Jean (10)

Si les applications reliées à la comptabilité/ finance, à la gestion des stocks et à la gestion de personnel sont relativement répandues, ce n'est pas le cas de celles reliées à la conception ou la fabrication assistée par ordinateur.

En vue du sommet québécois de la technologie en 1988, des chercheurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et de l'Institut National de la Recherche Scientifique (INRS) ont préparé le rapport: "Bi-

lan et impact des nouvelles technologies sur la structure industrielle du Québec, 1985, 1991 et 1996" (11).

Cette étude a porté sur cinquante-cinq branches industrielles dans les industries primaires, secondaires et tertiaires. Les chercheurs n'ont pas procédé à une enquête exhaustive ou échantillonnale. C'est à partir de l'ensemble des informations obtenues de sources diverses qu'ils ont pu estimer le taux de pénétration des nouvelles technologies dans chacune des branches industrielles étudiées.

On a eu recours entre autres aux indications de personnes ressources bien informées (experts sectoriels au gouvernement, associations sectorielles, etc.,) et à des visites de quelques établissements représentatifs soit de la technologie de pointe (utilisée dans cette branche au Québec) soit de la technologie la plus couramment utilisée au Québec. Les résultats obtenus sont donc tributaires, comme le reconnaissent explicitement les chercheurs, de la qualité des informations sur lesquelles sont basés leurs estimations. Ils dépendent aussi des hypothèses utilisées relativement aux facteurs susceptibles d'avoir une influence sur le rythme de diffusion des nouvelles technologies (évolution de la demande, capacités de financement, âge moyen des équipements, etc.).

Les résultats apparaissent au tableau 5.6. Comme on peut le constater à la lecture de ce tableau, le taux de pénétration en 1985 est, dans l'ensemble assez faible. Les exceptions se retrouvent dans les secteurs où il existe de grandes entreprises effectuant des travaux de R&D importants (aéronautique, produits pharmaceutiques, télécommunications), ainsi que dans des secteurs se prêtant bien à l'informatisation du processus de fabrication et/ou dans lesquels on retrouve souvent des procédés de fabrication lourds ou en continu (produits chimiques, organiques, affinage du cuivre, imprimerie commerciale, scieries, plastiques).

Tableau 27

Diffusion sectorielle des nouvelles technologies

Secteur	Taux de pénétration (%)*	
	1985	1991
Pâtes et papiers	5	15
Aluminerie	20	50
Boulangerie	15	60
Aéronef	75	100
Atelier d'usinage	15	20
Fil métallique	30	95
Verre	30	50
Textile	10	75
Télécommunication	40	55
Gros appareils électriques	0	60
Scieries	50	70
Équipements électriques industriels	0	15
Produits chimiques inorganiques	50	80
Plastiques et résines	40	80
Boîtes en carton et sacs	10	70
Produits pharmaceutiques	40	60
Produits chimiques organiques	0	45
Cimenteries	10	40
Imprimerie commerciale	55	75
Vêtement	5	100
Bonneterie	5	100
Affinage du cuivre	50	60
Sidérurgie	40	80
Transformation du lait	20	35
Portes et châssis	-	60
Meubles	0	30
Chaussures	50	100
Raffineries	100	-
Emboutissage et matriçage des métaux	100	-

-: Non disponible

Note: * Le taux de diffusion indique ici la part de la production québécoise d'un secteur qui relève des nouvelles technologies (identifiées par des experts industriels).

Source: Julien, Pierre-André, Thibodeau, Jean-Claude (11)

Comme on peut le constater d'après le tableau 5.6, on prévoit une évolution rapide de la situation d'ici 1991. La rapidité de l'évolution prévue tient en partie à la définition qui est faite des nouvelles technologies: on considère comme telles dans cette étude les technologies les plus avancées actuellement utilisées dans le secteur en question au Québec. C'est ce qui explique par exemple qu'on estime à 100% la pénétration des nouvelles technologies dans le secteur du vêtement en 1991. On prévoit ainsi que les équipements dans ce secteur s'amélioreront considérablemet au cours des prochaines années sans pour autant qu'on passe à l'étape de la robotisation.

Pour certains secteurs par contre, le taux de pénétration prévu en 1991 peut sembler faible à première vue. Plusieurs explications sont possibles: faible croissance prévue de la demande, mandat de production limité, santé financière fragile, équipements non encore amortis. Il faut de plus, tenir compte du fait que le taux de diffusion apparaissant dans le tableau est évalué en fonction de la part de la production québécoise relevant de nouvelles technologies. Dans les branches industrielles dominées par quelques grands établissements très performants, le taux de diffusion sera très élevé (aéronef par exemple). Si par contre une partie importante de la production québécoise est faite à partir de technologies définies comme n'étant pas nouvelles, comme c'est le cas ici pour le secteur des pâtes et papiers, le taux de diffusion sera faible.

5.3 Conclusion

La diffusion des technologies semble être plus lente au Canada que dans les autres pays industrialisés. Cela est dû à un ensemble de facteurs: différence dans les structures industrielles, types de marché visés, orientation vers les marchés extérieurs, étroitesse du marché intérieur, intensité des efforts de R&D, importance des effectifs de chercheurs et techniciens.

D'une façon générale le Québec marque du retard par rapport à l'Ontario ce qui place la province loin derrière les pays industrialisés autres que le Canada.

Le retard du Québec est attribuable en partie à la structure industrielle de la province. Celle-ci est en effet fortement orientée vers des industries traditionnelles ou des industries à croissance lente (tex-

tiles, vêtements, chaussures, meubles, aliments et boissons). Ce n'est pas à l'intérieur de ces industries qu'on observe en général une diffusion rapide de technologies et cela même dans d'autres pays. Cela est dû à un ensemble de facteurs: difficultés d'ordre technique à automatiser les opérations, position financière fragile, orientation stratégique vers le marketing plutôt que vers l'amélioration des procédés de fabrication, etc.

De plus, l'importance relative des emplois dans les PME manufacturières est plus grande au Québec qu'en Ontario ou aux États-Unis. Alors qu'au Québec 31,0% de l'emploi manufacturier se situait en 1982 dans les entreprises de moins de 100 employés, la proportion n'était que de 22,5% en Ontario ce qui se compare à ce qu'on observe aux États-Unis (22,8%). Ce facteur n'est pas négligeable si on tient compte du fait que la diffusion de technologies est plus lente dans les PME que dans les grandes entreprises.

RÉFÉRENCES

1. Miller, Roger et Blais, Roger, Septembre 1988, Configurations stratégiques de l'innovation dans les entreprises - Le cas de six industries au Québec.

2. OCDE, 1988, Perspectives de politique scientifique et technologique.

3. Julien, Pierre-André, Carrière, Jean-Bernard, Hébert, Louis, 1988, La diffusion de nouvelles technologies dans trois secteurs industriels, Conseil de la science et de la technologie.

4. Bianchin, Louis M., 1986, Study of the Factors Affecting the Low level of Automation in the Canadian Small and Medium Companies. A Fabricated Metal and Machinery Industry Perspective, thèse de doctorat soumise à California Coast University.

5. Betcherman, Gordon et McMullen Kathryn, 1986, La technologie en milieu de travail - Enquête sur l'automatisation au Canada, Conseil Économique du Canada.

6. De Melto D., McMullen K. et Wills R., 1980. Preliminary Report: Innovation and Technological change in Five Canadian Industries, Conseil Économique du Canada.

7. McFetridge, D.G. Corvari, R.J., 1985, Technology Diffusion: A Survey of Canadien Evidence and Public Policy Issues", University of Toronto Press.

8. Statistique Canada, 1987, Enquête sur la technologie de la fabrication.

9. MIC, 1987, Le secteur de la machinerie et du travail du métal au Québec: importance économique et analyse comparative.

10. Lefebvre, Louis-A, Lefebvre, Elisabeth, Ducharme, Jean, 1985, Les entreprises québécoises de l'informatique: situation actuelle et perspectives futures, Gestion.

11. Julien, Pierre-André et Thibodeau, Jean-Claude 1988, Bilan et Impact des nouvelles technologies sur la structure industrielle du Québec, 1985, 1991 et 1996, document préparé en vue du Sommet québécois de la technologie.

L'INDUSTRIE PAPETIÈRE AU QUÉBEC

Préparé par: Diane Bellon
Economiste

1. HISTORIQUE

L'exploitation de la ressource forestière pour la production de pâtes et papiers date de la fin du XIXe siècle en Europe. En Amérique du Nord, le Québec joua un rôle de protagoniste dès la naissance de l'industrie, grâce à l'abondance de sa ressource forestière de qualité appropriée, et grâce également à l'abondance de son énergie hydro-électrique et de son eau douce. Le premier moulin de pâte mécanique en Amérique du Nord fut ainsi établi à Valleyfield en 1866, le premier moulin de pâte chimique, à Windsor Mills en 1866 également, et la première usine de pâte à utiliser le procédé au sulfate, à East-Angus en 1907.

La forte croissance de la demande de papier journal aux États-Unis et la suppression du tarif américain sur ce produit en 1913 permirent à l'industrie québécoise de prendre un essor vigoureux dès le début du siècle. Jusque vers le milieu des années 50, le papier journal québécois exerça une suprématie sur le marché américain. Les pénuries de papier journal durant la Deuxième Guerre mondiale et les années d'après-guerre, fournirent cependant aux États-Unis un climat favorable au développement de sa propre filière forestière. De 72 pour cent en 1965, la part des producteurs canadiens sur le marché américain de papier journal diminua ainsi à 64 pour cent en 1970, et à 57 pour cent en 1986.

Au cours des années 1960 et 1970, l'industrie québécoise traversa des hauts et des bas, suivant la conjoncture économique nord-américaine. De la fin de 1978 jusqu'au début de 1981, l'industrie enregistra des profits records et bon nombre de compagnies entamèrent la modernisation de leurs usines, devenue essentielle afin de maintenir leur position de chef de file international. Cette modernisation fut toutefois ralentie à cause des conditions économiques fortement défavorables à la fin de 1981. Cette récession, qui dura jusqu'en 1983, força même certaines papetières à cesser temporairement leurs activités. En revanche, les dernières années sont empreintes d'optimisme alors que les prix et la demande sont à la hausse: on estime qu'en 1987 et 1988, les marges bénéficiaires des papetières ont enregistré de nouveaux records. L'année 1989 devrait également se situer sur la même lancée.

2. PRODUCTION QUÉBÉCOISE

La domination du papier journal comme principal produit de l'industrie des pâtes et papiers se constate dès le début des statistiques canadiennes sur le papier en 1917. Encore aujourd'hui, le papier journal demeure la spécialité de l'industrie québécoise, quoique l'on observe une diminution progressive de son importance relative depuis les années 60. De 1960 à 1987, la production du papier journal a augmenté de 53 pour cent à 4,5 millions de tonnes métriques, mais son poids dans la production québécoise totale de pâtes et papiers a chuté de 71 à 52 pour cent. Les papiers d'impression et d'écriture, spécifiquement les papiers spéciaux à base de pâte mécanique, et les pâtes commerciales ont capté une part de plus en plus grande de la production globale: les premiers de 2 à 16 pour cent et les secondes de 12 à 16 pour cent, de 1960 à 1987. Ainsi, la production de papiers spéciaux et celle des pâtes commerciales se sont élevées à 1,0 et 1,3 million de tonnes métriques respectivement en 1987.

Les cartons (914 000 t.m.), les papiers fins (311 000 t.m.), les papiers mousseline et hygiéniques (224 000 t.m.), les papiers d'emballage et autres papiers (305 000 t.m.) complètent la gamme de nos produits.

3. IMPORTANCE DE L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE

L'industrie papetière se situe au coeur de l'économie québécoise. Ses 61 usines ont donné de l'emploi à 31 400 travailleurs en 1987, soit 6 pour cent des emplois du secteur manufacturier québécois. Ses livraisons, d'une valeur de 5,7 milliards de dollars, ont représenté 8,5 pour cent du total manufacturier du Québec.

La production en volume de pâte-papier-carton se chiffre à 7,5 millions de tonnes métriques (1987) et confère au Québec un huitième rang dans la hiérarchie des grands producteurs mondiaux avec 4 pour cent de la production mondiale, après les États-Unis (33%), le Japon (9%), le reste du Canada (6,5%), l'URSS (6%), la Suède et la Chine (5%) et la Finlande (4,4%). En 1970, cette part du Québec était légèrement plus élevée, 4,7 pour cent, ce qui lui valait alors un sixième rang à l'échelle mondiale, devant la Chine et la Finlande. Le renforcement des capacités productives du Brésil et de la Chine explique principalement cette perte d'importance relative du Québec dans la production mondiale au cours des vingt dernières années.

Avec des expéditions à l'étranger estimées à 3,8 milliards de dollars en 1987, l'industrie des pâtes et papiers occupe le deuxième rang des industries exportatrices du Québec, contribuant pour 19 pour cent des exportations internationales totales québécoises. Le papier journal arrive au premier rang des produits exportés québécois.

Parce que l'industrie est fortement intensive en capital, la productivité du travail y est en général supérieure à la moyenne manufacturière québécoise dans une proportion de 38 pour cent. Cet avantage se reflète dans des salaires également supérieurs: 31 999 $ en 1984, contre 20 053 $, soit la rémunération annuelle moyenne versée respectivement aux travailleurs du secteur papetier et du secteur manufacturier en général. L'industrie a d'ailleurs bénéficié d'une croissance de productivité du travail supérieure à l'ensemble manufacturier, notamment depuis le milieu de la dernière décennie. La croissance plus rapide des immobilisations, qui s'est manifestée en 1973 puis surtout à partir de 1979, explique principalement la meilleure performance de la productivité.

Depuis les dernières années, les immobilisations ont connu une hausse remarquable, traduisant principalement les investissements dans une nouvelle usine de papiers fins à Windsor. En 1987, elles ont atteint 1,1 milliard de dollars, représentant 26,2 pour cent des immobilisations du secteur manufacturier québécois.

La contribution du secteur des pâtes et papiers à l'économie régionale varie considérablement d'une région à l'autre du Québec. Même si l'on trouve des usines dans chacune des régions, l'industrie est mieux représentée dans les régions de Trois-Rivières, de Québec, du Saguenay/Lac Saint-Jean et de l'Outaouais, qui regroupent 70 pour cent de la capacité de production québécoise et 46 pour cent de l'emploi papetier québécois.

Par ailleurs, plusieurs usines sont implantées dans des régions éloignées par rapport aux centres urbains, ce qui a permis leur développement. A titre d'exemple, mentionnons seulement Alma, Baie-Comeau, Lebel-sur-Quévillon, Témiscaming.

4. INTERDÉPENDANCE AVEC L'INDUSTRIE DU SCIAGE

Depuis la décennie 70, il importe de souligner l'interdépendance graduelle que l'industrie des pâtes et

papiers a développé avec l'industrie du sciage, afin de s'assurer des concessions forestières et des approvisionnements en copeaux à bon prix. En 1988, les papetières possèdent 10 des 24 scieries québécoises qui produisent au moins 50 millions de pieds mesure planche (pmp) par année, et contrôlent 70 pour cent de la production totale de ces scieries. Dans la région du Saguenay/Lac Saint-Jean, aucune scierie d'importance n'est demeurée indépendante.

Puisque l'on estime que près de la moitié des approvisionnements des usines de pâtes et papiers sont comblés par les scieries, il est aisé de prévoir que la forte présence des papetières au sein du secteur du sciage se maintiendra, malgré le fait que les papetières ne génèrent pas en général des profits reluisants avec les scieries qu'elles exploitent.

5. PERSPECTIVES

Pour l'industrie papetière québécoise, l'importance primordiale du marché américain ne fait aucun doute: en 1987, 84 pour cent des exportations papetières chargées au Québec furent en effet expédiées aux États-Unis. De plus, au cours des cinq dernières années, c'est sur le marché américain que les ventes des produits papetiers québécois ont connu la plus forte croissance, augmentant d'autant la dépendance du secteur face au marché américain.

L'analyse prospective des marchés mondiaux indique toutefois que, d'ici l'an 2000, les plus hauts taux de croissance de la demande papetière origineront de la région de l'Asie du Sud-Est et du Japon. Néanmoins, les États-Unis et l'Europe de l'Ouest demeureront les plus grands consommateurs papetiers en volume. L'accroissement de la demande nette américaine d'ici la fin du millénaire devrait ainsi largement suffire à absorber les additions prévues aux capacités productives de l'industrie québécoise.

Dans le cas spécifique du papier journal, on estime que le Québec pourrait ajouter 0,7 million de tonnes métriques à sa capacité de production d'ici l'an 2000, ce qui l'amènerait à utiliser davantage de feuillus, de pâte à haut rendement et de fibres recyclées. D'autre part, les États-Unis devraient requérir 1,8 million de tonnes métriques de plus qu'en 1986 pour combler leur demande nette. En conséquence, il est peu probable que les producteurs québécois soient stimulés dans leurs efforts de commercialisation vers les marchés asiatiques. Ce faisant, l'industrie qué-

bécoise demeure tributaire des fluctuations de l'économie et par conséquent de la demande papetière des États-Unis, outre l'impact des taux de change du dollar américain sur leurs profits.

6. DÉFIS MAJEURS

Par ailleurs, l'industrie québécoise doit s'ajuster à de nouvelles conditions de marché qui sont apparues depuis une quinzaine d'années sur la scène internationale. On note, à cet effet, l'émergence de nouveaux concurrents, nettement avantagés au niveau des coûts de la fibre et parfois également de la main-d'oeuvre. Ces nouveaux fournisseurs sur les marchés internationaux, notamment le Brésil, exercent des pressions sur les prix et sur les décisions d'investissements des entreprises, par les conditions alléchantes qu'ils offrent tant au niveau des coûts de production moindres que des politiques fiscales plus généreuses.

D'autres facteurs exercent des pressions sur l'industrie québécoise au niveau de sa technologie et de ses produits traditionnels, comme le développement des pâtes thermomécaniques et chimico-thermomécaniques, ou les papiers spéciaux de qualité supérieure tels les surcalandrés de type A ou encore les papiers légèrement pigmentés. Ces nouveaux produits, issus de technologies des plus modernes, imposent à l'industrie québécoise de repenser sa structure d'offre, afin d'être en mesure de répondre aux nouvelles exigences des marchés.

Dans les prochaines années, le libre-échange canado-américain nécessitera en outre certains ajustements, particulièrement dans le secteur de l'emballage et des cartons.

D'autres conditions, qui relèvent de l'environnement économique global, ont aussi un rôle déterminant sur l'évolution de l'industrie papetière, tel le taux d'intérêt et le taux d'inflation. Les premiers influencent les décisions d'investissement et partant, la compétitivité de cette industrie fortement intensive en capital; les seconds ont un impact majeur sur les coûts de production dans une industrie soumise aux cycles de la demande et des prix. En somme, au cours des prochaines années, l'industrie québécoise devra relever des défis de taille afin de demeurer en tête de file.

6.1 Ressource forestière et fibres secondaires

L'avenir de l'industrie papetière québécoise est lié fondamentalement à la forêt. Or, l'état de la ressource forestière, son utilisation non optimale et son coût d'exploitation freinent la compétitivité actuelle de l'industrie québécoise et assombrit son développement futur.

En effet, la fibre résineuse économiquement accessible est actuellement exploitée à son niveau quasi maximum et l'on anticipe, à moyen terme, des ruptures de stocks dans certaines régions du Québec. De plus, les territoires de coupe s'éloignent de plus en plus des usines de transformation et se retrouvent sur des terrains moins productifs, augmentant d'autant les coûts d'exploitation.

Le nouveau régime forestier, en application depuis le printemps 1987, apportera certainement des correctifs à l'état actuel de l'aménagement des forêts, mais entraînera une hausse des coûts de la matière ligneuse qui viendra s'ajouter au problème de la fibre que l'on estime la plus chère en Amérique du Nord.

Les intervenants dans le secteur forestier doivent donc avoir comme objectif principal d'assurer une utilisation maximale de la ressource disponible et de pourvoir à sa régénération d'une façon adéquate. Il existe un volume très important de feuillus inexploités et l'industrie papetière québécoise utilise relativement peu de fibres recyclées. A titre d'exemple, les fibres secondaires représentent 50 pour cent des approvisionnements totaux au Japon, 25 pour cent aux États-Unis, alors qu'au Québec, ce taux ne s'élève qu'à environ 5 pour cent. De plus, la biomasse forestière représente un potentiel important très peu exploité jusqu'à maintenant.

6.2 Main-d'oeuvre: formation et recyclage

La modernisation des usines, l'emploi de nouvelles technologies, la mise sur pied de nouveaux établissements, ainsi que les modifications à la structure de l'offre québécoise, notamment suite à la libéralisation des échanges canado-américains, sont des facteurs qui exerceront de plus en plus une pression sur la main-d'oeuvre papetière, soit en réduisant le nombre d'emplois ou en modifiant de façon importante les compétences techniques requises.

6.3 Coûts de production

Les coûts de la fibre et ceux de la main-d'oeuvre sont particulièrement responsables des coûts de production élevés de l'industrie papetière québécoise. En effet, le niveau relativement peu élevé de la productivité du travail au Québec en comparaison de nos compétiteurs étrangers (ce qui s'explique principalement par l'ancienneté des usines et des machines à papier au Québec), combinée à des salaires relativement élevés payés à la main-d'oeuvre papetière québécoise, concourent à rendre les coûts de production, au chapitre de la main-d'oeuvre, parmi les plus élevés en Amérique du Nord, lorsqu'exprimés en dollars américains.

On estime que l'industrie québécoise devrait consentir des investissements annuels de l'ordre de 1,5 milliard de dollars au cours des dix prochaines années, afin de réduire ses coûts de production et d'assurer sa compétitivité sur les marchés mondiaux.

6.4 Recherche-développement

L'industrie québécoise ne consacre que relativement peu d'efforts à la recherche-développement, ce qui l'astreint à demeurer souvent tributaire des développements technologiques qui originent des producteurs concurrents étrangers. On estime que les coûts de la recherche-développement papetière au Québec seraient de l'ordre de 30 millions de dollars par année, soit 0,6 pour cent du total des ventes de l'industrie. Aux États-Unis, on évalue les mêmes coûts à l'équivalent de 1 pour cent des ventes de l'industrie papetière, alors que l'industrie suédoise injecterait quant à elle 2,6 pour cent de ses ventes annuelles en recherche-développement. C'est donc d'un facteur de deux à quatre fois plus élevé que certains compétiteurs du Québec investissent dans la recherche-développement, menaçant ainsi l'industrie québécoise de perpétuer sa dépendance face à la technologie étrangère.

6.5 Environnement

Entre 1979 et 1986, le ministère de l'Environnement du Québec (MENVIQ) estime que l'industrie papetière québécoise a réussi à réduire de 53 pour cent son taux de matières en suspension (MES), passant de rejets moyens quotidiens de 600 tonnes métriques en 1979 à 280 ton-

nes métriques à la fin de 1986. La situation concernant la demande biologique en oxygène (DBO) s'améliora quant à elle de 34 pour cent au cours de la même période, passant de 1 400 tonnes métriques rejetées quotidiennement à 920 tonnes métriques. Au total, plus de 700 millions de dollars furent immobilisées pour la réduction des problèmes environnementaux. Le MENVIQ estime cependant que des investissements supplémentaires totalisant environ 320 millions de dollars devraient être consentis pour que l'industrie se conforme aux normes actuelles de MES et de DBO. Bien que ces sommes paraissent considérables, les usines pourraient parfois en retirer des bénéfices tangibles, surtout au niveau de l'utilisation plus économique des matières premières et d'une réduction dans la consommation énergétique.

7. CONCLUSION

La place de l'industrie québécoise sur l'échiquier mondial à l'aube du XXI ème siècle dépendra donc de sa capacité de répondre d'une façon compétitive aux mutations internationales dans deux facteurs stratégiques de l'industrie: les marchés et la technologie.

A l'intérieur même du Québec, la question de la ressource forestière arrive aux premiers rangs des préoccupations des industriels papetiers. L'action conjuguée des gouvernements, des industriels et des scientistes dans la recherche de solutions au dépérissement de nos forêts, notamment par les pluies acides, agira aussi comme facteur déterminant dans le maintien de la compétitivité de l'industrie québécoise.

SOURCES DES DONNÉES STATISTIQUES UTILISÉES DANS CETTE PUBLICATION

Indicateurs	Sources
Données internationales	"Perspectives économiques de l'OCDE" Organisation de Coopération et de Développement économiques
P.I.B.	Conference Board
Ventes au détail	Statistique Canada
Exportations/Importations	Bureau de la Statistique du Québec (BSQ) et Statistique Canada
Immobilisations	Statistique Canada
Dépenses des ménages	Conference Board du Canada
Revenu personnel	Conference Board du Canada
Revenu personnel disponible	Conference Board du Canada
Mises en chantier	Statistique Canada
Faillites	Bureau du Surintendant des faillites Consommation et Corporations Canada
Jours-personnes perdus	Ministère du travail, Québec
Bénéfices des entreprises	Statistique Canada
Emploi, chômage, population active	Enquête sur la population active, Statistique Canada
Balance commerciale	BSQ et Statistique Canada
Balance des opérations courantes	Statistique Canada

SOURCES DES DONNÉES STATISTIQUES UTILISÉES DANS CETTE PUBLICATION

(suite)

Taux d'utilisation de la capacité de production	Statistique Canada
Prix à la consommation	Statistique Canada
Prix de vente industriels	Statistique Canada
Expéditions manufacturières	Statistique Canada
Expéditions minérales	Ministère de l'énergie et des ressources du Québec
Recettes monétaires agricoles	Statistique Canada
Débarquements de poissons	Pêches et Océans Canada
Chantiers de construction	Commission de la construction du Québec
Production de chaussures	Statistique Canada
Production de cigarettes	Statistique Canada
Ventes d'électricité	Hydro-Québec
Population, régions de concertation	Bureau de la Statistique du Québec (BSQ)